

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Des gains et salaires de la Femme mariée sous le régime de la Communauté

(ÉTUDE JURIDIQUE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 1^{er} Juin 1910, à 4 heures 1/2

PAR

GILBERT JOSSON

Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants { MM. TISSIER, professeur.
TRUCHY, professeur.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

—
1910

THÈSE POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

Des gains et salaires de la Femme mariée sous le régime de la Communauté

(ÉTUDE JURIDIQUE DE LA LOI DU 13 JUILLET 1907)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le Mercredi 1^{er} Juin 1910, à 4 heures 1/2

PAR

GILBERT JOSSON



Président : M. THALLER, professeur.

Suffragants { MM. TISSIER, professeur.
TRUCHY, professeur.

LILLE

IMPRIMERIE H. MOREL, RUE NATIONALE, 77

1910

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

BIBLIOGRAPHIE

- ADAM. — *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1908-1909, page 280.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Précis de droit civil, 10^{me} édition, tome III, nos 250 et suiv. Paris, Larose, 1910.
- BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. — Du contrat de mariage, 2^e édit. Paris, Larose, 1901.
- BOISTEL. — Des limites à apporter aux pouvoirs du mari dans l'administration de la communauté. *La Réforme sociale*, janvier 1902, n^o 1. Société d'Economie sociale, Paris, 1902.
- Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, 1901-1902. Paris, Rousseau.
- CARRÉ. — Protection des produits du travail de la femme mariée. Thèse Roubaix, 1904.
- CAUWÈS. — De la protection des intérêts économiques de la femme mariée. *Revue d'Economie politique*, 1894, page 216.
- COLIN DE VERDIÈRE. — Des produits des biens des époux, de leur travail et de leur industrie, sous les différents régimes matrimoniaux. Thèse Paris, 1897.
- CREVOISIER. — Le libre salaire de la femme mariée. Paris, Bebzacq, éditeur.
- DAMEZ. — Le libre salaire de la femme mariée et le mouvement féministe. Paris, Rousseau, 1905.
- DEFRENOIS. — Des droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Paris, Administration du répertoire général pratique du notariat et de l'enregistrement, 1908.
- DELACHENAL. — Des pouvoirs de la femme sur les biens communs pendant la durée de la communauté légale. Thèse Paris, Rousseau, 1901.
- DE LA GRASSERIE. — Étude de la loi du 13 juillet 1907. *Lois Nouvelles*, 1^{re} partie, 1907, pages 465 à 499.
- DEPINAY. — Application par la pratique notariale de la loi du 13 juillet

1907. *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, février-mars 1908 (*initio*).
- FRANCK DEYZAC. — Pratique notariale. Application de la loi du 13 juillet 1907. *Journal du Notariat*, 1908, p. 145, 180, 209, 243.
- GASTALDI. — Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. Thèse Paris, Larose, 1908.
- GLASSON. — Le Code Civil et la question ouvrière. Paris, Didot, 1886.
- GUNTZBERGER. — De l'extension des droits de la femme mariée sur les produits de son industrie personnelle. Paris, Larose, 1896.
- HUGÉ. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Paris, Rousseau, 1902.
- IMBERT. — De la protection des gains et salaires de la femme mariée. Thèse Paris, Rousseau, 1902.
- LALOU. — Droits de la femme mariée sur les produits de son travail et les produits du travail de son mari, depuis 1907. Paris, Giard.
- LE COURTOIS et SURVILLE. — La loi du 13 juillet 1907 sur le libre salaire de la femme mariée et la contribution aux charges du ménage. Paris, Larose, 1908.
- MAZIN. — Les produits du travail des époux sous les divers régimes matrimoniaux. Thèse Bordeaux, 1903.
- MORCHÉ. — Du droit de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse Rennes, 1901.
- MORIDE. — Des modifications apportées par la loi du 13 juillet 1907 au régime de la communauté légale. Th. Paris, Rousseau, 1908.
- MORIN. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail (Etude de législation comparée). Paris, Rousseau, 1908.
- MULOTTE. — La loi du 13 juillet 1907 et les salaires de la femme mariée. Thèse Paris, Pichon, 1909.
- PAULY. — Les biens réservés de la femme mariée et la loi du 13 juillet 1907. Bordeaux, 1909.
- PERCEAU. — Le libre salaire de la femme mariée et la contribution des époux aux charges du ménage. Paris, Bonvalot-Jouve, 1908.
- PERREAU. — Analyse de la loi du 13 juillet 1907. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908, page 149.
- PETIT. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. Thèse Paris, Rousseau, 1899.
- PICHON. — Du libre salaire de la femme mariée et de la contribution des époux aux charges du ménage. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1908. Brochure séparée, Paris, Pichon, 1908.

PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil, 5^{me} édition.

SALEILLES. — Le principe du libre salaire de la femme mariée érigé en règle d'ordre public. *Bulletin de la Société d'Études législatives*, Paris, Rousseau, 1907 (nos 5 et 6, pages 563 et suiv.).

SOURDOIS. — Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1907. Paris, Larose (n° 3, pages 555 et suiv.).

THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial, 4^e édit. Paris, Rousseau, 1910.

— *Réforme sociale*, octobre 1901, pages 461 et suiv.

TURGEON. — Le féminisme français. Paris, Larose, 1902.

VALERY. — Les femmes commerçantes et la loi du 13 juillet 1907. *Annales de droit commercial*, 1907, pages 396, 397 et 398.

DE VAREILLES-SOMMIÈRES. — Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois. Paris, Pichon, 1893. (Extrait de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1893.)

INTRODUCTION

ORIGINES DE LA LOI DE 1907

L'évolution économique, qui s'est produite au cours du siècle dernier, a amené un changement considérable dans la condition sociale de la femme mariée, surtout dans les classes peu aisées. Dans notre ancien droit, en effet, comme d'ailleurs à l'époque de la rédaction de notre code civil, il était rare que la femme fût pour le ménage un agent de production. Son activité se restreignait d'habitude aux occupations domestiques et familiales. Le mari seul assurait, par son travail, la subsistance de la famille : « Femme doit garder l'hôtel, le feu et les enfants », disait la coutume de Bretagne.

La réglementation étroite des corporations n'aurait d'ailleurs permis qu'assez difficilement aux femmes l'entrée de l'atelier. D'autre part, les travaux, souvent très rudes, n'auraient pu être exécutés par elles.

De nos jours, au contraire, le développement de la grande industrie, le perfectionnement de l'outillage

ont eu pour résultat l'emploi de la femme (1) dans une foule de travaux jadis réservés aux hommes. En outre, le coût de plus en plus élevé de la vie et les occasions plus fréquentes de dépenses ont également poussé l'épouse à contribuer par son travail à l'augmentation des ressources de la famille (2).

A côté de cette évolution économique et sociale, nous avons malheureusement à enregistrer, en même temps que le développement du travail des femmes, les progrès de l'alcoolisme et l'affaiblissement de la moralité. Aussi il n'est pas très rare de voir des maris accaparer sans scrupules les modestes salaires, péniblement amassés par la femme, pour les faire servir aux dépenses les plus blâmables et les plus funestes, au lieu de les employer au ménage et de les faire servir à augmenter le bien-être de la famille.

Nous ne reproduirons pas les tableaux très sombres, que les littérateurs et les sociologues n'ont pas manqué de présenter pour dramatiser la situation et la rendre plus pathétique « de femmes exploitées par un mari brutal et alcoolique, n'ayant plus d'autre ressource

(1) D'après une statistique, les industries de transformation occuperaient près de 233.000 femmes mariées, l'agriculture en emploierait plus de 200.000, et on compte près de 33.000 femmes mariées domestiques. Voir : *Documents statistiques du recensement des industries et professions*, t. IV ; *Résultats généraux*, Ministère du commerce et de l'industrie, in-4°, 1901.

(2) La femme de la classe ouvrière n'est pas la seule dont la condition économique ait changé. Même la femme des classes moyennes trouve dans des débouchés nouveaux un emploi rémunérateur de son activité. Sans parler des femmes commerçantes, beaucoup s'adonnent aujourd'hui à la littérature, aux arts, au théâtre, à la médecine ou au barreau. (GUNTZBERGER. *Extension des droits de la femme mariée sur les produits de son industrie personnelle*, pages 21 et suiv.)

que d'allumer un réchaud ou de se jeter au fleuve ».

La situation était, en effet, d'autant plus pénible qu'en vertu de l'article 1404, C.C., les salaires de la femme tombaient en communauté ; comme le mari possède sur les biens communs les larges pouvoirs de l'article 1421, il en résultait qu'en se faisant remettre les gains de la femme et en en disposant à sa guise, il se trouvait dans son droit. La femme touchait souvent en pratique ses salaires, mais ce n'était que grâce à un mandat exprès du mari ou en vertu d'une tolérance de fait qui équivalait à un mandat tacite, toujours révocable. C'est ainsi que le tribunal de Nantes, lié par les dispositions inflexibles du code, contraignit un contre-maître à verser le produit du travail d'une femme, que l'inconduite du mari avait obligée à quitter le domicile conjugal, entre les mains de ce dernier.

La seule ressource mise par la loi à la disposition de la femme pour obvier à ce résultat, consistait à former une demande en séparation de biens devant le tribunal civil. La jurisprudence (1), interprétant au sens large le mot dot contenu dans l'article 1443, a toujours en effet assimilé le travail de la femme à une dot et prononcé la séparation, par cela seul que le mari gaspillait les gains de la femme, en les détournant de leur destination normale : l'entretien de la famille.

On se rend immédiatement compte que la séparation de biens, avec la procédure longue, compliquée et coûteuse qu'elle entraîne, ne saurait profiter à la

(1) Paris, 2 juillet 1878. D. 79.2.107. S. 78.2.199. — Orléans, 6 juillet 1887. D. 90.2.38. — GUILLIARD, III, n° 1078. — AUBRY et RAU, 4^e édit., V, § 516, p. 391, texte et note 11. — LAURENT, XXII, n° 215.

femme dans la situation que nous venons de décrire. En effet, toutes les mesures de publicité, toutes les formalités ont été accumulées surtout dans l'intérêt des créanciers. Mais cette procédure entraîne des dépenses pour la femme, et même avec l'assistance judiciaire, cette dernière pourra rarement agir utilement : la séparation n'interviendra souvent qu'au moment où la ruine est consommée et ne la protégera que pour l'avenir.

C'est à M. Glasson que revient l'honneur d'avoir le premier relevé officiellement cette lacune de notre code civil et d'avoir pris l'initiative de réclamer l'intervention du législateur en vue de protéger la femme de l'ouvrier, contre les dangers auxquels l'expose l'abus de pouvoirs du mari. M. Glasson développa ses idées en 1886, dans un travail présenté à l'Académie des sciences morales et politiques, intitulé : « Le Code civil et la question ouvrière ». Il n'y critiquait nullement l'organisation de nos régimes matrimoniaux, ni même les droits exorbitants du mari sur les biens communs. Pour lui, en principe, le Code civil protège d'une façon satisfaisante les intérêts de la femme mariée. Il se bornait simplement à faire remarquer que le législateur de 1804 n'a réglé que la condition des classes aisées, mais qu'il ne s'est nullement préoccupé des classes ouvrières. « La femme de l'ouvrier, dit-il, devrait attirer l'attention du législateur. Quelle est aujourd'hui, en effet, au point de vue des intérêts pécuniaires, la situation de cette femme ? Marié sous le régime de communauté, son mari a non seulement le droit de garder ses propres salaires, mais encore celui d'exiger que sa femme lui donne les produits

de son travail. Il ne lui doit aucun compte de cet argent. Si la femme estime que son mari se livre à des dépenses exagérées, elle peut sans doute demander la séparation de biens, mais il suffit de connaître cette procédure de séparation de biens... pour se convaincre qu'elle ne saurait profiter à la femme de l'ouvrier. En réalité, cette législation du Code civil protège très efficacement la femme, quand le ménage possède une certaine fortune, mais elle n'est pas faite pour la femme de l'ouvrier. » (1)

Aussi M. Glasson émettait-il le désir que le législateur vînt réparer cet oubli et créât au profit de l'ouvrière une procédure de séparation partielle simplifiée, qui lui permît de conserver pour elle-même, dans certaines circonstances, l'intégralité du produit de son salaire.

L'idée de M. Glasson est donc bien nette. Il ne réclamait pas d'une façon générale pour la femme mariée la libre disposition des produits de son labeur ; son but était uniquement de combler une lacune de fait de nos lois, de porter secours à la femme de l'ouvrier, qui, à la différence des épouses plus fortunées, ne trouvait pas dans la loi de protection.

A la demande de la Ligue française pour le relèvement de la moralité publique, M. Glasson et M. Jalabert rédigèrent une proposition de loi, qui fut reproduite à peu près textuellement dans celle déposée à la Chambre le 22 juillet 1890 par MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montant.

L'article 1^{er} de ce projet Jourdan était ainsi conçu :

« Lorsque le mari met par son inconduite, les intérêts

(1) GLASSON. *Le Code civil et la question ouvrière*, page 58, § 9, De la protection à accorder à la femme de l'ouvrier.

» du ménage en péril, la femme peut, sans demander
» la séparation de biens, obtenir de la justice le droit
» de toucher elle-même les produits de son travail et
» d'en disposer librement. » (1).

Les articles suivants du projet mettaient à la disposition de la femme un moyen pour se faire attribuer par une sorte de saisie-arrêt, une partie des salaires du mari, quand ce dernier a abusé de ses pouvoirs.

Tel est le premier essai tenté pour étendre les droits de la femme sur les produits de son travail, tentative un peu timide, puisqu'elle fait résulter ces droits d'une décision judiciaire.

* * *

Une autre influence qu'on ne saurait méconnaître, devait également dans une certaine mesure donner naissance à des revendications en faveur de la protection des produits du travail de la femme mariée. C'est le développement des théories féministes, c'est-à-dire des théories d'économistes qui sont partisans d'émanciper plus ou moins complètement les femmes et de leur reconnaître une liberté d'action plus étendue que celle qui résulte de nos lois actuelles. Le féminisme renferme dans son sein beaucoup de doctrinaires et d'idéologues, prêchant des doctrines erronées et utopiques, rêvant par exemple l'égalité absolue des sexes et réclamant systématiquement pour la femme la liberté politique, civile, économique. Mais à côté de ces esprits intransigeants, il en est d'autres plus prudents, qui ne proposent que des réformes plus modestes et plus raisonnables.

(1) *J. off.* 1890. Doc. parlement. Chambre, annexe 862.

Parmi les Associations, qui se sont donné pour mission la réalisation du programme féministe, nous ne pouvons passer sous silence l'Avant-Courrière, fondée par M^{me} Jeanne Schmahl, vers 1890. En effet, l'une des questions que cette association s'est le plus préoccupée de discuter fut précisément celle de l'extension des droits de la femme sur les produits de son travail. En 1893, la cause des femmes mariées fut plaidée à cet égard par M^{lle} Chauvin, dans une publication de l'Avant-Courrière (1). Elle proposait d'accorder à la femme le droit de toucher le produit de son travail et d'en disposer librement à titre gratuit et onéreux, lorsque cette industrie n'est pas alimentée en majeure partie des deniers du mari ou de la communauté.

Lors du congrès féministe tenu à Paris en 1896, on émit également un vœu en faveur de la consécration d'une séparation de biens partielle, en ce qui touche les salaires.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que les féministes se placent, pour demander, en faveur de la femme, le droit de disposer de ses gains, à un point de vue différent de celui auquel se placent MM. Jalabert et Glasson.

M. Bridel, auteur genevois, a nettement résumé la conception acceptée en général par les féministes sur la matière qui nous occupe. Pour lui, le droit pour la femme de disposer de ses gains est un droit naturel ; toute législation, qui ne tient pas compte de ce droit,

(1) M^{lle} CHAUVIN. Proposition de loi sur la capacité des femmes mariées de disposer du produit de leur travail ou de leur industrie personnelle.

viole la liberté individuelle : « S'il est un principe, » dit-il, qui soit universellement admis dans les contrées, où n'existe plus l'esclavage, c'est que le produit du travail doit appartenir à celui qui en est l'auteur. » Toutefois, d'après la législation de certains pays, qui nous touchent de près, il y a exception en ce qui concerne la femme en puissance de mari. » (1)

Il ajoute que c'est le cas de la législation matrimoniale française, dont le régime légal consacre le pouvoir exclusif du mari sur les produits du travail de la femme. C'est là, dit-il, une injustifiable déchéance, dont il importe de la relever. Puis il fait remarquer les conséquences de fait d'une telle législation, les abus auxquels elle peut donner lieu de la part de maris peu scrupuleux, et sur ce point il se rencontre avec M. Glasson.

A la différence de ce dernier, qui se contentait de revendiquer pour la femme une disposition légale permettant à la justice de lui attribuer facilement, en cas de nécessité, le droit de disposer de ses gains, M. Bridel prétend faire pénétrer dans la loi un principe général et absolu : toute femme mariée doit avoir la disposition personnelle et libre de ce qu'elle gagne à la sueur de son front ou par l'effort de son intelligence.

C'est à cette réforme radicale qu'on est inévitablement amené, du moment qu'on regarde le droit de disposer du fruit de son labeur, comme un droit naturel à tout individu.

Les travaux des féministes, et en particulier ceux de l'Avant-Courrière, inspirèrent manifestement la proposition de loi, que M. Goirand déposa à la Chambre

(1) BRIDEL. Le droit de la femme mariée sur le produit de son travail. *Revue critique*, 1893, page 206.

le 9 juillet 1894 (1). Cette proposition avait pour but d'accorder à la femme directement et sans devoir recourir à la justice, le droit de toucher elle-même ses bénéfices personnels, à l'exclusion du mari. Elle se terminait par un article ainsi conçu : « Quel que soit » le régime adopté par les époux, la femme a le droit » de recevoir, sans le concours de son mari, les sommes » provenant de son travail personnel et d'en disposer » librement. Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne » feront point échec aux droits des tiers contre les » biens de la communauté ».

A la simple lecture de l'exposé des motifs, on se rend compte que la proposition a été influencée quelque peu par les théories féministes, et non pas seulement par des considérations purement philanthropiques, comme celle de M. Jourdan : « De toutes les incapacités, dit cet exposé des motifs, consacrées par le code au préjudice de la femme mariée, il n'en est pas une qui se justifie moins que celle qui lui enlève la disposition des fruits de son travail. »

La proposition de M. Goirand fut renvoyée à la commission qui était chargée d'examiner le projet Jourdan ; on combina les deux textes en un seul, et M. Goirand fut chargé de rédiger un rapport qu'il présenta à la séance du 14 novembre 1895. La commission se rallia à la proposition de M. Goirand, qui conférait à la femme le droit absolu, sans condition et sans formalité judiciaire, de disposer des produits de son travail ; de la proposition Jourdan, elle ne retint que quelques dispositions relatives au droit pour la femme de saisir-arrêter les salaires dus au mari.

(1) *J. off.* 1894. Chambre, annexe n° 801.

Cette proposition fut mise à l'ordre du jour de la séance du 27 février 1896 ; elle fut adoptée par la Chambre sans discussion et transmise au Sénat le 2 mars 1896.

Le texte voté par la Chambre des députés donnait donc à la femme de plein droit la disposition des produits de son travail, mais ce droit lui était refusé sur les économies qu'elle pouvait faire sur eux ; ces économies restaient sous le pouvoir du mari.

* * *

Dix ans devaient s'écouler, avant que le Parlement reprit l'étude de notre réforme. Pendant cette période, la question de la protection des gains de l'épouse ne cessa pas d'occuper l'opinion publique. Des livres, des brochures, des articles de revue et de journaux furent publiés à ce sujet ; des chambres de commerce (1), des conseils municipaux (2) se prononcèrent en sa faveur. Plusieurs congrès (3) discutèrent longuement les réformes à opérer.

Mais le travail le plus intéressant, comme aussi le plus considérable a été fourni par la Société d'Etudes législatives. Cette société, fondée en 1901, sous la présidence de M. Glasson, a consacré ses premières séances à l'étude des modifications à apporter aux droits et aux pouvoirs de la femme mariée sur les produits de

(1) Chambre de Commerce de Bourges, délibération du 5 juin 1900 ; Chambre de Commerce de Douai, 20 septembre 1906 ; de Saumur, 5 juin 1907.

(2) Conseil municipal de Paris (séance du 19 avril 1905).

(3) Congrès féministe de Paris en 1900 (comptes-rendus dans *La Fronde*) et Congrès de la Réforme sociale en 1901.

son travail et de son industrie. Tous les membres de la société furent d'accord sur la nécessité d'une réforme, mais ils étaient loin de partager les mêmes idées sur la portée qu'il convenait de lui donner.

Le rapporteur de la question, M. Tissier (1), après avoir proposé quelques réformes générales de notre législation matrimoniale, demandait avec instance pour la femme le droit de disposer seule des produits de son travail, ainsi que des économies qui en proviennent. Ces économies resteraient communes, mais la femme renonçante pourrait en exercer la reprise. Les produits du travail et les économies ne répondraient que de deux sortes de dettes : celles de la femme, dans tous les cas, et celles du mari contractées dans l'intérêt du ménage.

M. Thaller (2) se montra partisan de l'innovation proposée par M. Tissier, mais se borna à réclamer une disposition sauvegardant les salaires de la femme, lorsqu'elle est ouvrière ou employée dans la maison d'autrui. Il ne voulait pas toucher à la condition de la femme commerçante, vu l'impossibilité de « concilier en droit civil, avec les principes de la communauté, la réserve au profit de la femme des bénéfices qu'elle réaliserait. »

M. Morizot-Thibault (3) proposait une réforme beaucoup moins importante. S'inspirant de la loi belge

(1) Rapport de M. TISSIER, professeur à la Faculté de droit de Dijon. *Bull. Soc. Et. législ.* 1901-1902, p. 31 et suiv. ; le projet de loi, *cod. lib.*, p. 55.

(2) *Bull. Soc. Et. législ.*, page 121.

(3) Voir projet de M. Morizot-Thibault, substitut du procureur de la République près le tribunal de la Seine. *Bull. Soc. Et. lég.* 1901-1902, page 204.

du 10 février 1900, il demandait simplement que l'on donnât à l'épouse le droit de toucher librement ses gains, sauf opposition du mari pratiquée avec autorisation du juge de paix. La femme aurait joui d'un pouvoir propre d'administration pour les consacrer aux besoins du ménage et aurait pu déposer à la caisse d'épargne, sans autorisation, les économies réalisées par elle ; mais ces économies seraient restées en principe le gage des créanciers de la communauté.

M. Cauwès (1), reprenant l'idée qui avait amené le vote de la loi du 10 juillet 1850, sur la publicité des contrats de mariage, voulait organiser en faveur de la femme une protection préventive et faire pour elle ce qui avait été fait dans l'intérêt des tiers. Dans ce but, il proposait une addition à la loi de 1850. La femme, sur l'interpellation de l'officier de l'état civil, devait déclarer qu'elle entendait ou non se réserver ses gains personnels, et mention de sa réponse devait être faite dans l'acte de célébration.

M. Saleilles (2) se montra partisan des idées de M. Tissier, sur la faculté pour la femme de disposer de ses économies et de les conserver en renonçant à la communauté. Mais pour lui, cela était insuffisant : « Le travail extérieur, dit-il, le travail en dehors des attributions ménagères, n'est pas et ne doit pas être la fonction de la femme » ; il n'est « qu'une ressource » suprême qui lui est offerte pour subvenir à l'entretien de ses enfants et pour se ménager à elle-même des ressources pour l'avenir ». Aussi demandait-il

(1) M. CAUWÈS. *Bull. Soc. Et. lég.* 1902, p. 125. Projet, p. 203.

(2) M. SALEILLES. *Eod. lib.*, page 131. Projet, page 205.

qu'on laissât à l'épouse tous ses gains, lorsqu'elle survît, et qu'on ne les réunît à l'actif commun que dans le cas seulement de son prédécès. Il voulait aussi en principe que les gains de la femme ne répondissent que de ses dépenses et non pas des dettes du mari, même contractées dans l'intérêt du ménage.

A la suite des communications faites par divers membres de la société, une commission spéciale fut nommée pour étudier la réforme proposée. Cette commission, après avoir tenu cinq séances, au cours desquelles furent discutés les projets déposés, élaborata une proposition définitive qui fut adoptée par l'Assemblée (1). La Société, tout en maintenant la communauté comme régime légal, octroyait à la femme le droit d'administrer ses gains et d'en disposer à titre onéreux. Elle étendait le même droit aux économies faites par la femme.

Il y avait là un progrès sensible sur le texte voté par la Chambre en 1896 ; mais cette capacité demeurerait facultative et la femme pouvait renoncer au bénéfice de la réforme par une clause expresse de son contrat de mariage, et rester sous l'empire du droit antérieur. Enfin la société posait d'une façon formelle que les pouvoirs donnés à la femme sur ses salaires ne lui étaient conférés que dans l'intérêt du ménage, et elle en déduisait le droit pour le mari, en cas d'abus, d'en faire prononcer par justice le retrait total ou partiel. (Art. 2).

(1) Ce projet est précédé d'un rapport de M. Bérard et d'un exposé des motifs de M. Boistel. V. *Bull. Soc. Et. lég.* 1901-1902, p. 452, 457, 464.

* * *

Les travaux de jurisconsultes déterminèrent M. Grosjean à déposer en 1905, à la Chambre, une nouvelle proposition de loi ayant pour objet la protection des gains de la femme mariée (1). On peut dire que cette proposition mit les travaux législatifs au point où les délibérations de la société d'études législatives avaient porté la question. D'un autre côté, M. Gourju (2), dans la séance du Sénat du 26 juin 1906, déposa une nouvelle proposition de loi, sur le libre salaire de la femme, qui eut pour conséquence de rappeler la proposition adoptée par la Chambre en 1896.

La commission, à laquelle elle fut renvoyée, la combina avec le projet de 1896, et le nouveau texte, déposé le 20 mars 1907 avec un rapport de M. Guillier (3), fut soumis à deux délibérations les 14 et 24 mai 1907 (4). Le texte ainsi proposé au Sénat ne contenait pas d'innovation essentielle. Il reconnaissait à la femme le droit d'administrer même les économies provenant de ses gains, mais les pouvoirs nouveaux donnés à l'épouse, restaient facultatifs : « sauf clause contraire portée au contrat de mariage ». Mais lors de la deuxième délibération, grâce à un amendement de MM. Maurice Faure et Poulle, une modification très importante fut apportée au texte de la commission. La loi nouvelle devint une loi d'ordre public et on inséra dans l'article premier une disposition frappant de nullité toute clause

(1) *J. off.* 1905. Chambre, annexe 2280.

(2) *J. off.* 1906. Docum. parlem. Sénat, annexe n° 304.

(3) *J. off.* 1906. Sénat, annexe n° 77, page 54.

(4) *J. off.* des 15 et 25 mai 1907, pages 620 et suiv., p. 660 et suiv.

du contrat de mariage, qui tendrait à refuser ou à limiter les droits qui étaient reconnus à la femme.

Adopté par le Sénat, le projet fut transmis à la Chambre des députés, où il fit l'objet d'un rapport de M. Violette le 28 juin 1907 (1), et fut voté définitivement, sans discussion et après déclaration d'urgence, le 12 juillet 1907. C'est la loi du 13 juillet 1907 relative au libre salaire de la femme mariée et à la contribution des époux aux charges du ménage.

Cette loi apporte deux innovations à notre législation matrimoniale : en premier lieu, elle soumet à un régime nouveau les produits du travail personnel de la femme (Art. 1 à 6) ; en second lieu, elle permet, dans certains cas, à chaque époux, de se faire autoriser à saisir-arreter et à toucher une part du travail personnel de son conjoint (Art. 7 à 10).

* * *

Depuis longtemps, les législations étrangères nous avaient précédés dans la voie de cette réforme. L'Angleterre, toujours protectrice des droits individuels, s'était placée en tête du mouvement : en 1870, dérogeant au grand principe du Common Law, d'après lequel la femme, par le seul fait du mariage, perd son individualité juridique pour s'absorber dans celle de son époux, un bill vint garantir à la femme mariée la libre administration et l'entière disposition de ses gains (2).

(1) *J. off. Doc. parl.* 1907. Chambre S. O., annexe n° 1128, page 960.

(2) Depuis le bill de 1882, la femme anglaise jouit d'une indépendance complète : ses biens sont désormais soumis au régime de séparation, et pour les administrer, elle est dorénavant capable, comme si elle n'était pas mariée.

Son exemple fut suivi par de nombreuses nations, qui à l'instar de la nôtre, pratiquent le régime de communauté comme régime légal (1). Presque tous les pays voisins de la France, à l'exception des Pays-Bas, de l'Espagne et du Portugal, ont organisé la protection des produits du travail de la femme et soumis cette catégorie de biens à des règles, qui, tout en présentant certaines divergences avec la loi française de 1907, ont manifestement inspiré les travaux de la Société d'études législatives (2).

Le Nouveau Code allemand (art. 1.367) et le Code fédéral suisse se sont également préoccupés d'assurer à la femme par des dispositions tout à fait originales (3) la libre disposition des produits de son industrie.

Quant aux législations étrangères, dans lesquelles la séparation de biens ou le régime dotal constitue le régime de droit commun, telles que l'Italie, la Roumanie, la Russie, point n'a été besoin de conférer à l'épouse des droits spéciaux sur les produits de son travail; le droit commun la plaçant, relativement à

(1) MORIN. Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail (Etude de législation comparée).

(2) Les pays qui pratiquent le régime de communauté et qui ont une loi spéciale sur les gains de la femme sont :

A) *Parmi les pays scandinaves* : la Suède, loi du 11 décembre 1874; le Danemark, lois du 7 mai 1880 et du 7 avril 1899; la Norvège, loi du 29 juin 1888; la Finlande, loi du 15 avril 1889.

B) *Dans la confédération suisse* : le canton de Genève, loi du 7 novembre 1894; le canton de Neuchâtel, loi du 18 mai 1897.

c) La Belgique, lois des 10 février et 10 mars 1900.

Voir sur ces diverses lois étrangères : *Bull. Soc. Et. législ.* 1902, pages 92 et suiv.

(3) Voir le travail de M. GENY sur les biens réservés dans le Code Civil allemand et le Code Fédéral suisse. *Bull. Soc. Et. lég.* 1902, pages 154 et suiv., 304 et suiv.

son patrimoine tout entier, dans une situation tout-à-fait favorable.

* * *

Il est une constatation qui se dégage de cette introduction et de tous les travaux qui ont tendu à l'organisation légale de la protection des gains de la femme mariée.

L'objectif des auteurs des premiers projets (1), imbus surtout d'idées démocratiques et philanthropiques, était, semble-t-il, uniquement de porter remède à certains abus de l'autorité maritale, plus ou moins fréquents, constatés en fait dans la classe ouvrière. Mais peu à peu, sous l'influence des idées féministes, une conception plus scientifique, plus philosophique de la réforme demandée s'est fait jour dans l'esprit de certains novateurs. On tendit à faire prévaloir cette idée nouvelle, qu'indépendamment de toute espèce d'abus du mari, il était équitable, juste, conforme à la dignité et à l'indépendance de la personne humaine de donner à la femme même mariée la libre disposition des produits de son labeur. Cette conception nouvelle de la réforme est nettement exprimée dans le rapport de M. Tissier à la Société d'Etudes législatives (2).

En élaborant la loi de 1907, le législateur s'est, par la force des choses, inspiré quelque peu des opinions féministes, et a tenu compte de leurs revendications ; mais il semble bien résulter des travaux préparatoires et des discours prononcés, que son but principal a été de mettre à l'abri des gaspillages et dilapidations des

(1) GLASSON. Le Code Civil et la question ouvrière.

(2) *Bull. Soc. Et. législ.* 1902, page 35.

maris les gains de la femme, pour lesquels le Code civil s'était montré trop avare de protection (1) et de leur permettre de remplir leur destination normale, qui est de subvenir aux charges du ménage. Comme le fait remarquer M. de la Grasserie (2), « le motif impulsif » de la loi a été la situation de nombreux ménages populaires, où le mari dissipe les gains de sa femme et » ses épargnes par son ivrognerie et sa débauche. »

Sans doute, le législateur n'a pas restreint le bénéfice de la réforme aux seules femmes ouvrières, alors que les cas où le mari manquait à ses devoirs de chef de famille se manifestaient en fait surtout dans cette classe sociale. Mais il ressort des travaux préparatoires (3), que si la loi a donné à toutes les femmes qui travaillent la libre disposition de leurs gains, c'est avant tout parce qu'elle a considéré que l'épouse pouvait dans toutes les situations se trouver victime d'abus de pouvoir du mari ; dès lors, faire une loi exclusivement ouvrière aurait été se montrer tout à fait illogique et injuste à l'égard des femmes commerçantes, artistes ou exerçant une profession libérale, dont les gains, pour être plus importants, n'en sont, pas moins que les salaires, tout aussi dignes du même respect et de la même protection.

*
* *

Il y aurait bien des manières d'étudier la loi de 1907, et de l'apprécier en l'envisageant par exemple dans

(1) Ce qui s'explique d'ailleurs par le petit nombre de femmes mariées exerçant en 1804 un travail ou une profession personnels. GUNTZBERGER, *op. cit.*, pages 17 et suiv.

(2) *Lois nouvelles*, 1907, p. 479.

(3) GUILLIER. Rapport Sénat, 1907, n° 77, page 9.

ses conséquences sociales, familiales ou économiques. On pourrait aussi examiner si philosophiquement il convient que la femme mariée ait des droits sur les produits de son travail. Notre but sera plus modeste : nous nous proposons simplement d'en faire l'étude juridique et le commentaire détaillé, en insistant, chemin faisant, sur les dérogations qu'elle est venue apporter à quelques grands principes traditionnels de notre régime de communauté.

Pratiquement, c'est sous le régime de communauté que seront mariées la grande majorité des femmes visées par la réforme. D'une part, il est le régime légal, (art. 1393, C. C.), et d'autre part, c'est ce régime qui est le plus fréquemment choisi conventionnellement par les époux qui font dresser un contrat de mariage (1).

En second lieu, il est évident que le but du législateur, en élaborant la loi nouvelle, a été avant tout de remédier aux inconvénients résultant de l'application aux gains de la femme des règles régissant les pouvoirs du mari sur les biens communs. En somme, le législateur n'a fait qu'étendre d'une façon générale à tous les régimes des dispositions posées à propos du régime de communauté.

Au point de vue des principes théoriques, la combinaison de la loi nouvelle avec les règles de ce régime est celle qui est la plus intéressante à étudier : Les idées d'une masse de biens, à la fois soustraite aux pouvoirs du mari, et continuant à rester affectée aux charges du ménage et même à faire partie de la communauté, semblent *a priori* assez difficilement conciliables.

Cette étude juridique terminée, nous donnerons

(1) PLANIOL. *Traité élém. de droit civil*, III, n° 772.

notre appréciation sur la loi de 1907, et nous nous attacherons à faire ressortir par quelques considérations, que pour donner quelque efficacité à la protection organisée par lui, le législateur était fatalement amené à réaliser dans notre droit l'innovation profonde que nous aurons constatée. Nous montrerons notamment les raisons, qui devaient le déterminer à déclarer les dispositions nouvelles applicables de plein droit, et non pas seulement en vertu d'une sentence judiciaire ou d'une manifestation de volonté de la femme. Nous indiquerons aussi qu'il existait de bons motifs pour comprendre les économies réalisées sur les produits du travail parmi les biens réservés.

CHAPITRE PREMIER

SPHÈRE D'APPLICATION DE LA LOI DE 1907 QUANT AUX PERSONNES ET QUANT AUX BIENS

SECTION PREMIÈRE

Femmes mariées soumises au régime nouveau.

§ 1. Des femmes pouvant invoquer le bénéfice de la loi nouvelle.

Le principe posé à cet égard par la loi de 1907 est très simple. Le législateur lui a donné une portée aussi générale que possible : Toutes les femmes mariées qui déploient leur activité en dehors du ménage par l'exercice d'un travail ou d'une profession quelconques, bénéficient du régime nouveau.

A ce point de vue, nous pouvons dire que le titre de la loi : Loi sur le libre salaire de la femme mariée, est défectueux. Il serait de nature à nous induire en erreur sur l'étendue exacte de la loi et à faire croire que le législateur a entendu faire une loi exclusivement ouvrière,

ne s'appliquant qu'aux femmes mariées rémunérées par un salaire au sens économique du mot (1). Le titre que portait le projet primitif présenté au Sénat le 14 mai 1907, s'il était moins explicite sur la question de la contribution des époux aux charges du ménage (2), avait l'avantage de spécifier plus nettement le champ d'application de la réforme. Ce projet était intitulé : Loi ayant pour objet d'assurer à la femme mariée la libre disposition des fruits de son travail et de la protéger contre certains abus de la puissance maritale.

Heureusement, il résulte d'une façon certaine de l'article 1^{er}, et surtout des travaux préparatoires, que l'intention de la loi a été de protéger d'une façon générale toute femme qui travaille. L'article 1^{er} a soin d'éviter d'employer le mot salaire pour parler de « produits du travail ». Le rapport de M. Guillier (3) au Sénat et les exposés des motifs des diverses propositions qui, depuis 1894, ont été déposées sur le bureau de nos Chambres législatives, ne sauraient laisser aucun doute à ce sujet : ils spécifient la portée très étendue du texte, auquel ils se rapportent. Enfin tous ces projets (4) successifs se gardent de se servir du mot salaire, et le

(1) Au sens économique, on entend par salaire la rémunération stipulée d'avance que reçoit un travailleur pour exécuter un certain travail avec les capitaux d'autrui (Définition donnée par M. Levasseur : *Cours d'Économie rurale*, page 165.)

(2) C'est la seule raison pour laquelle, sur la remarque faite par M. Le Chevalier, la Commission du Sénat a modifié le texte primitif.

(3) Rapport de M. Guillier au Sénat (*Journ. off.* 1907. Doc. parl. Sénat. S. O. n° 77, page 9).

(4) Proposit. de M. Goirand (*J. off.* 1894. Chambre, annexe n° 801).
Proposit. de M. Jourdan (*J. off.* 1894. Chambre, annexe n° 803).
Texte voté par la Chambre (*J. off.* 1895. Chambre, annexe n° 1609).
Proposit. de M. Grosjean (*J. off.* 1905. Chambre, annexe n° 2280).
Proposit. de M. Gourju (*J. off.* 1906. Sénat, annexe n° 304).

remplacent par une locution plus compréhensive (1). Aussi est-ce sans la moindre hésitation que nous pouvons affirmer que la loi nouvelle s'applique à toutes les femmes qui travaillent, et ne se limite pas aux seules femmes ouvrières ou employées.

Faisons quelques applications de ce principe :

1^o Il va de soi que les ouvrières d'usine, de manufacture ou d'atelier pourront réclamer le bénéfice de la loi, au même titre que celles qui travaillent à domicile. Il en est de même des domestiques, des employées de magasin ou des employées d'une administration (femmes employées dans les Compagnies de chemin de fer, femmes dactylographes, comptables, fonctionnaires de l'Etat, télégraphistes, receveuses des postes, receveuses buralistes, etc.).

2^o La loi s'applique, quelle que soit la nature du travail, qui constitue le gagne-pain de la femme, que ce soit un travail manuel, corporel ou une occupation plus relevée, un travail intellectuel ou artistique, par suite exigeant un certain talent, une certaine habileté professionnelle. Signalons, à titre d'exemple, les femmes qui s'engagent dans les théâtres.

3^o Il n'y a pas non plus à tenir compte de la manière dont la femme est rémunérée de son labeur, qu'elle soit liée à un patron par un contrat de salariat ou d'embauchage, partant rémunérée d'habitude en dehors et indépendamment des résultats de l'entreprise à laquelle elle collabore (que cette rémunération s'appelle salaire, gages, honoraires, traitements ou appointements), ou au contraire qu'elle exerce une profession ou un métier

(1) Par exemple par la locution de sommes provenant du travail de la femme.

pour son propre compte, auquel cas elle est rémunérée par les bénéfices de l'entreprise.

4^o A ce point de vue, la loi s'étend aussi bien aux femmes qui sont à la tête d'un commerce ou d'une industrie (femmes couturières, modistes), qu'à celles exerçant une profession libérale. Telles sont, par exemple, les institutrices, professeurs de musique, sages-femmes, femmes-médecins, avocats (1), littérateurs, écrivains, journalistes, compositeurs de musique, peintres, statuaires, etc. En un mot, aucune des nombreuses professions, auxquelles de plus en plus à notre époque, tendent à se livrer les femmes, ne met obstacle à l'application de la loi de 1907.

5^o Hâtons-nous d'ailleurs d'ajouter qu'il n'est nullement nécessaire, pour que la loi de 1907 trouve son application, que le travail, auquel se livre la femme mariée, soit suffisamment continu pour constituer à proprement parler une profession. Toute femme mariée qui réalise des gains sera soumise à la loi, sans qu'il y ait à tenir compte de leur peu d'importance ou de leur intermittence. Il aurait été fort difficile pour le législateur de poser à ce point de vue une ligne de démarcation.

6^o C'est avec la même largeur qu'il convient également de résoudre la question de savoir si la femme mariée aura la libre disposition de ses gains et salaires, alors même qu'elle aurait entrepris sa profession ou engagé ses services, sans l'autorisation expresse ou tacite de son mari, ou bien encore malgré l'opposition

(1) Le droit de s'inscrire au barreau et de plaider devant les divers degrés de juridiction a été accordé aux femmes par la loi du 1^{er} décembre 1900.

de ce dernier (1). Le mari a évidemment dans ce cas le droit qu'il tient de l'article 225 C.C. de faire annuler le contrat de travail qu'elle aura passé, ou de lui faire cesser la profession par elle entreprise, en se fondant sur le défaut d'autorisation. Mais il ne saurait émettre la prétention de mettre la main sur les gains réalisés par la femme, car, malgré leur origine, ils n'en sont certainement pas moins régis par la loi de 1907. L'intérêt de la femme, comme la sécurité des tiers, exigent d'ailleurs qu'il en soit ainsi (2).

Nous venons incidemment de constater que la loi de 1907 est applicable aux femmes commerçantes. Sans doute, nos codes civil (art. 220-1426) et de commerce (art. 4, 5, 7), leur faisaient déjà une situation privilégiée par rapport aux autres femmes mariées. Une fois autorisée au moins tacitement par son mari à être marchande publique, la femme jouit d'une capacité et de pouvoirs très complets (3) ; mais cette capacité n'existe que dans la limite des besoins de son négoce (4). Par suite, les bénéfices qu'elle en retire,

(1) La loi de 1907 n'a pas entendu relever la femme de son incapacité de s'embaucher ou d'entreprendre une profession sans autorisation. A cet égard, les règles du Code civil sur l'autorité maritale et la dépendance de la femme mariée subsistent pleines et entières.

(2) Tous les développements que nous venons de donner sur le champ très vaste d'application de la loi ne sont en aucune manière limitatifs, la loi étant aussi générale que possible. Ils sont purement énonciatifs : ce ne sont que des exemples.

(3) Sauf l'indisponibilité résultant de l'adoption du régime dotal. Art. 7 § 2, C. Co.

(4) Art. 5, C. Co. : La femme, si elle est marchande publique, peut sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce ; et audit cas, elle oblige aussi le mari, s'il y a communauté entre eux.

Art. 7 § 1, C. Co. : Les femmes marchandes publiques peuvent également engager, hypothéquer et aliéner leurs immeubles,

(une fois le commerce terminé et même pendant qu'il duré, en excluant l'hypothèse où la femme les aurait incorporés au capital affecté à ce négoce), suivaient avant la loi de 1907 le même sort que les gains et produits du travail quelconques réalisés par une femme mariée. Pour n'envisager que le cas où le régime adopté était la communauté, ces bénéfices tombaient dans la masse commune ; ils étaient dès lors soumis aux pouvoirs très étendus de disposition du mari (art. 1421), pouvaient être saisis par les créanciers personnels de ce dernier et étaient définitivement perdus, en cas de renonciation, par la femme (Art. 1492. (1).

Ceci nous montre que la réforme de 1907 présente pour les femmes commerçantes le même intérêt que pour les femmes ouvrières ou employées. Nous verrons bientôt que l'extension de la loi à cette catégorie de femmes laborieuses n'était pas sans présenter quelques difficultés. Quoi qu'il en soit, il est certain que le législateur a entendu faire bénéficier les femmes commerçantes de la loi de 1907. Cela ressort déjà suffisamment de la généralité du texte de l'article 1^{er}, mais surtout des explications fournies par le rapporteur au Sénat, M. Guillier :

« Nous mettons, dit-il, les gains réalisés dans l'exploitation d'un fonds industriel ou de commerce, sur la même ligne que les salaires proprement dits, et nous les englobons tous dans l'expression générale, les produits de son travail personnel, qui s'appliquera

(1) THALLER. *Traité élém. de Droit comm.*, 4^{me} édit., n° 158 *in fine*, nos 166 et suiv.

indistinctement à tout ce que la femme pourra gagner en travaillant. » (1)

Aucune discussion n'a eu lieu d'ailleurs, ni au Sénat, ni à la Chambre sur ce point.

§ 2. *Des femmes mariées restant en dehors des prévisions de la loi de 1907 et continuant à être soumises au régime du Code civil.*

L'article 1^{er}, après avoir posé le principe que la loi nouvelle s'applique à toutes les femmes laborieuses, y apporte une restriction dans son paragraphe final ainsi conçu : « Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux gains résultant du travail commun des deux époux. »

D'autre part l'aliéna 1^{er} avait pris la précaution d'employer l'expression : Les produits de son travail *personnel*.

La loi pose donc une condition pour que la femme laborieuse puisse bénéficier des dispositions nouvelles qu'elle édicte : il faut que la profession, à laquelle elle se livre en dehors du ménage, soit séparée, c'est-à-dire distincte, indépendante de la profession exercée par son mari. Par suite, les femmes qui travaillent en commun, en collaboration avec leurs maris, ou qui sont, si l'on veut, les auxiliaires de leurs maris dans l'exercice de

(1) GUILLIER. Rapport au Sénat, page 9. Quant au rapport de M. Viollette à la Chambre, il n'est pas moins formel à cet égard (*J. off.* 1907. Doc. parlem. Chambre, p. 960, col. 3). Les propositions déposées à la Chambre par M. Grosjean (Art. 1) et celle déposée au Sénat par M. Gourju (Art. 2 § 3) étaient plus explicites et plus formelles, en ce qui concerne les femmes commerçantes, que le texte définitif voté par le Parlement.

leur profession, continuent à tous égards à être régies par les dispositions du code civil. Cette situation se rencontre journellement surtout dans les ménages, où le mari est commerçant ou agriculteur. Nos lois s'occupaient déjà, pour leur refuser la qualité de commerçantes des femmes détaillant les marchandises de leurs maris (art. 5 C. Co.).

Il est assez difficile d'indiquer nettement la raison précise pour laquelle notre législateur, suivant en cela l'exemple des législations étrangères (1), a restreint le bénéfice de la loi aux seules femmes se livrant à un travail isolé. Les travaux qui ont précédé l'élaboration de cette disposition sont assez obscurs ; la question ne semble même pas y avoir été examinée.

Il est bien certain tout d'abord que théoriquement, du moment qu'on émet l'idée qu'il est conforme à la dignité et à l'indépendance de la personne humaine de donner aux femmes mariées le droit de disposer des fruits de leur travail, on ne voit pas bien pourquoi celles qui dépensent leur activité en collaboration avec leurs maris seraient moins favorisées par la loi que les autres.

L'exclusion de ces femmes n'est vraisemblablement pas, dans l'esprit de la loi, comme l'insinue M. Pichon (1), cette considération que l'atteinte portée à l'autorité maritale, en donnant à la femme des droits sur des biens que le mari avait par son labeur contribué à acquérir, aurait été plus grave que celle consistant à

(1) La restriction dont nous parlons se retrouve en effet dans toutes les législations étrangères qui se sont occupées d'attribuer à la femme des droits spéciaux sur ses gains. MORIN. *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, page 163.

lui donner des droits sur ses gains exclusivement personnels (1).

Il ne nous semble pas non plus que le motif décisif qui a déterminé le législateur à statuer dans le sens que nous indiquons, ait été que les abus d'autorité, les dilapidations et les gaspillages du mari soient ici moins à craindre, puisque nous nous trouvons en présence d'un mari qui travaille.

La restriction nous paraît être sinon uniquement, du moins principalement fondée sur des raisons pratiques. Lorsque deux époux travaillent en commun, comment en effet est-il possible de discerner dans la masse des gains réalisés la portion représentant la rémunération du travail de l'un ou de l'autre. C'est là le seul vrai motif qui a inspiré le législateur. Sa pensée semble bien être de n'accorder le bénéfice de la loi nouvelle qu'à la femme qui peut déterminer d'une façon certaine l'étendue de ses gains.

Sans doute, on aurait pu concevoir que la loi fixât à forfait, à moitié par exemple, la quote-part de ces gains communs, dont la femme aurait eu la libre disposition. La loi aurait peut-être pu simplement se contenter de permettre entre époux une convention déterminant suivant quelle proportion seraient répartis les produits de leur industrie commune. C'est d'ailleurs en ce sens qu'était conçue la proposition de M. Gourju, dont voici l'article 3 (2) :

« Jusqu'à preuve de la volonté contraire des époux,
» preuve qui pourra être faite par tous les moyens
» prévus dans l'article 6..., et qui pourra résulter no-

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, page 90.

(2) *J. off.* 1906. Sénat, annexe n° 304.

» tamment de ce qu'une rémunération de son travail
» aura été promise et payée à la femme, les acquisitions
» ou plus-values résultant de sa collaboration au tra-
» vail ou aux affaires du mari, ou de ses travaux
» domestiques dans l'intérieur du ménage, ne sont
» pas comprises dans le pécule réservé de la femme
» mariée. »

Par conséquent, cette proposition de M. Gourju laissait en principe, en dehors des biens réservés, les produits du travail commun des époux, mais elle leur donnait la possibilité, par convention, d'y comprendre la part représentative du travail de la femme.

Le législateur de 1907 n'a pas reproduit cette disposition. Il a sans doute considéré, et avec raison, que la nécessité où se serait trouvé le mari, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention passée, de rendre compte à sa femme des bénéfices réalisés en collaboration, serait une cause de querelle, qui aurait bien souvent compromis la bonne harmonie du ménage.

Quant au système du forfait légal de moitié, il aurait eu l'inconvénient de tous les forfaits, c'est-à-dire de ne pas s'adapter nécessairement à la réalité. La loi ne peut, sans tomber dans l'arbitraire, évaluer ainsi le travail de la femme, et lui donner une valeur qui soit dans tous les cas égale à celle du labeur du mari.

Enfin, il existe encore une autre raison, qui permet de justifier la loi d'avoir refusé ses faveurs aux femmes travaillant en collaboration avec leurs maris : c'est qu'un partage proportionnel des bénéfices serait peu favorable au succès des opérations des époux. Si nous supposons un mari commerçant, nous savons qu'il est très avantageux, sinon indispensable pour lui

d'avoir à sa disposition tous les bénéfices, afin de pouvoir accroître l'étendue de ses affaires, s'il le juge à propos. Il ne faut pas que la femme puisse y mettre obstacle, en faisant valoir son droit à une portion des gains.

Tout en reconnaissant que le législateur pouvait difficilement ne pas exclure des biens réservés la part de la femme dans les gains communs, on est forcément frappé de la conséquence fatale de cette restriction : C'est que dorénavant l'épouse aura intérêt à ne plus être la collaboratrice de son mari, mais à travailler isolément, en devenant l'employée d'un tiers.

Le motif de la disposition de l'article 1 § final étant ainsi déterminé, il va nous être possible maintenant d'en bien saisir toute la portée.

* * *

Un point certain, que nous devons mettre en relief, c'est qu'une femme mariée laborieuse jouira des avantages de la loi de 1907, alors même que le travail ou la profession, auxquels elle se livrerait, serait similaire ou identique à la profession du mari. C'est ce qui a lieu, lorsque les conjoints sont tous deux ouvriers, tous deux domestiques, tous deux écrivains ou se livrent tous deux à des commerces différents ; il y a bien alors travail séparé de la femme. Mais il en serait ainsi, alors même que les époux se trouveraient au service d'un même patron. Même alors, le plus souvent, la rémunération de la femme n'en est pas moins distincte, et, dès lors, rien ne s'oppose à ce que la loi de 1907 reçoive son application.

Nous ne sommes pas ici en présence du travail commun des époux, que prévoit l'article 1^{er} *in fine*. Bien plus, même si ce travail commun existait, la femme pourrait réclamer le bénéfice de la loi nouvelle, car il lui est possible de déterminer d'une façon certaine l'étendue de ses gains.

Nous avons supposé que, dans le contrat de travail passé avec le maître, il a été convenu que telle somme serait affectée aux services du mari, et telle autre à ceux de la femme. Mais il peut arriver qu'une pareille convention n'ait pas existé. La femme et le mari sont employés dans la même maison et il n'y a pas eu pour l'épouse stipulation de gages séparés ; la rétribution est promise au ménage sans individualité. Dans ce cas, faut-il refuser à la femme le bénéfice de la loi de 1907 ?

La question nous semble devoir être résolue par une distinction. Il faudra s'attacher à la nature du travail et rechercher si l'emploi de la femme est ou non différent de celui du mari.

Il peut arriver que cet emploi soit différent, par exemple que le mari soit jardinier, valet de chambre, cocher, et la femme concierge, femme de chambre ou cuisinière. Dans ce cas, il est impossible de dire qu'il y a travail commun des époux, et il semble conforme à l'esprit de la loi de permettre à la femme de réclamer le montant de ses droits dans les gages communs, en se basant, par exemple, pour leur évaluation sur l'usage des lieux. La loi, en effet, n'exige nullement que les époux reçoivent une rémunération distincte, pour que la femme puisse en bénéficier ; elle tient compte uniquement de la question de savoir si le travail de la femme est séparé ou commun.

Par contre, nous sommes amenés à donner une autre solution dans l'hypothèse où les époux au service d'un même maître, non seulement ne reçoivent pas de rémunération distincte, mais participent au même travail (ce qui est d'ailleurs assez rare), par exemple sont tous deux concierges dans la même habitation. Il n'y a pas alors de la part de la femme le travail séparé exigé par l'article 1^{er}. Comme les époux travaillent en commun, il serait délicat d'ailleurs d'évaluer d'une façon certaine le travail de la femme.

Nous pouvons poser en principe que si la femme travaille en collaboration avec son mari, fut-elle rémunérée par lui (1), la loi de 1907 ne régirait point les gains ainsi obtenus. Il en sera ainsi au cas où les époux tiennent un fonds de commerce quelconque qu'ils gèrent ensemble, et pour l'administration duquel ils combinent leurs deux efforts ; de même les femmes des agriculteurs, des bûcherons ou charbonniers, qui apportent leur aide à leurs maris ne sont pas soumises à l'application de la loi.

Et cependant, même en cas de travail en collaboration, nous serons portés, en nous inspirant des motifs de la disposition de l'art. 1^{er} § final, à décider que la loi nouvelle sera applicable à la femme, si par hasard il y avait possibilité d'apprécier sans aucune recherche particulière la part des bénéfices communs, qui est la représentation du travail de chaque conjoint. Mais, pour trouver une application pratique de cette allégation, il faudrait supposer dans notre droit la *validité* du contrat de société entre époux. L'acte de société

(1) Bien entendu, aucune convention contraire entre époux ne serait possible, puisque les dispositions de la loi de 1907 sont d'ordre public.

établissant de quelle manière les bénéfices doivent être répartis entre les associés, il est possible de connaître alors la part qui doit en revenir à la femme en rémunération de son travail.

Mais nous savons que les sociétés entre époux ont été toujours déclarées nulles par la jurisprudence, comme violant le principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales (art. 1395) et aussi parce que la société, avec le contrôle qu'elle donne à chaque associé conférerait à la femme un pouvoir incompatible avec son état de soumission (art. 1388 C. C.) (1).

Notre théorie pourra cependant recevoir son application si les époux, malgré les décisions jurisprudentielles, avaient en fait formé entre eux une société. D'après la jurisprudence, sans doute, cette société serait nulle, mais cette nullité n'empêcherait pas qu'il ait existé une association de fait (2), qu'il faudra régler et liquider. En pareil cas, la part revenant à la femme dans les bénéfices réalisés devra entrer dans ses biens réservés.

* * *

De la restriction posée par l'article 1^{er} *in fine*, nous déduirons une conséquence en ce qui concerne les femmes mariées qui s'adonnent à la profession commerciale. Nous venons de voir que la loi de 1907 demeure absolument étrangère aux femmes mariées

(1) THALLER. *Eod. lib.*, n° 346 et suiv. Nombreux arrêts; les derniers sont: Cass., 6 mai 1902. D. 1903.1.207; S. 1905.1.141. — Grenoble, 21 mai 1902. D. 1903.5.689. La nullité s'étend même aux sociétés formées avec un tiers.

(2) Voir l'arrêt de Cass. du 6 mai 1902 *supra*.

que les articles 5 du code de commerce et 220, al. 2, du code civil, ne réputent pas marchandes publiques, c'est-à-dire à celles qui ne font que détailler les marchandises de leurs maris. Ces femmes-là ne sont pas des femmes commerçantes, au sens que le code de commerce donne à ce mot.

Mais l'idée sur laquelle nous voudrions insister, c'est qu'il ne serait pas vrai de dire que toutes les femmes même réputées commerçantes par la loi, seront admises à se prévaloir de la loi de 1907.

Cela, à première vue, semble assez choquant, puisque, aux termes de l'article 5, la femme n'est réputée commerçante que lorsqu'elle fait un commerce séparé. Il n'en est rien cependant et nous pouvons imaginer des hypothèses, dans lesquelles la femme, bien que commerçante aux yeux de la loi, ne pourra pas sur les bénéfices qu'elle réalise, réclamer les droits octroyés par la loi de 1907.

Il peut se produire en effet que les deux époux, mari et femme, collaborent au même négoce, et que cependant la femme seule soit commerçante.

Il en est ainsi lorsque « le fonds de commerce est exploité au nom de la femme (c'est elle qui est inscrite à la patente, qui a pris le magasin en location) » (1). Tel est du moins le sens, dans lequel se prononce la jurisprudence, qui considère que la présomption posée par l'article 5, al. 2, ne vise pas ce cas. Elle décide alors que le commerce repose sur la tête de la femme et que le mari ou bien n'y prête qu'un concours de commis ou bien s'y est immiscé (2).

(1) THALLER. *Eod. lib.*, n° 177.

(2) Cass. Req., 5 novembre 1900. S. 1901.1.278. — Cass. Req., 21 octobre 1901.1.520.

Nous croyons, quoiqu'il puisse y avoir matière à controverse, que dans l'occurrence, la femme, bien que commerçante, n'en demeurera pas moins soumise à la législation du code civil et n'aura aucun droit sur les bénéfices réalisés. Les deux époux travaillent en effet en collaboration. Ces bénéfices sont le résultat du travail commun, aussi ces femmes semblent devoir rester en dehors du champ d'application de la loi de 1907. Remarquons d'ailleurs que la solution contraire rendrait fort délicate la détermination de la situation du mari, qui joue alors le rôle d'auxiliaire, de préposé de la femme, et ne peut recevoir de rémunération déterminée. Pour cette raison, nous sommes plutôt portés à décider que, si par exemple, une femme à la tête d'une exploitation commerciale vient à épouser un de ses employés, alors même qu'elle conserverait après le mariage la direction de l'entreprise, elle n'aurait, même depuis 1907, sur les bénéfices réalisés, d'autres droits que ceux que lui reconnaissent nos codes pour les besoins de son négoce. Cette solution peut paraître peu équitable, mais elle est imposée par les principes rigoureux du droit.

Signalons aussi qu'une femme, tout en étant réputée commerçante aux yeux des tiers (1), resterait en dehors du champ d'application de la loi de 1907, même si elle coopérait au commerce de son mari commerçant et s'obligeait avec fréquence envers les tiers, de concert avec ce dernier.

(1) Un arrêt de la Cour de Cassation (Cass. Req., 5 mai 1857. *Journal du Palais*, 59, 288) déclare en effet que, dans ce cas, la femme encourt la faillite comme le mari. Elle est donc bien commerçante.

Nous savons enfin que, d'après certains auteurs, la présomption de l'article 5 du code de commerce, en vertu de laquelle la femme auxiliaire de son mari n'est pas commerçante peut être combattue par la preuve contraire (1).

Voilà donc toute une série d'hypothèses dans lesquelles une femme commerçante ne pourra pas invoquer le bénéfice de la loi de 1907, parce qu'elle ne peut être considérée comme exerçant une profession séparée. Pour que la loi de 1907 reçoive son application, il faut que le commerce auquel elle se livre soit réellement distinct et indépendant de la profession exercée par le mari. Un simple concours prêté à ce commerce par le mari en qualité de commis ou d'employé ferait obstacle à l'exercice des droits nouveaux conférés à la femme.

Quant au point de savoir si la femme exerce ou non un travail séparé, il a toujours été décidé pour la femme commerçante (2) que c'est là une question de fait, soumise à l'appréciation souveraine des tribunaux et échappant au contrôle de la cour de cassation.

(1) Cette opinion ne nous semble pas exacte. L'article 1352 C. C., en effet, considère comme irréfragables les présomptions, sur le fondement desquelles la loi dénie l'action en justice. C'est bien le cas dans notre hypothèse : sur son fondement, le droit d'agir en justice est refusé aux créanciers du mari contre la femme. V. THALLER. *Eod. lib.*, n° 177.

(2) Cass., 27 mai 1832. D. 32.1.168 ; S. 32.1.365.

SECTION II

Composition de la masse des biens réservés.

Les femmes mariées travaillant en collaboration avec leurs maris demeurent donc en tous points soumises à la législation du Code Civil. Ce sera donc exclusivement des femmes mariées exerçant un travail séparé, dont nous aurons à préciser, dans la suite de nos explications, la situation juridique découlant de la réforme de 1907. On peut la résumer ainsi : ces femmes sont désormais directement investies par la loi, sous tous les régimes, du pouvoir d'administrer et dans une très large mesure de disposer d'une masse de leurs biens, comprenant les produits de leur travail et les économies en provenant.

Il y a ainsi dans notre droit, lorsque le régime matrimonial adopté par les époux est le régime de communauté, une innovation qui présente quelque lointaine ressemblance avec les innovations réalisées par les empereurs romains (1), lorsque venant déroger au grand principe, d'après lequel le *paterfamilias* est propriétaire de toutes les acquisitions des personnes soumises à leur puissance, ils sont venus attribuer aux fils de famille la disposition de leurs *bona castrensia* (pécule castrens) et plus tard de leurs *bona quasi-castrensia* (pécule quasi-castrens). Le régime de communauté, tel qu'il est organisé par notre Code, investissait le mari seul de pouvoirs d'administration sur

(1) Voir GIRARD. *Manuel élémentaire de droit romain*, 3^{me} édit., 1901, page 138.

tout le patrimoine de la femme ; la loi de 1907 est venue soustraire aux pouvoirs du chef de ménage certains biens de l'épouse, pour en confier la gestion à cette dernière.

Notre premier soin doit être naturellement de fixer avec précision la composition de ces biens réservés ; nous aurons ainsi l'occasion de constater qu'ils peuvent dans certains cas prendre un très grand développement ; c'est même la raison pour laquelle certains commentateurs de la loi mettent quelque répugnance à les qualifier de pécule, ce mot éveillant dans leur esprit l'idée de masse de peu d'importance (1).

§ 1. *Masse de biens soumise aux règles de la loi de 1907*

1^o PRODUITS DU TRAVAIL

Le pécule des femmes exerçant un travail séparé comprend tout d'abord, aux termes de l'article 1^{er}, les produits de leur travail.

Naturellement, il faut tout d'abord faire rentrer sous cette dénomination les rémunérations directes et principales de leur labeur : « le salaire journalier ou hebdomadaire de l'ouvrière, les gages de la domestique, les appointements de la commise ou de l'employée, le traitement de l'institutrice, les honoraires de la femme avocat ou médecin, les cachets de la pianiste ou de la cantatrice, les bénéfices réalisés par la femme dans une industrie ou un commerce. » (2)

C'est là une première catégorie de produits du travail

(1) DEPINAY. *Revue du Notariat et de l'Enregistrement* (Février-Mars 1908).

(2) SOERDOIS. *Revue trimestrielle*, 1907, n° 3, page 560.

que nous appellerons les fruits directs et immédiats du labeur. Mais la loi a entendu donner à l'expression une signification infiniment plus large, comme nous allons le constater.

Pour simplifier notre exposition et pour nous rendre mieux compte de la consistance des biens réservés, nous envisagerons successivement l'hypothèse d'une femme ouvrière ou employée, et celle d'une femme commerçante ; pour chacune d'entre elles, nous rechercherons quels seront les biens ou les sommes, susceptibles d'entrer dans leur pécule.

A) *Femme ouvrière, employée, domestique.*

Dans cet ordre d'idées, il ne faut pas hésiter à comprendre d'abord parmi les biens réservés tout ce qui peut être dû à la femme mariée en exécution du contrat de travail. Cela embrasse, non seulement le salaire ou autres rémunérations principales, mais encore tous les accessoires convenus (sursalaires, primes, part dans les bénéfices, s'il y a dans le contrat au profit de l'employée une clause de participation), en un mot tous les profits supplémentaires.

Il n'y a pas à distinguer, suivant que ces rémunérations sont payées en argent ou versées au compte de l'intéressée à une caisse de retraite, ou encore en actions ou obligations de l'entreprise.

De même, si le patron n'exécute pas vis-à-vis de celle dont il a engagé les services, les obligations dont il est tenu, soit en vertu de la loi, soit en vertu d'une clause particulière du contrat passé, les dommages-intérêts qu'il pourra être contraint de fournir, feront partie des biens réservés. Ce sont des biens acquis à l'occasion du travail et qui sont assez souvent la compensation

d'un salaire moindre reçu par l'ouvrière. C'est ce qui aura lieu notamment au cas où le patron ne procurerait pas à une ouvrière payée à la tâche le travail convenu, ou encore s'il venait à résilier sans motifs le contrat de travail à durée déterminée, ou même à durée indéterminée, s'il le faisait sans observer le délai-congé ; et en cas de renvoi injustifié, les dommages-intérêts dus en vertu de l'art. 1780 C. C.

Dans certaines industries, les patrons organisent des caisses de retraite destinées à assurer des pensions ou des rentes viagères à leurs ouvrières, en cas d'accident, de vieillesse et d'invalidité (1). Ces rentes, ces pensions sont des rémunérations supplémentaires du travail fourni, et comme telles sont biens réservés. Généralement, d'ailleurs, ces pensions sont accordées par suite de prélèvements opérés sur les traitements. La retraite est alors la représentation d'un salaire, qui, sans la retenue opérée, aurait été plus fort, ou si l'on veut, elle est encore une partie du salaire. Mais il en serait de même si l'ouvrière en bénéficiait gratuitement sans que le patron lui ait fait subir aucune retenue. « Il serait peu logique de ne pas étendre les droits de la femme à ces produits de son travail, bien qu'ils soient d'un ordre spécial. Il serait même contraire au bon sens de protéger la femme pendant le temps où elle est jeune, valide et peut travailler, et de la laisser dépourvue de toute protection, quand ses forces viennent à s'épuiser et que toute occupation rémunérée lui devient impossible. » (2)

Ajoutons enfin que c'est le travail qui est la cause

(1) Telles sont aussi les pensions de retraite des fonctionnaires.

(2) MORIN. *Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail*, page 194.

juridique de la retraite, généralement proportionnée au temps de service et au salaire du retraité.

Nous savons aussi que, depuis la loi du 9 avril 1898, les patrons sont tenus de réparer les accidents survenus à leurs ouvriers ou employés à l'occasion de leur travail. Si la victime est une femme mariée, les rentes, pensions ou indemnités prévues par cette loi et généralement payées par une Compagnie d'assurances, seront des biens réservés. Ces sommes ou valeurs ne sont peut-être pas à proprement parler un véritable produit du travail, mais, outre qu'elles sont dues en exécution du contrat de travail, elles sont la représentation du labeur que l'ouvrière se trouve pour un temps plus ou moins long dans l'impossibilité de fournir. En d'autres termes, on peut dire que cette indemnité représente un amoindrissement de sa capacité professionnelle : si la femme n'avait pas été victime d'un accident, son salaire aurait été compris parmi ses biens réservés.

La loi du 9 avril 1898 n'est pas applicable aux domestiques ; le maître, en cas d'accident, n'est responsable que dans les termes du droit commun, en vertu de l'article 1382, c'est-à-dire en cas de faute de sa part. Mais il faut admettre cependant pour le motif que nous venons d'indiquer qu'en cas de condamnation, les dommages-intérêts dus par le maître feront partie du pécule de la domestique.

Nous avons jusqu'à présent présenté comme rentrant dans le pécule tout ce qui est dû par le patron en exécution du contrat de travail, mais il ne faut pas s'arrêter là, car l'expression produits du travail a un sens infiniment plus compréhensif. Sont en effet

des produits du travail tous les suppléments de salaire, les gratifications en argent ou en nature, les rentes ou pensions de retraite, qui seraient fournis bénévolement par le maître, c'est-à-dire sans qu'il ait pris aucun engagement à cet égard. Il en serait de même, croyons-nous, des secours fournis gracieusement par un patron, en cas d'accident survenu à une ouvrière, employée ou domestique, dans une hypothèse où sa responsabilité n'est cependant pas engagée.

Il y aura lieu de ranger aussi parmi les biens réservés certains gains, alors même qu'ils seraient moins la contrepartie d'un service rendu que le produit d'une générosité, peu importe d'ailleurs que cette générosité provienne du maître lui-même ou d'un tiers. Tels seraient par exemple les étrennes, pourboires, pots-de-vin, prix et récompenses dans les expositions et concours, les encouragements accordés par certaines sociétés ou par l'Etat aux domestiques ou employées restées au service d'un même maître pendant une durée déterminée. La somme reçue n'est pas sans doute la représentation d'un travail ; elle a un caractère plus ou moins gratuit, mais elle est acquise à cause d'un travail, à son occasion.

A ce point de vue, se pose une question assez délicate et en même temps très pratique, sur laquelle les tribunaux auront certainement à se prononcer un jour. C'est celle de savoir si les sommes, valeurs ou rentes (voire même les libéralités plus importantes) données ou léguées par un maître à une domestique ou employée, devront être comprises dans le pécule réservé de celle qui en bénéficie.

Nous inclinons plutôt à décider que, dans la géné-

ralité des cas, il y aura lieu de se prononcer dans ce sens. Nous sommes bien, si l'on veut, en présence de donations, d'actes à titre gratuit, mais qui, étant faits en considération d'un travail fourni ou de services rendus, deviennent eux-mêmes un produit du travail, au sens que la loi entend donner à ce mot.

Donc, si un maître fait une donation ou un legs à sa domestique, le plus souvent cette dernière pourra réclamer sur les biens composant la libéralité les avantages de la loi de 1907, car en faisant de telles donations, d'habitude le patron n'aura eu d'autre but que de reconnaître plus largement les services qui lui ont été rendus.

Mais si, par hasard, il résultait en fait des circonstances, de l'importance de la libéralité (par exemple legs universel) ou du peu de valeur des services reçus, que le patron, en donnant ou en léguant, n'a aucunement eu en vue ces services, et qu'il aurait évidemment fait la donation ou le legs, même dans l'hypothèse où la gratifiée n'aurait pas été employée par lui, alors, nous semble-t-il, on ne pourrait plus considérer la donation comme un produit du travail, et nous déciderions volontiers qu'il ne serait pas possible de la soustraire au sort que lui assigne le contrat de mariage. Sans cela, on aboutirait à des conséquences absurdes, si l'on décidait que, toutes les fois qu'une personne a été au service d'une autre, quel que soit le peu de temps où elle l'a été, toutes les donations qui lui seraient faites par la suite devraient être considérées comme un produit de son travail. En somme, la réponse à la question que nous avons posée se ramènerait, d'après nous, à la recherche de l'intention que le dispo-

sant a eue en faisant le legs, question de fait pour laquelle les tribunaux auraient une souveraine appréciation.

La solution que nous donnons à propos des dons et legs faits par les maîtres à leurs domestiques, ne sera pas, semble-t-il, celle qui sera admise par la jurisprudence, qui refusera sans doute de les comprendre parmi les biens réservés. En effet certains arrêts, en particulier un arrêt de Chambéry (1), ne considèrent pas comme un produit du travail les sommes léguées à un domestique, mais comme une pure libéralité. Aussi cet arrêt décide-t-il que si la femme est mariée sous le régime de la communauté réduite aux acquêts, ces sommes ne tomberont pas en communauté, mais lui resteront propres.

Peut-être, depuis la loi du 13 juillet 1907, les tribunaux désireux de faire prévaloir la solution la plus favorable à la femme, seront-ils amenés à faire une distinction analogue à celle que nous avons essayée de poser plus haut.

Puisque nous parlons de donations faites par un patron à ses employées ou domestiques, disons de suite que, du moins lorsqu'elles sont faites en rémunération de services rendus, il ne serait pas possible au maître de faire la libéralité sous la condition qu'elle ne suivra pas le sort que lui imprime la loi de 1907, mais par exemple qu'elle tombera dans la masse ordinaire de communauté. Une telle clause devrait être considérée comme illicite. La loi de 1907 proclame en effet, comme un principe d'ordre public, que les produits du travail

(1) Chambéry, 25 août 1879. D. 80.2.196 ; S. 80.2.53.

de la femme seront soumis aux pouvoirs de cette dernière. Sans doute, l'article 1^{er} de la loi ne parle que de la nullité d'une clause portée au contrat de mariage, mais il résulte suffisamment de son esprit, qui est de protéger la femme, que la loi doit s'imposer aux tiers donateurs eux-mêmes. Il y aura donc ici une exception au principe bien connu, d'après lequel les tiers qui gratifient une personne mariée, sont libres d'imprimer aux biens par eux donnés une direction différente de celle qui résulterait du régime matrimonial adopté.

De tous nos développements précédents, il résulte que tous les biens ou valeurs, qui directement ou indirectement ont été acquis par la femme non seulement en rémunération, mais simplement à l'occasion, en considération d'un travail par elle fourni, feront partie de son pécule.

Nous avons dit plus haut, qu'en cas d'accident survenu à la femme à l'occasion de son travail, les indemnités ou rentes dues par l'employeur étaient des biens réservés, et une des raisons que nous avons invoquée en ce sens, a été que ces indemnités sont destinées à compenser le salaire que l'ouvrière ne peut plus se procurer par son travail. Il nous semble cependant un peu trop hardi de prétendre que, par identité de motifs, toutes les indemnités, auxquelles la femme laborieuse pourrait avoir droit à raison d'un accident, dont elle aurait été victime, devraient être comprises dans son pécule.

Si en effet, les dommages-intérêts payés par le maître peuvent être véritablement considérés comme remplaçant son salaire, il ne peut en être de même des indemnités qui pourraient lui être dues par des tiers quelcon-

ques. Sans doute, dans l'appréciation du préjudice causé à la femme, les tribunaux tiendront compte de ce que le travail est le seul gagne-pain de celle-ci. Mais il est impossible dans les dommages-intérêts alloués de voir des produits du travail, sans dénaturer la signification de ce mot et sans dépasser l'intention de la loi.

B) *Femme commerçante.*

Ainsi que nous allons le constater, le législateur n'a pas entendu comprendre seulement dans le pécule de la femme commerçante les fruits de son labeur à proprement parler, il y fait également entrer un autre élément, que le moment est maintenant venu de préciser.

La femme commerçante, en effet, celle qui se trouve à la tête d'une entreprise, si modeste qu'elle soit, est dans une situation bien différente de celle qui engage ses services par un contrat de travail, qui déploie son activité sous l'autorité d'un maître ou d'un patron. La femme commerçante doit, en effet, incorporer dans son exploitation une masse de biens, un capital plus ou moins important, non seulement pour l'acquisition du fonds de commerce, mais aussi comme fonds de roulement.

Il en résulte cette conséquence que les bénéfices réalisés par elle ne sauraient être considérés exclusivement comme étant la rémunération de son labeur, un fruit de son travail, mais qu'ils représentent aussi pour une large part l'intérêt des capitaux employés dans son entreprise.

Nous voici donc amenés à nous demander si le législateur, qui, dans l'article 1^{er}, ne vise que les produits du travail, a bien eu l'intention de comprendre dans le

pécule réservé de la femme commerçante la totalité des bénéfices commerciaux, ou si, au contraire, il n'a entendu y faire rentrer que la part de ces bénéfices, qui seule peut être considérée comme un produit du travail de la femme, c'est-à-dire défalcation faite de l'intérêt des sommes engagées dans l'affaire.

Éliminons tout d'abord deux points qui ne sauraient faire de difficulté. En effet, si nous supposons que les capitaux engagés par la femme dans son exploitation commerciale sont des biens réservés, c'est-à-dire provenant d'économies réalisées sur ses gains personnels (1), sans aucun doute, la totalité des bénéfices sera une valeur pécuniaire. Comme nous le verrons, en effet, tous les fruits et revenus des placements faits par la femme avec les produits de son travail sont des biens réservés. « C'est la conséquence directe des principes qui forment le corps de la loi. La part due au travail va grossir les biens réservés, en tant que produits du labeur, la part due au capital se joint aux mêmes biens, en tant qu'économies, en tant que revenus procurés par le placement du pécule ; la femme, au lieu de placer ses biens réservés dans une entreprise de chemin de fer ou dans l'exploitation d'une mine d'or, les fait fructifier elle-même, le pécule fera ainsi boule de neige. » (2)

Ajoutons qu'il conviendrait de donner la même

(1) C'est ce qui arrivera pratiquement, lorsqu'une femme mariée, après avoir été employée ou ouvrière pendant un certain temps (couturière, modiste, par exemple), est parvenue à amasser des économies suffisantes, qui lui permettent d'acquérir un petit fonds de commerce ou de succéder à sa patronne.

(2) MORIDE. *Des modifications apportées par la loi du 13 juillet 1907 au régime de la communauté légale*, 1908, page 159.

solution, au cas où la femme mariée sous le régime de séparation de biens emploierait à son commerce ses biens personnels, ou encore lorsque, mariée sous le régime dotal, elle utiliserait ses paraphernaux. Ce sont là des biens qui, quoique ne faisant pas partie du pécule réservé de la femme, sont soustraits à la jouissance et à l'administration du mari. Il n'y a dès lors rien qui s'oppose à ce que la totalité de ses bénéfices commerciaux constitue des biens soumis aux règles de la loi de 1907.

Une seconde hypothèse est à prévoir : celle où les capitaux utilisés par la femme mariée commerçante lui auraient été prêtés par un tiers, prêteur ordinaire ou commanditaire. La femme, dans ce cas, sera évidemment obligée de distraire, sur l'ensemble des bénéfices réalisés, l'intérêt du capital fourni, pour le remettre au tiers. Le surplus des gains, défalcation faite de ces sommes, constituera donc exclusivement un produit du labeur de la femme.

Mais ces éventualités seront relativement assez rares ; le plus souvent, en pratique, les capitaux servant à l'exploitation du négoce de la femme lui sont fournis par le mari ou par la communauté. On peut également prévoir le cas où ils constitueraient des propres de la femme. Or, nous savons que tous les revenus ou intérêts de biens de ce genre appartiennent à la communauté, qui a la jouissance des patrimoines des époux. Si le mari (ou ce qui revient au même la communauté), au lieu de faire fructifier les biens dont il a, en vertu du régime matrimonial adopté, l'administration et la jouissance, par des placements quelconques, consent à en mettre une partie à la dispo-

sition de la femme pour lui permettre de monter et d'exploiter une entreprise commerciale, la femme pourra-t-elle émettre la prétention de réclamer sur la totalité des bénéfices commerciaux les droits que lui confère la loi de 1907, ou au contraire devra-t-elle tenir compte au mari ou à la communauté de l'intérêt des fonds qu'ils ont consenti à engager dans son négoce ?

La réponse à cette grave question et la recherche de l'intention précise du législateur sont assez délicates, car le texte de la loi ne s'est pas prononcé sur ce point et les travaux préparatoires sont assez confus.

On ne peut nier que le système soutenu par M. Pichon (1) et préconisé par M. Saleilles à la Société d'Etudes législatives (2), d'après lequel les biens réservés ne comprendraient pas l'intérêt des capitaux fournis par le mari, puisse invoquer en sa faveur d'assez sérieux arguments.

En effet, le projet élaboré par la Société d'Etudes législatives (3), ainsi que cela résulte de l'exposé des motifs qui le précède, s'est certainement prononcé en faveur du système de M. Saleilles. Réfutant les inconvénients résultant de l'extension du bénéfice du projet aux femmes commerçantes, M. Boistel s'exprime ainsi : « Si, par hasard, le mari, sans arrêter l'entreprise
« de la femme, veut reprendre tout ou partie des bénéfices qui représentent les profits du capital engagé
« par lui, il n'aura qu'à provoquer la liquidation de
« ces profits, et dorénavant le droit de disposition de
« la femme se trouvera tout naturellement restreint

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, page 81.

(2) *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, page 205.

(3) *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, page 464.

« à ce que le projet lui donne, aux salaires de son « travail » (1).

Ainsi ce système ne fait entrer dans la masse laissée à la disposition de la femme que la part de ses bénéfices qui représente la rémunération de son travail ; il laisse soumises aux droits du mari les sommes représentant les intérêts des capitaux, si ces capitaux ont été fournis par le mari ou la communauté.

Sans méconnaître la valeur de cet argument, il nous semble plutôt que le législateur a entendu se rallier à un second système, qui est peut-être moins équitable, mais a l'avantage de la simplicité. Les travaux préparatoires, notamment le rapport de M. Guillier (2), nous montrent que la loi n'a pas voulu s'engager dans une réglementation trop compliquée. La distinction dans les bénéfices réalisés entre la part due au travail, et celle due au capital, aurait obligé les époux à une ventilation qui lui a paru trop délicate : « Dans les bénéfices commerciaux, disait M. Guillier, comment faire la part du capital engagé et celle du travail ? C'est pourquoi nous mettons les gains réalisés dans l'exploitation d'un fonds industriel ou de commerce sur la même ligne que les salaires proprement dits... »

D'après ce second système, le pécule de la femme commerçante comprendrait la totalité des bénéfices, y compris l'intérêt du capital fourni par le mari ou par la communauté.

Tels seront les deux systèmes possibles entre lesquels la jurisprudence aura à se prononcer. Il faut reconnaître qu'ils ont l'un et l'autre leurs inconvénients res-

(1) Exposé des motifs de M. Boistel, *Eod. lib.*, page 458.

(2) GUILLIER. *J. off.* 1907. Sénat, annexe 77, rapport, pages 8 et 9.

pectifs. Le second système, très favorable à la femme, présente le désavantage de méconnaître les droits du mari ; le premier, le meilleur en théorie, présenterait certaines complications dans son application pratique, vu la difficulté de dissocier les divers éléments constitutifs des bénéfices réalisés par la femme.

2^o ÉCONOMIES PROVENANT DES PRODUITS DU TRAVAIL DE LA FEMME

Les biens réservés comprennent, aux termes de l'article 1^{er}, non seulement les produits du travail de la femme, mais les économies en provenant. L'extension du droit de la femme aux économies était indispensable pour donner une certaine efficacité à la réforme (1).

Les biens soumis aux règles de la loi de 1907, forment bien dès lors, comme jadis les pécules des fils de famille romains, une petite masse de biens, un véritable patrimoine ayant une individualité à part.

Les biens réservés ne comprendront pas seulement des sommes d'argent, mais aussi des meubles, valeurs mobilières et même des immeubles. Seront biens réservés tous les biens que la femme a acquis au moyen ou en emploi de ses économies, comme tous ceux qu'elle aurait acquis en échange ou en remploi de valeurs ayant déjà le caractère réservé. Il va en effet de soi, quoique la loi soit muette sur ce point, que si la femme consent l'aliénation d'un bien réservé, celui qu'elle acquerra en remploi prendra la qualité de la valeur aliénée.

Le plus souvent, en fait, du moins dans la classe

(1) Voir notre conclusion.

ouvrière, les quelques modestes économies que la femme parviendra à réaliser sur ses salaires, ne serviront guère qu'à l'acquisition de livrets de caisse d'épargne, à des dépôts à la caisse nationale des retraites ou autres placements du même genre.

Mais il ne faut pas perdre de vue que la loi nouvelle s'applique même à des femmes mariées, dont les gains et par suite les économies peuvent prendre un développement très considérable (femmes commerçantes, femmes artistes). La femme, au moyen de ses économies, pourra acheter des meubles meublants ou les placer en valeurs mobilières, en créances hypothécaires, acquérir des rentes viagères ou perpétuelles, contracter des assurances sur la vie, acquérir des immeubles, et s'il s'agit d'une femme commerçante, acheter un fonds de commerce, des brevets d'invention, etc.

Tous ces biens seront réservés, ainsi que les revenus et les fruits qu'ils produisent (fruits naturels, industriels ou civils, fermages, loyers et leurs accessoires, intérêts des capitaux, arrérages des rentes, dividendes d'actions). Si des économies sont réalisées sur ces revenus, les biens acquis en placement feront partie encore du pécule. Le pécule bénéficiera naturellement de toutes les plus-values acquises par les biens qui le composent. S'il comprend des valeurs mobilières, il profitera des primes et des lots, distribués aux propriétaires de ces titres.

S'il existe des biens immobiliers dans le pécule, et que ces immeubles aient fait l'objet d'une location, il faut décider que les dommages-intérêts dus par le fermier ou le locataire pour inexécution du contrat de

louage, devront y être compris, parce qu'ils représentent soit une diminution de revenus, soit un amoindrissement du capital. Il en serait de même, croyons-nous, des dommages-intérêts dont pourraient être tenus les tiers ou le mari, à raison de dommages ou de dégradations causés à ces diverses propriétés.

Le pécule comprendra naturellement non seulement les fruits, mais encore les produits des biens qui le composent. Tels sont les matériaux d'une maison démolie, les arbres d'un bois non mis en coupe réglée, les matériaux extraits d'une carrière ou minière, la redevance due par la mine à la surface (si par hasard le pécule comprenait des biens de ce genre).

De même, en vertu des principes généraux de nos lois sur l'accession naturelle et de la règle *accessorium sequitur principale*, les immeubles compris dans le pécule se grossiront des alluvions, relais, îles, etc. Il est d'ailleurs d'usage de considérer ces événements, moins comme faisant acquérir au propriétaire qui en bénéficie un droit de propriété nouveau, que comme entraînant un développement de son droit de propriété préexistant. Il en serait de même, au cas où l'accession se produirait au profit d'un objet mobilier du pécule.

Il faut également par application des principes sur l'accession industrielle ou artificielle et de la maxime *superficies solo cedit*, décider que seraient biens réservés toutes les constructions ou plantations, qui s'incorporeraient à un bien réservé, et cela, non seulement lorsque la dépense de ces constructions ou plantations aurait été soldée avec des deniers réservés, mais même lorsque les deniers auraient été fournis par le mari ou la communauté.

Dans cette dernière hypothèse, il faut décider, par analogie de la théorie des récompenses qu'en cas de renonciation à la communauté par la femme (1), celle-ci devra récompense à la communauté ou au mari, de même qu'elle doit une indemnité, au cas où ces derniers ont fourni des sommes pour élever des constructions sur un de ses immeubles propres ordinaires (2).

Que décider au cas où un trésor viendrait à être trouvé sur un immeuble réservé ? A quel patrimoine reviendra la part du trésor, dont bénéficie le propriétaire du fonds ? (3)

La solution de la question dépendra de la conception que l'on se fait sur la façon dont le propriétaire du fonds réalise l'acquisition du trésor.

Ceux (4) qui considèrent le trésor comme un émolument attaché à la propriété, comme une partie de l'immeuble se rattachant par une sorte de droit d'accession à la possession du fonds sur lequel il est trouvé, rangeront le trésor enfoui dans un bien réservé, au nombre des biens réservés.

Ceux qui, au contraire, disent que le trésor est dans

(1) Hypothèse dans laquelle la femme peut exercer la reprise de son pécule.

(2) Peut-être même, à cause de la séparation d'administration des deux patrimoines, conviendrait-il de décider que le mari aurait le droit d'exiger cette indemnité, même avant la dissolution.

(3) Remarquons que la part du trésor revenant à l'inventeur ne sera jamais un bien réservé, même s'il a été découvert par une femme pendant son travail. C'est un principe bien connu, en effet, que l'inventeur n'a droit à la moitié du trésor, qu'autant qu'il ne l'a pas cherché, qu'il l'a trouvé par hasard : *non data, ad hoc opera*. On ne saurait donc le faire rentrer dans le pécule, à titre de produit du travail.

(4) En ce sens, PLANIOL, III, n° 923 *bis* ; AUBRY et RAU, t. V, § 507.

le sol, sans en être une partie et voient dans son acquisition par le propriétaire du sol un *donum fortunæ*, refuseront d'en faire un bien réservé et lui feront suivre le sort que le contrat de mariage assigne aux acquisitions mobilières à titre gratuit (1).

Si un bien réservé est exproprié pour cause d'utilité publique, l'indemnité d'expropriation constituera un bien réservé, comme si le bien avait fait l'objet d'une vente amiable. L'indemnité est assimilable à un prix de vente.

Nous devons aussi nous demander, si en cas d'incendie d'un bien réservé, l'indemnité payée par la Compagnie d'assurance sera réservée, remplacera le bien sinistré? Oui, dans le cas où les primes versées à la Compagnie d'assurance proviendraient du pécule. Mais que décider dans l'hypothèse où les primes auraient été payées avec des deniers communs? Il semble logique d'admettre que, même dans ce cas, l'indemnité sera une valeur réservée, sauf au pécule, en cas de renonciation par la femme à la communauté, à restituer au mari les primes payées (2).

Toutefois la solution pourra faire quelque difficulté,

(1) A cet égard, le trésor tombera en communauté ou restera propre, suivant que le régime adopté sera la communauté légale ou la communauté réduite aux acquêts.

(2) Le mari a acquitté une dette relative au pécule. La femme doit récompense, comme s'il avait payé une dette relative à un propre. Sans doute, d'après les règles du Code civil, le mari ne peut demander récompense à la femme pour les primes payées par la communauté en vue de l'assurance d'un bien propre. Il doit les supporter définitivement, parce que la communauté usufruitière des propres des époux, doit payer sans recours les charges usufruituaires de biens dont elle jouit. Ici, au contraire, il faut permettre au mari de demander une récompense, puisqu'il s'agit d'un bien, des revenus duquel la communauté ne profite pas.

car, en principe, et sauf les exceptions prévues par les lois, la jurisprudence et la majorité des auteurs décident que l'indemnité d'assurance ne vient pas remplacer, par une sorte de subrogation réelle, le bien qui a fait l'objet du contrat, mais qu'elle est la représentation des primes payées. Dès lors, on pourra être tenté de soutenir que l'indemnité d'assurance appartient au patrimoine qui a payé les primes, dans l'espèce, à la masse ordinaire de communauté. Cependant, cette opinion ne pourrait guère se soutenir, parce que le mari, en payant les primes, a évidemment eu l'intention de les acquitter pour le compte du pécule ; il a entendu faire une avance à la femme. D'ailleurs, il serait bien étrange de faire une distinction au point de vue de l'assurance entre les biens réservés et les biens propres de la femme. Or, lorsqu'un bien propre de la femme est incendié, l'indemnité payée par la Compagnie d'assurance constitue un propre, alors que les primes ont été forcément payées avec des deniers communs, la communauté étant usufruitière du patrimoine de la femme.

§ 2. *Masse de biens restant en dehors du pécule.*

Dans nos explications précédentes, nous avons toujours entendu viser les produits du travail et les économies réalisés par les femmes mariées pendant le mariage.

Le législateur a-t-il eu aussi l'intention de comprendre parmi les biens réservés ses gains antérieurs au mariage ?

La question est controversée, mais nous croyons préférable de soutenir que la loi a entendu laisser ces

produits du travail de la femme soumis à la législation antérieure. Ils feront donc partie de la masse ordinaire de communauté, si les époux sont mariés sous ce régime, à moins que la femme n'ait eu soin de les exclure par une clause de réalisation, et pratiquement par l'adoption de la communauté réduite aux acquêts, ce qui les range dans la catégorie des biens propres de la femme.

Cette solution nous paraît résulter du but même que le législateur a poursuivi en élaborant la loi de 1907. Les dispositions du régime de communauté lui ont paru peu équitables et nécessiter son intervention, seulement en ce qui concerne le sort qu'elles faisaient aux gains réalisés par la femme pendant le mariage. Par le fait même qu'ils tombaient en communauté, ces gains étaient soumis à la toute-puissance du mari, sans que la femme ait aucun moyen pratique pour empêcher ce résultat ; pour ces biens-là, une clause de réalisation était en fait impraticable. Comment les maris auraient-ils consenti à faire tomber leurs gains en communauté, alors que ceux de la femme seraient demeurés propres à cette dernière ; ils auraient exclu aussi leurs gains de la communauté, mais une telle clause aurait été préjudiciable à la femme, qui n'aurait plus participé aux fruits du labeur de son conjoint.

Au contraire, les gains antérieurs au mariage ont un tout autre caractère : ce sont de véritables apports en mariage. Dès lors, on ne voit pas bien pourquoi la loi tiendrait compte de l'origine laborieuse de ces apports pour les soumettre à un régime différent de celui auquel sont soumis les autres biens présents, les autres apports mobiliers de la femme.

D'autre part, si tout le monde était d'accord pour

reconnaître que les gains acquis par l'épouse pendant le mariage étaient insuffisamment protégés par la loi, on considérerait au contraire que la protection des apports même mobiliers de la femme, sous le régime de communauté, était organisée dans le Code Civil par la simple possibilité de rédiger un contrat de mariage et de les exclure de la communauté. Sans doute, le mari en avait encore l'administration pendant le mariage, mais outre que ses pouvoirs sont infiniment moins étendus que sur les biens communs (1), le système des reprises, l'hypothèque légale, le droit de renoncer à la communauté ou de l'accepter sous bénéfice d'émolument mettaient la femme dans une assez large mesure à l'abri des excès de pouvoir du chef de ménage.

Sans doute, la protection des gains personnels réalisés postérieurement au mariage n'est pas organisée par la loi de la même manière que celle des gains antérieurs ; mais, depuis 1907, elle existe d'un côté comme de l'autre.

En somme, le but de la loi de 1907 a été d'organiser la protection non pas de tous les gains de la femme, mais seulement de ceux acquis par elle au jour le jour, et pour lesquels les gaspillages du mari étaient principalement redoutables pour la femme et pour le ménage.

Nous savons en effet que c'est principalement dans l'intérêt du ménage (art. 2), que le législateur a donné à la femme la libre disposition de ses gains. Or il est impossible de considérer les gains acquis par la femme antérieurement au mariage, comme ayant été acquis

(1) Lorsque du moins ils restent la propriété de la femme (propres parfaits).

dans l'intérêt d'un ménage qui n'existe pas encore.

Le système qui exclut du pécule les gains de la femme antérieurs au mariage trouve un appui dans le simple titre de la loi : Loi sur le libre salaire de la femme mariée. Ce simple intitulé montre que la loi n'a pas entendu protéger d'une façon générale les gains de la femme, elle n'a visé que le salaire des femmes *mariées*, c'est-à-dire celui acquis par elle durant le mariage.

Les biens réservés ne comprendront pas les produits du travail de la femme antérieurs au mariage. Nous en déduisons une conséquence logique : Si la femme reçoit au cours du mariage le paiement d'un travail fait antérieurement, la somme qui lui est versée doit subir le sort des autres biens qu'elle a apportés au jour de son mariage. Le droit de créance est en effet né antérieurement au mariage ; c'est seulement l'exécution de l'obligation qui a été différée jusqu'après cette époque.

Il conviendrait aussi de donner la même solution pour les pensions de retraite qui pourraient être dues à une femme mariée à raison d'un travail antérieur au mariage. Ni la rente, ni les arrérages ne devront faire partie du pécule. Cette solution nous paraît s'imposer d'autant plus, que, comme nous le verrons dans un instant, un article de la proposition de M. Gourju, qui exceptionnellement tendait à les y comprendre, n'a pas été inséré dans le texte définitif.

Certains (1) prétendent cependant qu'il y a lieu dans l'espèce d'apporter une dérogation à la règle que nous posons plus haut, parce que ces arrérages ou annuités auraient pour objet de remplacer les salaires et appointements que la femme ne peut plus gagner.

(1) MORIN. *Eod. lib.*, page 195.

La question sera plus délicate dans le cas où la pension de retraite est due à la fois pour un travail antérieur et postérieur au mariage. Peut-être conviendra-t-il alors de la comprendre dans le pécule ou au moins d'appliquer la règle : Major pars trahit ad se minorem.

Un second système, énergiquement soutenu par M. Pichon (1), mais qui ne nous paraît pas être l'expression exacte de la volonté du législateur, admet que la loi a entendu soumettre aux règles nouvelles et comprendre dans le pécule réservé, même les produits du travail de la femme antérieurs au mariage.

A l'appui de sa thèse, M. Pichon invoque une disposition particulière se trouvant dans le projet de M. Gourju (2). Le texte de l'article 2 *in fine* restreignait les avantages de la réforme aux seuls produits et bénéfices postérieurs au mariage. Toutefois, exceptionnellement ce texte considérait comme compris parmi les biens réservés « les annuités et arrérages échus pendant le mariage, de pensions et de rentes obtenues par la femme à l'occasion d'un travail antérieur au mariage. » Aucune disposition de ce genre ne se retrouve ni dans le texte de la loi ni dans les rapports présentés, soit au Sénat, soit à la Chambre. M. Pichon conclut de ce silence que la loi, en ne reproduisant pas cette disposition, a entendu comprendre dans le pécule, même les gains de la femme antérieurs au mariage. Il ajoute même que la proposition de M. Gourju n'a pas passé inaperçue dans les débats, puisqu'elle a été précisé-

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, page 86.

(2) Propos. de M. Gourju (*J. off.* 1907. Doc. parl. Sénat, session ordinaire, annexe n° 77, p. 54).

ment renvoyée à l'examen de la commission sénatoriale.

Cependant il ne nous semble pas qu'il y ait dans le silence du texte définitif rien de significatif ni de décisif. Vraisemblablement la proposition de M. Gourju n'a formulé expressément le principe d'après lequel « le pécule s'étendra seulement aux produits et bénéfices du travail accomplis pendant le mariage », qu'uniquement parce que son auteur voulait y apporter une exception, en ce qui concerne les arrérages de rentes ou pensions ayant pour origine un travail antérieur au mariage. La Commission Sénatoriale ayant jugé bon de ne pas reproduire cette exception, il y a tout lieu de croire qu'elle a regardé comme inutile d'insérer le principe posé par la proposition de M. Gourju, qui, à ses yeux, ne devait pas faire de difficulté.

Signalons, en terminant ce chapitre, que la loi de 1907 ne visant que les produits du travail de la femme et les économies en provenant, il en résulte que tous les biens qui n'ont pas cette origine laborieuse, restent absolument en dehors du pécule et suivent le sort que leur assigne le régime matrimonial adopté. Il en est ainsi, alors même que ces biens constitueraient le gagne-pain de la femme ou lui permettraient d'exercer sa profession. Par exemple ne seraient pas des biens réservés les outils ou instruments de travail de la femme, qui auraient été acquis autrement qu'avec des sommes provenant de son labeur, et même dans cette hypothèse, ils ne feront pas partie du pécule, avec le système que nous avons adopté, si la femme les possédait déjà au moment de la célébration du mariage.

De même, s'il s'agit d'une femme commerçante, son fonds de commerce ne constituera pas un bien réservé,

s'il n'a pas été acquis avec des deniers provenant du travail de la femme, mais avec des deniers du mari ou de la communauté ; il en serait de même pour les brevets d'invention.

CHAPITRE II

IDÉE GÉNÉRALE SUR LES RÈGLES RÉGISSANT LES BIENS RÉSERVÉS

OBSERVATIONS PRÉLIMINAIRES

D'après le Code civil, lorsque la femme laborieuse était mariée sous le régime de communauté, toute la masse de biens dont nous venons de faire la nomenclature (produits du travail personnel de la femme et économies en provenant) faisait en principe (1) partie du patrimoine de la communauté. Sans doute, le Code était muet sur ce point, mais cela résultait *a fortiori* de l'article 1401, qui déclare biens communs les meubles acquis à titre gratuit, au sujet desquels seulement les interprètes auraient pu avoir quelque hésitation (2).

(1) A moins de convention contraire portée au contrat de mariage. Le principe de la liberté des conventions matrimoniales (Art. 1387 C. C.) aurait en effet permis à la femme d'exclure de la communauté les produits de son travail, pour en faire des biens propres et même pour les soustraire complètement à l'administration du mari, en en faisant des biens séparés.

(2) Voir BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. *Du contrat de mariage*, 2^{me} édit., t. I, p. 220. — PLANIOL. *Traité élém. de droit civil*, t. III, n° 916.

Quant à l'article 1498, s'il ne vise, pour les comprendre dans le partage de la communauté, que les produits de l'industrie commune des époux, il s'explique par cette considération qu'en 1804 les femmes mariées ne se livraient qu'assez rarement à un travail séparé (1).

Le seul point qui donna lieu à quelque difficulté fut le droit de propriété littéraire ou artistique (2), que certains considéraient comme restant propre à l'auteur à cause de sa nature spéciale. Il ne nous est pas possible d'entrer dans le détail de cette controverse, déjà maintes fois tracée (3). Disons simplement que tirant argument de l'article 4 de la loi du 12 juillet 1866, la majorité des auteurs refusaient de déroger sur ce point à la règle d'après laquelle, sous la communauté légale, tout bien mobilier tombe dans la masse commune.

Depuis la loi du 12 janvier 1895 (4), qui est venue (art. 1) déclarer dans une certaine mesure insaisissables et incessibles les salaires des ouvriers et les traitements

(1) GUNTZBERGER, p. 17.

(2) POUILLET. *Traité de la propriété littéraire et artistique*, 2^{me} édit., n° 184 et suiv., p. 209.

(3) Voir DEMOLOMBE, IX, n° 226; — RODIÈRE et PONT, I, n° 441; — TROPLONG, I, n° 577; — LAURENT, V, n° 512; — AUBRY et RAU, V, n° 507; — GUILLOUARD, I, n° 782; — BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE, *op. cit.*, I, p. 206 et suiv.; — PLANIOL, *op. cit.*, III, n° 917; — CARRÉ, Thèse, p. 41 et suiv.

(4) L'article 1 de la loi du 12 janvier 1895 décide que « les salaires des ouvriers et gens de service ne seront saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, quel que soit le montant de ces salaires. Les appointements ou traitements des employés, commis ou fonctionnaires ne sont saisissables que jusqu'à concurrence du dixième, lorsqu'ils ne dépassent pas 2.000 francs par an. »

« Les salaires et traitements, dit l'article 2 de la même loi, ne pourront être cédés que jusqu'à concurrence d'un autre dixième. »

des employés, on aurait pu soutenir, avec M. Thaller (1), que cette loi entraînait comme conséquence l'exclusion pour partie de la communauté de ces salaires ou appointements. Toute mise en communauté est en effet le résultat d'une cession faite par la femme à son mari (2), les biens insaisissables et incessibles n'entrent pas en communauté (3). Il en est ainsi notamment des pensions de réforme ou de retraite, pensions alimentaires, rentes viagères déclarées insaisissables, conformément à l'article 1981.

Tombant dans la masse commune, les produits du travail personnel de la femme et les biens les représentant étaient par le fait, sous le Code civil, soumis aux pouvoirs exorbitants d'administration et de disposition, que le mari possède sur les biens communs en général (art. 1421 C. C.). Il pouvait donc toucher les gains de la femme, les placer, les aliéner, même à titre gratuit (sauf la restriction de l'article 1422). Il les obligeait par ses dettes (art. 1409), même par ses délits (art. 1424) et sans que la femme ait en principe droit à aucune récompense. Enfin ils lui étaient acquis définitivement en pleine propriété, si, à la dissolution, la femme renonçait à la communauté (art. 1492 C. C.)(4).

La loi du 13 juillet 1907 est venu changer cet état de choses, en décidant que les produits du travail personnel de la femme seraient soustraits au pouvoir du mari et soumis à la libre administration de l'épouse,

(1) *Réforme sociale*, du 1^{er} octobre 1901.

(2) V. développements dans CARRÉ, Thèse, p. 37 et suiv.

(3) PLANIOL, *op. cit.*, III, n° 921.

(4) Sur le sort des gains de la femme sous l'empire du Code civil, voir tous les développements dans GUNTZBERGER, p. 35 et suiv. ; — CARRÉ, p. 48 ; — MORIDE, p. 13 et suiv. ; — MORIN, p. 23 et suiv.

et même qu'elle jouirait d'une capacité très étendue pour en disposer. Par une nécessaire conséquence, le mari ne peut plus, par les obligations qu'il contracte, engager cette masse de biens, sauf toutefois au profit des créanciers du ménage (art. 3 § 2). Enfin, en cas de renonciation à la communauté, la femme et ses héritiers en ligne directe reprennent les biens réservés, francs et quittes de toutes dettes autres que celles, dont ils étaient antérieurement le gage (art. 5 § 2).

Avant d'entrer dans l'examen des dispositions édictées relativement aux biens réservés par la loi de 1907, il est indispensable de faire ressortir que le législateur n'a eu nullement l'intention, du moins lorsque le régime adopté est la communauté, de modifier la nature juridique de la masse de biens, qu'il soustrait à l'administration du mari. Nous démontrerons notamment que, dans l'esprit de la loi, les biens réservés continuent à faire partie de la communauté, mais à une condition toutefois, qui s'impose d'elle-même : c'est qu'ils y fussent tombés d'après les règles de notre Code civil. C'est ainsi, par exemple, que les pensions, qui peuvent être dues à une femme mariée en rémunération d'un travail fourni, doivent être assurément comprises parmi les biens réservés, et à cet égard seront administrées par la femme, et non par le mari. Mais par contre, étant incessibles et insaisissables, elles ne tomberont pas en communauté, par suite à la dissolution et en cas d'acceptation, elles ne devront pas être comprises dans la masse partageable (1).

(1) Nous ne parlons, bien entendu, que du droit à la rente, qui seul est incessible et insaisissable. Quant aux arrérages ou annuités, tout en faisant partie du pécule, ils devront être rangés parmi les biens communs.

Il en serait de même des rentes viagères de la Caisse des retraites pour la vieillesse, qui auraient été acquises par la femme au moyen de deniers ayant une origine laborieuse. En effet, bien que ces rentes soient saisissables au-dessus de 360 francs, la loi du 18 juin 1850 les déclare propres pour le tout, et les attribue pour moitié à la femme, pour moitié au mari (1).

Dans le présent chapitre, nous nous proposons de donner une idée générale sur les règles régissant les biens réservés sous le régime de communauté. Notre section première sera consacrée à l'examen de la différence entre les biens réservés et les biens séparés ; dans une section seconde, nous verrons que les biens réservés continuent, comme par le passé, à faire partie du patrimoine de communauté, bien qu'ils soient soustraits au pouvoir du mari ; il en résulte que la femme acquiert le pouvoir d'administrer et de disposer d'une partie du fonds commun ; mais elle a cependant la possibilité de donner mandat à son mari pour le remplacer dans cette administration ; enfin, le chef de ménage jouit, en vertu de l'art. 3 § 2, d'un pouvoir, que nous préciserons, pour engager, au profit des créanciers du ménage, les biens communs soumis à la gestion de l'épouse. L'étude de ces différentes questions fera l'objet de nos sections 3. 4 et 5.

(1) La loi de 1907 ne nous semble pas, à cet égard, avoir voulu déroger à la loi du 18 juin 1850. Les rentes acquises par la femme avec les économies réalisées sur les produits de son travail continueront donc, comme par le passé, à profiter pour moitié au mari à titre de propre.

Quoi qu'il en soit, la part de la créance revenant à la femme ne devra pas être comprise dans le partage. Ce sera un bien réservé, qui ne tombera pas en communauté.

SECTION PREMIÈRE

**Différence intrinsèque entre les biens séparés
et les biens réservés au point de vue de leur affectation.**

Bibliogr. — M. SALEILLES. *Bull. Soc. d'Et. législ.* 1907. Le principe du libre salaire de la femme mariée, érigé en règle d'ordre public, pages 563 à 596.

L'article 1^{er} de la loi de 1907 est ainsi conçu : « Sous tous les régimes. . . . la femme a, sur les produits de son travail personnel et les économies en provenant, les mêmes droits d'administration que l'article 1449 du Code civil donne à la femme séparée de biens. »

Sous l'empire du Code civil, en vertu du principe de la liberté des conventions matrimoniales, une femme, tout en adoptant pour base de son union pécuniaire le régime de communauté, pouvait, à la condition de rédiger un contrat de mariage et d'y exprimer clairement sa volonté (art. 1530), exclure de la communauté et même soustraire à tout pouvoir d'administration du mari, telle ou telle masse de ses biens qu'il lui plaisait. Une telle clause était parfaitement licite, non seulement en ce qui concerne ses apports présents, mais aussi pour les biens qu'elle pouvait acquérir pendant le mariage, et, notamment pour les produits de son industrie. Il y avait alors mélange de règles empruntées au régime de communauté et de règles empruntées au régime de séparation de biens. Une femme commune avait donc, même sous le Code civil, la possibilité de se

réserver irrévocablement l'administration et la jouissance de ses gains et salaires.

On pourrait être tenté de croire que le législateur de 1907 s'est contenté d'incorporer parmi les dispositions du régime matrimonial de droit commun, une clause de séparation partielle de biens, qui, en vertu du Code civil, pouvait être très valablement insérée dans les contrats de mariage conventionnels (1).

Se faire une telle conception de l'innovation réalisée par la loi de 1907 serait faire fausse route complète et se méprendre sur les idées qui ont inspiré le législateur.

Essayons, en effet, de nous rendre compte des caractères ordinaires et normaux de la séparation de biens. Sous ce régime, dit-on souvent, il n'y a pas de dot, ce qui revient à dire qu'il n'y a aucun bien de la femme, qui soit affecté spécialement aux charges du ménage. La fortune de la femme séparée est libre entre ses mains. Sans doute, l'épouse est tenue, sauf convention contraire, soit en vertu de la loi (art. 1537, 1575, 1448), soit en vertu des stipulations de son contrat de mariage, de participer aux dépenses communes, de verser entre

(1) En pratique, une telle clause était excessivement rare, en ce qui concerne les produits du travail. Cela se conçoit facilement. Elle avait, en effet, pour résultat de « réduire la communauté à une partie » seulement des acquêts, c'est-à-dire en fait aux biens acquis sur les » économies de l'administration et surtout aux acquisitions provenant » de l'industrie personnelle du mari. Dès lors, il y aurait eu, sous un » tel régime, une inégalité flagrante dans le traitement des deux » époux. La femme prendrait dans la communauté une partie des » produits du travail du mari et se réserverait pour son avantage » exclusif tout le bénéfice de son travail séparé » (GUNTZBERGER, p. 87).

Quant à se réserver l'administration et la jouissance des produits de son travail sans les exclure de la communauté, il ne pouvait en être question. Les pouvoirs du mari sur les biens communs sont, en effet, d'ordre public (Art. 1388). — PLANIOL, *op. cit.*, n° 800. — Paris, 7 mai 1855. D. 56.2.257 ; S. 56.2.497.

les mains de son mari une portion variable de ses revenus; car il faut bien qu'elle collabore comme ce dernier aux charges du ménage. Mais cette réserve faite, elle peut dépenser ses revenus comme elle l'entend, pour ses besoins et ses fantaisies personnelles. Elle n'a aucun compte à rendre de sa fortune. « La séparation de biens, dit M. Saleilles, crée, au profit de la femme, un régime d'indépendance qui n'est plus influencé par l'état de mariage ».

Ce rappel des idées qui dominent la séparation de biens, nous fait sentir qu'il n'a pu entrer dans l'esprit de la loi nouvelle de créer, au profit de la femme, sous le régime légal, une masse de biens de ce genre. Comment rationnellement, le législateur aurait-il pu avoir la pensée de faire des produits de l'industrie de la femme, des biens, qui seraient absolument libres entre ses mains, sans aucune affectation matrimoniale; car, en fait, il est évident que, si la femme mariée se met au travail, ce n'est pas pour accroître son propre bien-être, mais uniquement pour augmenter les ressources du ménage, jugées par elle insuffisantes ou compromises par les dissipations du mari.

Il résulte clairement des travaux préparatoires que le législateur, en donnant à la femme la libre disposition de ses gains, a bien eu en vue l'intérêt de la femme, mais il a surtout envisagé l'intérêt du ménage et des enfants.

L'article 2, d'ailleurs, dévoile à lui seul toute la pensée de la loi, lorsqu'il nous dit que les pouvoirs nouveaux octroyés à la femme ne lui ont été conférés que dans l'intérêt du ménage.

D'autre part, à la simple lecture de la loi de 1907,

nous sommes immédiatement frappés de voir combien les règles, auxquelles cette loi soumet les biens réservés, sont différentes de celles régissant les biens séparés. Or ces différences ne peuvent se comprendre que par la diversité de destination, qui caractérise les uns et les autres.

En effet, si les biens soumis au régime de la loi de 1907 sont des biens séparés, comment expliquer le droit conféré au mari par l'article 2, en vertu duquel il lui sera possible en cas d'abus, de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion de la femme, de faire prononcer le retrait, en tout ou partie, de ses pouvoirs. N'est-ce pas là la preuve évidente de l'affectation au ménage, qui grève cette masse de biens, puisque le chef de ménage, le mari, a un droit de contrôle sur les actes de la femme. Sous le régime de séparation de biens, si la femme fait des dépenses exagérées, est prodigue ou faible d'esprit, le droit de faire prononcer son interdiction ou de la faire munir d'un conseil judiciaire appartient sans doute au mari, mais ce dernier ne fait alors qu'exercer un droit appartenant également à un parent quelconque de la femme, et, en tout cas, ce n'est pas dans l'intérêt du ménage qu'il agit, mais surtout dans celui de la femme.

En second lieu, sous le régime de communauté, la femme peut, ainsi que nous l'avons montré, se constituer des biens séparés. Mais alors ces biens ne font pas partie du fonds commun et échappent à tout partage ; au moment de la dissolution, ils sont conservés par la femme.

En est-il de même des biens soumis au régime de la loi de 1907 ? Nullement, puisqu'en vertu de l'article 5,

s'il y a communauté ou société d'acquêts, ces biens entrent dans le partage de celle-ci.

Enfin, les créanciers du mari ne peuvent jamais saisir les biens séparés de la femme. Au contraire, les biens soumis au régime de la loi de 1907, en vertu de l'article 3 § 2, pourront être saisis aux mains de la femme par les créanciers du mari, lorsque ce dernier aura contracté dans l'intérêt du ménage. Cette dernière différence prouve surabondamment que les biens réservés gardent, aux mains de la femme, la même destination qu'ils avaient jadis aux mains du mari.

De tout cela, il résulte que les produits du travail de la femme, sous le régime de communauté, tout en cessant, si l'on veut, d'être des biens dotaux proprement dits, puisqu'il est traditionnel de dire que la dot est, par essence, un bien remis à l'administration et à la jouissance du mari, ne sauraient cependant en aucune façon être assimilés à des biens séparés. Nous irons plus loin et nous dirons que les biens réservés soumis à l'administration de la femme n'en conservent pas moins, comme par le passé, le même caractère et la même affectation matrimoniale que les biens dotaux. Au fond, il n'existe pas de différence entre les biens réservés et les biens dotaux, car les premiers, tout en restant aux mains de la femme, sont, comme les seconds aux mains du mari, grevés d'affectation et destinés à subvenir aux charges du ménage.

Il nous est maintenant facile de nous rendre compte de la brèche faite par la loi de 1907 à un grand principe de notre droit matrimonial. D'après la conception traditionnelle, en effet, toutes les fois que, d'après le régime adopté, il existe une masse de biens affectée

aux charges du ménage, le mari seul se trouve investi par la loi d'un pouvoir propre pour administrer ce fonds et disposer de ses revenus. Il en a au moins l'administration et la jouissance pendant le mariage.

Non seulement il en est ainsi dans le silence des parties, mais c'est là une disposition impérative et d'ordre public, à laquelle il serait interdit de déroger, même par contrat de mariage (art. 1388 C. C.). Serait nulle toute clause qui tendrait à supprimer ou même à restreindre en dessous d'une certaine limite les pouvoirs du mari, et à attribuer à la femme l'administration et la jouissance de ses biens dotaux. Cette clause porterait atteinte aux droits du mari comme chef de l'association conjugale.

Qu'il nous soit permis de faire remarquer que le principe que nous venons de poser nous semble vrai, non seulement en ce qui concerne les droits du mari sur la communauté (sur ce point tous les auteurs sont d'accord), mais aussi pour les propres de la femme, sous les régimes matrimoniaux où il n'existe pas de biens communs, mais où cependant il existe une dot.

Comme le fait remarquer M. Saleilles (1) :

« Dans ce cas, on se heurterait encore, moins absolument, il est vrai. . . . , à la règle impérative de
» l'article 1388, laquelle n'est pas faite pour la communauté seulement, puisqu'elle vise les pouvoirs appartenant au mari comme chef de ménage, quel que
» soit le régime. Et cette règle s'appliquerait tout
» aussi bien à la dot sous le régime dotal ou aux biens
» soumis à la jouissance du mari sous le régime exclusif
» de communauté. Sans doute, sous ces deux régimes,

(1) *Bull. Soc. Ét. Législ.*, 1907, p. 592.

» la femme peut créer des paraphernaux, c'est-à-dire
» des biens entièrement séparés, qu'elle n'affecte pas
» aux charges du ménage, mais pour ceux qu'elle se
» constitue en dot, il ne serait pas permis de lui laisser
» à elle seule le droit d'en disposer sans la participation
» du mari, car ils rentrent au nombre des biens matri-
» moniaux, c'est-à-dire du patrimoine domestique,
» dont le mari est le chef, et l'article 1388 ici encore
» se trouverait sans cause. C'est ainsi que, sur les valeurs
» dotales..... il ne pourrait être stipulé..... que la
» femme seule pourrait en opérer l'aliénation sans le
» concours du mari administrateur de la dot. »

Il n'existait dans le Code civil que deux exceptions au principe d'ordre public de l'article 1388, en vertu duquel le mari est le seul chef du patrimoine domestique. Par une faveur tout à fait exceptionnelle, les articles 1534 et 1549 C. C. permettaient de convenir que la femme pourrait toucher annuellement, sur ses seules quittances, une partie des revenus de biens constitués par elle en dot, en vue du règlement de certaines dépenses domestiques (entretien et besoins personnels de la femme). Dans ce cas, l'épouse a un certain pouvoir pour administrer une partie des biens matrimoniaux, et comme ce pouvoir est irrévocable, puisqu'il résulte d'une clause du contrat de mariage, elle a en réalité un véritable droit propre sur des revenus de biens grevés d'affectation familiale.

La loi du 13 juillet 1907 est venue apporter une exception infiniment plus importante au grand principe de la souveraineté maritale (art. 1388), en faveur d'une certaine catégorie de femmes mariées : les femmes exerçant un travail personnel. Leurs gains et salaires,

tout en restant comme par le passé affectés aux charges domestiques, sont soustraits aux pouvoirs du mari et administrés par la femme.

SECTION II^e

Les biens réservés continuent théoriquement à faire partie du patrimoine de la communauté.

Nous avons essayé de montrer les raisons pour lesquelles il est impossible d'assimiler la masse de biens soumise au régime de la loi de 1907 à des biens séparés. Nous devons maintenant nous demander si les biens réservés continuent, au point de vue de la propriété, à faire comme par le passé partie du patrimoine de communauté.

Cette question n'est pas résolue par le fait que nous leur avons refusé le caractère de biens séparés. Rien ne s'oppose *a priori* à ce qu'il soit entré dans l'intention de la loi de décider que les gains de la femme, tout en continuant à faire partie du patrimoine affecté au ménage, seraient distraits de la communauté au point de vue de la propriété, pour demeurer propres à la femme (1).

(1) C'était même là le système préconisé par M. Saleilles à la Société d'Études législatives (*Bull.*, 1901-1902, p. 133).

Comme il le fait remarquer lui-même (*Bull. Soc. Ét. Législ.*, 1907, p. 570) : Le jour où la loi exigera le concours des deux époux pour faire des actes de disposition sur les biens communs, il ne sera plus possible de réserver à la femme, sur une fraction de la communauté, « une souveraineté absolue et des pouvoirs exclusifs, de façon à rétablir l'inégalité en sa faveur et comme à l'encontre du mari. »

La question de savoir si la loi, non contente de réaliser une séparation de pouvoirs, a entendu également opérer un déplacement dans la propriété des biens réservés, semblerait à première vue devoir présenter certains intérêts pratiques. Elle est cependant presque exclusivement théorique.

Le législateur a en effet, dans son article 5, nettement précisé le sort des biens réservés au moment de la dissolution de la communauté. Au cas d'acceptation, les biens réservés entrent dans le partage du fonds commun ; au cas de renonciation, ils sont repris par la femme, comme s'ils lui étaient restés propres.

Pendant la durée de la communauté, la loi (art. 3) a eu soin de poser un certain nombre de règles minutieuses tendant à préciser nettement les droits de poursuite des créanciers des époux sur le pécule de la femme. Nous ne parlons pas de la question de pouvoirs : la loi nouvelle a eu précisément pour but d'organiser une séparation de pouvoirs.

Or, ce sont là les trois principaux intérêts (question des pouvoirs du mari, des droits des créanciers, du sort final du bien au moment de la dissolution), pour lesquels il est important de se demander si un bien doit être catalogué parmi les biens communs ou parmi les biens propres de la femme (1). La loi ayant précisé nettement la solution à donner à ces différentes ques-

(1) A ce sujet, M. Saleilles s'exprime ainsi (*Bull. Soc. Ét. Législ.*, 1907, p. 573) : « Or, toutes les fois qu'il y a un patrimoine d'affectation, » la question théorique de propriété perd de sa valeur pratique. Elle » n'importe plus qu'en vue de la destination finale de ce patrimoine » d'affectation, lorsque cette dernière aura cessé. Tant qu'elle dure, » il importe peu de savoir théoriquement à qui les biens appartiennent, à quoi ils sont affectés et qui est chargé de cette affectation. »

tions, il n'est guère commode d'imaginer un cas où la controverse que nous allons trancher entraînera une conséquence vraiment pratique.

En législation, deux systèmes étaient donc également concevables ; la loi aurait pu faire passer les biens réservés parmi les biens propres de la femme, ou les laisser figurer parmi les biens communs. Laquelle de ces deux constructions juridiques le législateur français a-t-il entendu adopter ?

Un premier point certain, c'est que le texte de la loi, envisagé isolément, ne suffirait pas à trancher la controverse. Il semble même que le législateur n'ait pris parti ni pour l'un ni pour l'autre système, puisque dans les mêmes articles (art. 3 et art. 5), il donne des solutions, que pourraient invoquer à l'appui de leur thèse les partisans de chacune des deux opinions.

La solution donnée par l'art. 5 § 1, au cas d'acceptation, est très favorable au système des partisans de la communauté. Celle donnée par l'art. 5 § 2, au cas de renonciation, est invoquée par ceux qui prétendent que la loi nouvelle a entendu faire passer les biens réservés parmi les propres de la femme.

Il en est de même des dispositions de l'article 3, qui permettent ou non au créancier du mari de saisir les biens réservés, suivant qu'il a contracté avec eux pour les besoins du ménage ou dans son intérêt personnel.

Aussi ce sera surtout par des arguments de bon sens, et en nous référant aux travaux qui ont précédé l'élaboration de la loi nouvelle, que nous pourrons arriver à découvrir la véritable portée de la réforme.

Le simple silence sur la question de propriété fournit déjà un argument très fort à l'appui de l'opinion qui

refuse de considérer la loi comme ayant réalisé un déplacement dans la propriété des biens réservés.

L'économie de notre régime légal (art. 1401, 1498) fait en effet tomber en communauté tous les bénéfices, gains ou salaires provenant de l'industrie ou du travail des époux. C'est même là ce qu'on présente d'habitude comme l'un des grands avantages du régime communautaire de faire participer chaque époux aux bénéfices résultant du labeur de son conjoint. Or, est-il raisonnable de penser que si le législateur avait eu l'intention de rompre avec le principe traditionnel, il ne s'en serait pas exprimé d'une façon formelle. Du moment que rien ne dévoile la volonté de la loi de s'en écarter, les règles ordinaires de l'interprétation des lois nous conduisent forcément à admettre que le législateur n'a entendu donner à sa réforme que la portée strictement nécessaire pour assurer son efficacité. Or l'efficacité de la réforme est suffisamment assurée pendant le mariage par la séparation de pouvoirs ; on ne voit pas bien ce que la séparation quant à la propriété ajouterait de plus à la protection de la femme. Dans le doute, il serait donc raisonnable de nous prononcer en faveur du maintien de la règle qui fait tomber les gains de la femme en communauté.

Cet argument rationnel est encore corroboré par d'autres, tirés des nombreux travaux, documents, discussions parlementaires ou doctrinales qui ont inspiré la loi de 1907.

Contentons-nous de rappeler les termes très nets du rapporteur au Sénat, M. Guillier : « Cet élargissement de la capacité de la femme mariée, dit-il, n'a point pour effet de détruire le régime de communauté et d'y substi-

tuer la séparation de biens..... Si, d'après les règles ordinaires du régime, auquel les époux se sont soumis, les produits du travail personnel de la femme tombaient en communauté, après le vote de la loi, ils continueront d'y tomber. »

Le rapporteur à la Chambre, M. Violette, s'exprime dans le même sens : « Les biens ainsi acquis et réservés restent en principe des biens de communauté. »

Enfin, on ne peut nier que la loi de 1907 s'est inspiré des travaux de la Société d'Etudes législatives ; or, le principe essentiel du projet élaboré par cette société était que les gains de la femme continueraient à faire partie de la masse commune, lorsque le régime de communauté existerait (1).

Nous pouvons donc conclure, d'une façon très ferme, que la loi de 1907 n'a pas entendu exclure les biens réservés de la communauté.

SECTION III

Répartition de l'Administration de la Communauté entre le mari et la femme.

Nous croyons avoir démontré que les biens réservés ne sont pas distraits du patrimoine de communauté. Mais si la loi nouvelle n'a pas réalisé de déplacement quant à la propriété de ces biens, son innovation a consisté à opérer un déplacement de pouvoirs, une « intervention de pouvoirs (2) », un transfert du mari

(1) Exposé des motifs de M. Boistel. *Bull.*, 1902, p. 459.

(2) SALEILLES, *op. cit.*, 1907, p. 571.

à la femme de l'administration d'une partie des valeurs communes. Le mari, seigneur et maître de la communauté, était seul investi, par le Code civil, de pouvoirs propres d'administration et, dans une très large mesure, de disposition (art. 1421 et suiv.), sur les produits de l'industrie de la femme. La loi nouvelle les soustrait dorénavant à ses pouvoirs, et, par une nécessaire contre-partie, elle investit la femme d'un pouvoir propre, d'un mandat légal, si l'on veut, pour administrer la partie du patrimoine commun, dont le gouvernement est retiré au mari.

Jusqu'à la loi de 1907, le régime matrimonial de communauté se caractérisait principalement par ce trait que l'un des associés, la femme, considérée comme incapable aux yeux de la loi et aussi à cause de la dépendance où elle se trouve vis-à-vis de son mari, n'était investie d'aucun pouvoir propre, -d'aucun mandat légal relativement à la masse commune. Ne pouvant en rien compromettre les droits du mari par les actes juridiques qu'elle fait, il ne lui est pas possible d'agir autrement qu'à titre de déléguée, de mandataire du chef de la communauté, ou encore avec l'autorisation spéciale de ce dernier, qui est alors présumé pour un acte en particulier avoir voulu lui communiquer le pouvoir, que seul il possède d'administrer, de disposer ou d'obliger les biens communs.

Ce principe, comme on l'a souvent fait remarquer, trouve son application, non seulement lorsque le mari est présent et capable, par conséquent lorsqu'il peut exercer ses pouvoirs légaux, mais même dans l'hypothèse où le mari est en état d'absence ou frappé d'inter-

diction (1). Même dans cette hypothèse, la femme n'aura qu'un pouvoir délégué, aucun pouvoir légal pour le remplacer dans ses fonctions d'administrateur.

Toutefois, il serait exagéré de dire que notre législation ne confère à la femme dans aucun cas un pouvoir propre sur les biens communs. Prenons d'abord l'hypothèse où la femme est commerçante. La loi exige pour cela le consentement au moins tacite du mari. (Art. 4 C. Co.). Une fois habilitée à faire le commerce, la femme jouit de la capacité la plus entière pour les besoins de son négoce ; elle peut accomplir seule les divers actes juridiques qu'il entraîne à sa suite. Si, comme cela arrive le plus souvent, une portion des biens communs est consacrée au commerce de la femme, cette dernière disposera même sur ces biens de pouvoirs égaux à ceux du mari. Si l'on va au fond des choses, il n'y a pas là pour l'épouse un véritable pouvoir qu'elle tient de la loi. En effet, si la femme peut disposer seule des biens communs pour les besoins de son commerce, c'est parce qu'en réalité le mari lui a communiqué implicitement ses pouvoirs sur la communauté, en

(1) A ce propos, nous ne pouvons passer sous silence la proposition de loi tout récemment discutée et adoptée à la Chambre sur l'extension de la capacité de la femme, en cas d'absence ou d'interdiction du mari (Voir *Journ. off.* du mercredi 6 avril 1910. Chambre des députés. S. O., séance du 5 avril 1910, p. 1910 et suiv.).

L'article 1^{er} de cette proposition autorise la femme mariée à ester en jugement sans autorisation, à dater du jour où son mari est interdit ou assisté d'un conseil judiciaire.

L'article 2^{me}, prévoyant la même hypothèse d'interdiction ou de demi-interdiction du chef de ménage, lui permet d'aliéner, d'hypothéquer, d'acquérir à titre onéreux sans autorisation.

L'article 3^{me} modifie de la façon suivante l'article 222 du Code civil : « Si le mari est absent ou interné comme aliéné, mais non interdit, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme, soit pour ester en jugement, soit pour contracter. »

l'autorisant à entreprendre la profession commerciale. Cela est si vrai, que l'autorisation de justice, à supposer qu'elle pût relever la femme de son incapacité de faire le commerce, la laisserait sans pouvoir sur la communauté. D'autre part, le mari est toujours libre de mesurer la portion de biens communs, que la femme consacrerait à son commerce (1).

Nous savons aussi que la jurisprudence, malgré le silence du Code, reconnaît à la femme mariée le droit de disposer et d'obliger la communauté pour les besoins journaliers du ménage et l'entretien de la famille (2). Continuant une tradition qui remonte au xvi^e siècle, les tribunaux considèrent la femme dans cette hypothèse, comme n'agissant qu'au simple titre de mandataire du chef de la communauté (*procuratrix mariti*) (art. 1420). Le mari est présumé avoir octroyé à son épouse mandat d'accomplir sa fonction de ménagère, et comme il serait fastidieux d'exiger chaque jour une nouvelle procuration, on admet que ce mandat est tacite et général. La femme, ici encore, n'agit qu'à titre de simple déléguée du mari et n'est pas regardée, comme exerçant pour sa fonction de ménagère, un pouvoir dont elle serait directement investie par la loi. Beaucoup de projets de réforme de notre législation matrimoniale, s'inspirant du Code civil allemand de 1900 (qui admet au profit de la femme la *Schlüsselgewalt*) demandent que l'épouse puisse à cet égard agir en vertu d'un pouvoir propre et non plus en vertu d'un mandat, toujours révocable, du mari. Il faut bien

(1) THALLER. *Traité élém. de droit commercial*, n° 158.

(2) Il en est ainsi pour les achats de vivres, vêtements, marchés de travaux, pour les menues réparations, louage d'ouvrage de serviteurs et ouvriers.

reconnaître d'ailleurs, que la pratique tend de plus en plus, poussée par les nécessités quotidiennes, à altérer profondément le principe du mandat ; peu à peu, le mandat tacite conventionnel est devenu à travers les décisions jurisprudentielles un véritable mandat légal. Ce serait sortir de notre sujet que de montrer à quelles conditions rigoureuses les tribunaux soumettent la révocation de ce mandat (1), et que le mari a très difficilement en fait la possibilité d'en limiter l'étendue et la portée.

Il existait cependant dans notre législation avant la loi de 1907 des cas très rares, il est vrai, où l'on peut considérer la femme comme investie directement par la loi d'un pouvoir sur la communauté. Contentons-nous de les rappeler brièvement :

1^o Aux termes de l'article 1427 C. C., la femme peut engager, et par suite aliéner les biens communs, sans le concours du mari et à condition de se munir de la seule autorisation de justice pour tirer son mari de prison et pour établir un enfant commun en l'absence du mari. Dans cette hypothèse, on ne saurait regarder la femme comme tenant du mari son pouvoir sur la communauté (2).

2^o Des lois récentes sont venues apporter quelques exceptions de plus à la règle que la femme ne peut disposer des biens communs, sans l'autorisation de son mari. Telles sont les lois du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1895, sur les caisses d'épargne. Ces lois auto-

(1) Sur la nécessité de notifications individuelles aux tiers, voir Cass., 30 nov. 1868 (S. 69.1.219 ; D. 69-1.132). — Douai, 13 mai 1846. S. 47.2.24.

(2) PLANIOL, *Traité élém. de droit civil*, III, n^o 1041.

risent les femmes même communes à faire seules et sans autorisation des dépôts à la caisse d'épargne. Elles permettent également à la femme le retrait de ces sommes, à moins d'opposition du mari. Comme le fait remarquer M. Planiol (1), « en 1881, il avait été bien précisé que l'on considérerait la femme, qui fait des dépôts à la caisse d'épargne, comme simple mandataire du mari, mais, peu à peu, on est arrivé à lui donner en fait sur ces sommes déposées par elle et puisées dans la communauté un véritable droit propre. »

De même, c'est un véritable droit propre que confère à la femme la loi du 20 juillet 1886, en lui permettant de faire seule des versements à la caisse des retraites pour la vieillesse.

Enfin il en est de même de la loi du 1^{er} avril 1898 qui permet à la femme de s'engager seule dans une société de secours mutuels et d'obliger la communauté à en payer les cotisations.

La loi du 13 juillet 1907 est venue apporter une exception de plus très importante et très large au grand principe traditionnel, que nous venons de rappeler, et d'après lequel la femme n'est investie d'aucun pouvoir propre sur les biens communs.

Les lois antérieures, en lui conférant un embryon de droit propre sur la communauté, n'avaient porté qu'une atteinte à peine sensible à l'autorité maritale, car ces lois, tout en augmentant le rôle de la femme, n'avaient pas eu pour effet de soustraire aux pouvoirs du mari aucune portion bien déterminée de la masse commune. L'innovation de la loi de 1907 réalise une brèche infiniment plus importante à l'autorité maritale. Non

(1) PLANIOL. *Eod. lib.*, III, nos 1044-1045.

seulement la femme acquiert un pouvoir propre sur la communauté, mais le mari est déchu et perd une partie des siens.

Voici la conception que nous pouvons nous faire de la réforme : Toutes les fois que, dans un ménage, l'épouse se livrera à un travail personnel, le patrimoine de la communauté, pendant le mariage, sera, au point de vue de l'administration, scindé en deux parties bien distinctes, ayant chacune un administrateur directement investi par la loi elle-même d'un pouvoir propre.

a) d'un côté, la masse ordinaire de communauté, qui continue, comme par le passé, à être administrée par le mari, avec les pouvoirs que lui confèrent les articles 1421 et suivants C. C.

b) de l'autre, la masse des biens réservés, qui seront administrés par la femme, avec des pouvoirs et une capacité très étendus que nous étudierons bientôt et que lui octroie la loi de 1907.

SECTION IV^e

Identité de caractères entre les pouvoirs du mari sur la communauté et ceux de la femme sur ses biens réservés.

M. Saleilles nous donne une idée assez exacte de l'innovation réalisée par la loi de 1907, en nous disant que son effet principal a été de réaliser « une interversion de pouvoirs », un transfert du mari à la femme de l'administration des gains personnels de cette dernière et des économies en provenant.

Il est facile en effet de constater que les pouvoirs octroyés à la femme sur ses biens réservés présentent des caractères absolument identiques à ceux possédés par le mari sur les biens communs en général. En effet, les traits caractéristiques des pouvoirs du mari peuvent être ramenés à trois principaux :

1^o Ces pouvoirs sont *d'ordre public*. L'article 1388 défend de déroger aux droits qui appartiennent au mari comme chef. Tous les auteurs sont d'accord pour reconnaître que la loi a entendu par cette expression viser au moins les pouvoirs du mari sur la communauté, lorsqu'il en existe une.

2^o Le second trait qui les caractérise, c'est d'être un pouvoir propre, c'est-à-dire un pouvoir qui ne peut être considéré comme ayant sa source dans un mandat même tacite de la femme. C'est un pouvoir que le mari tient de la loi, comme conséquence du droit de souveraineté dont elle l'investit dans le ménage.

Que les pouvoirs du mari sur la communauté ne puissent pas être considérés comme ayant leur source dans un mandat même tacite de la femme, cela résulte avec évidence de leur caractère d'ordre public. S'ils provenaient d'un mandat de la femme, il serait logique que cette dernière puisse, comme elle l'entend, limiter ce mandat, le restreindre, par exemple, aux seuls actes d'administration. Cela est absolument impossible. D'ailleurs, comment comprendre qu'elle donne mandat au mari d'obliger la communauté par ses délits ou quasi-délits (art. 1424 C. C.). Enfin, un mandat est toujours révocable *ad nutum* de la part du mandant ; or, la femme ne pourrait prétendre révoquer *ad nutum* les pouvoirs possédés par le mari sur la masse commune.

3^o Enfin (et voici un troisième caractère des pouvoirs du mari), si ces pouvoirs ne sont pas révocables *ad nutum*, parce qu'ils n'ont pas leur source dans un mandat de la femme, la loi a mis à la disposition de l'épouse un moyen lui permettant de les faire tomber judiciairement, en demandant la dissolution anticipée de la communauté, c'est-à-dire en intentant une action en séparation de biens (art. 1443 C. C.). La femme peut ainsi faire cesser les pouvoirs du mari au cas d'abus, lorsque celui-ci, par ses dilapidations, compromet ou risque de compromettre les intérêts de sa femme et du ménage.

Pouvoir d'ordre public, pouvoir propre, pouvoir révocable en cas d'abus, tels sont les trois traits qui caractérisent les pouvoirs du mari sur la communauté. Tels seront aussi les caractères des pouvoirs nouveaux octroyés à la femme par la loi de 1907 sur la masse de biens communs soumise à son administration.

Ces pouvoirs sont d'ordre public, inaliénables. La femme ne saurait y renoncer par une clause de son contrat de mariage (art. 1 *initio*).

La femme sur ses biens réservés a un pouvoir propre. Une lecture de la loi de 1907 prouve surabondamment que ce pouvoir ne saurait en aucune manière être considéré comme une application de la théorie du mandat. Ce serait se mettre en opposition complète avec l'intention que le législateur a eue en élaborant la loi nouvelle que de se représenter la femme agissant sur ses biens réservés à titre de mandataire tacite de son mari. Que serait ce mandat, qui ne serait pas révocable *ad nutum* par la volonté du mandant ? D'autre part, dans l'hypothèse d'un mandat, c'est toujours, dans notre droit

actuel, grâce au principe de la représentation dans les actes juridiques, le mandant et non pas le mandataire, qui est censé passer l'acte. Il est bien certain que, sur ses biens réservés, la femme agit pour son propre compte et non pour le compte de son mari.

Enfin le droit conféré à la femme sur ses biens réservés est aussi un droit qui peut lui être retiré par la justice, sur la demande du mari, en cas d'abus (art. 2). Les prérogatives reconnues à la femme par la loi nouvelle ne lui ayant été octroyées que dans l'intérêt du ménage, et les gains de la femme demeurant comme par le passé grevés d'affectation matrimoniale, il est tout naturel que la femme ne puisse pas en disposer sans contrôle de la part du chef de ménage.

Ce droit reconnu au mari de faire prononcer par la justice le retrait en tout ou en partie des pouvoirs de la femme, présente quelque analogie avec le droit parallèle de celle-ci de demander la séparation de biens, lorsque le mari abuse de ses pouvoirs au détriment de la femme et du ménage..

SECTION V^e

Du mandat donné par la femme au mari pour l'administration de ses biens réservés.

Depuis 1907, la femme a donc un pouvoir propre pour l'administration d'une partie de la masse commune : le pécule réservé. Nous savons que le Code civil, tout en faisant du mari l'unique administrateur de la communauté, ne mettait aucun obstacle à ce

qu'il choisisse sa femme comme mandataire pour le remplacer dans cette administration. Il va sans dire que, depuis 1907, la femme pourra, comme jadis, passer à titre de mandataire de son mari, des actes juridiques qui seraient relatifs à la fraction de la communauté soumise au gouvernement du mari. Mais la réciproque sera-t-elle vraie ? La femme aura-t-elle également la possibilité de se substituer valablement le mari comme mandataire dans l'administration des biens communs réservés à sa gestion ? Ce qui revient à se demander si les actes juridiques que passerait le mari, muni d'une procuration de la femme, relativement à ces biens, seraient opposables à celle-ci.

Un premier point certain, c'est que la femme pourrait, pour l'administration de son pécule, choisir comme mandataire un tiers étranger quelconque. C'est l'application du principe, auquel la loi nouvelle ne pouvait entendre déroger, principe qui permet à toute personne de se faire représenter dans tous les actes juridiques, qui intéressent son patrimoine.

Si la femme peut choisir comme mandataire un étranger quelconque, il semble qu'*a fortiori*, elle doive pouvoir choisir également son mari pour la représenter. A moins que ce dernier ne soit un incapable, un prodigue ou un dissipateur, ce sera pratiquement son mari, qu'il viendra naturellement à la pensée de l'épouse de choisir pour la remplacer soit pour l'accomplissement d'un acte juridique isolé (mandat spécial), soit pour tous les actes d'administration et même de disposition relatifs à son pécule (mandat général).

Un tel mandat spécial ou général conféré au mari est-il licite et valable ?

Le doute, s'il était possible un instant, pourrait venir de ce que le législateur (art. 1) a fait de la loi nouvelle une loi d'ordre public, aux dispositions de laquelle, par conséquent, la femme ne peut valablement renoncer au profit de son mari. Il importe donc de mettre en lumière quelle a été exactement la pensée de la loi en formulant cette règle, et, par suite, quelle portée il convient de donner à son caractère impératif. L'article 1^{er} s'exprime ainsi : « Sous tous les régimes et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage. »

La simple lecture de cet article suffit à nous convaincre que, ce qui est défendu par la loi, ce sont les renonciations que ferait la femme dans son contrat de mariage, renonciations qui seraient, comme les conventions matrimoniales, irrévocables (art. 1395). La loi n'entend pas que la femme, dans son contrat de mariage, déclare purement et simplement rester soumise, quant à ses gains et salaires, à la législation antérieure du Code civil, qui excluait sur eux tout pouvoir propre de l'épouse, en concentrant tous les droits aux mains du mari.

Le législateur a considéré que s'il autorisait de telles renonciations au régime de la loi de 1907 organisé en faveur des femmes laborieuses, son œuvre perdrait une partie de son efficacité. A tort ou à raison, il a estimé que les épouses seraient peut-être trop facilement portées en fait à accepter de se priver du bénéfice de la loi nouvelle, et à se réclamer du régime du Code civil, de peur de déplaire à leurs futurs maris, quand elles n'obéiraient pas aux sollicitations et à l'influence de maris malintentionnés, mieux instruits qu'elles des

détours de la loi (1). Le législateur a craint aussi l'influence des praticiens, qui, à ses yeux, ne tarderaient pas à rendre de style la clause dérogatoire à la loi de 1907.

Il n'existe, dès lors, aucune analogie entre ces renonciations qui résulteraient du contrat de mariage et qui, à raison même de leur irrévocabilité, constituent une véritable abdication au pouvoir propre, dont la loi a entendu désormais investir la femme sur son pécule, et les renonciations toujours révocables, comme tout mandat, qui seraient consenties au cours du mariage.

En effet, la femme qui, au cours du mariage (2), donne, à son mari, un mandat pour l'administration de ses biens réservés, ne se dessaisit nullement pour cela des pouvoirs dont la loi l'a favorisée. Elle en abandonne seulement l'exercice ; le mari n'agira qu'à titre de délégué, de mandataire de la femme, non pas avec les pouvoirs étendus que lui confèrent les articles 1421 et suivants C.C., mais uniquement et rigoureusement dans les limites de la procuration de la femme. Conformément aux principes généraux du mandat, un tel pouvoir conféré au mari sera toujours révocable *ad nutum* au gré de la femme, qui pourra, quand elle le jugera opportun, reprendre une administration, qui lui appartient toujours. Une telle renonciation au bénéfice de la loi, à raison même de sa révocabilité, ne présente pas pour la femme le danger que redoutaient

(1) Voir les raisons données par M. Maurice Faure. *Journ. off.*, séance du 24 mai 1907, p. 660.

(2) Rien ne s'oppose, d'ailleurs, à ce que, même dans l'acte du contrat de mariage, la femme donne mandat à son mari pour l'administration de son pécule, mais ce mandat sera révocable et ne produira pas d'autre effet que s'il était donné par acte séparé.

les auteurs de la loi nouvelle, lorsqu'ils ont imprimé à celle-ci le caractère d'ordre public.

Il suffit, d'ailleurs, de se reporter aux discussions qui ont précédé, au Sénat, le vote de l'article 1^{er} et, en particulier, aux considérations présentées par M. Maurice Faure, pour se rendre compte qu'il n'est jamais entré dans l'esprit des partisans de la disposition faisant de la loi nouvelle une loi impérative, d'enlever à la femme la faculté de choisir son mari comme mandataire conventionnel pour la gestion de son pécule. Voici comment s'exprimait à cet égard M. Maurice Faure (1) :

« Remarquez bien, et ceci répond directement à
» l'objection principale contenue dans le rapport,
» qu'en supprimant cette faculté de renonciation anti-
» cipée dans le contrat de mariage, nous ne portons
» nullement atteinte à la liberté des conventions entre
» époux. Il sera toujours possible aux conjoints, au
» cours du mariage, s'ils le jugent utile, de faire toutes
» conventions, qui ne seront pas contraires à la loi,
» mais ces conventions n'auront pas, comme celles qui
» seront inscrites au contrat de mariage, un caractère
» irrévocable ; elles ne constitueront pas pour la
» femme une aliénation permanente et perpétuelle de
» son droit.

» Ce qui est en cause, Messieurs, ce n'est pas en somme
» le principe des conventions entre époux. Ce principe,
» je le répète, demeure intact, dans les conditions où la
» loi en règle l'application, et le droit subsiste pour

(1) Sénat. Débats, séance du 24 mai 1907. *Journ. off.* du 25 mai 1907, p. 660.

» l'épouse de disposer de la totalité des biens acquis
» par son travail.

» Elle sera toujours libre de donner à son mari
» mandat de toucher ses gains, de lui consentir un
» pouvoir d'administration générale.

» Ce qui nous divise en définitive, c'est la
» question de révocabilité ou d'irrévocabilité des
» conventions entre époux. »

Il devient impossible, en présence de déclarations aussi formelles que celles que nous venons de reproduire, de dénier à la femme le droit de donner, à son époux, mandat pour l'administration de son pécule. La femme pourra, par conséquent, confier à son mari le soin de toucher ses salaires et d'en disposer, mais elle pourra toujours révoquer ce mandat.

Le mandat sera naturellement soumis aux règles ordinaires des mandats entre époux ; il pourra être exprès ou tacite. Comme cela a lieu au cas où la femme est séparée de biens, l'immixtion du mari dans les affaires de la femme pourra se produire de trois façons différentes : 1^o avec mandat de la femme ; 2^o sans mandat, mais sans opposition de la part de la femme ; 3^o malgré l'opposition de la femme.

Dans ces trois cas, il y aura lieu de déterminer l'étendue de la responsabilité du mari. Il semble assez rationnel d'étendre par analogie aux biens réservés les règles posées par les articles 1577 à 1580 (1), qui prévoient l'hypothèse où le mari est intervenu dans la gestion du patrimoine d'une femme séparée de biens.

(1) Voir BAUDRY-LACANTINERIE, LE COURTOIS et SURVILLE. *Du contrat de mariage*, III, n^o 1510 et suiv.

SECTION VI

Pouvoir propre du mari sur les biens réservés pour les besoins du ménage.

Nous avons dit que, depuis la loi de 1907, toutes les fois que l'épouse se livrerait à un travail personnel, la masse commune sera scindée en deux compartiments bien distincts, au point de vue de l'administration : l'un (biens ordinaires de communauté) soumis aux pouvoirs du mari, l'autre (le pécule réservé) soumis aux pouvoirs de la femme. Nous en avons tiré cette conséquence qu'en faisant bien entendu abstraction du cas où il y aurait mandat entre époux, les actes juridiques faits par l'un des administrateurs seront sans effet sur la portion confiée au gouvernement de l'autre. Les deux époux opèrent dans deux départements absolument distincts.

La loi (art. 3) applique ce principe aux dettes des époux. Sous l'empire du Code, lorsque le mari était seul administrateur légal de la communauté, par le fait même qu'il contractait une obligation, toute la masse commune se trouvait affectée à la garantie de cette dette (art. 1409 C. C.).

Aujourd'hui qu'une partie de la communauté a été soustraite à ses pouvoirs, la loi en a tiré logiquement cette conséquence que, par ses dettes, il n'obligera, parmi les biens de communauté, que ceux-là exclusivement qui demeurent soumis à ses pouvoirs de seigneur et maître.

De même pour la femme. Jadis elle n'était investie

d'aucun pouvoir propre sur la communauté. Aussi, en principe, les obligations nées de son chef, sans l'autorisation du mari, ne pouvaient-elles pas donner à ses créanciers emprise sur la masse commune. Mais depuis qu'elle se trouve investie, à l'instar du mari, d'un pouvoir propre sur une portion du fonds commun, le pécule, il était tout naturel que, comme le mari en vertu du Code civil, elle grevât par ses obligations la portion de la communauté administrée par elle (art. 3 § 1).

Ces règles étant rappelées, il nous est possible de présenter à cet endroit une observation intéressante, qui nous fait bien saisir l'économie de la loi nouvelle.

L'article 3 § 2, après avoir implicitement formulé le principe que les biens réservés à l'administration de la femme, échappent à toute action de la part des créanciers du mari, proclame que ces biens pourront cependant être saisis « par les créanciers du mari qui ont contracté avec lui dans l'intérêt du ménage ».

Ainsi le mari, qui depuis 1907 n'est plus investi d'aucun pouvoir légal pour obliger et disposer des biens réservés, lorsqu'il fait un acte juridique qui l'intéresse personnellement, a cependant qualité pour engager le pécule, lorsque l'acte ayant donné naissance à l'obligation intéresse le ménage.

On est de suite tenté de faire un rapprochement entre ce pouvoir qu'a le mari d'obliger le pécule et le pouvoir que les tribunaux reconnaissent à la femme, par application de la théorie du mandat tacite, d'obliger la communauté en contractant des dettes pour les besoins du ménage (1).

(1) PLANIOL. *Eod. lib.*, III, nos 1098 et suiv.

Depuis 1907, la femme a toujours le droit d'engager dans l'intérêt du ménage la masse ordinaire de communauté, c'est-à-dire la fraction confiée à l'administration du mari. La loi nouvelle a d'ailleurs pris soin de nous le dire expressément (art. 3 § 4) et de formuler législativement cette règle traditionnelle, en disant « que le mari est responsable sur les biens ordinaires de communauté (et sur les siens propres) des dettes et obligations contractées par sa femme, même sans autorisation maritale, mais dans l'intérêt du ménage ».

Par une très juridique contrepartie, le législateur, en même temps qu'il retirait au mari l'administration d'une partie de la communauté, a laissé subsister son droit d'engager cette même fraction, en contractant pour le ménage (art. 3 § 2).

En résumé, nous arrivons à cette conclusion que l'administrateur de chaque partie de la masse commune, s'il est en principe sans pouvoir pour engager la masse soumise à l'administration de son conjoint, possède cependant ce pouvoir, lorsque l'acte juridique qu'il passe a trait aux besoins du ménage.

Toutefois, il est indispensable de se rendre compte qu'en ce qui concerne l'accomplissement d'actes de ce genre, le pouvoir de la femme n'a pas le même caractère que celui du mari.

En effet : a) Lorsque la femme oblige la communauté pour les besoins du ménage, elle n'agit pas en son nom personnel, ni même en vertu d'un pouvoir propre. Les arrêts nous la représentent toujours comme agissant au nom et place du mari et comme son mandataire. (Applic. de l'art. 1420.)

Conséquemment, il faut en conclure : 1^o Qu'elle ne

s'oblige pas personnellement, elle n'oblige que la communauté et le mari : *Qui mandat, ipse fecisse videtur.*

2^o Le mandant, le mari, peut théoriquement du moins fixer l'étendue et la limite du mandat, que la femme ne pourra pas dépasser (art. 1989).

3^o Théoriquement encore, le mari a le droit de révoquer le mandat, conformément à l'article 2005, mais sans pouvoir opposer cette révocation aux tiers qui l'ont ignorée.

Sans doute, la jurisprudence, en vue de donner toute sécurité aux tiers, en est arrivée à dénaturer quelque peu la nature de ce mandat tacite et à lui donner l'apparence d'un véritable mandat légal et pouvoir indépendant. Malgré ces corrections partielles, le principe reste sauf, et dans l'état actuel de notre législation, l'épouse n'agit pour les besoins du ménage qu'à titre de mandataire tacite du mari.

b) Au contraire, le pouvoir qu'octroie au mari l'article 3 § 2 de la loi de 1907 d'engager par les dettes de ménage les biens réservés de la femme, ne doit pas être considéré comme découlant de la théorie du mandat. Le mari ne peut être présenté comme le délégué de sa femme ; il agit en vertu du pouvoir propre, qui de tout temps (art. 1421) lui a été directement octroyé par la loi sur la communauté (1). Avant la loi nouvelle, le mari, seul représentant légal de toute la communauté, avait un pouvoir propre pour obliger toute la

(1) Le pouvoir légal qui permet au mari d'engager le pécule réservé dans l'intérêt du ménage, n'est donc pas un pouvoir nouveau, que la loi du 13 juillet 1907 lui aurait octroyé après coup, après avoir supprimé ceux qu'il possédait antérieurement. C'est un reste du pouvoir propre, dont l'époux était investi, en tant que chef de communauté, par l'article 1421.

masse commune, y compris les gains de la femme, peu importait d'ailleurs que la dette née de son chef soit ou non étrangère au ménage. La loi de 1907 a entendu lui retirer simplement son pouvoir d'engager les gains et salaires de la femme par ses dettes personnelles, mais elle a laissé subsister le pouvoir qu'il tenait du Code de les obliger dans l'intérêt du ménage.

De ce que le mari a qualité pour engager le pécule de la femme, non pas en vertu d'un pouvoir qu'il tiendrait de son épouse, mais en vertu du pouvoir légal qu'il tient de l'article 1421 C. C., nous en déduisons logiquement les conséquences suivantes, qui constitueront autant de différences avec les pouvoirs de la femme sur les biens ordinaires de communauté :

1^o L'étendue du pouvoir propre du mari est fixée par la loi, et non par la volonté tacite de la femme. Par conséquent, il ne dépendra pas de cette dernière d'en restreindre ou d'en limiter la portée, même en avertissant les tiers.

2^o Ce pouvoir n'ayant pas sa source dans un mandat, il ne pourra être question de révocation par la femme. Une révocation que la femme émettrait la prétention de formuler n'aurait aucun effet. Les créanciers, avec lesquels le mari aurait contracté pour les besoins du ménage, continueraient à pouvoir poursuivre le pécule de la femme, alors même que celle-ci, par des notifications individuelles, les aurait avertis qu'elle entend décliner toute responsabilité sur son pécule.

Pour que la femme ait un moyen quelconque, pour faire tomber le pouvoir du mari, il aurait fallu que la loi le lui ait formellement conféré. Comme il n'en est rien, nous sommes obligés de décider qu'il ne sera pas

plus permis, depuis la loi de 1907, à la femme de révoquer le pouvoir qu'a le mari d'engager son pécule par les dettes de ménage, qu'il ne lui était permis de révoquer ou de restreindre les pouvoirs que le mari possède sur les biens communs en vertu de l'article 1421. Pour y mettre fin, la femme n'a qu'un moyen à sa disposition : c'est de former une demande en séparation de biens, ce qui n'est possible qu'au cas où le mari, par sa mauvaise administration, met en péril la dot de la femme (art. 1443 C. C.).

3^o. Il va sans dire que le mari, en s'obligeant pour les besoins du ménage, n'oblige pas seulement le pécule, mais s'oblige personnellement, ainsi que la communauté. Nous avons posé une règle différente pour la femme, qui, en s'obligeant pour le ménage, oblige son pécule, la communauté et le mari, mais n'oblige pas ses biens propres.

En somme, en matière de dettes de ménage, nous arrivons à cette conclusion que rien n'a été changé aux règles du Code. La communauté tout entière et le mari répondent toujours de ces dettes, sans qu'il y ait lieu de s'inquiéter si elles ont été contractées par le mari en vertu de son pouvoir propre ou par la femme agissant alors à titre de mandataire du mari et de la masse ordinaire de communauté, (mais bien entendu, en vertu d'un pouvoir propre relativement à son pécule.)

La communauté tout entière reste donc bien ce qu'elle était sous l'empire du Code civil : « Un fonds » d'affectation domestique, qui sert de gage pour les » dépenses domestiques et familiales, sans qu'il y ait » à regarder par qui elles ont été engagées. Créanciers » du mari ou de la femme, du moment qu'il s'agit de

» créanciers pour dettes domestiques, ils ont tous pour
» gage le même fonds commun, le fonds d'affectation
» domestique, réparti d'après la distribution des rôles,
» tant aux mains de la femme qu'aux mains du
» mari. » (1)

* * *

Puisque la loi de 1907 n'a conservé au mari un pouvoir pour obliger les gains de la femme que dans l'intérêt du ménage, nous devons nous demander dans quel cas une dette du mari devra être regardée comme contractée dans ce but. La solution présente un intérêt surtout pour les créanciers du mari, puisque, suivant que la dette aura ou non trait au ménage, ils pourront ou non poursuivre les biens réservés. Mais la question pourra être soulevée même dans les rapports entre époux, à propos du règlement des récompenses. Une dette personnelle au mari, payée en fait avec des valeurs dépendant du pécule, donnera lieu à indemnité, à récompense au profit de ce dernier, si du moins la femme renonce à la communauté. Au contraire, si une dette de ménage était payée avec le pécule, il ne semble pas possible de permettre à la femme d'exiger une récompense quelconque. La loi ayant gardé le silence sur le criterium des dettes de ménage et des dettes personnelles, nous ne pouvons donner une réponse catégorique ; ce sera une question de fait, que les tribunaux apprécieront souverainement.

Pour les achats ordinaires de subsistance, il n'y aura

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Ét. Législ.*, 1907, p. 574.

en général pas de difficultés ; ce sont des dettes de ménage. Mais encore faudra-t-il tenir compte de la situation de fortune des époux. Telle dépense est une dépense ordinaire de ménage pour des personnes qui se trouvent dans une condition aisée, comme des commerçants, des artistes, et serait regardée comme extraordinaire et anormale pour des ouvriers (1).

Les tribunaux pourront avoir pratiquement à statuer sur des espèces délicates. D'une façon générale, il semble conforme à l'intention de la loi, d'interpréter sa formule plutôt restrictivement, afin de ne pas enlever indirectement à l'épouse le bénéfice des droits qui lui ont été octroyés.

C'est ainsi, par exemple, que si le mari achète concurremment des boissons qui sont destinées à la famille et de l'alcool qu'il boira seul, toute la créance du vendeur ne saurait être regardée comme ayant trait au ménage. Une ventilation sera nécessaire pour déterminer dans quelle mesure l'acte juridique a été passé dans l'intérêt du ménage.

De même les achats d'outils, de matières premières, les frais d'installation, etc., que ferait le mari, ne sont pas à proprement parler des dettes de ménage, bien que, par cette installation, le mari aura la possibilité de subvenir à l'entretien de la famille. Les créanciers

(1) En ce qui concerne le droit de la femme d'obliger la communauté et le mari par les dépenses de ménage, la jurisprudence a toujours reconnu au mari le droit de faire réduire le montant des factures, si les fournitures faites à la femme dépassaient notablement les ressources du ménage. Paris, 5 février 1895. D. 96.2.495. Paris, 9 décembre 1895. D. 96.2.133.

Il en sera de même depuis 1907 pour les dettes du mari, qui dépasseraient les ressources des époux.

ne pourront donc pas, semble-t-il, dans ce cas, se faire payer sur le pécule.

Une question plus délicate est celle de savoir s'il ne convient pas de considérer comme contractées dans l'intérêt du ménage les obligations contractées par le mari pour l'administration de ses biens propres ou des biens communs ordinaires, par exemple pour des réparations d'entretien ou de grosses réparations à faire auxdits biens.

On pourrait être tenté de leur donner un tel caractère, en s'appuyant sur cette considération que le ménage profite de semblables obligations, « puisque, si elles n'avaient point été contractées, la valeur patrimoniale de ces biens s'en serait trouvée diminuée » (1).

Le ménage semble donc intéressé à leur bonne administration. Nous hésitons, cependant, à considérer les dettes contractées par le mari pour l'administration de ses biens comme des dettes de ménage, au sens que la loi de 1907 a entendu donner à ce mot. Il ne faut regarder comme dettes de ménage que les dettes ayant pour objet les dépenses de logement, de vêtement, de nourriture des divers membres de la famille, d'entretien des enfants, etc., en un mot les dépenses qui se rattachent à la vie commune des époux.

D'ailleurs, un passage du rapport de M. Violette à la Chambre des députés peut être invoqué en faveur de notre thèse : « La loi, dit-il, prend soin d'expliquer qu'on ne considérera pas comme contractées dans l'intérêt du ménage, les obligations de la femme pour l'administration de ses biens réservés » (2).

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, p. 50.

(2) *Journ. off.*, 1907. Chambre, Doc. Parl., p. 961, col. 1.

Sans doute, M. Violette n'a en vue que les obligations contractées par la femme; mais cette affirmation vaut aussi pour le mari.

Quoi qu'il en soit, il résulte du rapport de M. Violette, qu'en ce qui concerne la femme, les obligations relatives à l'administration de ses biens réservés ne devront pas être regardées comme des dettes de ménage, par suite aux termes de l'article 3 § 4, si elles ont été contractées sans autorisation du mari, elles ne donneront pas aux créanciers le droit de poursuivre la communauté et le mari.

Une dernière question reste à résoudre pour terminer ce paragraphe :

L'article 3 § 4 ne fait-il que confirmer au profit de la femme laborieuse la théorie du mandat tacite, telle qu'elle résulte de la jurisprudence, ou au contraire a-t-il entendu octroyer à ces femmes un droit nouveau ? L'article 3 § 4 rend en effet le mari responsable sur les biens ordinaires de la communauté et sur les siens propres des dettes contractées dans l'intérêt du ménage par la femme.

On pourrait, en voyant cet article inséré dans la loi nouvelle, être tenté de croire que le législateur a entendu conférer à la femme laborieuse un droit nouveau pour obliger la communauté, c'est-à-dire un pouvoir propre qu'elle exercerait en vertu de la loi et non plus, comme autrefois, à titre de mandataire tacite du mari.

On aperçoit l'intérêt pratique de la matière. En effet, si l'on admet que la femme continue à agir à titre de mandataire tacite du mari, il est toujours possible à ce dernier de faire sa révocation de mandat par des notifications directes et individuelles aux fournisseurs,

comme le veut la jurisprudence. Si, au contraire, on admet que la loi nouvelle a conféré à la femme un pouvoir nouveau sur la communauté; il faudrait décider que le mari, pour faire tomber ce pouvoir, sera obligé de recourir au moyen mis à sa disposition par l'article 2, pour enlever à la femme totalement ou partiellement le bénéfice de la loi de 1907.

Le tribunal civil peut, en effet, aux termes de cet article, sur la demande du mari, priver la femme en tout ou en partie des pouvoirs nouveaux que lui confère la loi nouvelle.

Nous estimons qu'il serait inexact de voir dans la disposition de l'article 3. § 4 une innovation. Il ne faut pas y voir une faculté plus grande pour la femme d'obliger la communauté que celle qui résultait pour elle du mandat tacite. Il ne fait que rappeler un état de choses antérieur.

Cette opinion paraît tout à fait admissible, si on se reporte aux travaux préparatoires. Le projet présenté au Sénat par la Commission ne contenait pas de § 4. C'est seulement lors de la délibération et sur un amendement de M. Legrand, que ce paragraphe a été ajouté. Or, le but unique de M. Legrand était de donner à la loi plus de clarté, en la combinant avec les principes de la communauté, mais nullement d'octroyer à la femme un droit nouveau.

La simple contexture du texte de l'article, sa façon de s'exprimer prouvent bien que le législateur n'y fait qu'un rappel de principes connus. La chose sur laquelle il veut insister particulièrement, c'est que le mari continue comme par le passé à ne pas être responsable des dettes contractées par la femme sans son autori-

sation, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits que lui confère l'article 1^{er}.

On comprendrait bien à la rigueur que la loi nouvelle confère à la femme un droit propre sur la communauté, mais comment comprendre que, relativement aux propres du mari, elle agisse autrement qu'à titre de mandataire. Or, la loi ne fait pas de distinction : la femme a le pouvoir d'obliger aussi bien la communauté que les propres du mari.

Enfin, si le législateur avait entendu créer un droit nouveau au profit de la femme, il ne l'aurait fait qu'en faveur de celles qui se livrent à un travail personnel, puisque ce sont celles-là seules qu'il a en vue dans la loi qui nous occupe. Dès lors, on aurait quelque peine à s'expliquer rationnellement le motif qui, à cet égard, justifierait la différence de traitement entre les femmes qui déploient leur activité en dehors du ménage et celles qui se bornent à vaquer aux soins domestiques (1).

Pour toutes ces raisons, il nous semble préférable de dire que l'article 3 § 4 a entendu simplement se référer au droit antérieur, c'est-à-dire n'a fait que confirmer la théorie jurisprudentielle du mandat tacite.

(1) Pourquoi, en effet, les premières auraient-elles pour les besoins du ménage, sur la masse ordinaire de communauté, des droits plus solides que les secondes. On n'en saurait donner aucune raison sérieuse.

SECTION VII

Quelle capacité la femme mariée aura-t-elle pour exercer ses pouvoirs nouveaux ?

Transition avec le chapitre III

Pour donner la plus grande clarté possible à nos explications, nous nous sommes bornés dans ce chapitre à montrer que la loi de 1907 avait réalisé une innovation considérable dans notre régime de communauté, en venant conférer à la femme un pouvoir propre sur une fraction de la masse commune (pécule réservé).

Mais nous savons que dans notre droit (art. 215 et suivants du Code civil), pour des motifs d'ailleurs assez confus qu'il ne nous est pas possible de développer ici, toute femme mariée non séparée de corps (1) est plus ou moins frappée de l'incapacité de faire des actes juridiques sans autorisation, alors même qu'on se trouverait dans un cas où le pouvoir de passer l'acte n'est pas concentré sur la tête du mari (2).

Il est universellement reconnu que cette incapacité doit être considérée comme un effet du mariage lui-même (union de personnes).

Donc, toutes les fois que nous sommes en présence d'une femme mariée voulant passer un acte, la première question qui doit attirer notre attention est celle de savoir si la femme jouit du pouvoir de passer cet acte,

(1) La loi du 6 février 1893 a rendu à la femme le plein exercice de sa capacité civile, en cas de séparation de corps (art. 311 C. C.).

(2) Femme séparée de biens, femme dotale pour ses paraphernaux.

ou si, au contraire, à cause du régime matrimonial par elle adopté, elle ne s'en trouve pas irrévocablement dessaisie au profit de son mari. C'est la question de pouvoir qui se pose simplement alors.

Cette question une fois résolue affirmativement, une seconde vient se greffer sur la première : il s'agit de rechercher si la femme a ou non la capacité d'exercer seule ce pouvoir, ou si elle doit se munir d'autorisation : question de capacité.

Nous avons essayé de montrer jusqu'à présent que la loi de 1907 est venue octroyer aux femmes laborieuses sur une fraction du patrimoine de la communauté un pouvoir propre, qui appartenait autrefois au mari. Le moment est maintenant venu de nous demander quelle capacité aura la femme pour l'exercice de ce pouvoir nouveau ; pourra-t-elle l'exercer seule ou sera-t-elle soumise à la nécessité de l'autorisation ? C'est ce que nous allons étudier dans notre chapitre suivant.

On aurait très bien pu concevoir que la loi de 1907 ne se soit pas prononcée sur la question de capacité. Dans ce cas, nous croyons qu'il n'aurait pas fallu reconnaître à la femme sur ses biens réservés une pleine capacité (1). La femme n'aurait pu alors exercer ses pouvoirs nouveaux qu'avec la capacité la plus large, que la loi permet d'octroyer à l'épouse par contrat de mariage, c'est-à-dire avec la capacité de la femme séparée de biens ; car cette capacité est la situation

(1) La loi genevoise du 7 novembre 1894, fort analogue par ailleurs à la loi du 13 juillet 1907, ne donnait à la femme pour la gestion de ses biens réservés que la capacité de la femme séparée de biens,

V. *Bull. Soc. Et. lég.* 1901-1902, p. 98.

normale, non pas sans doute de toutes les femmes mariées, mais du moins de celles qui se trouvent avoir la gestion directe de leur fortune, ce qui est désormais le cas pour les femmes laborieuses.

Mais, comme nous allons le voir, la loi de 1907, à la différence de la loi gènevoise du 7 novembre 1894, a été plus généreuse pour les femmes visées par elle. Relativement à leurs biens réservés, elle les a dans une très large mesure relevées de leur incapacité. Il y a là une brèche nouvelle apportée à l'autorité maritale et à un autre de ses corollaires d'ordre public : l'incapacité de l'épouse. En résumé donc, il est permis de voir dans la loi de 1907, deux réformes superposées l'une à l'autre : 1^o Attribution à la femme de pouvoirs nouveaux appartenant jadis au mari : Question de pouvoirs; 2^o Déclaration que ces pouvoirs seront, dans la grande majorité des cas, exercés par la femme agissant seule : Question de capacité.

Remarquons que, dans une législation qui, comme la nôtre (1), pose le principe de l'incapacité personnelle de la femme mariée, même sur les biens dont elle conserve l'administration et la jouissance (Art. 1449 et 1536), le législateur n'a pas eu besoin pour limiter, dans l'intérêt du ménage et du mari, les pouvoirs de la femme, de procéder par voie de restrictions formelles apportées à ceux-ci, comme il l'a fait dans l'article 1422, pour enrayer la toute-puissance du mari sur la communauté : les droits de la femme auraient été déjà suffisamment limités par la règle de l'incapacité. Bien plus, pour des motifs que nous tâcherons de mettre en

(1) A la différence de législations plus récentes (Code civil allemand de 1900, Code Fédéral suisse 1907).

lumière, la loi a considéré qu'ils l'étaient trop, et qu'il était convenable d'octroyer, à la femme pour l'administration de ses gains, une capacité exceptionnelle et plus étendue que celle qui aurait résulté de l'application pure et simple des principes du droit commun.

Pour se convaincre de l'allégation précédente, à savoir que la loi de 1907 a porté non seulement sur une question de pouvoirs, mais aussi sur une question de capacité, il suffit de se rendre compte de la manière dont l'article 1^{er} de la loi de 1907 (trois premiers paragraphes), se trouve rédigé. La forme purement énonciative des droits de la femme, en laquelle il s'exprime, et l'allusion faite à l'hypothèse de la séparation de biens, semblent être des arguments assez forts en faveur de ce que nous venons de soutenir dans les lignes précédentes.

Signalons, en terminant, l'opinion différente de M. Saleilles. Il propose, en effet, une construction juridique de la loi autre que celle que nous adoptons. Pour lui, l'effet de la loi nouvelle porterait exclusivement sur une question de pouvoir et en aucune façon sur une question de capacité (1). Dès lors, il semble bien résulter de cette conception qu'en l'absence de restrictions apportées aux pouvoirs nouveaux à elle octroyés, la femme aurait eu pleine capacité pour les exercer ; l'article 1^{er} aurait eu en vue non pas d'augmenter quelque peu la capacité normale de la femme sur les biens par elle administrés, mais de restreindre des pouvoirs, qui, sans cet article, auraient été illimités.

(1) Voir en sens contraire : BAUDRY-LACANTINERIE. *Précis de droit civil*, 10^{me} édition, III, p. 175, n^o 250.

Nous croyons utile de reproduire *in extenso* le passage, où M. Saleilles développe sa thèse (1) :

« Il ne s'agit pas de relever la femme de son incapacité de femme mariée ; cette incapacité n'a en vue que les actes qu'elle aurait le pouvoir de faire comme propriétaire. C'est au regard de sa fortune personnelle que la femme voit sa capacité restreinte dans l'intérêt commun du ménage. Mais elle n'est pas incapable de droit, et lorsque la loi l'investit elle-même d'une sorte de mandat légal pour l'administration de certains biens, dépendant du fonds affecté à l'entretien du ménage, il ne peut plus être question d'incapacité. Virtuellement, la femme peut aussi bien que le mari être investie d'un mandat d'administration de la fortune du ménage ; que ce mandat, elle le tienne de la loi ou du mari, elle est aussi capable dans un cas comme dans l'autre, et de l'accepter, et de l'exécuter. Sa capacité n'est pas en cause, car même sous le système un peu vieilli du Code civil français, l'incapacité de la femme mariée n'est plus une incapacité absolue et virtuelle, affectant tous les actes et pouvoirs juridiques qui la concernent. C'est une règle partielle de protection du ménage, qui ne vise que la gestion propre et indépendante de la fortune personnelle de la femme, dans les cas où cette fortune n'est plus sous la main du mari, dans les cas par conséquent où la jouissance n'en revient pas au mari. »

Ce système, sans doute, faciliterait beaucoup la compréhension de la loi. Malheureusement, il paraît difficile de prétendre que le législateur de 1907 n'a pas

(1) *Bull. Soc. Et. législ.* 1907, p. 566 *in fine* et 567.

dans l'espèce pris en considération les questions de capacité. Il suffit de se reporter aux travaux préparatoires et, en particulier à la discussion au Sénat (1), pour se rendre compte qu'il envisageait l'incapacité comme pouvant s'appliquer aussi bien aux actes que la femme a le pouvoir de faire comme propriétaire, qu'aux actes qu'elle a, par une sorte de mandat légal, le pouvoir d'accomplir sur la partie du fonds commun confiée à sa gestion. C'est seulement, semble-t-il, en matière de mandats conventionnels donnés à la femme par le mari, que la question d'incapacité n'aurait rien à faire, un mandant étant toujours libre de choisir conventionnellement pour mandataire un incapable.

D'ailleurs, la loi nouvelle est applicable sous tous les régimes ; or, sous le régime de séparation de biens, où la femme conserve la propriété de ses gains et salaires, il faudra bien que nous considérions la loi, comme ayant porté sur une question de capacité. Dès lors, il serait bien étrange de donner aux expressions employées par l'article 1^{er} un sens différent, suivant que le régime matrimonial adopté est le régime de communauté ou la séparation de biens.

(1) *Journ. officiel*. Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 662.

Pour faire donner à la réforme un caractère d'ordre public, M. de Lamarzelle fit observer que la loi traitait d'une question de capacité : « Tout ce qui concerne la capacité ou l'incapacité d'une personne juridique est de droit public. » ... « Il est tout naturel que, dès le moment où vous créez une capacité nouvelle de la femme mariée... vous ne pouvez pas admettre que, par des conventions particulières, on puisse y porter atteinte. »

CHAPITRE III

DES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU 13 JUILLET 1997 A LA CAPACITÉ DE LA FEMME

SECTION I

Observations préliminaires.

Sous le régime de communauté, il est d'usage de dire que la femme est frappée dans son activité juridique d'une incapacité (1) à peu près complète : on peut, en effet poser en principe qu'elle n'a la possibilité ni de faire valablement seule aucun acte juridique (2) (art. 215, 216), ni d'ester en justice, ni d'embrasser une profession quelconque. Pour contracter des obligations, pour aliéner ou pour acquérir (art. 217), elle

(1) En pratique et pour la commodité du langage, le mot incapacité est détourné de son sens véritable, qui est d'être une inaptitude personnelle de l'individu. Cette expression est employée pour désigner aussi ce qui est en réalité une absence de pouvoir, une impossibilité d'agir, ne provenant pas d'une inaptitude.

(2) Bien entendu, nous envisageons non seulement les hypothèses où la femme voudrait agir en son propre nom. La question de capacité n'est plus en jeu, dès qu'elle agit à titre de mandataire expresse ou tacite de son mari, car c'est alors le mari, le mandant, qui est censé passer l'acte.

doit nécessairement se munir de l'autorisation expresse et spéciale de son mari, laquelle même ne peut que dans certains cas être remplacée par l'autorisation de justice (1) (art. 215 à 226).

Cela tient à ce que, sous le régime de communauté, les pouvoirs dont la loi investit le mari, tant sur les biens communs (art. 1421) que sur les biens propres de la femme (art. 1428), à raison de leur irrévocabilité (art. 1395), ne laissent plus aucune place à l'activité juridique de cette dernière, même dans la limite des actes d'administration. Ils viennent, si l'on peut dire, aggraver l'incapacité dont la loi française frappe, par le fait de son mariage, toute femme mariée, quel que soit d'ailleurs le régime matrimonial par elle adopté (c'est-à-dire même si elle est séparée de biens).

En vertu des dispositions de nos Codes, et conformément aux traditions de notre ancien droit, il existe pourtant une hypothèse très importante, où la femme mariée, tout en étant commune en biens, jouit à certains égards d'une quasi-indépendance et d'une certaine autonomie : c'est le cas de la femme commerçante (2).

(1) Sous le régime de communauté, et en général sous tous les régimes où le mari a la jouissance de la fortune de la femme, les actes juridiques passés par celle-ci avec la seule autorisation de justice sont valables, obligent la femme, mais ne sauraient en aucune manière compromettre ou restreindre les droits du mari et de la communauté. (PLANIOL, n° 318.)

(2) Certains auteurs prétendent qu'en matière commerciale, il n'y aurait pas dérogation au principe du droit civil proclamant la nécessité d'une autorisation, mais qu'il y aurait une simple exception à la règle qui exige que cette autorisation soit spéciale.

Il n'y a là, en somme, qu'une querelle de mots. Qui, en effet, oserait sérieusement prétendre qu'une autorisation générale, donnée à l'avance par le mari, n'équivaut pas en fait à l'absence complète d'autorisation pour chaque acte en particulier. (PLANIOL, n° 314.)

Une fois habilitée à faire le commerce par le consentement au moins tacite de son mari (art. 4 C. Co.), et aussi longtemps que ce dernier ne le lui a pas retiré, l'épouse, pour l'accomplissement de tous les actes relatifs à son commerce, jouit d'une capacité presque entière (art. 5 C. Co., 220 C. C., 1426 C. C.) (1).

Cette dérogation apportée par le droit commercial aux règles du droit civil s'explique fort bien : c'eût été rendre le commerce absolument impossible ou du moins l'entraver pour une femme mariée, que d'obliger cette dernière à recourir sans cesse à l'autorisation de son mari, pour faire les actes journaliers et multiples qu'entraîne à sa suite l'exercice de la profession commerciale (2).

Telle est, rapidement résumée, la situation de toute femme commune avant la loi de 1907. C'est, en droit civil du moins, l'incapacité pour ainsi dire complète.

Avant d'entreprendre l'étude détaillée de la capacité octroyée à la femme laborieuse sur ses biens réservés, il ne sera pas inutile de faire remarquer que, même pour les femmes visées par la loi de 1907, c'est le principe de l'incapacité qui reste la règle, en tant qu'il n'y a pas été dérogé.

(1) Ainsi, par exemple, elle peut, pour les besoins de son commerce, s'obliger, louer un magasin, vendre, acheter, emprunter, accepter des traites, aliéner même ses immeubles pour se procurer de l'argent, et les hypothéquer. Sa capacité ne souffre que deux restrictions : 1^o pour ester en justice (art. 215 C. C.) ; 2^o pour former une société commerciale avec un tiers.

(2) Les lois sur les caisses d'épargne, sur la Caisse nationale des retraites, sur les sociétés de secours mutuels, en même temps qu'elles confèrent à la femme un véritable pouvoir sur la communauté, l'ont relevée dans une large mesure de son incapacité de faire des dépôts ou des versements. (PLANIOL, n^o 273, 1044-1045.)

Tirons-en immédiatement deux conséquences :

Première conséquence. — Sur ses biens propres et sur les biens ordinaires de communauté, la femme laborieuse n'aura pas une plus grande capacité que celle que lui reconnaît le Code Civil. Comme par le passé, elle devra, à moins qu'elle ne soit commerçante, se munir de l'autorisation du mari, pour pouvoir les aliéner, faire des acquisitions de biens destinés à tomber dans les masses sus-indiquées, pour pouvoir les obliger par ses dettes contractuelles et pour pouvoir ester en justice à leur sujet.

Au contraire, sur la masse réservée, tous ces actes seront valablement accomplis en général par la femme seule. La femme laborieuse se trouvera donc dans une situation par quelque côté analogue à celle où s'est toujours trouvée la femme commerçante, avec une différence bien sensible toutefois : cette dernière, en effet, est capable ou incapable, suivant la nature commerciale ou civile de l'acte qu'elle passe ou de la dette qui prend naissance à sa charge. Au contraire, pour savoir si la femme de la loi du 13 juillet 1907 agit ou non dans les limites de sa capacité, ce sera à l'origine de la valeur ou du bien faisant l'objet de l'acte qu'il faudra se référer. De cette différence se dégage une conséquence au point de vue des dettes (art. 3, § 1) que nous voudrions mettre dès à présent en relief : les dettes que la femme laborieuse contracte sans autorisation n'affecteront qu'une partie seulement de ses biens : les biens réservés, mais resteront sans effet, même sur ses propres. Au contraire, la femme commerçante, agissant dans les limites de sa capacité, oblige tout son patrimoine, qu'il soit affecté ou non

au commerce, sans parler de la communauté et du mari, qui sont également tenus (art. 1426 C. C.).

Deuxième conséquence. — La loi du 13 juillet 1907 n'a entendu changer en rien la règle assujettissant la femme mariée à se munir de l'autorisation de son mari pour exercer une profession.

Nous ne croyons pas sortir de notre sujet en rappelant brièvement quelle est, à cet égard, la situation de la femme mariée, d'après le Code Civil.

1^o Il est certain tout d'abord que, dans la rigueur du droit (1), une femme mariée ne peut pas valablement, sans l'autorisation expresse et spéciale de son mari, passer avec un patron le contrat de travail ou de salariat (2). C'est l'application pure et simple du droit commun de l'article 1124, qui range les femmes mariées parmi les incapables de contracter. Or, nulle part nous ne voyons figurer dans nos lois une exception pour le contrat de louage d'ouvrage. Cependant, la jurisprudence, dans le cas d'abandon par le mari, supposant une autorisation tacite donnée à la femme pour assurer son existence et celle de ses enfants, déclare qu'elle peut faire seule un contrat de travail (3).

2^o Un texte formel (art. 4 C. Co.) proclame que la femme ne peut pas être marchande publique sans le consentement de son mari.

(1) En droit donc, les maîtres et patrons ne devraient employer une femme mariée qu'après s'être assurés de l'assentiment de son conjoint. Mais en fait, on suppose toujours l'autorisation, et c'est au mari à détruire la présomption par une protestation formelle. Les patrons considèrent d'ailleurs qu'il sera toujours temps pour eux de donner congé à l'ouvrière, quand son époux réclamera.

(2) PLANIOL, II, n^o 1835.

(3) PLANIOL, n^o 287. — Rouen, 4 février 1878. — DALLOZ 78.2.258. Confirmé par la Cour de Cassation, 6 août 1878. — DALLOZ 78.1.400.

3^o Mais, même en ce qui concerne le choix des autres professions (professions libérales, avocat, médecin, artiste dramatique, etc.), malgré l'absence de texte, on n'hésite plus aujourd'hui (1) à assujettir la femme à demander, pour les embrasser, la permission à son mari. C'est là une des conséquences nécessaires de la subordination où doit se trouver la femme vis-à-vis de son mari (art. 212, 213, 214) (2). L'article 212 dit d'ailleurs : « le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari », et l'article 213, corollaire du précédent, veut que la femme suive son mari partout où il juge à propos de résider.

Enfin, peut-on ajouter, si le législateur n'a parlé que de la profession commerciale, c'est évidemment parce qu'en 1804, en dehors de l'exercice du commerce, il était excessivement rare de voir des femmes mariées travaillant en dehors du ménage (3).

On se pose souvent la question de savoir, si, pour le choix de la profession, comme pour les actes juridiques, l'autorisation de justice pourrait suppléer celle du mari.

Nous laisserons de côté le cas où la femme veut entreprendre le commerce, car cette hypothèse donne lieu à certaines difficultés particulières (4).

Beaucoup d'auteurs refusent à la justice le droit de donner cette autorisation. Ils font remarquer que

(1) DALLOZ Supplém. V^o *Théâtre*, n^o 64.

(2) A propos de la profession d'avocat, M. PLANIOL (n^o 259) réfute une opinion basée sur la loi du 1^{er} décembre 1900, et qui consisterait à dire que la femme peut se faire inscrire au barreau sans l'autorisation de son mari.

(3) GUNTZBERGER. Thèse, p. 17 et suiv.

(4) THALLER. *Traité élém. de droit commercial*, 4^e édit., n^o 160.

le choix de la profession n'est pas un acte qui a seulement des conséquences pécuniaires, mais qu'il n'est pas sans rejaillir sur l'honneur et la considération de la famille et du mari. « Ce qui est principalement » en question, dit M. Demolombe (1), ce n'est pas un » intérêt pécuniaire, c'est la direction morale de la » famille. C'est en un mot la puissance maritale elle-même, et chacun comprend les considérations morales » de toutes sortes, pour lesquelles le mari peut très » légitimement s'opposer à cette publicité, dont son » nom sera atteint. »

La jurisprudence ne semble pas bien fixée sur ce point (2) ; les cas dans lesquels elle a eu l'occasion de se prononcer sont d'ailleurs assez rares.

Toutes ces règles légales ou jurisprudentielles continueront à recevoir leur application, même depuis la loi du 13 juillet 1907, qui, à cet égard, n'a rien entendu changer à l'état de choses antérieur.

Le seul but du législateur a été de donner aux femmes laborieuses, capacité pour administrer et pour disposer des gains et salaires réalisés par elles dans l'exercice de leur profession. Il ne faut d'ailleurs pas hésiter à décider qu'elles pourront disposer de leurs gains, alors même qu'en fait elles auraient entrepris leur métier sans l'autorisation de leurs maris, voire même malgré l'opposition et les protestations de ces derniers. La loi en effet ne fait aucune distinction et ne met nulle part comme condition *sine qua non* pour l'application de la réforme, le consentement initial du chef de ménage.

(1) DEMOLOMBE. Mariage et séparation de corps, II, n° 243 *bis* et suiv.

(2) Trib. Seine, 9 octobre 1867. C. Cass., 3 janvier 1868. — SIREY, 68.2.65 et la note. Trib. Seine, 11 mai 1887.

Nous savons qu'en vertu de l'art. 4 C. Co., il en est autrement pour les femmes commerçantes. C'est en effet le consentement au moins tacite du mari qui rend la femme commerçante. Si le mari fait opposition, la femme ne saurait jouir en aucune manière de la capacité privilégiée que la loi lui confère pour les besoins de son commerce. Elle demeure frappée d'incapacité pour les actes même commerciaux qu'elle persisterait à faire.

Mais nous avons hâte d'arriver à la détermination précise de cette capacité, avec laquelle la femme laborieuse exercera ses pouvoirs nouveaux sur le petit pécule dont la gestion lui a été confiée.

SECTION II

Etendue de la capacité de la femme sur ses biens réservés.

Nous conformant au plan généralement adopté par les auteurs, lorsqu'ils traitent de la séparation de biens, nous nous demanderons d'abord quels sont les actes que la femme peut passer seule, sans autorisation, sauf ensuite dans une section suivante à préciser plus nettement les actes, pour lesquels elle devra se munir de l'autorisation maritale. Nous passerons successivement en revue les actes d'administration proprement dits et les placements, les actes de disposition à titre onéreux (Art. 1, § 1, 2, 3), les obligations (Art. 3, § 1), enfin les actions en justice dans les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi.

I. Actes d'administration proprement dits et placements

La femme, sur ses biens réservés, peut tout d'abord faire les actes d'administration. Elle peut toucher elle-même ses salaires, émoluments, honoraires ou toute autre espèce de gains personnels, et en donner valablement décharge à son débiteur (patron ou maître). D'une façon plus générale, disons de suite qu'elle a pleine capacité pour recevoir en principal comme en intérêts le montant de toutes les créances qui, à un titre quelconque, feraient partie de son pécule. Le droit de recevoir les capitaux mobiliers exigibles, d'en donner décharge et par suite de poursuivre les débiteurs par voie extrajudiciaire est reconnu à la femme séparée de biens (1) (Art. 1449, 1^o), *a fortiori* à la femme de la loi du 13 juillet 1907 dont la capacité est plus étendue.

Si tous les gains de la femme ne sont pas absorbés par les besoins du ménage, si elle parvient à réaliser sur eux des économies, il lui est loisible d'en opérer à sa guise le placement. Aux termes de l'art. 1, § 2, l'emploi des fonds ainsi épargnés pourra être effectué en valeurs mobilières, par exemple en achats de rentes, actions, obligations, en titres nominatifs comme en titres au porteur. Il est certain d'ailleurs que, par le mot valeurs mobilières qu'il emploie, l'art. 1 n'a pas eu seulement en vue des titres, mais toute espèce de meubles, dans l'acception juridique la plus large de ce mot. (Art. 527 et suiv.). Rien ne s'opposera par conséquent à ce que la femme, avec ses économies, achète des meubles meublants, des instruments de

(1) PLANIOL, III, n^o 1445.

travail, des objets de ménage, etc. Mais elle peut également employer les capitaux lui provenant de ses gains en achat de valeurs immobilières (1).

Toutes ces acquisitions mobilières ou immobilières pourront être réalisées par la femme, moyennant un prix payable comptant, mais aussi avec l'obligation de payer le prix à terme. Cela résulte formellement des travaux préparatoires (2). En effet, devant la commission du Sénat, la question s'est posée de savoir s'il ne convenait pas de limiter la capacité de la femme aux seules acquisitions faites au comptant. Mais finalement elle s'est décidée à admettre l'épouse à procéder également aux acquisitions à terme. Voici la considération principale que M. Guillier, dans son rapport au Sénat, fait valoir en faveur de cette thèse : étant donné, dit-il en substance, que la femme commerçante a pleine capacité pour contracter des obligations pour les besoins de son commerce, et par suite pour faire des opérations à terme, on ne peut pas, dans une loi où l'on se propose d'étendre ses droits, les restreindre, en ce qui touche les acquisitions à terme relatives à l'emploi de son pécule.

Mais la raison décisive est la suivante : La loi a considéré que du moment qu'elle octroyait à la femme le pouvoir de gérer un patrimoine, il était équitable de mettre entre ses mains tous les moyens pouvant faciliter son administration.

(1) Dans l'expression peu usitée « valeurs immobilières », employée par l'article 1 § 3, la loi a voulu comprendre les immeubles (terres, maisons).

(2) Voir en particulier rapport au Sénat, de M. GUILLIER, p. 12 (*Journ. officiel*, 1907, Sénat, annexe 77). Rapport à la Chambre, de M. VIOLLETTE (*Journ. officiel*, 1907, Chambre. Doc. Parl., annexe n° 1128, p. 960, col. 3).

Voici comment s'exprime M. Guillier : « Le jour, » dit-il, où se présentera une occasion favorable d'acheter un immeuble, il peut se faire que la femme n'ait pas l'intégralité de la somme nécessaire. Faudra-t-il qu'elle laisse échapper cette affaire avantageuse ? Ne sera-t-il pas de son intérêt de pouvoir réaliser l'achat, en payant comptant la somme qu'elle a disponible, sauf à prendre des délais pour le règlement du surplus ? L'obligation de verser ainsi soit des annuités, soit des acomptes est dans la plupart des cas un stimulant énergique pour réaliser des économies (1). »

Sur les biens ainsi acquis, la femme peut d'abord faire tous les actes d'administration, c'est-à-dire tous les actes tendant à les conserver, les entretenir et à les rendre frugifères. Elle a qualité pour gérer à sa guise les biens provenant médiatement ou immédiatement des produits de son travail ; elle peut donner les immeubles à bail, percevoir les revenus, passer des contrats et faire des dépenses pour entretenir les biens.

Aux termes de l'article 1 § 3, la femme peut faire seule sur ses biens réservés des actes d'aliénation à titre onéreux, même d'immeubles. Forcément nous en concluons qu'elle pourra sur ces mêmes biens faire certains actes d'administration, qui, par leur nature, sont voisins et tiennent déjà des actes de disposition. Par exemple, si elle a acheté des titres nominatifs, elle pourra les convertir en titres au porteur. Si elle a acquis des immeubles, il lui sera possible de les louer pour une durée supérieure à neuf années ; elle pourra y concéder une carrière ou une mine à ouvrir. Autant

(1) GUILLIER. Rapport au Sénat, p. 13.

d'actes et bien d'autres encore, que, dans l'esprit du Code civil, il serait préférable de ranger parmi les actes de disposition.

Pratiquement, il est bien certain que tous les placements mobiliers ou immobiliers, dont nous venons de dire quelques mots, n'intéresseront que les femmes mariées, qui réalisent des gains personnels d'une certaine importance. Telles sont en particulier les femmes artistes ou celles qui sont à la tête d'une entreprise commerciale. En effet, le prix des œuvres d'art ou les bénéfices commerciaux peuvent parfois atteindre un chiffre très élevé et grossir singulièrement la masse des biens réservés.

Mais les femmes les plus nombreuses appelées à bénéficier de la loi nouvelle, les ouvrières ou employées, ne touchent en général que de maigres salaires ou appointements. Dès lors, il se trouvera que, bien souvent, en fait, elles n'auront guère à employer que des économies de peu d'importance, dont certaines lois récentes (1) facilitaient déjà le placement à toute femme commune.

Parmi ces divers emplois, plus à la portée des économies modestes, signalons en particulier les dépôts à la Caisse d'épargne. Si la femme se fait ouvrir un compte à ces caisses, elle peut effectuer le retrait des sommes déposées, sans le consentement du mari, et sans que celui-ci ait désormais le droit de former opposition à leur remboursement, en invoquant l'article 16 de la loi du 20 juillet 1895.

(1) Nous visons les lois sur les caisses d'épargne du 9 avril 1881 (art. 6) et du 20 juillet 1895 (art. 16), ainsi que les lois du 18 juin 1850 et du 20 juillet 1886, sur la Caisse nationale des retraites, et celle du 1^{er} avril 1898 (art. 3, § 2) sur les sociétés de secours mutuels.

II. Actes de disposition à titre onéreux.

Ainsi que nous l'avons fait pressentir, la femme peut également aliéner seule ses biens réservés à titre onéreux, c'est-à-dire lorsqu'elle reçoit une contre-valeur en échange. A cet égard, son droit est très large, car, par une dérogation remarquable aux articles 1538 1^o et 1449 2^o du Code civil, il s'étend même aux immeubles qu'elle aurait acquis avec les produits de son travail personnel. C'est ce qui résulte des termes généraux du § 3 de l'article 1^{er}, qui lui donne le droit « d'aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis ».

On peut adresser une légère critique à la rédaction de l'article 1^{er} alin. 1 : Il renvoie à l'article 1449 C. C. en bloc ; or, le troisième alinéa de cet article défend à la femme d'aliéner ses immeubles sans autorisation ; il aurait été préférable que l'article 1^{er} de la loi de 1907 eût pris soin de ne renvoyer qu'aux deux premiers alinéas de l'article 1449, relatifs aux actes d'administration.

Puisque la loi permet à la femme d'aliéner les biens meubles et immeubles composant son pécule, nous en concluons qu'elle pourra valablement aussi les grever d'usufruit et de servitude, donner les meubles en nantissement, grever les immeubles d'hypothèque ou d'antichrèse. Il est en effet de règle que, d'habitude, celui qui a la capacité d'aliéner un bien, peut *a fortiori* accomplir ces divers actes qui n'ont trait qu'à des démembrements du droit de propriété. C'est d'ailleurs ce que dit expressément l'article 2124 C. C. en parlant de la capacité nécessaire pour constituer une hypothèque conventionnelle.

Ce sont également les pouvoirs de disposition à titre onéreux très étendus reconnus à la femme, qui feront admettre la validité de certains actes comme conséquence de la liberté de disposition. Il en sera ainsi notamment pour le désistement et la transaction. L'article 2045 C. C. dit en effet que quiconque a la disposition de l'objet de la transaction possède la capacité voulue pour passer un tel acte (1).

III. *Obligations.*

L'article 3 § 4 est ainsi conçu : « Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers. » La généralité des termes de cet article et le droit reconnu à la femme d'aliéner seule ses biens réservés nous conduisent à admettre que la femme peut, sans aucune autorisation de son mari, les obliger, pour quelque cause que ce soit. La validité de l'obligation n'est donc pas subordonnée, comme pour la femme séparée de biens, à la condition qu'elle soit contractée dans la limite d'actes d'administration (2).

D'après l'article 113 du Code de Commerce, la lettre de change signée par une femme qui n'est pas commerçante ne produit pas ses effets ordinaires ; elle vaut seulement, dit la loi, comme simple promesse civile (3),

(1) Il y a une raison de plus à en décider ainsi, car nous verrons dans un instant que l'article 6 autorise la femme à ester en justice sans autorisation, « dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi ».

(2) Nous reviendrons plus loin sur ce point, en traitant des droits des créanciers et des effets des obligations contractées sans autorisation par une femme mariée sous le régime de communauté et soumise au régime de la loi de 1907 (chapitre IV).

(3) THALLER. Traité élémentaire de droit commercial, 4^{me} édit., nos 1380 et suiv. — LYON-CAEN et RENAULT. Traité de droit commercial, tome IV, nos 490-498.

d'après l'opinion généralement admise. La loi de 1907 relevant la femme sur ses biens réservés de son incapacité de s'obliger, on pourrait être tenté de se demander si, en signant une lettre de change, même sans être commerçante, elle ne va pas se trouver tenue commercialement sur son pécule (1).

Il est certain que le texte de l'art. 113 C. Co. n'a pas été modifié par la loi de 1907. Cette loi ne s'est occupée que des femmes mariées, pour les soustraire aux abus d'autorité de leurs maris. Or, l'article 113 a une portée infiniment plus générale, puisqu'il crée une incapacité particulière tenant au sexe, atteignant les femmes célibataires ou veuves elles-mêmes, et dont les femmes mariées ne peuvent pas être relevées par l'autorisation maritale. D'ailleurs, si les femmes laborieuses n'étaient plus soumises à la règle de l'article 113, on aboutirait à cette singulière conséquence que ces femmes, tout en étant mariées, jouiraient à ce point de vue d'une capacité plus grande que celles qui ne sont pas en puissance de mari.

IV. *Actions en justice*

Par une dérogation au principe général posé par l'article 215 C. C. qui exige que, pour plaider, la femme mariée soit toujours autorisée de son mari ou de justice, fût-elle commerçante ou séparée de biens, l'article 6 de la loi nouvelle permet à la femme « d'ester en justice dans toutes les contestations relatives aux droits qui lui sont reconnus par la présente loi. » Vraisemblablement ce droit d'agir en justice est apparu au législateur comme le corollaire naturel, le prolongement

(1) En particulier, elle ne pourrait pas obtenir des délais de grâce.

de la capacité très étendue d'administration et de disposition qu'il lui conférerait.

Il est intéressant de signaler que l'article 6 de la loi de 1907, a, par le fait, rendu inutile dans une large mesure, l'article 36 de la loi du 27 mars 1907, sur la procédure devant les conseils de prud'hommes. Apportant un tempérament à la disposition de l'article 218, la loi du 27 mars 1907 permet aux conseils de prud'hommes d'autoriser la femme mariée à se concilier, demander ou défendre devant eux, en cas d'absence, d'empêchement ou de refus d'autorisation du mari. Or, les différends qui peuvent s'élever devant ces conseils sont, aux termes de l'article 1^{er} de la même loi, relatifs au contrat de travail. Depuis la loi du 13 juillet 1907 (Art. 6), la femme ouvrière, employée ou domestique, obligée de poursuivre son patron pour obtenir par exemple le paiement de ses salaires ou poursuivie par ce dernier, n'est plus assujettie à aucune autorisation.

La femme laborieuse pourra donc intenter seule et défendre à toutes les actions réelles ou personnelles, mobilières ou immobilières, possessoires ou pétitoires, qui dépendent de son pécule, qui sont la sanction des droits réels ou personnels, faisant partie de la masse de biens confiée à sa gestion. Par exemple, si elle a acquis des biens avec les économies réalisées sur ses gains, elle pourra les revendiquer seule entre les mains des tiers qui les détiennent, poursuivre les locataires ou fermiers pour inexécution de leurs obligations, ou encore les acheteurs qui ne paient pas leur prix, lorsque des valeurs faisant partie du pécule ont été données à bail ou aliénées.

Mais en dehors des contestations relatives à ses biens réservés, la femme reste soumise au droit commun de l'article 215. Une question délicate se pose à propos de la femme commerçante. Faut-il dire que, depuis la loi de 1907, il lui est possible d'agir en justice sans autorisation, dans toutes les contestations relatives à son négoce. Tout en jouissant, pour les besoins de son négoce, de la capacité la plus étendue, la femme commerçante restait soumise au droit commun et à la nécessité de se munir d'une autorisation expresse et spéciale de son mari ou du tribunal, en ce qui touche la faculté d'ester en justice, tant comme demanderesse que comme défenderesse. La généralité de l'article 215 imposait cette solution (1). La jurisprudence s'est toujours prononcée en ce sens, et nous pouvons signaler notamment un arrêt de la Cour de cassation du 30 janvier 1877 (2), qui a déclaré « que l'autorisation » d'ester en jugement, tant en demandant qu'en défendant, s'appliquant à toutes les contestations, quelles qu'elles fussent, relatives au commerce que la femme était autorisée à faire, avait manifestement le caractère d'une autorisation générale prohibée par l'article 223, aussi bien quand elle émane de la justice que quand elle est conférée par le mari » (3).

Il en est de même pour le compromis ou l'arbitrage.

(1) THALLER. Tr. élém. de droit commercial, 4^e édit., n^o 165 (b). — LYON-CAEN et RENAULT, I, n^o 255. — BAUDRY-LACANTINIERE et HOUQUES-FOURCADE. Des Personnes, II, n^o 2268. — PLANIOL, n^o 276.

(2) Cass., 30 janvier 1877. D. 77.1.348. S. 77.1.73.

(3) Un arrêt tout à fait exceptionnel est cependant venu permettre à une femme habilitée à faire le commerce, de citer en justice sans autorisation spéciale relativement aux opérations commerciales (Aix, 9 janvier 1866. D. 67.5.35).

Pour que la femme commerçante puisse y souscrire, elle a besoin d'une autorisation expresse (1).

Il faut décider que, même depuis la loi de 1907, la femme commerçante, pour plaider ou pour compromettre dans l'exercice de son commerce, continue en principe comme par le passé à avoir besoin de se faire spécialement habilitier, à moins, bien entendu, que l'action ou le compromis ne tende à protéger les bénéfices qu'elle a acquis. (Art. 6) (2). Pour que nous en décidions autrement, il aurait fallu qu'un texte formel vînt relever la femme commerçante de son incapacité de plaider. La capacité commerciale, en effet, n'est pas un avantage qu'a reconnu à la femme la loi de 1907, puisqu'elle résulte des dispositions traditionnelles de nos codes.

Nous ne nions pas que la loi ferait bien de supprimer cette restriction à la capacité de la femme commerçante (3) : il est anormal que la capacité de plaider ne soit pas calquée sur la capacité de faire l'acte juridique donnant lieu au procès. La considération, qui a vraisemblablement inspiré nos codes, d'après laquelle il serait contraire à la réserve que doit garder la femme de lui permettre d'affronter sans autorisation la publicité d'un procès, n'est plus en harmonie avec les mœurs modernes.

Certains auteurs (4) permettent à la femme commer-

(1) THALLER. *Eod. lib.*, n° 165, note 2.

(2) En ce sens, THALLER, 4^{me} édit.

(3) La proposition de loi adoptée récemment par la Chambre et ayant pour objet l'extension de la capacité légale de la femme mariée, permet à cette dernière d'ester en justice sans autorisation, lorsqu'elle est « marchande publique » (art. 1^{er}), *J. off.*, 6 avril 1910, Chambre, S. O., séance du 5 avril 1910, pages 1910 et suiv.

(4) VALÉRY. *Annales de droit commercial*, 1907, p. 307. — PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, p. 79.

çante depuis la loi de 1907, de plaider seule dans toutes les contestations ayant trait à son commerce. Ils en donnent comme raison « qu'en plaissant dans l'exercice de son commerce, la femme ne fait qu'agir pour l'emploi des produits de son travail, et l'article 6 lui en reconnaît le droit sans réserve. »

Il semble que c'est aller un peu loin ; rien ne prouve en effet qu'il soit entré dans l'esprit de la loi de relever totalement la femme commerçante de son incapacité de plaider, mais seulement lorsque le procès est relatif à ses biens réservés (bénéfices).

Sans doute, nous sommes obligés de reconnaître avec M. Valéry qu'il y a quelque chose de bizarre dans ce fait que, dans un procès s'élevant au sujet d'un contrat de travail, la patronne, à la tête d'un établissement commercial ou industriel plus ou moins important, sera obligée pour agir, de se munir d'une autorisation, alors que l'ouvrière, qu'elle emploie, tout en étant mariée, en sera dispensée. La femme commerçante va ainsi se trouver placée dans une condition désavantageuse.

Comme corollaire de la capacité d'ester seule en justice, octroyée à la femme, nous admettons qu'elle a le droit de faire tous les autres actes d'ordre judiciaire. Toutes les fois qu'il s'agira d'un droit dépendant de son pécule, la femme pourra sans autorisation, participer à une procédure d'ordre, porter une surenchère. De même elle pourra consentir un acquiescement à une action dirigée contre elle, se désister d'une action par elle intentée, consentir une transaction, un compromis ou un arbitrage. En effet, on comprendrait mal que la disposition de l'article 6, qui

sans doute ne vise que le droit d'ester en justice, ne s'étendît pas à tous ces actes.

Quant au droit de poursuivre ses débiteurs par voie extrajudiciaire (saisies mobilières ou immobilières, saisies-arêts, etc.), il était déjà reconnu à la femme séparée de biens, comme conséquence de son droit de libre administration (Art. 1449) et de sa capacité de recevoir seule ses capitaux mobiliers.

Que faut-il décider lorsque la contestation porte sur le point de savoir si la femme se trouve dans la limite des droits que la loi lui reconnaît, par exemple s'il y a contestation pour la détermination du caractère réservé de tel ou tel bien, ou encore si la question se pose en fait ou en droit de savoir si la femme est dans les conditions requises pour bénéficier de la loi nouvelle, etc.

Il ne faut pas hésiter, devant la généralité des termes de la loi, à admettre que la dispense d'autorisation s'étend également à ces contestations. D'ailleurs, c'est seulement lorsque la décision aura été rendue, qu'on pourra se rendre compte, si la femme avait ou non besoin d'autorisation. La solution contraire mettrait la femme à la merci de son mari, qui, par sa mauvaise volonté, pourrait l'obliger à obtenir l'autorisation du tribunal, pour faire valoir en justice des droits qui lui sont reconnus par la loi de 1907.

V. Comparaison entre la capacité de la femme séparée de biens et celle de la femme de la loi du 13 juillet 1907.

Tel est le tableau rapide des principaux actes que la femme laborieuse a la capacité de faire seule sur

ses biens réservés aux termes des articles 1, § 1, 2, 3 — 3, § 1 et 6 de la loi nouvelle. Il s'agit maintenant de constater dans quelle mesure et à quels points de vue, sa capacité est plus grande que celle de la femme séparée de biens, telle qu'elle résulte des articles 1449 et suiv. C. C., 1536 et suiv. C. C.

Il y a tout d'abord un certain nombre d'actes qu'une femme séparée de biens ne peut certainement pas faire, et qui sont permis expressément à la femme de la loi du 13 juillet 1907.

1^o La première, en effet, ne peut aliéner seule ses immeubles, ni par suite constituer sur eux des droits réels (ni les grever de servitudes, ni les hypothéquer, ni les louer pour plus de neuf ans (Art. 1449, 3^o). L'article 1538 C. C., en particulier, s'exprime ainsi : « Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, » la femme ne peut aliéner ses immeubles, sans le » consentement spécial de son mari, ou à son refus, » sans être autorisée de justice. » La loi de 1907 est donc venue battre en brèche cet article 1538 pour la femme laborieuse.

2^o Nous avons vu qu'aux termes de l'article 215 C. C., aucune femme mariée, même séparée de biens, ne peut ester en justice, alors même qu'elle aurait eu capacité pour faire seule l'acte qui donne lieu à contestation, c'est-à-dire alors même que le procès aurait trait à un acte d'administration. On a craint sans doute que la femme n'intente des procès à la légère. La loi de 1907 est la première qui, dans notre droit, vient permettre à une femme mariée de plaider sans autorisation (1) du mari ou de justice.

(1) Sans doute, certaines lois sont venues dans quelques cas

En dehors de là et en laissant de côté bien entendu les actes de libre administration, que la femme séparée a qualité pour passer seule, la détermination précise de l'étendue de sa capacité a donné lieu à controverses et à difficultés. Il en est ainsi en ce qui concerne notamment : 1^o L'aliénation du mobilier à titre onéreux et la conversion des titres nominatifs en titres au porteur ; 2^o Les placements de capitaux ; 3^o La capacité de contracter des obligations.

Ne voulant pas entrer dans le détail des discussions, nous nous contenterons de rappeler les solutions proposées.

Pour l'aliénation du mobilier, la difficulté provient de l'antagonisme des articles 217 et 1449 C. C. La doctrine, se basant sur l'article 1449-2^o est à peu près unanime pour reconnaître à la femme le droit de disposer librement seule à titre onéreux de ses meubles corporels ou incorporels. La jurisprudence a quelquefois admis cette solution (1), mais elle a plutôt une tendance à n'admettre la validité d'une vente de meubles qu'autant que celle-ci est nécessitée par les besoins de l'administration (2).

Par contre, chose assez curieuse et qui vient détruire

simplifier les formalités et la procédure prescrites par le Code civil (art. 218) pour l'autorisation de justice venant suppléer l'autorisation du mari, mais aucune n'avait dispensé totalement la femme d'autorisation pour plaider. Nous voulons parler de la loi du 12 juillet 1905, dont l'article 16 permet aux juges de paix d'autoriser « une femme mariée à ester en jugement devant leur tribunal, lorsqu'elle n'obtient pas cette autorisation de son mari entendu ou dûment appelé par voie de simple avertissement. » Il en est de même de la loi du 27 mars 1907, sur les conseils de prud'hommes (voir *supra* p. 138).

(2) Tribunal de la Seine, 9 juillet 1872. D. 72.3.96.

(3) Nancy, 24 juin 1854. D. 55.5.407. S. 54.2.550. — Paris, 12 mai 1859. S. 59.2.561. — Aix, 29 avril 1890. S. 90.2.130.

au point de vue pratique la solution admise pour les ventes de meubles, la jurisprudence permet à la femme de convertir seule ses titres nominatifs en titres au porteur (1).

L'incertitude la plus complète s'élève sur la question de savoir si la femme séparée peut placer ses capitaux. Les uns le lui permettent sans réserves (2); d'autres le lui interdisent absolument; d'autres lui permettent les placements immobiliers, d'autres distinguent selon qu'il s'agit d'acquisitions au comptant ou à crédit; d'autres distinctions sont proposées. La jurisprudence ne paraît pas encore bien fixée sur cette question. (3)

Enfin, bien que la question soit encore controversée, l'opinion la plus généralement admise en doctrine et en jurisprudence est que la femme séparée ne peut s'obliger, contracter des dettes, que dans la limite d'actes d'administration, auquel cas elle engage ses meubles aussi bien que ses immeubles (4). L'opinion, admise un moment par la jurisprudence, d'après laquelle la femme séparée pourrait s'obliger à un titre quelconque, jusqu'à concurrence de son mobilier, n'est plus guère soutenue aujourd'hui. (Arg. art. 2092) (5).

(1) Cass., 8 février 1870. D. 70.1.336. S. 70.1.189. — Cass., 13 juin 1876. D. 78.1.181. — Voir GUILLOUARD, t. III, n° 1197, et LYON-CAEN, note dans le SIREY 69.2.321.

(2) C'est l'opinion de beaucoup d'auteurs (DEMOLOMBE, t. IV, n° 157; AUBRY et RAU, t. V, § 516, note 59; LAURENT, t. XXII, n° 297).

(3) Paris, 17 mai 1834. D. 34.2.153. — Cass., 2 déc. 1885. D. 86.1.294. S. 86.1.97. — Lyon, 7 févr. 1883. D. 85.2.74. — Paris, 8 mars 1893. D. 93.2.256.

(4) Cass., 5 mai 1829. D. 29.1.237. S. 29.1.181. — Cass., 7 décembre 1830. D. 31.1.13. S. chr. 9.1.600. — Cass., 3 janvier 1831. DALLOZ Répert. V^o Contrat de mariage, n° 1971.

(5) Cass., 18 mai 1819. S. 19.1.339.

La loi du 13 juillet 1907 a cru bon de faire cesser toutes ces controverses et ces incertitudes, pour les biens qu'elle réserve à l'administration de la femme. Nous avons vu, en effet, que les femmes laborieuses peuvent librement placer les produits de leur travail, en acquisitions de valeurs mobilières et immobilières, au comptant et à crédit, aliéner à titre onéreux les biens ainsi acquis, partant convertir les titres nominatifs en titres au porteur.

Enfin, l'article 3 § 1 lui permet, comme nous le verrons, de s'obliger à un titre quelconque sur ses biens réservés.

Somme toute, la grande innovation de la loi de 1907 consiste à avoir conféré à la femme la capacité d'aliéner librement ses immeubles comme ses meubles. Il faut même dire que sa capacité complète de s'obliger sur ses biens réservés et d'ester en justice semble bien n'avoir été admise que comme un corollaire de l'innovation précédente.

M. de Lamarzelle (1) a essayé de justifier cette dualité de capacité de la femme sur les biens provenant des produits de son travail, et sur les biens ayant une autre origine. Il a fait remarquer que, « pour ceux-ci, la femme n'a été pour rien dans leur acquisition ; ce n'est pas sa volonté, ce n'est pas un acte venant d'elle qui les a fait passer dans son patrimoine ; une femme totalement incapable, une femme paresseuse peut avoir des propres, et on conçoit par suite qu'aucun pouvoir d'aliénation, sans autorisation maritale, ne lui soit donné sur ces biens ; mais il s'agit ici de biens qui sont entrés dans le patrimoine de la com-

(1) Séance du Sénat, 14 mai 1907 (*Journ. officiel*, 15 mai 1907, p. 625).

munauté par l'habileté de la femme, par son art, par son travail, nous sommes en présence, par conséquent, d'une femme capable, souvent d'une femme d'affaires ; aucune assimilation n'est possible entre les biens propres de la femme et ceux qu'elle a acquis de la façon prévue par le projet de loi, par suite il n'y a aucune raison non plus de refuser à la femme le droit d'aliénation sur ses biens. »

Ce parallèle entre la capacité de la femme sur ses biens séparés (1), et celle de la femme laborieuse sur ses biens réservés nous a permis de nous rendre compte de la capacité plus large octroyée à cette dernière. Avant d'aborder l'étude des restrictions apportées à cette capacité et pour discerner la portée exacte qu'il convient de donner à ces restrictions, il nous semble

(1) La proposition de loi, votée dernièrement par la Chambre et ayant pour objet l'extension de la capacité légale de la femme mariée octroie à cette dernière pour l'administration des biens dont elle conserve la jouissance (biens séparés, biens paraphernaux) une capacité à peu près complète. Il nous paraît intéressant de reproduire les dispositions de ce projet de loi. (*J.off.*, 6 avril 1910. Chambre, séance du 5 avril 1910, p. 1910 et suiv.)

ARTICLE 1^{er}. — L'article 215 C. C. est modifié ainsi qu'il suit : « La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari, à moins qu'elle ne soit marchande publique ou séparée de biens, ou à moins encore qu'il s'agisse de contestations relatives à ses biens paraphernaux... »

ARTICLE 2. — L'article 214 C. C. est modifié ainsi qu'il suit : « La femme ne peut acquérir à titre gratuit sans le concours du mari dans l'acte ou son consentement par écrit. Elle ne peut non plus, sans la même condition, donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre onéreux, à moins qu'elle ne soit séparée de biens ou qu'il ne s'agisse de ses biens paraphernaux... »

ARTICLE 4. — L'article 1449 est modifié ainsi qu'il suit : « La femme séparée de biens en reprend la libre administration ».

ARTICLE 5. — L'article 1576 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit : « La femme a l'administration et la jouissance de ses biens paraphernaux ».

intéressant de rechercher le motif pour lequel la loi de 1907 a donné à la femme sur son pécule une plus grande capacité que celle dont se trouve investie la femme séparée, aux termes des articles 1449 et 1536 du Code Civil.

Rappelons d'abord que le Code Civil ne s'est pas contenté de conférer à la femme séparée la capacité de faire des actes de pure administration, comme au mineur émancipé. Il l'a en réalité investie de la capacité de faire certains actes de disposition, en particulier d'aliéner son mobilier, et, d'après l'opinion presque unanime en doctrine, non pas seulement lorsque l'aliénation présente le caractère d'acte d'administration (1), mais d'une façon générale, et sans restriction (2), pourvu que ce soit à titre onéreux. Il est en effet difficile de décider le contraire, en présence du texte formel de l'article 1449-2^o : elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner.

Mais, en réalité, il paraît à peu près certain (3) que, dans l'esprit du législateur de 1804, les aliénations mobilières n'étaient permises à la femme que pour lui faciliter l'administration de sa fortune. On nous objectera peut-être que le Code Civil a cependant posé un texte autorisant d'une façon générale les aliénations de meubles, qu'elles puissent ou non être considérées comme des actes d'administration. A cette objection nous répondrons que pour statuer ainsi, le Code s'est inspiré surtout de considérations pratiques. Sans l'article 1449 2^o, il aurait été très délicat pour les tiers et

(1) Aliénation de fruits, de choses qui dépérissent promptement.

(2) Aliénation de meubles meublants, valeurs mobilières, etc.

(3) DEMOLOMBE, tome IV, n^o 155.

pour les juges de distinguer si, dans tel cas particulier, une aliénation de meubles est un acte d'administration ou de disposition. Le législateur a préféré couper court à toutes ces difficultés, d'autant qu'en 1804, la propriété mobilière n'avait qu'une assez minime importance : *Mobilium vilis possessio*.

Essayons maintenant de scruter les considérations qui ont déterminé le législateur de 1907 à donner à la femme sur son pécule, non seulement la capacité de faire des actes d'administration, mais aussi la capacité de faire les actes de disposition à titre onéreux, même d'immeubles. C'est en effet là que se trouve l'innovation principale de la loi nouvelle et la différence essentielle entre la capacité de la femme mariée ordinaire et celle de la femme de la loi de 1907. Voici les raisons qui l'ont inspiré principalement.

D'une part, le législateur ne voulait pas donner à la femme sur son pécule une capacité moindre qu'à la femme séparée. C'eût été faire à la femme laborieuse une situation moins favorable que celle qu'elle aurait pu se procurer avant la loi, en faisant de ses gains et salaires des biens séparés. Aussi n'a-t-il jamais été question dans les travaux préparatoires d'enlever à la femme la capacité de disposer de son mobilier à titre onéreux.

Mais d'autre part, le législateur a probablement compris combien il était ridicule, choquant et peu moderne (1) de traiter de façons différentes les meubles

(1) Aujourd'hui, par suite de l'évolution économique, qui a donné à la fortune mobilière une importance beaucoup plus considérable qu'à la fortune immobilière, il est devenu choquant que la femme puisse en toute liberté aliéner une liasse d'obligations de chemin de fer, alors qu'il lui est interdit de consentir seule l'aliénation d'un bout de champ de 60 francs. (PLANIOL, n° 1024.)

et les immeubles. Aussi s'est-il décidé à accorder à la femme laborieuse le droit d'aliéner seule les immeubles réservés. Il le fit malgré les énergiques protestations de M. Louis Legrand, qui trouvait cela excessif et s'étonnait de voir accorder à la femme commune un droit que la femme séparée de biens elle-même ne possédait pas.

En second lieu, la loi a sans doute considéré que, de nos jours, les patrimoines peuvent de moins en moins rester dans un état de stabilité absolue, qu'il est d'une bonne administration de transformer dans certains cas un bien, pour le remplacer par un autre. Il a compris qu'il pouvait y avoir une certaine nécessité à donner à la femme la faculté de « faire un échange avantageux ou une vente dans de bonnes conditions », si l'occasion s'en présentait.

Enfin il lui a semblé qu'il était utile que la femme pût se défaire du bien même immobilier par elle acheté pour parer aux nécessités futures. « Si elle est obligée de réaliser, ne faut-il pas lui donner toutes facilités, quelque forme qu'aient revêtue ses économies ? Pourquoi lui défendre d'aliéner librement les immeubles en provenant ? Quand des besoins pressants obligent la femme à se dessaisir de la réserve constituée précisément en prévision de cette éventualité, ce n'est pas le moment de lui susciter des obstacles et de risquer d'ajouter à ses embarras financiers des querelles de ménage. » (1).

Voilà les principaux motifs qui ont déterminé la loi à donner à la femme sur son pécule une capacité très

(1) MORIN, p. 243.

étendue. Son but a été de faciliter le plus possible à la femme la libre administration de son pécule, en la dispensant de recourir à son mari, qui pourrait entraver sa gestion. Aussi, lorsque des difficultés pratiques se présenteront dans des cas non prévus par la loi, au sujet de l'étendue précise qu'il convient de donner à la capacité de la femme, il faudra se garder de s'écarter par trop de la capacité de la femme séparée. La contexture du texte, c'est-à-dire le renvoi qu'il fait à l'article 1449 et aux règles de la séparation de biens nous semble être ici encore un argument puissant à invoquer en faveur de cette thèse.

Toutes les fois que nous nous trouverons en présence d'un acte juridique, non prévu par la loi, et qui ne peut par aucun côté être considéré comme nécessité par l'administration du pécule, il ne faudra pas hésiter à déclarer la femme incapable de faire cet acte sans autorisation maritale.

Il serait faux de poser en principe, comme on a une tendance à le faire en faisant un rapprochement avec la femme séparée de corps, que la femme sur son pécule jouit d'une pleine capacité. On risquerait de perdre complètement de vue la pensée du législateur et de l'autoriser à accomplir seule des actes que la loi n'a pas entendu lui permettre.

VI. *Difficulté particulière au contrat de société*

Les diverses espèces de sociétés peuvent se ramener à deux grands groupes : les sociétés de personnes ou sociétés par intérêt, et les sociétés de capitaux ou sociétés par actions.

Il est universellement admis jusqu'ici qu'une femme

mariée, même séparée de biens, ne peut sans autorisation former avec des tiers un contrat de société de personnes. C'est un acte qui dépasse visiblement les limites de l'administration, et qui d'ailleurs, à cause de la responsabilité illimitée qu'il fait naître, est de nature à compromettre gravement le patrimoine de l'associé (1).

La femme commerçante elle-même, quelque'étendue que soit sa capacité, ne peut, à moins d'une autorisation spéciale, contracter une société de commerce de ce genre. Il s'agit là d'un acte, pour lequel la femme a toujours le temps de requérir l'autorisation de son mari ; de plus, il y a des raisons de convenance qui mettent obstacle à ce qu'elle puisse former seule avec une autre personne un contrat de société ; enfin, l'autorisation de faire le commerce étant toujours révocable, la femme, en passant un contrat de société à durée déterminée compromettrait le droit de révocation du mari (2).

Pour toutes ces raisons, l'autorisation donnée à la femme de faire le commerce, ne lui permettait pas de s'associer à autrui.

Cette solution doit-elle être conservée depuis la loi de 1907 ? Un point certain, c'est que même depuis cette loi, une femme, ayant des biens réservés, ne pourra pas, sans autorisation, s'engager dans une société à durée déterminée, où les associés sont tenus jusqu'à une date convenue. On se heurterait dans

(1) GUILLOUARD. Contrat de société, n° 34. — BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. Personnes, II, n° 2273.

(2) LYON-CAEN et RENAULT. Tr. de Dr. Comm., I, n° 254. — BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL. Des Sociétés, n° 50. — HUPIN. Traité des Sociétés civiles et commerciales, 3^e édit., I, n° 23.

ce cas à l'art. 2 qui octroie au mari le droit de faire prononcer par la justice, en cas d'abus, le retrait des pouvoirs de la femme ; ce droit de retrait serait compromis, si l'épouse pouvait ainsi s'engager pour une période peut-être fort longue, à participer à l'entreprise d'autrui.

Mais certains auteurs, (1) admettent que la loi de 1907, a implicitement reconnu à la femme, sauf à n'engager bien entendu que ses biens réservés (2), le droit d'entrer sans autorisation dans une société de personnes à durée indéterminée. Ces sociétés peuvent, en effet, aux termes de l'article 1869, se dissoudre à tout moment par la volonté des associés ; le droit de retrait du mari est sauvegardé par conséquent. On ajoute qu'à la différence de la femme séparée de biens, la capacité de la femme de la loi de 1907 ne se restreint pas aux limites de l'administration, puisque l'article 1^{er} lui donne le droit de faire des actes d'aliénation à titre onéreux, même d'immeubles. Il n'est donc plus possible, dit-on, de tirer argument des pouvoirs restreints de la femme séparée de biens.

Il nous semble préférable d'exiger, comme par le passé, l'autorisation maritale pour que l'épouse, même soumise à la loi de 1907, puisse passer valablement un contrat de société de personnes, par exemple pour entrer en qualité de cogérante dans une société commerciale, même à durée indéterminée. En donnant à la femme une capacité très étendue, l'art. 1^{er} a eu simplement pour but de lui faciliter le placement et

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908, p. 229-230. Broch. séparée, p. 52.

(2) En effet, les obligations qui naîtraient à sa charge en vertu du contrat de société, n'étant pas contractées dans l'intérêt du ménage, ne peuvent donner action que sur les biens réservés.

la disposition de ses économies, « mais il ne va pas jusqu'à l'autoriser à contracter des engagements qui pourraient compromettre tout son patrimoine. » Or il ne s'agit pas ici d'un simple, ni même d'un véritable placement, mais plutôt d'une sorte de spéculation où l'idée d'engagements éventuels est prépondérante (1). De plus il y a toujours l'argument tiré des raisons de convenance qui s'opposerait à de telles opérations. Enfin, nous avons fait remarquer plus haut, que pour embrasser la profession commerciale, la femme reste soumise à la nécessité de l'autorisation. Nous ne voyons pas dès lors pourquoi la femme n'aurait pas à se munir, comme par le passé, d'une habilitation spéciale, pour partager le sort du commerce d'autrui.

Que décider pour les sociétés de capitaux ? Pratiquement, cela revient à se demander si la femme pourra placer ses biens réservés en actions de sociétés anonymes, ou en commandite, par exemple. On étend généralement l'incapacité de la femme mariée, même à l'achat de valeurs de ce genre, tout au moins au cas où elle souscrit des actions dont le montant doit être versé ultérieurement.

Si la femme est soumise au régime de la loi de 1907, nous croyons, au contraire, qu'elle pourra avec les économies réalisées sur ses grains acquérir seule des actions libérées ou non libérées. En effet, l'article 1^{er} décide expressément que la femme peut en faire emploi en acquisitions de valeurs mobilières. D'autre part, nous avons constaté qu'elle peut faire des achats à crédit ; enfin, aux termes de l'article 3 § 1, elle peut

(1) LECOURTOIS et SURVILLE, La loi du 13 juillet 1907, p. 14.

obliger ses biens réservés, même en dehors des besoins de l'administration et de l'intérêt du ménage.

Pour toutes ces raisons, on aurait peine à comprendre que l'épouse ne puisse pas souscrire seule des actions, même en n'en payant pas immédiatement le montant. Mais, bien entendu, les obligations sociales n'auraient d'autre gage, dans ce cas, que les biens réservés.

SECTION III

Limite de la capacité de la femme.

Il existe certains actes juridiques relatifs aux biens réservés pour l'accomplissement desquels la femme n'a pas été relevée de son incapacité.

L'article 1 § 3 lui permet en effet de faire seule les aliénations à titre onéreux. Par un argument *a contrario*, nous en déduisons qu'elle demeure incapable de consentir des aliénations à titre gratuit sur ses biens réservés. *Dictum de uno, negatur de altero*. Dans leurs rapports au Sénat et à la Chambre, M. Guillier et M. Viollette l'ont formellement reconnu : « Pour les dispositions à titre gratuit, le concours du mari reste nécessaire. »

Les motifs qui ont inspiré la loi, en interdisant de tels actes, s'aperçoivent facilement. C'est dans l'intérêt du ménage (art. 2) que la loi nouvelle a soustrait à l'administration du mari certaines valeurs, pour en confier la gestion à la femme. La loi a voulu créer dans l'intérêt de la femme et des enfants un petit pécule qui fût à l'abri des dilapidations du mari. Elle ne pouvait pas logiquement permettre à l'épouse de disposer

gratuitement et sans contrôle au profit d'étrangers d'une masse de biens grevée d'affectation au ménage ; son but n'eût pas été atteint, si la loi l'avait autorisée à la gaspiller à sa guise. Une aliénation à titre onéreux peut, surtout à notre époque, où les variations dans la valeur des choses sont si fréquentes, être un acte nécessité par les besoins de l'administration : aussi la loi n'a pas voulu permettre au mari de s'y opposer, en refusant son autorisation ; mais il n'en est pas de même des aliénations à titre gratuit, qui dépouillent l'aliénateur sans aucun équivalent : « *Donare est perdere*, disaient nos anciens auteurs » (Ferrière). Le droit pour la femme de donner les biens de son pécule réservé n'aurait donc en rien contribué à la réalisation pratique de la réforme ; on n'eût fait que reconnaître à la femme un pouvoir inutile.

D'ailleurs, si la loi avait donné à la femme la capacité de consentir seule sur la fraction de la communauté placée sous son administration des aliénations à titre gratuit, elle se serait trouvée investie de droits plus importants que son conjoint. Notre Code Civil (art. 1422) apporte certaines restrictions à l'absolutisme du mari et à son pouvoir de disposer sans contrôle des biens communs. A titre gratuit, le mari ne peut, sans la participation de la femme, disposer : 1^o des immeubles communs, 2^o de l'universalité ou d'une quote-part du mobilier, 3^o même des effets mobiliers en particulier, s'il veut s'en réserver l'usufruit (1). Seules lui sont permises les donations de meubles faites à titre particulier et en pleine propriété.

| La loi s'est bien gardée de donner un tel droit à la

(1) PLANIOL, III, n^o 1023-1040.

femme sur son pécule, avec raison d'ailleurs, car le droit de disposer à titre gratuit de biens dont il n'est que copropriétaire et dont, par suite, il n'a que l'administration, est généralement considéré comme excessif, même entre les mains du chef de ménage.

I. Portée de cette restriction à la capacité de la femme.

— Bien que le texte ne vise que l'aliénation, il paraît certain qu'il y a lieu d'étendre l'incapacité de la femme d'une façon générale à tous les actes à titre gratuit ; c'est-à-dire à tous les actes par lesquels la femme se dépouillerait d'un droit, sans rien recevoir en échange, ou du moins sans recevoir en échange l'équivalent de ce qu'elle a fourni.

Seront annulables par conséquent les donations proprement dites faites par la femme seule sur ses biens réservés, qu'elles portent sur des meubles ou sur des immeubles. Bien entendu, le déguisement sous la forme d'un contrat à titre onéreux n'aurait pas pour effet de les valider. Les donations rémunératoires ou onéreuses n'échapperaient pas à notre règle ; elles appauvrissent la femme, au moins en partie. De même les dons manuels, en général.

Il faudrait cependant permettre à la femme de faire sur ses biens réservés les cadeaux et présents d'usage, et autres libéralités modiques, qui ne s'acquittent qu'aux dépens des revenus. On peut tirer en faveur de cette solution un argument d'analogie d'un certain nombre d'articles du Code, qui font échapper ces actes aux règles ordinaires des donations. Ainsi l'article 852 les déclare exempts du rapport à succession, et par suite les fait échapper aussi à la réduction au profit des héritiers réservataires : *de minimis non curat prætor*.

D'ailleurs, la jurisprudence permet à la femme séparée de biens elle-même de faire ces sortes de présents (1), *a fortiori* à la femme de la loi du 13 juillet 1907. Enfin, ces cadeaux sont permis au tuteur, en vertu de sa qualité d'administrateur (art. 450) (2).

Seront encore considérés comme des actes à titre gratuit que la femme n'a pas la capacité de faire seule les donations indirectes (remises de dette, renonciation à un usufruit, avantages accessoires qu'elle consentirait dans une convention à titre onéreux).

Pour la même raison, la femme, qui peut valablement souscrire un contrat d'assurance sur la vie, lorsque les primes doivent être payées avec les biens réservés, ne peut à l'aide de ce contrat faire une libéralité à un tiers. Comme nous sommes alors en présence d'un acte à titre gratuit, il lui faudra l'autorisation de son mari, même si c'est ce dernier qui doit être bénéficiaire (3).

La femme sera-t-elle également incapable de faire ces différents actes à titre gratuit au profit de ses enfants ? Peut-elle leur faire des donations en instruments de travail, par exemple ? La question se présentera probablement en pratique à propos des constitutions de dot, de l'établissement d'un enfant commun, par mariage ou autrement. On conçoit que la solution soit délicate : les biens ne sont pas en effet détournés du

(1) Paris, 28 juin 1851. D. 52.2.22. S. 51.2.337. — GUILLOUARD, III, n° 1190. — PLANIOL, III, n° 1054.

(2) DEMOLOMBE, VII, n° 776. — AUBRY et RAU, 5^e édit., I, § 113-4^o, p. 712. — LAURENT, V, n° 98.

(3) LEFORT. L'assurance-vie et la Cour de Cassation en 1907, p. 7. — WAMBERGUE. L'assurance sur la vie entre conjoints dans le régime de communauté. Thèse 1909, p. 143.

ménage au profit d'étrangers, et d'autre part, de telles donations pour l'établissement d'enfants communs sont toujours permises au mari sur les biens de communauté. (Art. 1422 C. C.)

Il ne nous semble pas cependant que de telles constitutions de dot soient permises à la femme. Voilà le moment de faire application du système que nous proposons tout à l'heure, à savoir qu'en dehors des cas prévus par la loi, et dans le doute, il est préférable de se rapprocher le plus possible de l'incapacité de la femme séparée de biens, de façon à ne permettre à l'épouse de faire seule qu'uniquement les actes nécessités par les besoins de sa libre administration. Or, ce n'est évidemment pas le cas pour les constitutions de dot.

Les partisans de l'opinion contraire ne manqueront pas, à l'appui de leur système, de faire remarquer que les pouvoirs nouveaux conférés à la femme l'ont été dans l'intérêt du ménage, et que ce n'est pas, de la part de l'épouse, détourner ses biens réservés de leur destination que de les donner à un enfant, pour lui permettre de se marier ou de s'établir plus facilement.

Nous pouvons répondre que « la protection du pécule a été instituée dans l'intérêt de la famille considérée comme groupe. Mais quand il s'agit d'établir un enfant, c'est qu'il va sortir du groupe. L'argument que nous réfutons pourrait peut-être, à la rigueur, être invoqué pour permettre à la femme de lui faire des donations en instruments de travail par exemple, tant qu'il faisait partie de la famille, mais non plus quand l'enfant voudra s'établir, d'autant plus que, dans ce cas, la donation sera en général plus importante (1). »

(1) MORIDE, p. 107.

Les partisans du système de la jurisprudence essaieront probablement aussi de renforcer l'argument précédent, en faisant rentrer les constitutions de dot parmi les aliénations à titre onéreux, que la femme peut faire seule, aux termes de l'article 1^{er} § 3. Nous savons en effet que la jurisprudence, dans le but de rendre les constitutions de dot faites par des insolubles inattaquables par l'action Paulienne ou par l'action de l'article 446 C. Co., a imaginé tout un système tendant à soumettre les aliénations de ce genre aux règles des aliénations à titre onéreux (1).

Malheureusement, outre que ce système de la jurisprudence est difficilement soutenable et n'a recueilli en que des critiques de la part de la doctrine, il n'a jamais été admis par les tribunaux que pour rendre plus difficile les conditions de l'action Paulienne et celle de l'article 446 C. Co. Ils n'ont jamais eu la prétention de soutenir qu'au point de vue de la capacité du constituant, les constitutions de dot échappaient aux règles ordinaires des actes à titre gratuit. Si en effet, l'acte peut être à certains égards considéré comme étant à titre onéreux du côté de l'époux doté, il ne saurait en être ainsi du côté du constituant.

Voici un autre argument, qui ne pourrait être soutenu que par les auteurs qui prétendent que la loi nouvelle a réalisé exclusivement une interversion de pouvoirs, le transfert à l'épouse des pouvoirs appartenant au mari sur les produits du travail de la femme tombés en communauté. Or, aux termes de l'article 1422,

(1) Cass., 18 janvier 1887. D. 87.1.257. S. 87.1.97. — Cass., 18 décembre 1895. D. 98.1.193, avec note en sens contraire de M. SARRUT. S. 96.1.172. — En sens contraire, Orléans, 8 juin 1898. D. 98.2.284. — PLANIOL, III, nos 883 et suiv.

le mari est en droit de faire pour l'établissement de ses enfants communs les donations elles-mêmes que le Code civil lui interdit de consentir, sans le concours de sa femme, au profit d'étrangers. Aussi ces auteurs se hasarderont peut-être à soutenir que la loi nouvelle a eu pour effet de faire passer sur la tête de la femme le droit du mari de doter ses enfants communs. Par suite, la femme pourrait doter seule un enfant commun avec un bien réservé.

Il faut bien prévoir ce que nous pourrions répondre à une semblable argumentation : 1^o Tout d'abord remarquons qu'elle pêche par la base. En effet on peut dire que les pouvoirs très larges de disposition à titre gratuit au profit d'étrangers, que le mari tenait de l'article 1422 n'ont pas été transférés à la femme sur son pécule. Les actes à titre gratuit au profit d'étrangers lui sont certainement défendus. Comment alors venir arguer de cette prétendue interversion de pouvoir pour autoriser la femme à faire seule un acte à titre gratuit, en se basant sur cette considération qu'il était autrefois permis au mari.

2^o Dans les travaux préparatoires, il a été déclaré que la femme ne pourrait pas faire seule des donations. Si le législateur avait voulu faire une exception pour les constitutions de dot, il s'en serait exprimé formellement, comme l'a fait le Code civil dans l'article 1422, en ce qui concerne l'établissement des enfants.

Remarquons enfin que le législateur a eu raison de ne pas autoriser la femme à faire des constitutions de dot sur ses biens réservés. Elle aurait eu là un moyen de battre en brèche l'autorité du père et de favoriser par sa libéralité une union dont ce dernier n'est pas partisan.

Notre conclusion sera donc qu'à quelque point de vue qu'on se place, il faut refuser à la femme la capacité de faire des constitutions de dot sur ses biens réservés, même au profit de ses enfants communs *a fortiori* au profit d'enfants d'un premier lit.

II. *Habilitation de la femme pour faire un acte à titre gratuit sur ses biens réservés*

Le législateur, en ne parlant dans l'article 1 § 3 que de l'aliénation à titre onéreux, n'a pas entendu certainement interdire à la femme d'aliéner ses biens réservés à titre gratuit. Une semblable restriction au droit de propriété ne se concevrait pas. Seulement, pour passer valablement un acte à titre gratuit, une aliénation, par exemple, la femme devra se munir de l'autorisation de son mari, ou si l'on préfère, agir conjointement avec lui. (1)

Pour qu'elle ait pour effet d'habiliter la femme, il faudra : 1^o que cette autorisation soit donnée et non révoquée avant l'accomplissement de l'acte ; 2^o qu'elle résulte du concours du mari à l'acte ou de son consentement par écrit : l'autorisation doit être expresse (art. 217) ; 3^o qu'elle soit spéciale. (Art. 223). C'est l'application pure et simple des principes du droit commun des articles 215 et suivants.

(1) LECOURTOIS et SURVILLE, p. 26. Ceux qui prétendent que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas porté sur une question de capacité, mais de pouvoir, répondront d'une façon un peu différente à la question de savoir à quelles conditions une donation sur les biens réservés est possible ? Elle le sera, diront-ils tout d'abord, si elle a été faite conjointement par le mari et par la femme, dans les termes où l'article 1422 autorise toute donation de biens communs. Mais, par la force des choses, ils admettront aussi que la donation peut être très valablement faite par la femme autorisée de son mari. Il y a, en effet, dans un cas comme dans l'autre, concours des volontés des deux époux.

Mais faudra-t-il aller plus loin ?

L'autorisation maritale pourra-t-elle dans notre hypothèse être remplacée par l'autorisation de justice, par exemple, en cas de refus (art. 219), d'absence, de minorité ou d'interdiction du mari (art. 222 C. C.).

Sur cette question, les travaux préparatoires gardent le plus complet silence ; mais il nous semble difficile de ne pas reconnaître à la femme dans ce cas comme dans les autres le droit de se faire habiliter par la justice, lorsque le mari empêche l'acte par son *veto* ou est incapable de donner son autorisation. Pour refuser à la femme cet avantage que lui confère le droit commun, il faudrait un texte formel. La femme laborieuse se trouve à beaucoup d'égards dans la même situation que la femme séparée de biens : le mari n'a, en effet en principe sur les biens réservés aucun pouvoir propre pas plus qu'il n'en a, sur la fortune de sa femme séparée de biens. Or, d'après l'économie de notre Code civil, ce sont seulement les droits de jouissance et d'administration que l'époux possède sur les biens dotaux, qui sont susceptibles de rendre l'autorisation de justice inopérante à son égard. Sans doute, les biens réservés sont des biens affectés aux charges du ménage et des biens communs, mais ce sont des biens affectés, sur lesquels, par une innovation remarquable, le mari n'a aucun pouvoir.

Il n'en est pas moins vrai que, si l'on admet, comme nous le croyons, que pour les actes dont nous parlons, l'autorisation de justice peut suppléer l'autorisation du mari, nous sommes amenés à une constatation assez curieuse. C'est que la femme se trouvera avoir pour certaines donations plus de droits sur la fraction

de communauté confiée à son gouvernement (le pécule) que n'en a le mari sur la masse ordinaire de communauté.

En effet, il y a certaines donations sur la communauté qu'aux termes de l'article 1422, le mari ne peut pas faire sans le concours de sa femme. Si la femme refuse son consentement, le mari doit s'incliner : il ne peut s'adresser à la justice pour vaincre la résistance de son épouse. Au contraire, si le mari refuse de l'autoriser à faire sur ses biens réservés une donation d'immeuble, par exemple, la femme aura toujours la possibilité, en s'adressant à la justice, de faire un acte parfaitement valable.

On peut, à la rigueur, s'expliquer rationnellement, cette différence de situation entre le mari et la femme, en faisant valoir cette considération que les biens communs soumis à la gestion de la femme sont nécessairement des valeurs qui lui sont personnelles, les produits de son propre travail, tandis que la masse ordinaire de communauté comprend indistinctement des biens provenant du mari et des biens provenant de la femme. Il y a cependant quelque chose de choquant à ce que la femme puisse, avec l'autorisation de justice, aliéner à titre gratuit un immeuble réservé, tandis que le mari doit forcément requérir le consentement de la femme pour donner un immeuble qu'il a acquis des produits de son travail. Peut-être sera-ce là un argument sur lequel on s'appuiera pour prétendre que l'autorisation de justice ne peut suppléer celle du mari, lorsque le régime adopté est le régime de communauté.

Terminons, en disant que ceux qui, comme M. Sa-

leilles, prétendent que la loi nouvelle n'a trait qu'à une question de pouvoir et non à une question de capacité, ne pourraient pas admettre que l'autorisation de justice puisse suppléer celle du mari. Pour eux, la femme, sur ses biens réservés, serait pleinement *capable* ; par conséquent, il ne saurait être question de parler pour elle d'habilitation. Ce serait seulement ses *pouvoirs* qui auraient été restreints, comme ceux du mari ont été restreints sur la communauté pour certaines donations par l'article 1422 C. C.

III. *Sanction des règles sur l'habilitation exigée pour certains actes. — Effets du défaut d'autorisation.*

Quel serait le sort d'un acte à titre gratuit relatif à un bien réservé, passé par la femme, sans autorisation ?

Sur ce point, au moins dans notre système, il n'y a pas de difficulté. Nous ferons l'application pure et simple des règles du droit commun (1), comme s'il s'agissait d'un bien séparé. L'acte sera nul d'une nullité relative, c'est-à-dire annulable. Conformément à l'article 225, la nullité pourra en être demandée tant par la femme que par le mari. L'action en nullité se prescrira par dix ans, qui commenceront à courir, au moins pour la femme, à partir de la dissolution du mariage. A l'égard du mari, la prescription commencera à courir dès le jour où l'acte a été passé (2), ou plutôt dès le jour où le mari en aura eu connaissance. Enfin, l'action en nullité sera couverte en cas de ratification expresse ou tacite. La ratification de la femme ne peut intervenir valablement qu'après la dissolution

(1) PLANIOL, nos 319 et suiv.

(2) Pau, 14 juin 1898. D. 99.2.141.

du mariage ; celle du mari rend immédiatement non recevable l'action en nullité.

Voilà les conséquences auxquelles nous amènent forcément l'application à notre hypothèse des principes admis en matière de nullités relatives.

* * *

Dispositions testamentaires sur les biens réservés. — Nous avons toujours envisagé les actes de disposition entrevifs à titre gratuit consentis par la femme sur ses biens réservés ; il nous reste à dire quelques mots des dispositions testamentaires.

En vertu des règles du Code civil, une femme commune peut, sans autorisation, léguer non seulement sa moitié dans la communauté, mais encore un objet particulier en dépendant. Dans ce cas, le legs ne peut s'exécuter en nature que si l'objet légué est mis par le partage au lot des héritiers de la femme. Dans le cas contraire, c'est-à-dire si l'objet légué tombe au lot du mari, la question est controversée de savoir si le légataire a un recours contre la succession de la testatrice, pour en obtenir la valeur en argent. L'opinion générale est que le legs doit alors être déclaré nul, comme portant sur la chose d'autrui (art. 1021) (1).

(1) En ce sens, GUILLOUARD, II, n° 732. — AUBRY et RAU, 4^e édit., V, § 509, texte et note 17, p. 330 ; LAURENT, XXII, n° 35. — Arrêt de la Cour de Besançon, 10 décembre 1862. DALLOZ, Supplém. au répert., v° Contrat de mariage, n° 428. S. 63.2.55. — Une autre opinion donne dans ce cas au légataire le droit de réclamer à la succession de la femme la valeur de l'objet légué. Elle étend par analogie aux legs faits par la femme la solution donnée par l'article 1423 pour les legs émanant du mari (Cass., 6 juin 1883. D. 84.1.33. S. 84.1.129). Cette

Si maintenant les héritiers de la femme renoncent à la communauté, le legs ne pourra produire son effet, puisque le mari devient, par le fait de la renonciation, rétroactivement propriétaire de tous les biens communs.

Ceci posé, il est certain que la femme pourra sans autorisation, par testament, léguer un bien réservé particulier. Le sort du legs dépendra du parti que prendront les héritiers de la femme. S'ils acceptent la communauté, le legs ne s'exécutera en nature que si, dans le partage, l'objet légué tombe au lot des héritiers de la femme ; le legs d'un bien réservé sera inefficace, si l'on se réfère à l'opinion généralement admise, dans le cas où l'objet tombe au lot du mari.

Si les héritiers de la femme renoncent à la communauté, il faut distinguer suivant qu'ils sont ou non des héritiers en ligne directe. S'ils ont cette qualité, ils ont, comme nous le verrons (art. 5 § 2) le droit de reprendre le pécule, dès lors le legs s'exécutera en nature. Si les successeurs de la femme sont des héritiers en ligne collatérale, des légataires universels ou à titre universel, le legs ne pourra pas plus recevoir son exécution, que si la femme avait légué à titre particulier un objet quelconque de la communauté (1).

Femme mariée mineure. — Au cours de ce chapitre, nous nous sommes toujours placés en présence d'une femme mariée majeure. Si la femme laborieuse était mineure, faudrait-il lui reconnaître sur son pécule la même capacité que si elle était majeure ?

opinion est contestable ; en effet, l'article 1423 est un texte exceptionnel, qui déroge à l'article 1021, par suite doit être restrictivement interprété.

(1) BAUDRY-LACANTINERIE. Précis de droit civil, III, 10^e édition, n° 121.

Nous croyons préférable de décider, en l'absence de volonté contraire manifestée par le législateur, que la femme reste soumise, même pour la gestion de son pécule, à toutes les règles protectrices des mineurs émancipés (1).

Pour passer valablement certains actes (recevoir un capital mobilier, faire des placements, aliéner des valeurs mobilières, etc.), elle devra être assistée de son mari, son curateur, et même pour les actes graves, il faudra l'autorisation du conseil de famille et parfois l'homologation du tribunal. C'est ce qui se passe, lorsqu'une femme séparée de biens est mineure. Or, il semble bien que le législateur a eu simplement en vue de mettre les femmes laborieuses à l'égard de leur pécule dans la même situation que si elles étaient séparées de biens (2).

Dans ce système donc, la femme mariée, en cas de minorité, resterait dans une certaine mesure dépendante de son mari, pour l'accomplissement de certains actes.

Certains auteurs (3), frappés sans doute de cette conséquence, admettent que, même mineure, la femme jouira sur ses biens réservés de la capacité que lui octroie la loi de 1907.

(1) Le mariage du mineur emporte en effet émancipation tacite. PLANIOL, I, n° 2536.

(2) Sauf quelques corrections inspirées par les motifs que nous avons indiqués plus haut.

(3) DEPINAY. *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, mars 1908, *initio*.

CHAPITRE IV

MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DU 13 JUILLET 1907

A LA THÉORIE DU DROIT DE POURSUITE DES CRÉANCIERS

SOUS LE RÉGIME DE COMMUNAUTÉ

Nous avons étudié jusqu'ici la disposition fondamentale de la loi de 1907 : toutes les fois que, dans un ménage, la femme se livre à un travail séparé, les produits de son travail et les économies forment une petite masse de biens à part, qui, tout en continuant à faire partie de la communauté, est soustraite aux pouvoirs du mari ; c'est la femme qui, désormais, en a l'administration et la disposition.

Une innovation aussi profonde apportée aux règles traditionnelles, devait nécessairement avoir une répercussion sur les règles du Code civil régissant le droit de poursuite des créanciers des époux. C'est qu'en effet, pour la détermination du sort des dettes nées du chef des conjoints, au moins durant le mariage, notre Code se base sur l'étendue des pouvoirs respectifs des époux sur la communauté ; il tient compte du pouvoir qu'avait ou non son auteur de disposer des biens communs.

Aussi la loi de 1907, après avoir dans son article 1^{er} soustrait aux pouvoirs du mari une portion de la communauté (le pécule réservé), s'est préoccupée, dans son article 3, de mettre ses dispositions en harmonie avec les articles 1409 et suivants C. C., qui traitent du passif des trois patrimoines, et, en particulier, de celui de la communauté.

Pour faciliter notre exposition, nous passerons successivement en revue les modifications apportées au droit de poursuite des créanciers des époux : 1^o A raison des dettes nées de leur chef pendant la durée de la communauté ;

2^o A raison des dettes présentes des époux, c'est-à-dire de leurs dettes antérieures au mariage ;

3^o A raison des dettes grevant les successions, donations ou legs à eux échus pendant le mariage.

SECTION I.

Droits de poursuite des créanciers des époux pour les dettes nées de leur chef pendant la durée de la communauté.

Examinons séparément les dettes du mari et celles de la femme.

§ 1. *Dettes du mari pendant le mariage*

Aux termes de l'article 1409-2^o, toutes, sans exception, tombent dans la communauté quant à la poursuite. Il en est ainsi non seulement des dettes contractées par le mari, mais aussi de celles nées de son chef et provenant d'une source quelconque d'obligations.

Quand le mari est tenu d'une obligation, son créancier peut toujours saisir, outre ses biens propres, les biens de la communauté. Même les amendes prononcées contre le mari peuvent être recouvrées sur le patrimoine de la communauté.

Cette disposition du Code civil est la conséquence des pouvoirs très étendus d'administration et de disposition, dont le mari est investi sur le patrimoine de la communauté. Du moment, en effet, que le mari a le pouvoir de disposer de cette masse de biens à « sa guise et fantaisie », presque comme s'il en était propriétaire, on comprend aisément le motif qui a inspiré le législateur en décidant qu'en s'obligeant, le mari affecte, par le fait même, les biens communs à la garantie de ses obligations. Le pouvoir qu'il a de dissiper, de dilapider tout l'actif commun, devait entraîner le pouvoir de ruiner la communauté, en s'obligeant, d'une façon quelconque, même par des actes illicites (1).

Les gains et salaires de la femme mariée et les biens les représentant, tombant en communauté, pouvaient donc, en vertu des règles du Code Civil, au même titre que les autres biens communs, être saisis par les créanciers du mari. Il n'y avait là rien de choquant, lorsque les dettes du mari avaient été contractées par lui pour les besoins du ménage, de même qu'il était tout naturel que le mari pût, pour la même raison, en disposer.

(1) Il ne faut d'ailleurs jamais perdre de vue que la règle de l'article 1409 s'explique aussi par des raisons pratiques. Il y a en fait pendant le mariage une confusion profonde entre les biens propres du mari et ceux de la communauté. Ce serait un embarras et une source de mécomptes, particulièrement pour les tiers, de distinguer à chaque instant ce qui est à lui et ce qui est à la communauté.

Mais ce qu'on reprochait au Code civil, c'était d'avoir conféré au mari le pouvoir d'engager dans son intérêt exclusif et même par des actes illicites les gains que sa femme était parvenue, par son labeur, à se procurer (1).

La loi de 1907 s'est efforcée de remédier à cet inconvénient (art. 3). En principe, les biens réservés sont en dehors du gage des créanciers du mari. Conséquemment, non seulement à l'avenir, ces créanciers ne pourront plus, comme autrefois, faire saisie-arrêt sur les gains de l'épouse, mais s'ils s'avisent de saisir un bien réservé, la femme obtiendra nécessairement main-levée de la saisie, à charge par elle de prouver que la valeur ou l'immeuble saisi ont été achetés avec les produits de son travail ou les économies en provenant, preuve qu'elle fera en conformité de l'article 4.

Si tel est le principe, l'article 3 se hâte d'y apporter une exception : à l'égard des créanciers qui ont contracté avec le mari, dans l'intérêt du ménage, les gains de la femme continuent, comme par le passé, à subir le sort des autres biens communs. Les créanciers du ménage pourront les saisir, à charge par eux de faire, contre l'épouse, la preuve que le mari s'est engagé dans l'intérêt du ménage. (Art. 3, § 3).

Que faut-il penser de ces dispositions nouvelles ?

1^o Le principe, en vertu duquel les biens réservés échappent aux poursuites des créanciers du mari, s'imposait au législateur. Nous venons de voir que le droit de poursuite dont sont investis les créanciers du mari sur les biens communs (Art. 1409) est la

(1) Remarquons que, depuis la loi du 12 janvier 1895, les créanciers du mari voyaient leur gage restreint à un dixième, s'il s'agissait d'une femme ouvrière ou d'une femme employée, fonctionnaire, dont le traitement annuel ne dépassait pas 2.000 fr.

conséquence des pouvoirs que le mari possède sur ces mêmes biens. Puisque le législateur faisait disparaître les pouvoirs du mari sur une partie de la communauté il devait aussi logiquement supprimer son droit de l'affecter indirectement comme gage à ses créanciers. Le mari ne peut conférer à ceux-ci plus de droits qu'il n'en a lui-même.

D'ailleurs il est certain que, si la loi, tout en retirant au mari le droit d'administrer et de disposer des gains de la femme, avait laissé subsister le droit pour les créanciers du mari de les saisir comme par le passé, il aurait réalisé une réforme boîteuse et sans utilité pour la femme. A quoi aurait-il servi de mettre les biens réservés à l'abri des dilapidations directes du mari, si on lui permettait de les dissiper indirectement en contractant des dettes, et en les donnant comme gage à ses créanciers de débauche et de cabaret ?

C'est, cependant, en ce sens qu'était conçu, en 1894, le projet de M. Goirand. Non seulement, il n'étendait pas les droits de la femme aux économies réalisées sur ses gains, mais il prenait soin de déclarer dans un alinéa spécial : « Les pouvoirs ainsi conférés à la femme ne feront point échec aux droits des tiers contre les biens de la communauté. » C'était anéantir tous les résultats avantageux de la réforme.

Mais toute médaille a son revers, et il est permis de se demander si la disposition de l'article 3 ne donnera pas une prime à la malhonnêteté. Si le système du Code civil pouvait être trop favorable aux créanciers au détriment de la femme, par contre le système de la loi de 1907 n'ouvrira-t-il pas la porte à des fraudes, ne donnera-t-il pas à des époux peu scrupuleux toute facilité pour se jouer de leurs créanciers ?

Il pourra arriver en effet que le mari, après avoir emprunté de l'argent, fasse faire emploi par sa femme des économies qu'il réalise, puis refuse à l'échéance de rembourser ses créanciers, leur déclarant que les biens économisés ont été achetés au moyen des économies de l'épouse et sont biens réservés.

On ne peut nier que cette collusion frauduleuse puisse se produire entre le mari et la femme ; elle est cependant moins à craindre qu'on ne pourrait le penser à première vue, à cause de l'obligation où se trouve la femme, pour faire échapper un bien commun aux poursuites des créanciers, de prouver que ce bien a été acquis avec les produits de son industrie personnelle. (Art. 4.)

D'ailleurs, c'est là une objection qu'il serait préférable de formuler contre le principe même de la réforme ; mais du moment que le législateur prenait le parti d'instituer des biens réservés soumis à la gestion de la femme, on ne conçoit pas qu'il eût laissé subsister intégralement le droit de poursuite des créanciers du mari sur cette masse de biens.

2^o Mais, avons-nous dit, la loi de 1907 a laissé subsister le droit de poursuite des créanciers du mari sur les biens réservés, lorsque les créanciers ont contracté avec le mari dans l'intérêt du ménage. Cette distinction entre les créanciers ordinaires du mari et les créanciers du ménage s'explique assez bien, si l'on se rappelle un principe que nous formulions plus haut, et en vertu duquel les biens réservés restent affectés aux charges du ménage.

Il est dès lors naturel que les créanciers du ménage aient pour gage tout le patrimoine d'affectation, quel que soit le conjoint avec lequel ils ont traité.

L'intérêt de la femme exigeait qu'il en fût ainsi. Si les créanciers du ménage, qui ont traité avec le mari, n'avaient eu aucun droit sur le pécule, ils auraient dû, avant de contracter, rechercher la consistance des biens communs soumis à la gestion du mari. Le plus souvent, il est probable que pour éviter cette recherche, ils auraient refusé tout crédit aux époux, et ainsi la loi nouvelle aurait eu pour résultat de ruiner le crédit du ménage.

Cette exception, assurément équitable, présente un danger. Le mari pourra consacrer ses salaires et les autres biens communs à ses dépenses personnelles, et pour faire vivre la famille, contracter des obligations qui, à raison même de leur but, se trouveront exécutables sur les biens réservés. Mais ce péril n'est qu'apparent, car l'article 7 a eu soin d'investir la femme d'un droit de saisie-arrêt, pour contraindre son époux à subvenir aux dépenses communes ; d'autre part, le droit commun lui donne toujours la ressource de la séparation de biens.

D'après l'article 4 du projet de M. Saleilles, l'exception en faveur des créanciers du ménage n'existait pas ; dans aucun cas, les biens réservés n'auraient été le gage des créanciers du mari. C'était là une des conséquences de la conception que M. Saleilles se faisait du travail de la femme. Pour lui ce travail n'est « qu'une ressource suprême qui lui est offerte pour subvenir à l'entretien de ses enfants et pour se ménager à elle-même des ressources pour l'avenir. »

En résumé d'après l'art. 3 § 2, rien n'est changé aux règles du Code civil sur le droit de poursuite des créanciers du ménage. Une seule modification mérite

d'être signalée au point de vue de la procédure : tandis qu'autrefois les créanciers du mari, qui voulaient saisir les produits du travail de la femme, dirigeaient valablement leurs poursuites contre le mari seul représentant des intérêts de la communauté, depuis la loi de 1907, les créanciers du mari qui veulent saisir, en plus des biens communs ordinaires, les biens réservés, devront diriger également leurs poursuites contre la femme, en tant qu'administrateur de cette partie du patrimoine familial.

De plus, si la femme s'oppose à la saisie, il leur faudra établir que la dette du mari a été contractée dans l'intérêt du ménage (1).

Mais cela fait, les créanciers du ménage pourront, s'ils le désirent, saisir les biens réservés avant et même à l'exclusion des biens communs et des biens du mari. La femme n'est nullement investie par la loi nouvelle d'une sorte de bénéfice de discussion, qui lui permettrait de renvoyer ces créanciers discuter préalablement les biens communs ordinaires, avant de toucher au pécule réservé. Aucun ordre ne leur est imposé et les biens réservés peuvent être les premiers saisis par eux.

Au contraire l'article 3 de la proposition de M. Grosjean (2) contenait une disposition, que ne reproduit pas le texte voté en 1907. L'obligation de la femme n'était que subsidiaire : la femme aurait répondu sur ses biens réservés des dettes faites pour les besoins du

(1) Nous traitons dans un chapitre spécial (chapitre VI, section III) la question de la preuve de la nature des dettes contractées par le mari.

(2) *Journ. officiel*, 1905. Chambre, annexe n° 2280.

ménage, mais seulement en cas d'insuffisance de biens du mari ou de la communauté.

Le soin qu'a pris le législateur de ne pas insérer la restriction du projet Grosjean nous permet de nous rendre compte de l'économie de la loi nouvelle et de son esprit.

Aux yeux du législateur français, les biens ayant leur origine dans l'activité de la femme ne sauraient être considérés comme une ressource exceptionnelle et anormale, comme un fonds de réserve, auquel on n'a recours que lorsque les biens qui devaient subvenir normalement aux besoins du ménage se trouvent insuffisants. La loi nouvelle a entendu que les biens réservés soient au point de vue de leur affectation sur le même pied que les biens provenant du mari.

Le législateur aurait pu s'inspirer d'un principe tout différent, qui d'après certains correspondrait mieux à la notion idéale du mariage et au rôle que doit y jouer l'épouse. Partant de l'idée qu'au mari incombe le soin de gagner ce qui est nécessaire aux besoins de chaque jour, ils en concluent que les gains de la femme, qui viennent accidentellement grossir le budget familial, ne sont que subsidiairement affectés aux charges du ménage et au cas où les ressources normales se trouvent insuffisantes. C'est là l'esprit dont s'inspire la loi genevoise (1) du 7 novembre 1894. Aussi, aux termes de son article 2, c'est seulement à défaut de biens appartenant au mari ou à la communauté que les biens personnels de la femme répondent « des dettes contractées pour subvenir aux frais du ménage commun, à l'entretien et à l'éducation des enfants. »

(1) Texte de la loi genevoise. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 98.

Nous préférons le système auquel s'est ralliée la loi de 1907. L'obligation de discuter préalablement les biens communs et ceux du mari aurait entraîné en pratique des complications et des lenteurs telles, que les créanciers du ménage se seraient presque trouvés dans la même situation que si les biens réservés avaient été totalement soustraits à leurs poursuites (1).

§ 2 *Dettes de la femme pendant le mariage*

Aux termes de l'article 1409-2^o et 1419, seules les dettes contractées par la femme avec l'autorisation de son mari tombent en communauté. Quant aux dettes nées du chef de la femme sans autorisation (en les supposant valables) ou contractées par elle avec autorisation de justice, elles ne donnent, du moins en principe et sauf exception, aux créanciers, droit de poursuite que sur la nue-propriété des biens propres de la femme.

Dans quelle mesure la loi de 1907 a-t-elle modifié les règles précédentes ? C'est ce que nous allons rechercher en passant successivement en revue les diverses catégories de dettes nées du chef de l'épouse.

A) *Dettes nées du chef de la femme seule, sans autorisation ni du mari ni de justice*

Il convient d'en distinguer deux catégories : celles ayant leur source dans un contrat passé par la femme et celles ayant une origine autre qu'un contrat.

a) *Dettes de la femme ayant leur source dans un contrat.* — D'après les règles du Code sur l'incapacité

(1) Nous avons montré plus haut la nature juridique du pouvoir qu'a le mari d'engager pour le ménage les biens réservés (chapitre II, section VI).

de la femme mariée, ces dettes n'obligent pas valablement la femme (art. 1124). Elles sont annulables à la requête soit du mari, soit de la femme (art. 225 C.C.). La femme est en effet incapable de contracter des obligations sans autorisation.

Depuis la loi de 1907, la femme mariée, qui a un pécule réservé, se trouve valablement obligée, en contractant des dettes sans aucune autorisation ; elle devra nécessairement s'exécuter. Mais, chose curieuse, elle est obligée non pas sur tous ses biens, mais uniquement sur la masse de ses biens réservés. Donc ses créanciers pourront bien poursuivre ces derniers biens, mais s'ils s'avisent de poursuivre la nue-propiété de ses biens propres, la femme serait alors recevable à se prévaloir du Code civil et à faire arrêter la saisie, en invoquant la nullité de son obligation. En fin de compte, on arrive à cette conséquence bizarre et dérogatoire à l'article 2092, que la femme est valablement obligée sur certains de ses biens, tandis qu'elle ne l'est pas sur les autres. La loi nouvelle a relevé la femme laborieuse de son incapacité générale de s'obliger, mais seulement à l'égard des produits de son travail. Cette règle est, dans l'esprit de la loi, le corollaire des pouvoirs très étendus octroyés à la femme sur ses biens réservés par l'article 1^{er}.

Comme c'est uniquement, aux termes de l'article 2, dans l'intérêt du ménage que les pouvoirs nouveaux ont été conférés à la femme, on pourrait être tenté de croire que ce sont seulement les dettes contractées par la femme dans l'intérêt du ménage(1), ou du moins

(1) Aux termes de l'article 3, § 4, les dettes contractées sans auto-

dans l'intérêt (1) et pour l'administration du pécule (2) qui obligent les biens réservés.

Mais il ne faut pas hésiter à aller plus loin et à dire que les obligations même contractées par la femme seule et sans autorisation, dans un intérêt exclusivement personnel, obligeront valablement les biens réservés. Telles seraient par exemple les dettes provenant d'achats par la femme de bijoux ou d'autres frivolités faits à crédit.

Voici les arguments qu'on peut faire valoir pour montrer que dans l'esprit du législateur, c'est bien en ce sens large que doit être interprété l'article 3 § 1 ainsi conçu : « Les biens réservés à l'administration de la femme pourront être saisis par ses créanciers. »

Il est à remarquer que cet article 3 ne formule pas expressément le droit pour la femme d'obliger ses biens réservés sans le concours du mari : mais les travaux préparatoires nous fournissent des arguments très sérieux en faveur de cette interprétation :

1^o Il est incontestable que les deux premiers paragraphes de l'article 3 sont la reproduction presque littérale de l'article 3 du projet de la Société d'Études

risation par la femme dans l'intérêt du ménage, ne donnent pas seulement aux créanciers le droit de poursuivre les biens réservés, mais encore les biens ordinaires de communauté et ceux du mari.

(1) Pour donner un exemple de dettes contractées par la femme dans l'intérêt du pécule, il suffit d'imaginer le cas où elle a eu un procès se rapportant à ces biens. La dette dont elle est tenue vis-à-vis de son avoué est une dette contractée dans l'intérêt du pécule.

(2) Le droit de la femme d'obliger ses biens réservés pour l'administration de son pécule est certain. Sans cela, son droit de gestion se trouverait réduit à néant, et surtout cela a toujours été admis pour la femme séparée de biens.

législatives (1). Or, l'exposé des motifs de ce projet (2) élaboré par M. Boistel ne laisse aucun doute sur la généralité qu'il convient de donner au texte. « Les » droits des créanciers sur les biens régis par la femme, » dit M. Boistel, sont réglés par l'article 3. Il était » évident que ces biens devaient être affectés avant » tout aux créanciers avec lesquels la femme aurait » traité pour les besoins du ménage. Mais on n'a pas » cru pouvoir les soustraire à la poursuite des autres » créanciers de la femme ; du moment que celle-ci en » a la libre disposition, ils doivent former le gage de » tous ses créanciers. »

2^o D'ailleurs, M. Viollette, dans son rapport à la Chambre, s'il refusait à la femme le droit d'engager son pécule dans l'intérêt personnel du mari, ne faisait aucune difficulté pour lui reconnaître la possibilité de l'engager seule et sans autorisation dans son intérêt personnel (3).

Mais les arguments tirés du texte même de la loi sont plus convaincants encore.

La généralité du paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} ne nous permet pas de faire des distinctions et d'exclure du droit de poursuivre les biens réservés certains créanciers de la femme, ceux avec lesquels elle a contracté dans son propre intérêt.

En second lieu, si le législateur avait voulu les priver

(1) Voir *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 464.

(2) Voir *Bull.*, p. 457 et suiv.

(3) Voici les propres termes du rapport de M. Viollette (p. 9) : « Nous voulons donc créer une catégorie de biens, dits réservés, » à propos desquels la signature de la femme ne pourra valoir » qu'autant qu'elle sera donnée dans l'intérêt de la communauté ou » dans son intérêt personnel ».

de ce droit, il n'aurait pas manqué de le dire expressément, comme il l'a fait pour les créanciers du mari qui, en vertu de l'article 3 § 2 ne pourront saisir les biens réservés qu'autant qu'ils sont créanciers du ménage. Une telle réserve ne se rencontre pas dans le § 1^{er}.

Le dernier alinéa de l'article 3 reconnaît implicitement le droit pour la femme d'obliger son pécule, sans le concours du mari, lorsqu'il déclare que « le mari n'est responsable ni sur les biens ordinaires de la communauté, ni sur les siens, des dettes et obligations contractées autrement que dans l'intérêt du ménage par la femme, même lorsqu'elle a agi dans la limite des droits, que lui confère l'article 1^{er}, mais sans autorisation maritale ». La loi n'aurait pas pris la peine de déclarer non exécutoires sur les biens communs et les propres du mari, les obligations contractées par la femme sans autorisation, si lesdites obligations avaient été nulles pour défaut d'habilitation.

On peut encore tirer un argument en faveur de notre thèse de l'article 3 § 3 ainsi conçu : « La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage incombe au créancier. » La loi ne parle que des créanciers du mari ; elle ne prévoit pas par conséquent que les créanciers de la femme aient à se prévaloir que celle-ci a contracté la dette dans l'intérêt du ménage ; c'est donc que tous les créanciers de la femme, sans exception ; même ses créanciers personnels et non pas seulement ceux qui ont traité avec elle dans l'intérêt du ménage, auront comme gage les biens réservés.

Que faut-il penser de cette disposition de la loi sur les droits des créanciers de la femme de saisir le pécule ?

Certains auteurs critiquent le législateur d'avoir donné à la question une solution aussi large et de n'avoir pas réservé aux seuls créanciers du ménage le droit de se payer sur les biens réservés. Ils invoquent en ce sens la raison d'être même de la loi, qui n'a pas été faite (art. 2) dans l'intérêt de la femme, mais dans l'intérêt du ménage. La loi, disent-ils, n'a pas été votée pour permettre à la femme de satisfaire ses caprices, mais pour lui permettre de mieux remplir son rôle de ménagère et de préposée aux dépenses du ménage.

On ajoute que d'ailleurs il n'y aurait rien d'illogique à décider que la femme, qui peut disposer directement de ses biens réservés en les aliénant, ne puisse pas en disposer indirectement, en s'obligeant, car cette espèce d'aliénation indirecte, qui résulte d'engagements pris envers des créanciers, est plus dangereuse que l'autre, parce que le débiteur ne se rend pas compte immédiatement de ce qu'il fait.

Quoiqu'on puisse penser de cette opinion, nous préférons le système auquel s'est rallié le législateur de 1907 :

1^o Tout d'abord il est incontestable que la disposition qui aurait interdit à la femme d'obliger le pécule sans autorisation dans son intérêt personnel, aurait compromis gravement le crédit de celle-ci vis-à-vis des créanciers du ménage eux-mêmes et des créanciers avec lesquels la femme aurait à traiter pour les besoins de son administration. Beaucoup, en effet, auraient hésité à contracter avec une femme mariée, même soumise au régime de la loi de 1907, vu la nécessité où ils se seraient trouvés dans chaque cas particulier de se préoccuper de savoir si l'acte est passé dans

l'intérêt du ménage ou du pécule. Il est toujours délicat en pratique de poser une ligne de démarcation entre les dettes du ménage et celles qui ne le sont pas.

2^o. D'ailleurs puisque les pouvoirs d'aliénation de la femme ne sont pas limités aux besoins du ménage, il est logique que son pouvoir d'engager le pécule ne soit pas restreint à ces mêmes besoins.

3^o Mais surtout il ne faut pas oublier que la loi a eu soin de mettre un contrepoids aux droits de la femme. Si, par les dettes qu'elle contracte, la femme dilapide, emploie mal les biens réservés, le mari pourra se prévaloir de l'article 2, et en faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie par le tribunal.

On comprend ainsi que la loi ait voulu autant que possible établir une certaine harmonie entre la situation du mari à l'égard de la communauté et la situation de la femme à l'égard du fonds matrimonial, confié à sa gestion.

b) *Dettes de la femme nées d'un délit, quasi-délit, d'un quasi-contrat ou de la loi.* — Les femmes mariées, comme tous les incapables, non dénués de raison, sont tenus de leurs délits, quasi-délits, ainsi que des obligations prenant naissance de plein droit, par la volonté de la loi, ou encore par le fait d'autrui et à raison d'une circonstance involontaire de la part de l'obligé.

Seulement, si la femme est mariée sous le régime de communauté, malgré la validité de leur créance, le droit de poursuite des créanciers est illusoire, du moins tant que dure la communauté : la femme ne peut en effet être poursuivie que sur la nue-propiété de ses biens propres. Non seulement la communauté et le mari ne sont pas tenus de ces dettes,

mais encore les créanciers sont obligés de respecter le droit de jouissance, dont la communauté est investie sur les propres de la femme. Celle-ci est en effet impuissante, par les actes juridiques qu'elle passe et par les dettes qui naissent de son chef, de compromettre les droits dont elle s'est déssaisie au profit de la communauté.

Il résulte de ceci que sous l'empire du Code civil, les gains de la femme échappaient à toute poursuite de la part des créanciers dont nous parlons.

Depuis 1907, lorsque ces créanciers auront comme débitrice une femme ayant des biens réservés, ils ne seront plus réduits à saisir la nue-propriété de ses propres, mais ils pourront poursuivre ses biens réservés, en toute propriété.

Cette solution s'impose devant la généralité du texte de l'article 3 § 1 et aussi pour les raisons que nous indiquions en parlant des dettes de la femme étrangères aux besoins du ménage. Remarquons cependant que lorsqu'il s'agit de dettes de la femme nées de délits ou de quasi-délits, la crainte de compromettre le crédit de cette dernière n'aurait pu arrêter le législateur, s'il avait voulu faire échapper les biens réservés aux poursuites des créanciers.

Mais il est impossible devant le texte de l'article 3 de prétendre que le patrimoine nouveau dont la femme a la libre administration ne saurait être considéré que comme un patrimoine d'affectation.

Depuis la loi de 1907, donc, tel créancier, en vertu d'un acte délictueux de la femme, qui pourra la poursuivre, si elle travaille, c'est-à-dire probablement si c'est une ouvrière ou une femme peu aisée, ne pourra

rien contre une femme riche et sans emploi, qui aura commis le même délit.

Cette conséquence, dans l'hypothèse d'une femme ouvrière, domestique ou employée, sera très souvent contrariée par la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements, qui empêchera le créancier de saisir-arrêter au-delà du dixième les salaires et les traitements inférieurs à 2.000 francs.

B) Dettes contractées par la femme avec autorisation de justice

Ces dettes sont valables, mais n'obligent que la femme et pendant la durée de la communauté, la nue-propriété de ses propres seule peut être poursuivie (1).

Depuis 1907, les biens réservés seront soumis aux poursuites de ces créanciers (2).

Il est permis dès lors de faire remarquer que la femme dont les biens réservés sont assez importants, pourra assez facilement, en cas d'absence, d'interdiction ou de refus du mari, se passer de l'autorisation de justice et contracter seule des obligations. L'autorisation de justice, toujours quelque peu coûteuse, n'aurait d'autre effet que de rendre possible la saisie de la nue-propriété de ses propres, gage dont d'habitude les créanciers ne se soucient guère. Malgré tout, il sera avantageux pour les tiers de l'exiger, s'ils veulent avoir le droit, après la dissolution de la communauté, de poursuivre la femme sur tous ses biens.

(1) L'autorisation de justice n'a pour effet que d'habiliter la femme à contracter, mais elle ne suffit pas pour lui permettre d'engager la communauté ou le mari.

(2) Cette solution s'impose forcément et n'a pas besoin d'être démontrée, du moment qu'on admet que même les dettes contractées par la femme sans aucune autorisation obligent le pécule.

C) *Dettes contractées par la femme avec autorisation du mari* (1)

Aux termes de l'art. 1409, 2^o C. C., ces dettes tombent en communauté. L'autorisation maritale suffit pour qu'une dette contractée par une femme mariée donne aux créanciers le droit de poursuivre les biens communs.

Dans cette hypothèse, les gains de la femme n'échappaient donc pas aux poursuites de ses créanciers. La loi de 1907 n'a fait que confirmer le Code civil, et les créanciers de la femme continueront à pouvoir saisir les produits de son travail, devenus biens réservés.

D) *Dettes contractées par une femme commerçante pour les besoins de son commerce* (2)

En vertu des articles 1426 C. C. et 5 C. Co., ces dettes, même si chacune d'elles n'a pas été autorisée séparément par le mari, obligent les biens communs et les propres du mari. Ce n'est pas une véritable exception au principe, que la femme ne peut obliger la communauté sans le consentement du mari, car la femme commerçante a été habilitée une fois pour toutes par le mari ; elle n'a pu entreprendre le commerce, sans avoir obtenu préalablement son autorisation au moins tacite. Il y a seulement une dérogation à la règle en vertu de laquelle l'autorisation doit être spéciale.

Telle était la règle suivie jusqu'ici. M. Valéry (3) se demande si, depuis la loi de 1907, la communauté

(1) Nous pouvons assimiler à cette hypothèse celle de dettes contractées par la femme avec la seule autorisation de justice, dans les deux cas exceptionnels visés par l'article 1427 (faire sortir le mari de prison, établissement des enfants communs, en cas d'absence du mari).

(2) THALLER. *Traité élém. de droit commercial*, n^o 169.

(3) *Annales de droit commercial*, 1907, p. 398.

et le mari continueront, comme par le passé, à répondre de toutes les obligations commerciales contractées par la femme.

Cette disposition n'avait rien de choquant, sous l'empire du Code civil. En effet, aux termes des articles 1401 et 1498, la communauté profitait des bénéfices commerciaux réalisés par la femme ; courant les chances de gain, il était logique qu'elle courût aussi celles de la perte. Mais depuis la loi de 1907, les bénéfices commerciaux sont des biens réservés, ne se confondant plus avec les autres biens communs, et soustraits aux pouvoirs du mari pendant la durée de la communauté. Sans doute, à la dissolution, en cas d'acceptation de la femme, ces bénéfices se partageront entre les conjoints ; mais aux termes de l'article 5 § 2, si la femme renonce à la communauté, elle a le droit de garder pour elle seule les bénéfices qu'elle a acquis. M. Valéry en conclut qu'il est juste « en vertu du principe : *ubi emolumentum ibi et onus*, qu'elle seule supporte la charge des dettes qui grèvent le fonds de commerce, dont elle a la propriété exclusive. Toute prétention contraire formulée par les créanciers à l'encontre du mari manquerait de cause. »

A l'appui de sa thèse, M. Valéry tire argument de l'article 3 § final, qui, d'après lui, a pour effet d'abroger les dispositions des articles 220, 1426 C. C. Ce paragraphe, en effet, proclame que le mari n'est pas responsable sur les biens communs des dettes contractées par la femme sans autorisation.

D'après lui, l'autorisation, à laquelle la loi ferait allusion, serait une autorisation spéciale ; le législateur, ajoute-t-il, n'a pas entendu « comprendre dans la for-

mule qu'il employait le consentement général que le mari doit donner à sa femme pour l'habiliter à faire le commerce. »

C'est là une affirmation absolument gratuite, et il est peu probable qu'en élaborant le dernier alinéa de l'article 3, la loi ait songé à la situation de la femme commerçante, qui d'ailleurs ne saurait être considérée comme non autorisée. Elle semble au contraire n'avoir rien voulu changer aux effets actuels de l'autorisation maritale.

Aussi est-il préférable d'admettre, à défaut de dérogation expresse, que la loi de 1907 a laissé subsister le droit de la femme commerçante d'engager par ses dettes les biens communs et ceux de son mari (1).

La préoccupation de la loi, ainsi que cela ressort des travaux préparatoires, a été uniquement de limiter les pouvoirs du mari sur les gains de l'épouse, mais nullement de restreindre la responsabilité de ce dernier vis-à-vis des tiers, telle qu'elle résultait des dispositions de nos codes. Il faut rejeter toute interprétation qui aurait pour conséquence de diminuer les pouvoirs possédés antérieurement par l'épouse.

SECTION II

Modifications apportées au droit de poursuite des créanciers des époux, à raison des dettes contractées par eux antérieurement au mariage (2).

§ 1. *Dettes du mari antérieures au mariage*

Aux termes de l'article 1409 C. C., toutes les dettes

(1) En ce sens, THALLER, *op. cit.*, 4^e édit.

(2) Pour simplifier, nous envisageons l'hypothèse d'époux mariés sous le régime de communauté légale.

mobilières (1) présentes du mari tombent en communauté, quant à la poursuite. Il en résultait que les gains et salaires de la femme, confondus avec les autres biens communs, pouvaient être saisis par les créanciers du mari antérieurs au mariage.

Depuis la loi de 1907, il faut décider sans hésitation, bien qu'aucun texte ne le dise formellement, que les créanciers du mari antérieurs au mariage, ne pourront plus dans aucun cas saisir les biens réservés. C'est la solution qui s'impose nécessairement en présence de l'article 3 § 2. Cet article, comme nous l'avons vu, pose en règle que seuls les créanciers du mari qui ont traité avec lui dans l'intérêt du ménage, pourront saisir le pécule. Or, il est évident, que les dettes dont le mari était déjà grevé, au moment où il s'est marié, ne sauraient présenter ce caractère ; elles n'ont pu être contractées dans cet intérêt.

§ 2. *Dettes de la femme antérieures au mariage*

D'après l'article 1410 C. C., à la différence des dettes présentes du mari, qui tombent toutes sans aucune condition, dans la communauté, les dettes (mobilières) présentes de la femme ne tombent en communauté, qu'autant qu'elles ont date certaine antérieurement au mariage. Cette différence s'explique facilement. Les dettes du mari n'ont pas besoin d'avoir date certaine antérieure au mariage, pour cette raison que le mari oblige la communauté, aussi bien par ses dettes postérieures au mariage que par ses dettes antérieures. La femme, au contraire, après le mariage, ne peut,

(1) C'est-à-dire, pratiquement, toutes les dettes présentes des époux. Les dettes immobilières sont devenues un mythe dans notre droit actuel. PLANIOL, III, nos 1077-1078.

par ses dettes, en principe, sans l'autorisation de son mari, obliger la communauté. Il importait donc d'avoir un moyen pour reconnaître les dettes de la femme antérieures au mariage des dettes postérieures. Aussi la loi exige-t-elle que la dette de la femme ait acquis date certaine avant cette époque, pour la considérer comme dette présente et pour permettre au créancier de saisir la communauté. Sans cette exigence, il aurait été facile à la femme de contracter seule une dette après le mariage, et de faire croire, en antidatant l'acte, qu'elle a été contractée antérieurement, pour donner à ses créanciers le droit de poursuivre les biens communs. Telle est la fraude, que la loi a voulu déjouer.

A l'égard des dettes de la femme ayant date certaine antérieurement au mariage, (1) la loi de 1907 n'a, en fin de compte, rien changé à l'étendue du droit de gage des créanciers de la femme. Ils pourront poursuivre les propres de la femme, la communauté, le mari, les biens réservés.

Telle est la solution qu'il convient de donner. Sans doute, à la différence de la proposition de M. Gourju, notre loi ne contient aucune disposition disant que les biens réservés répondront des dettes de la femme antérieures au mariage. Mais cela résulte suffisamment de ce que les biens réservés ne sont pas le gage exclusif de créanciers qui ont contracté dans l'intérêt du ménage, mais le gage de créanciers quelconques de la femme (art. 3. § 1).

(1). Hypothèse à laquelle il faut assimiler celle des dettes non assujetties à la date certaine, pour être considérées comme antérieures au mariage (la loi permettant de prouver leur antériorité par un moyen quelconque). PLANIOL, III, n° 1081.

Des règles posées par la loi de 1907, résulte une conséquence assez curieuse : parmi les créanciers des époux antérieurs au mariage, ceux du mari ont un gage moins étendu que ceux de la femme. Les premiers n'ont action que sur la masse ordinaire de communauté, tandis que les seconds ont action non seulement sur les biens réservés, mais sur tous les biens communs.

Quant aux créanciers de la femme n'ayant pas date certaine antérieurement au mariage, ils ne pouvaient en vertu du Code civil, saisir pendant la durée de la communauté que la nue-propiété des propres de la femme. Il faut décider, toujours à cause de la généralité de l'article 3 § 1, que la loi de 1907 élargit leur gage et leur permet de saisir en outre les biens réservés.

En résumé, nous sommes amenés à déduire de tout ce qui précède le principe suivant : dorénavant les créanciers de la femme antérieurs au mariage, qui veulent saisir les biens de la communauté ou les biens propres du mari, devront, conformément aux dispositions de l'article 1410, rapporter la preuve que leur créance a date certaine antérieurement au mariage, et cela pour la raison que nous indiquions plus haut, et qui est d'éviter les fraudes et les antيدات.

Au contraire, s'ils veulent saisir les biens réservés, ils n'auront pas à fournir cette preuve. En effet, l'exigence de la date certaine ne se comprendrait plus ici, puisque le droit de poursuivre les biens réservés appartient toujours aux créanciers, avec lesquels la femme, pour quelque motif que ce soit, a traité pendant le mariage.

SECTION III

Modifications apportées au droit de poursuite des créanciers, à raison des dettes grevant les successions, donations ou legs échus aux époux pendant le mariage.

Quels droits ces créanciers vont-ils posséder sur les biens réservés à la gestion de la femme ?

En ce qui concerne le droit de poursuite, le Code civil (art. 1411 et suiv.) applique à ces dettes, sauf certaines réserves, les mêmes règles qu'aux dettes contractées par les époux pendant le mariage.

C'est en nous inspirant du même principe, que nous déterminerons les droits que ces créanciers vont posséder sur les biens réservés.

a) Les dettes des successions échues au mari, en vertu des articles 1411-1412 2^o, 1416 1^o donnent toujours aux créanciers droit de poursuivre, outre les biens de la succession, les biens communs et les biens du mari. Depuis la loi de 1907, les biens réservés échapperont à la poursuite de ces créanciers. Ce ne sont pas en effet des créanciers du ménage (Arg. art. 3 § 2).

b) En ce qui concerne les dettes des successions échues à la femme, le Code civil fait de nombreuses distinctions, comme pour les dettes contractées par elle pendant le mariage. Mais nous pouvons dire d'une manière générale que depuis la loi de 1907, ces créanciers pourront toujours (1), sans aucune excep-

(1) Nous n'envisageons pas le cas où ces successions auraient été acceptées sous bénéfice d'inventaire.

tion, saisir les biens réservés. (Argument tiré de la généralité de l'article 3 §.1).

De cela, il résulte que, dans certaines hypothèses, le droit de gage de ces créanciers successoraux se trouvera accru :

1^o En effet, d'après le Code civil, le droit de poursuite sur les biens de communauté, n'est accordé à ces créanciers qu'à deux conditions : *a*) Que la succession ait été acceptée avec autorisation du mari, ou que, étant acceptée avec autorisation de justice, le mari ait négligé d'en faire inventaire ; *b*) Que la succession soit mobilière ou mixte.

Dans ces hypothèses, les plus fréquentes sans doute, les créanciers de la succession recueillie par la femme pouvaient atteindre, avec les autres biens de la communauté, les gains et salaires de la femme. A cet égard, la loi de 1907 n'a pas modifié l'étendue de leur gage.

2^o Mais s'il s'agit d'une succession purement immobilière, même acceptée avec autorisation du mari, aux termes de l'article 1413, la femme n'est tenue que sur la pleine propriété de ses biens propres ; la communauté ne pouvait être poursuivie par ces créanciers. Depuis la loi de 1907, ces créanciers pourront en outre des biens propres, saisir les biens réservés de la femme.

3^o Si enfin, la succession mobilière ou mixte a été acceptée avec la seule autorisation de justice, et que le mari n'ait pas négligé d'en faire inventaire, au cas où elle comprend des meubles, la femme ne peut être poursuivie que sur la nue-propriété de ses propres (Articles 1413-1417). Depuis 1907, si la femme possède des biens réservés, les créanciers auront un gage moins illusoire : ils pourront poursuivre ces derniers biens.

Dans cette hypothèse d'acceptation par la femme d'une succession avec autorisation de justice, nous savons qu'en vertu des art. 1413-1417 *in fine*, les créanciers de la succession ne peuvent se pourvoir sur la nue-propriété des propres de la femme qu'en cas d'insuffisance des biens tant mobiliers qu'immobiliers de la succession. La question se pose tout naturellement de savoir si la femme poursuivie sur ses biens réservés, pourra également se prévaloir de cette sorte de bénéfice de discussion et forcer les créanciers à saisir préalablement les biens de la succession avant les siens propres. Ce point peut être discuté ; mais il semble préférable d'admettre que la femme ne pourrait se prévaloir de cet article 1417 que pour retarder la saisie de sa nue-propriété, mais non pour retarder la saisie de ses biens réservés. En effet, le seul et unique but, qui a inspiré le législateur, en posant cette règle, a été d'empêcher les ventes de nue-propriété, qui se font d'habitude pitoyablement, alors que les biens de la succession seraient suffisants pour désintéresser les créanciers. Il est évident que cette raison ne s'applique pas aux biens réservés, qui peuvent être saisis en toute propriété. C'est le cas de rappeler cet adage : *Cessante causa legis, cessat lex*.

CHAPITRE V

SORT DES BIENS RÉSERVÉS A LA DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ

SECTION Ire

Sort des biens réservés en cas d'acceptation par la femme de la communauté. (Art. 5, § 1).

Parmi les avantages économiques que présente pour la femme l'adoption du régime de communauté, il en est un qui lui donne, de l'avis de tous, une supériorité incontestable sur tout autre, et qui sera assurément d'un grand poids en faveur de son maintien comme régime de droit commun, si l'on révisait notre législation matrimoniale.

Sous le régime de communauté, en effet, les intérêts des deux époux sont liés l'un à l'autre : les revenus des capitaux des époux, les produits de leur travail et par suite les économies réalisées sur les uns et sur les autres ne restent pas la propriété exclusive de l'époux de qui ils proviennent, comme sous le régime séparatiste. Ils profitent aussi au conjoint de cet époux, en ce sens qu'ils sont destinés à se répartir entre chacun d'eux à la dissolution. Il n'est guère besoin d'insister

pour montrer que dans les ménages d'ouvriers notamment, le jeu du système est particulièrement avantageux pour la femme. Cela est évident dans les ménages où la femme, occupée exclusivement des travaux et soins domestiques, ne peut réaliser aucuns gains et salaires susceptibles de grossir la masse commune (1). Mais il en est ainsi, même dans les ménages où la femme, pour augmenter les ressources, est obligée de déployer son activité hors du foyer. Il est assez rare, en effet, qu'en fait, les gains de l'épouse puissent atteindre une importance aussi considérable que ceux réalisés par son mari ; la femme profite de la différence.

Ce sont ces considérations qui ont inspiré le législateur de 1907 ; tout en voulant soustraire les gains de la femme pendant la durée de la communauté aux pouvoirs du mari, il s'est bien gardé de les exclure de la communauté, pour en faire des biens séparés ou des propres.

En effet, si la loi avait exclu de la masse à partager le pécule provenant du travail de la femme, équitablement elle aurait dû en exclure aussi ceux provenant du mari. Bien peu de maris, d'ailleurs, auraient consenti à adopter sans modifications un régime qui les eût obligés, à la dissolution de la communauté, à

(1) Certains économistes modernes voudraient que « dans la situation de la femme au foyer, il soit tenu compte du travail domestique qu'elle y accomplit ». (Voir Dr KÆTHE SCHIRMACHER. Le travail domestique des femmes. Son évaluation économique et sociale. *Revue d'économie politique*, 1904, p. 353 et suiv.) Est-il besoin de faire remarquer que le régime de communauté leur donne dans une large mesure satisfaction, puisque « l'activité domestique (de la femme) est, comme source d'acquisition, évaluée au même prix que l'activité même de l'homme ». PICHON, *Revue critique*, 1908, p. 19.

abandonner à leurs conjointes la moitié de leurs gains, alors que celles-ci auraient pu conserver intégralement les leurs. L'exclusion de la communauté des gains de la femme aurait presque inévitablement entraîné l'exclusion de ceux du mari.

Le résultat de la loi aurait donc été d'empêcher la femme de profiter de la bonne gestion et des bénéfices d'un mari honnête et consciencieux. Sous peine de faire aux bons ménages une situation inférieure à celle qui résultait pour eux de l'application des règles traditionnelles, la loi devait continuer à faire tomber les gains et salaires de la femme dans la masse commune, comme ceux du mari ; ou tout au moins, si l'on préfère une autre conception juridique, elle devait nécessairement, à l'instar de la loi genevoise du 7 novembre 1894 (1) (art. 4), obliger la femme à rapporter son pécule à la communauté lors de la dissolution.

On doit donc approuver le législateur de s'être rallié aux projets de M. Tissier (art. 6) et de la Société d'Etudes législatives (art. 5) (2). Le système proposé par M. Saleilles (3) (art. 6 de son projet) aurait réalisé une véritable iniquité pour le mari et créé entre les époux une inégalité difficile à justifier.

Pour M. Saleilles (4), les gains du mari auraient continué à faire partie de la masse commune et à se partager entre les époux à la dissolution ; au contraire, le pécule de la femme aurait été l'objet d'une propriété distincte, et à la dissolution serait revenu à son seul

(1) *Annuaire de législ. étrangère*, 1894, p. 634 et suiv. — *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 98.

(2) Voir *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 464.

(3) Voir *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 205.

(4) *Bull. Soc. Et. lég.*, p. 144.

propriétaire (1). Cette inégalité entre les époux paraissait tout à fait normale à M. Saleilles ; elle était la conséquence d'une conception toute particulière que se faisait ce jurisconsulte du rôle des époux et de leur mission dans le mariage. La mission de l'homme, dit-il, est de gagner pour deux. C'est à lui seul qu'il appartient de subvenir par son travail aux besoins de la famille : « Ce qu'il gagne, il le gagne pour deux ». Au contraire, la fonction de la femme n'est pas de se livrer à un travail lucratif : son activité devrait être concentrée aux seules occupations domestiques. Le travail de la femme en dehors du ménage se présente donc comme une ressource suprême « qui lui est offerte pour subvenir à l'entretien de ses enfants et pour se ménager à elle-même des ressources pour l'avenir ». Dès lors, aux yeux de M. Saleilles, il est parfaitement équitable que le mari ne bénéficie en aucune façon de revenus sur lesquels il n'était pas en droit de compter. « On n'a pas le droit, ajoute-t-il, d'enlever à la veuve une part des petites économies qu'elle a amassées et mises de côté en vue d'éventualités imprévues. »

* * *

A la dissolution de la communauté, en cas d'acceptation de la femme, les biens réservés se confondront avec les autres biens communs et ne formeront plus

(1) Exceptionnellement, M. Saleilles admet dans son projet (art. 6) que si la communauté est dissoute par le prédécès de la femme, les biens réservés seront réunis aux biens constituant le patrimoine de communauté et partagés entre le mari et les représentants de la femme. C'est seulement lorsque la dissolution a lieu du vivant de la femme, que cette dernière garde ses biens réservés à titre de propriété personnelle, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce.

qu'une seule masse. Il n'y aura, en principe, plus aucun compte à tenir de la loi de 1907. Les règles du Code civil, présidant à la liquidation et à la répartition de la masse indivise, continueront à recevoir leur application ; il y aura parfois lieu cependant de les mettre en harmonie avec celles de la loi de 1907.

Faisons quelques applications du principe en vertu duquel les biens réservés subiront le même sort que les autres biens communs :

1^o La femme, et après elle le mari, pour se remplir de leurs reprises, pourront, conformément à l'article 1471, exercer leurs prélèvements, s'il y a lieu, sur les biens réservés.

2^o Les reprises une fois effectuées et les récompenses réglées, le partage de l'actif net de la communauté s'effectuera comme d'habitude. Sous le régime de communauté légale, il s'effectuera par moitié. Mais si par hasard un contrat de mariage avait été rédigé, assignant à chaque époux des parts inégales dans la communauté (art. 1520), il faudrait procéder au partage, conformément aux stipulations du contrat de mariage. De même, il ne faut pas hésiter à faire application aux biens réservés, comme aux autres biens communs, de la clause de forfait de communauté, ou de celle qui attribuerait au survivant la communauté tout entière en pleine propriété (art. 1525), ou simplement en usufruit pour la part revenant aux héritiers du prédécédé.

Sans doute, si c'est la femme qui survit, toutes ces conventions de mariage pourront avoir pour résultat de lui attribuer la totalité de la communauté, et par suite elle se trouvera, même en cas d'acceptation,

reprendre tous ses biens réservés. On pourra peut-être nous objecter que la loi est d'ordre public, et que le texte de l'article 5 semble n'autoriser cette reprise des biens réservés qu'au seul cas de renonciation, mais qu'en cas d'acceptation elle ne peut avoir lieu. Il faut interpréter raisonnablement le texte de l'article 5 et la disposition qui fait de la loi nouvelle une loi d'ordre public. Ce que veut la loi, c'est que les biens réservés entrent dans le partage du fonds commun. Nulle part elle n'est venue dire que ce partage s'effectuera nécessairement par moitié. Il s'effectuera conformément aux stipulations du contrat de mariage, et si ce contrat a supprimé tout partage, en attribuant la totalité de la communauté à l'un des époux, on ne voit pas pourquoi cette clause ne pourrait pas s'appliquer, lorsqu'il existe des biens réservés.

Seraient nulles (1) les clauses du contrat de mariage, qui, au lieu de viser comme les précédentes la généralité des biens communs, auraient uniquement trait aux biens réservés, comme le serait, par exemple, une clause de préciput qui autoriserait la femme à effectuer le prélèvement, avant tout partage, de ses biens réservés, ou encore la clause qui tendrait à lui permettre d'imputer ses biens réservés sur sa part dans la communauté. La femme se trouverait alors être, relativement à ses biens réservés, dans la même situation que si elle renonçait, puisqu'elle en exercerait seule la reprise. C'est là uniquement, nous semble-t-il, ce que la loi a entendu prohiber.

(1) En supposant, bien entendu, qu'on décide que le caractère d'ordre public de la loi de 1907 posé par l'article 1^{er} ne concerne pas seulement les dispositions de cet article, mais la loi tout entière, et en particulier celles de l'article 5. Voir chapitre VIII, section I, § 3.

3^o La femme qui aurait diverti ou recelé quelque bien dépendant de son pécule, serait privée de sa portion dans ces objets, comme s'il s'agissait du divertissement d'un autre effet quelconque de la communauté. (Art. 1477).

4^o Dans le partage et la liquidation, il n'y a aucun compte à tenir de l'origine ou de la provenance des biens communs. La femme ne saurait émettre la prétention qu'on impute sur sa part de préférence ses biens réservés. Pour qu'il en soit ainsi, il aurait fallu un texte formel.

5^o Signalons aussi que les valeurs réservées mises au lot de la femme, en représentation de ses droits d'associée, devront être comprises dans l'évaluation de l'émolument, jusqu'à concurrence duquel les créanciers du mari ou de la communauté peuvent la poursuivre.

Par application du principe de l'article 883, proclamant le caractère déclaratif du partage, chaque époux sera réputé propriétaire exclusif des objets mis dans son lot, dès le jour où ces objets sont entrés dans la communauté. Seulement, depuis la loi de 1907, le mari, sur les biens réservés mis dans son lot, devra respecter tous les actes, qui auraient pu être accomplis par la femme pendant la durée de la communauté et dans la limite de ses pouvoirs (Constitutions de droits réels, d'hypothèque, etc.); de même que la femme, sur les objets ordinaires de communauté mis dans son lot, doit supporter les actes faits pendant le mariage par le mari.

Seront donc compris dans la masse à partager les biens communs ordinaires comme les biens réservés.

M. Planiol (1) fait remarquer, en ce qui concerne les biens communs ordinaires, que la communauté ne se compose pas seulement des biens existants au moment de la dissolution, mais que certaines circonstances peuvent se présenter où il y aura des additions à faire. Il y a, en effet, lieu de réunir d'une manière au moins fictive à cette masse : 1^o Les immeubles communs aliénés par le mari depuis la dissolution ; car ce dernier ayant perdu ses pouvoirs n'a pu en transmettre la propriété à des tiers ; 2^o Les immeubles, dont il aurait irrégulièrement disposé au cours du mariage, soit en faisant des donations prohibées par l'article 1422, soit en disposant des biens communs en fraude des droits de la femme. Si les biens sus-indiqués tombent au lot du mari, les aliénations restent valables, en vertu du principe de la rétroactivité du partage. Mais s'ils tombent au lot de la femme, cette dernière pourra faire annuler ces divers actes.

Pour les mêmes motifs, depuis la loi de 1907, il y aura lieu de réunir fictivement à la masse les biens réservés dont la femme aurait disposé depuis la dissolution de la communauté, car les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 1^{er} expirent, comme ceux du mari, à la dissolution. Nous sommes conduits à décider que si ces biens tombent au lot du mari, celui-ci pourra les revendiquer (2). Il est censé avoir été propriétaire de ces objets dès le jour où l'indivision a commencé. Mais s'ils tombent au lot de la femme,

(1) PLANIOL, III, n^o 1300.

(2) Bien entendu, les acquéreurs d'objets mobiliers corporels seront protégés contre toute revendication du mari, hors le cas de mauvaise foi, par l'article 2279.

pour la même raison, de tels actes se trouveront validés.

Devront être également réunis à la masse les biens réservés, dont la femme aurait disposé pendant la communauté par des actes à titre gratuit, si elle n'a pas déjà attaqué ces actes pendant sa durée, comme elle en a le droit.

Seulement cette interdiction est la conséquence de l'incapacité de la femme, qui la frappe même sur ses biens réservés et non pas seulement, comme cela a lieu dans l'hypothèse de donations faites par le mari en violation de l'article 1422, la conséquence d'une restriction apportée à ses pouvoirs dans l'intérêt du conjoint (le mari). Aussi déciderons-nous dans cette hypothèse que la nullité de l'acte pourra être demandée tant par le mari que par la femme (Art. 225 C. C.). Par conséquent, si le bien tombe au lot de la femme, elle pourra se prévaloir de la nullité de son acte pour cause d'incapacité, comme le mari le pourrait, s'il était tombé dans le sien.

Enfin, si par hasard le mari avait disposé seul pendant la communauté ou après sa dissolution d'un bien réservé, ce bien devrait être compris dans le partage. Cette fois, en vertu du principe du partage déclaratif, si le bien tombe au lot du mari, l'acte sera rétroactivement validé. Ce sera seulement dans l'hypothèse où il tomberait au lot de l'épouse, que celle-ci pourra le revendiquer entre les mains de l'acquéreur (sauf l'application de l'article 2279).

Ces réserves étant faites, on peut dire d'une façon générale que les règles du Code civil sur la répartition de l'actif de la communauté s'appliqueront, sans qu'il y ait aucun compte à tenir de l'origine des biens.

* * *

Indication de quelques difficultés relatives au passif

Nous venons de voir que la loi de 1907 n'a rien changé aux règles du Code civil sur la répartition de l'actif commun à la dissolution de la communauté. Le partage par attribution ou par tirage au sort se fait, sans qu'il y ait aucun compte à tenir de l'origine des biens. Par suite, il peut arriver qu'une partie (peut-être même la totalité des biens autrefois réservés) tombe par l'effet du partage au lot du mari, et que la femme soit allotie en totalité ou pour une large part avec les biens ordinaires de communauté.

Il faut nous demander maintenant quel va être le sort des dettes nées du chef des époux avant la dissolution de la communauté.

À cet égard, les règles posées par le Code civil peuvent être brièvement résumées. Nous ne parlerons que des dettes de communauté provisoires ou définitives ; car il est évident qu'en ce qui concerne les dettes personnelles à tel ou tel époux, elles ne donneraient aux créanciers, après la dissolution, le droit de poursuivre que l'époux débiteur sur tout son patrimoine, et le poids de ces dettes devra être supporté définitivement par cet époux.

Mais les créanciers, qui pendant la durée de la communauté, auraient eu le droit de poursuivre les biens communs, ont en principe, une fois la communauté dissoute, le droit de poursuivre : 1^o pour le tout, l'époux du chef duquel est née la dette, et 2^o pour moi-

tié, son conjoint, en sa qualité de commun en biens (art. 1484 et 1485).

Toutefois, si l'époux non débiteur est la femme, si d'autre part la communauté est insolvable et qu'elle ait eu soin de faire inventaire, les créanciers du mari pourront la poursuivre comme commune non plus pour moitié, mais seulement jusqu'à concurrence de son émolument ; le mari pourra être poursuivi pour le surplus (Art. 1483).

Au point de vue de la contribution, rappelons que les dettes, du moins celles qui sont tombées dans le passif définitif de la communauté, doivent être supportées par moitié par les deux époux. Par suite, l'époux qui a été obligé de payer aux créanciers plus que sa part contributoire, aura un recours contre son conjoint, pour rétablir l'équilibre. Ici encore, si la communauté est insolvable, la femme n'est tenue de supporter le poids de ces dettes que jusqu'à concurrence de son émolument. Le mari supportera le surplus (Art. 1483).

Bien entendu, s'il s'agit d'une dette, qui n'est tombée dans la communauté que provisoirement, aux regards des créanciers et à charge de récompense (dettes relatives à un propre par exemple), cette dette restera à la charge de l'époux, qui aurait dû récompense à la communauté, si elle avait été payée pendant sa durée.

Ceci posé, nous avons vu, en commentant l'article 3 de la loi de 1907, que cet article a eu pour effet de faire subir aux droits de poursuite des créanciers des époux certaines modifications pendant la durée de la communauté. Cet article a décidé notamment :

a) Que les créanciers du mari, sauf ceux qui ont

contracté avec lui dans l'intérêt du ménage, ne pourront pas poursuivre les biens communs réservés (art. 3 § 2).

b) Que toutes les dettes de la femme, même celles contractées par elle sans aucune autorisation, donneront aux créanciers le droit de saisir ces mêmes biens.

Dès lors, on comprend aisément qu'un certain nombre de difficultés puissent se poser après la dissolution de la communauté et le partage, lorsqu'il s'agira de préciser quels seront alors les droits de poursuite des créanciers.

Nous avons constaté que, pendant toute la durée de la communauté, certaines dettes de la femme ne donnaient aux créanciers aucun droit de poursuite sur les biens ordinaires de communauté, mais seulement sur les biens communs réservés (art. 3 § 1).

Il en est ainsi par exemple :

1^o Des dettes contractées par la femme pendant le mariage dans son intérêt personnel, sans aucune autorisation ; ces dettes, à la différence des suivantes, ne donnent aux créanciers droit de poursuite que sur les biens réservés, mais sont sans effet à l'égard des autres biens de la femme (nue-propriété de ses propres) (art. 1124).

2^o Des dettes nées de délits ou quasi-délits commis pendant le mariage par la femme (art. 1426), ou encore de celles contractées par elle avec la seule autorisation de justice (art. 1426) (1).

3^o Des dettes de la femme antérieures au mariage, mais n'ayant pas date certaine avant cette époque (art. 1410, 2^o).

(1) En dehors des hypothèses de l'article 1427.

4^o Des dettes de successions, donations mobilières ou mixtes échues à la femme pendant le mariage et acceptées par elle avec la seule autorisation de justice, si du moins il a été fait inventaire du mobilier (art. 1417).

5^o Des dettes des successions, donations immobilières échues à la femme pendant le mariage, même acceptées par elle avec autorisation du mari (art. 1413).

Toutes ces dettes donnaient à leurs créanciers pendant la durée de la communauté le droit de poursuivre d'une part la nue-propriété des biens propres à la femme (sauf dans l'hypothèse visée au 1^o), la pleine propriété de ses propres dans l'hypothèse visée au 5^o, et d'autre part les biens communs réservés à sa gestion.

Après la dissolution de la communauté, lorsque la masse commune aura fait l'objet d'une répartition entre les deux époux, quels vont être les droits de poursuite des créanciers dont nous venons de donner la nomenclature, et que nous désignerons du nom de créanciers du pécule, pour la facilité du langage ?

1^o Un point certain, c'est qu'ils pourront poursuivre la femme, leur débitrice, et ils pourront en principe la poursuivre sur tous ses biens, non seulement sur ses propres, mais sur la moitié de communauté à elle attribuée. Il en était ainsi sous l'empire de Code civil, *a fortiori* depuis 1907. Toutefois, nous répétons que s'il s'agit d'une dette contractée par la femme pendant le mariage, sans aucune autorisation ni du mari, ni de justice, et qui n'ait pas trait au ménage, la femme, en vertu du Code civil (art. 1124), n'est pas personnellement tenue de cette dette sur tous ses biens ; elle n'en est tenue que sur ses biens réservés. Il en sera ainsi même après la dissolution de la communauté. Les

créanciers dont il s'agit ne pourront poursuivre la femme que sur les biens réservés mis dans son lot. En cas de poursuite sur ses autres biens, elle pourra toujours se prévaloir de la nullité de la dette résultant du défaut d'autorisation.

2^o Mais les créanciers du pécule, après la dissolution de la communauté, pourront-ils aussi poursuivre le mari, qui a partagé avec sa femme les biens réservés, leur gage ?

Il est absolument impossible de donner à ces créanciers de la femme le droit de poursuivre le mari sur tous ses biens. Ce serait méconnaître l'un des principes fondamentaux du régime de communauté, que la loi de 1907 a évidemment entendu respecter, à savoir que la femme sans autorisation ne peut compromettre les droits du mari.

D'autre part, il est peu équitable d'admettre que le mari qui partage avec la femme les biens réservés de cette dernière, puisse échapper à toute poursuite de la part de créanciers, qui avaient le droit de poursuivre cette masse de biens pendant la durée de la communauté : *Bona non sunt, nisi deducto xre alieno*. Sinon l'acceptation de la femme pourrait causer un grave préjudice à certains de ces créanciers, à ceux qui n'ont droit de poursuite que sur les biens réservés. Les autres sont assurément moins à plaindre, puisqu'ils peuvent maintenant saisir la pleine propriété des propres de la femme et sa moitié de communauté.

Il convient, semble-t-il, d'admettre que ces créanciers du pécule (au moins les premiers) pourront poursuivre le mari sur les biens réservés mis dans son lot (1),

(1) En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE. Précis de droit civil, 10^e édit., III, p. 186.

à charge par eux, bien entendu, de prouver que ces biens proviennent de la femme et qu'ils ont une origine laborieuse.

Si la femme a constitué une hypothèque sur un immeuble réservé, il est évident que, quelle que soit la solution qu'on adopte, le mari pourra être poursuivi, et il pourra l'être hypothécairement pour le tout. C'est l'application de la théorie du droit de suite et de l'indivisibilité de l'hypothèque. Mais pour les simples créanciers chirographaires du pécule, la question pourra se poser de savoir si, sur les biens réservés, ils pourront poursuivre le mari pour le tout ou seulement pour moitié. On admettra peut-être que le mari ne pourra être poursuivi que pour moitié. Il y a, depuis la loi de 1907, un certain parallélisme à établir entre la situation de la femme et celle du mari, qui se partagent l'administration de la communauté. Or, la femme qui prend une part dans les biens ordinaires de communauté soumis à l'administration du mari ne peut être poursuivie que pour moitié par les créanciers de ce dernier. N'est-il pas logique de dire que le mari, qui prend une part dans les biens communs soumis à la gestion de la femme, ne pourra être poursuivi que pour moitié par les créanciers de celle-ci ?

Une autre question délicate pourra se poser au point de vue de la contribution. Sera-ce la femme qui devra supporter définitivement le poids des dettes grevant ses biens réservés, auquel cas le mari qui les aurait acquittées en tout ou en partie, aurait un recours contre elle ? Ou bien au contraire pourra-t-elle contraindre le mari à en supporter une part ? Peut-être admettra-t-on cette seconde solution, pour la raison qu'il a acquis

une part des biens réservés. Mais il est bien préférable de dire que la femme devra seule, comme sous l'empire du Code civil, supporter ces dettes, qui sont de véritables dettes personnelles et ne peuvent être assimilées aux dettes de communauté.

Nous donnons donc aux créanciers du pécule le droit de poursuivre au moins pour moitié les biens réservés entre les mains du mari. Mais il pourra arriver que ces créanciers du pécule se trouvent après la dissolution de la communauté en présence de créanciers qui, pendant sa durée, n'avaient droit de poursuite que sur les biens ordinaires de communauté. Il en est ainsi notamment :

1^o Des créanciers qui ont traité avec le mari pendant le mariage, et qui ne sont pas des créanciers du ménage.

2^o Des créanciers du mari antérieurs au mariage.

3^o Des créanciers des successions, donations ou legs échus aux époux pendant le mariage.

Conformément au droit commun, après la dissolution de la communauté, ces créanciers auront le droit de poursuivre le mari, leur débiteur, pour le tout, et la femme pour moitié.

Ils vont donc pouvoir atteindre et saisir les biens réservés, soit entre les mains du mari, soit entre les mains de la femme, alors qu'ils ne pouvaient y toucher antérieurement ; leur gage se trouve donc augmenté. Les créanciers du pécule devront subir leur concours sur les biens réservés. Il semble difficile, dans le silence de la loi, de leur reconnaître un droit de préférence sur les valeurs du pécule, de sorte qu'en fin de compte, l'augmentation du gage des créanciers du mari aura lieu au détriment des créanciers du pécule.

* * *

De l'hypothèque légale de la femme sur les immeubles réservés en cas d'acceptation de la communauté.

L'hypothèque légale de la femme mariée porte non seulement sur les immeubles propres du mari, mais aussi, de l'avis à peu près unanime des auteurs et d'après la jurisprudence, sur les immeubles de communauté (1).

Nous avons donc à nous demander si, en cas d'acceptation (2), la femme pourra se prévaloir de son hypothèque, aussi bien sur les immeubles provenant d'économies réalisées sur ses gains que sur les immeubles communs ordinaires. Il faut répondre affirmativement. En cas d'acceptation, en effet, les dispositions du Code civil reprennent leur empire, et les biens réservés doivent subir l'application de règles identiques à celles qui régissent les autres biens communs.

Dans quelle mesure la femme pourra-t-elle s'en prévaloir ? La réponse à cette question nous est singulièrement facilitée par les solutions données par la jurisprudence, lorsqu'il s'est agi de déterminer l'étendue qu'il convenait de donner à l'hypothèque légale de la femme sur les biens de communauté en général. Nous nous contenterons de reproduire ici sans commentaire

(1) PLANIOL, *op. cit.*, II, n° 2826.

(2) La question d'hypothèque légale sur les immeubles réservés ne se posera pas en cas de renonciation par la femme à la communauté, puisqu'aux termes de l'article 5 § 2, l'épouse en effectue la reprise, comme s'ils étaient des biens propres.

ces solutions, bien qu'à certains égards, elles ne soient pas à l'abri de toute critique.

1^o Sur les immeubles tombés au lot de la femme, celle-ci n'a pas d'hypothèque ; elle est réputée en avoir toujours été propriétaire et on ne peut avoir d'hypothèque sur ses propres biens.

2^o Sur les immeubles communs aliénés par le mari pendant le mariage, la jurisprudence (1) admet que l'acceptation par la femme de la communauté éteint complètement et absolument l'hypothèque, pour la raison que cette acceptation de la femme contient une ratification de tous les actes du mari. La femme fait siens tous ces actes, s'engage à les respecter et à n'y apporter aucun obstacle (2).

3^o Pour le même motif, la jurisprudence ne permet à la femme d'exercer son hypothèque sur les immeubles communs, même tombés au lot du mari, qu'après tous les créanciers hypothécaires, à qui le mari a concédé des hypothèques pendant le mariage.

En somme, pratiquement, l'hypothèque légale que la femme possède sur les conquêts tombés au lot du mari, n'a d'autre utilité que de lui permettre de primer les créanciers chirographaires de ce dernier ou encore les créanciers hypothécaires postérieurs à la dissolution. Comme on le voit, la jurisprudence réduit singulièrement l'utilité pour la femme d'avoir une hypothèque légale sur les immeubles communs.

(1) Cass., 16 févr. 1841. D. 41.1.126. S. 41.1.550. — Paris, 6 juin 1882. DALLOZ Suppl., t. X, p. 459, note 2. S. 85.2.116.

(2) D'après la jurisprudence, l'obligation de garantie, découlant de certaines aliénations, n'est pas la seule raison qui empêcherait la femme d'évincer l'acquéreur et de se prévaloir de son hypothèque sur les conquêts aliénés.

Ces principes rappelés, il est évident que l'hypothèque légale de la femme sur les biens communs réservés mis au lot du mari ne pourra avoir une portée plus grande que sur les biens communs ordinaires. Inutile d'insister pour dire que la femme n'aura pas d'hypothèque sur les immeubles réservés, qu'elle aurait aliénés pendant le mariage, pas plus qu'elle ne pourrait primer les créanciers, à qui elle aurait personnellement conféré des droits hypothécaires. Ces actes, depuis la loi de 1907, ont été valablement accomplis par la femme, aussi ne saurait-elle émettre la prétention de détruire des droits qu'elle a elle-même créés au profit de tiers. Pour ce motif, il en sera ainsi, quel que soit le système qu'on adopte sur la question de savoir, si l'hypothèque légale de la femme porte sur les immeubles aliénés. Mais si par hasard, sur l'immeuble réservé, l'aliénation avait été consentie et l'hypothèque constituée par le mari seul et sans procuration de sa femme, comme alors, depuis la loi de 1907, le mari aurait agi en dehors des limites de ses pouvoirs, la femme, par son acceptation, ne pourrait être considérée comme ayant ratifié ces actes du mari, et rien ne s'opposerait plus, même dans le système de la jurisprudence, à ce qu'elle exerçât sur ces immeubles son hypothèque légale.

En fin de compte, l'hypothèque légale de la femme, qui existe certainement sur les immeubles communs réservés tombés au lot du mari, lui sera utile, car elle lui permettra de primer au moins les créanciers chirographaires du mari.

Si l'on est partisan du système en vertu duquel les créanciers, qui, pendant le mariage, n'avaient d'action

que sur les biens réservés, continueront, après la dissolution, à pouvoir poursuivre ces biens entre les mains du mari, il semble difficile d'admettre que la femme, avec laquelle ils ont traité, puisse se prévaloir de son hypothèque légale contre eux.

Mais, en ce qui concerne les créanciers qui ont traité avec le mari pour les besoins du ménage, et en général tous les créanciers qui pourraient poursuivre les biens réservés, comme les autres biens communs, il ne doit pas y avoir d'hésitation. La femme pourra se prévaloir contre eux de son hypothèque légale sur les immeubles réservés. Pour ces créanciers-là, c'est le régime du Code civil qui demeure applicable, au point de vue des droits dont ils sont investis, partant aussi au point de vue des droits qu'ils doivent respecter.

SECTION II.

Sort des biens réservés en cas de renonciation par la femme à la communauté.

Le grand avantage du régime de communauté, avons-nous vu, consiste en ce qu'à la dissolution il fait participer la femme pour moitié aux opérations avantageuses et aux bénéfices réalisés par le mari. Mais, en faisant participer l'épouse aux chances de gains, le Code civil n'a pas voulu que le mari pût, par sa mauvaise administration, compromettre le patrimoine propre de celle-ci.

Aussi met-il à la disposition de la femme un moyen de se soustraire au passif social et aux conséquences d'une mauvaise gestion de la communauté. Il lui donne

la faculté de renoncer à la communauté, c'est-à-dire de se dépouiller rétroactivement de sa qualité d'associée, ce qui a pour effet de laisser toutes les opérations pour compte au mari. Par ce moyen, la femme se trouve exonérée des dettes, et c'est le mari qui les supporte toutes.

Mais par une nécessaire contrepartie, le Code civil décide que la femme, devenue par sa renonciation étrangère au passif de la communauté, perd rétroactivement aussi tous ses droits sur l'actif. Il en est ainsi même de ce qui est entré en communauté de son chef, de sa mise, de ses apports dans le fonds commun.

Hâtons-nous de dire que la loi de 1907 (art. 5 § 2) est venue apporter une dérogation à l'article 1492 C. C., qui pose le principe que nous venons de rappeler, en vertu duquel « la femme qui renonce perd toute espèce de droits sur les biens de la communauté, et même sur les biens qui y sont entrés de son chef. » L'article 5 § 2 permet à la femme renonçante de garder ses biens réservés francs et quittes de toutes les dettes, dont ils étaient antérieurement le gage.

Peut-on dire qu'il y ait dans cette disposition de l'article 5 un avantage tellement exorbitant accordé à la femme laborieuse, qu'il puisse nous faire hésiter à considérer les gains de la femme comme continuant depuis 1907 à faire partie de la masse commune ?

Nullement ; remarquons tout d'abord que même sous l'empire du Code civil, le principe, d'après lequel la femme renonçante perd toute espèce de droits sur l'actif commun n'était pas absolu. La loi elle-même l'autorisait à retirer certains objets tombés en communauté. C'est ainsi que l'article 1492 permet à la

femme de reprendre, en renonçant, les linges et vêtements à son usage. D'autre part, l'article 1465 confère à la veuve, même en cas de renonciation, le droit d'être nourrie et logée au compte de la masse commune pendant les trois mois et quarante jours, qui lui soit accordés pour faire inventaire et délibérer. Enfin, en vertu de l'article 1481, elle peut aussi se faire payer par les héritiers du mari une certaine somme pour l'achat de vêtements de deuil.

Sans doute, ce ne sont là que des exceptions inspirées par des considérations d'humanité pour la *femme* et dont ses héritiers ne pourraient pas se prévaloir. De plus, les valeurs que la femme est ainsi autorisée à prélever sur la communauté, ne représentent que des sommes de minime importance. Mais cela suffirait déjà à faire ressortir qu'il n'y a rien d'antijuridique à permettre à la femme de retirer certains biens de la communauté, même en cas de renonciation, comme le fait l'article 5 § 2 de la loi de 1907.

Telles sont les seules exceptions légales que le Code civil apportait à la règle de l'article 1492.

Mais il est une clause conventionnelle assez fréquemment usitée en pratique dans les contrats de mariage, qu'on est assez naturellement porté de rapprocher de la disposition de l'article 5 § 2. C'est la clause qui donne à la femme renonçante la faculté de reprendre son apport franc et quitte. L'article 1514 permet aux époux de convenir que la femme, en cas de renonciation, reprendra tout ou partie de ses apports présents ou futurs. Dans ce cas, non seulement la femme renonçante n'est pas tenue des dettes du mari sur son patrimoine personnel, mais elle peut

encore concourir avec les créanciers de ce dernier, et même les primer par son hypothèque légale (si le mari possède des immeubles), pour exercer la reprise de ses apports tombés en communauté, dans la mesure où elle s'en est réservé le droit. C'est ainsi que, du moins en général, la clause de l'article 1514 est communément interprétée. La femme ne peut se présenter que comme simple créancière de ses apports (1); il n'est pas croyable, dit-on, que les parties aient voulu un rétablissement rétroactif de la propriété sur la tête de la femme, ce qui serait plein d'inconvénients pour les tiers et pour le mari.

Mais à cause du principe de la liberté des conventions matrimoniales, les époux pourraient modifier un peu les conséquences de la clause de l'article 1514, et stipuler que la femme redeviendra rétroactivement propriétaire de tous les objets tombés de son chef en communauté, autres que ceux de consommation (2).

On se rend immédiatement compte que la disposition de l'article 5 § 2 présente un caractère bien moins exorbitant que la clause de l'article 1514. En effet, pendant toute la durée du mariage, les apports dont la femme s'est réservé la reprise, ont fait partie du gage des créanciers du mari. La reprise qu'en effectue la femme, même à titre de créancière, leur est donc préjudiciable.

(1) Cass., arrêt 15 juillet 1902. D. 1904.1.353, avec note de M. de Loynes; S. 1903.1.313, avec note de M. Naquet.

(2) Cette clause de l'article 1514 constitue une dérogation à un principe fondamental des sociétés : l'article 1855 défend aux associés de stipuler que l'un d'eux sera exempt de toute perte. Il y a des sociétés où les associés peuvent limiter leurs pertes à leur apport, mais jamais ils ne peuvent stipuler qu'ils ne participeront pas aux pertes, au moins jusqu'à concurrence de leur apport.

Au contraire les biens réservés échappent durant la communauté à toute poursuite de la part des créanciers du mari, à l'exception du moins de ceux du ménage. La reprise qu'en effectue la femme ne vient donc en rien diminuer le gage de ces créanciers et ne leur cause aucun préjudice.

Lorsque la femme est soumise au régime de la loi de 1907, la communauté ne constitue plus une masse de biens unique soumise à une seule administration et grevée d'un même passif. A côté de la masse ordinaire, soumise à l'administration du mari et grevée des dettes de ce dernier, il existe une petite caisse que la loi nouvelle a soustraite aux pouvoirs du chef de ménage, ainsi qu'aux poursuites de ses créanciers. Dès lors, on comprend sans peine que le législateur ait pu permettre à la femme de s'exonérer du passif tombé en communauté du chef du mari, en se dépouillant non plus de tous ses droits sur l'actif commun, mais uniquement de ses droits sur la partie de l'actif commun, qui se trouvait seule affectée aux droits des créanciers du mari.

C'était déjà une considération très sérieuse qui devait pousser la loi à autoriser la femme renonçante à exercer la reprise de ses biens réservés, mais il faut aller plus loin et dire que de cette disposition de l'article 5 § 2 dépendait, dans une large mesure, l'efficacité de la réforme réalisée par la loi de 1907. Cette prérogative est nécessaire pour protéger la femme contre les effets postérieurs à la dissolution, des abus et des dissipations commis par le mari pendant le mariage. Soustraire les gains personnels de la femme aux dilapidations possibles du mari, telle a été la raison qui a

décidé le législateur à élaborer la loi de 1907 et à donner à la femme le droit de les toucher et de les administrer. Or, si la loi n'avait pas permis à la femme renonçante de retirer de la masse commune les biens réservés, il est évident que ces biens n'auraient été qu'en apparence, et seulement tant que dure la communauté, soustraits aux dilapidations du mari. Supposons en effet que, par sa mauvaise gestion, il laisse un passif supérieur à l'actif commun, la sagesse commanderait à la femme de renoncer à la communauté ; mais, du même coup, elle en abandonnerait l'actif, et par suite ses gains personnels, qui deviendraient alors le gage des créanciers du mari.

Ainsi, sans la disposition de l'article 5 § 2, la réforme aurait été tout à fait incomplète. Le mari aurait pu indirectement faire servir à ses débauches et à ses plaisirs personnels les produits du labeur de son épouse, en les affectant par avance à la garantie de ses dettes : ce n'aurait été après tout qu'une affaire de temps.

* * *

La femme laborieuse, en renonçant à la communauté, ne perd donc pas tous ses droits sur l'actif commun : elle peut exercer la reprise des biens réservés à son administration. Nous sommes par suite amenés à faire la constatation suivante : pour une femme soumise au régime de la loi de 1907 (1), la renonciation ne sera pas seulement un moyen de s'exonérer du passif tombé en communauté du chef du mari. Assurément,

(1) Comme d'ailleurs pour celle qui se serait réservé la reprise de ses apports francs et quittes.

si la communauté est mauvaise, la femme ne manquera pas d'user de la faculté de renonciation, d'autant plus que les biens communs réservés mis dans son lot doivent être compris dans la détermination et l'évaluation de l'émolument, jusqu'à concurrence duquel elle est personnellement tenue vis-à-vis des créanciers du mari. Mais elle pourra aussi avoir intérêt à renoncer, même si la communauté est bonne et solvable. On peut, en effet, supposer que la communauté ait été surtout grossie par les économies réalisées sur les produits du travail de la femme, de sorte qu'en fin de compte, la moitié de la communauté, à laquelle son acceptation lui donnerait droit, ne représente pas une valeur aussi importante que ses biens réservés. Aussi, avant de prendre un parti quelconque, la femme aura à peser la valeur de ses biens réservés, et à la comparer à celle des biens ordinaires de communauté. Elle pourra alors voir si, malgré le bon état de la communauté, une renonciation ne lui sera pas plus avantageuse qu'une acceptation. La renonciation se trouve dans cette hypothèse, comme dans l'hypothèse de l'article 1514, détournée de son motif primitif, qui était exclusivement de décharger la femme de toute contribution aux dettes du mari.

Lorsqu'on étudie les effets de la clause de reprise d'apport de l'article 1514, il est d'usage de se demander si la femme, par sa renonciation, redevient rétroactivement propriétaire de ses apports, ou au contraire si elle ne peut se présenter que comme créancière. Cette question présente un intérêt considérable, principalement au point de vue des risques et de la validité des actes d'aliénation consentis par le mari, ainsi que

des saisies pratiquées par ses créanciers. Une telle question ne saurait se poser, lorsqu'il s'agira pour la femme de reprendre ses biens réservés. Il est évident qu'elle les reprend à titre de propriétaire. Tous les risques sont pour elle : au cas où certains d'entre eux auraient péri, elle ne saurait émettre la prétention de réclamer leur valeur au mari. C'est une sorte de reprise en nature supplémentaire, que la femme exerce comme si ces biens réservés avaient le caractère de biens propres.

En ce qui concerne la question de savoir si la reprise sera ou non opposable aux tiers qui ont traité avec le mari, elle ne saurait se poser, puisque, pendant la durée de la communauté, le mari n'a aucun pouvoir, ni pour en disposer, ni pour les engager par ses dettes.

Quant aux créanciers, avec lesquels le mari a traité pour les besoins du ménage, nous verrons qu'ils conservent le droit de poursuivre les biens réservés, malgré la renonciation de la femme et la reprise. Ce n'est pas à dire cependant que la femme n'aura pas, dans certains cas, certaines créances à faire valoir contre son mari à l'occasion de la reprise de son pécule. Il en sera ainsi notamment au cas où la femme aurait payé avec ses biens réservés certaines dettes personnelles du mari ou de la communauté. La théorie des récompenses permettrait alors à la femme d'agir à titre de créancière contre son mari pour lui réclamer cette somme. De même au cas où le mari aurait par sa faute causé un dommage au patrimoine réservé de la femme, celle-ci aurait le droit de lui réclamer une indemnité, conformément au droit commun (art. 1382).

Par contre, il pourra arriver que la femme soit tenue

à l'occasion de son pécule, de payer une récompense à son mari. C'est ce qui aura lieu, par exemple, dans l'hypothèse où, pendant la durée de la communauté, on aura payé avec des deniers communs une dette ayant trait aux biens réservés de la femme.

* * *

Conséquences de la renonciation de la femme au point de vue du passif.

Nous connaissons les règles du Code civil relatives aux effets de la renonciation sur le droit de poursuite des créanciers. Ecartons immédiatement les créanciers personnels de la femme, c'est-à-dire ceux qui, pendant la durée de la communauté, n'avaient droit de poursuite que sur les biens propres de la femme. Il est évident qu'après la dissolution, que la femme renonce ou qu'elle accepte, ces créanciers n'auront aucun droit de poursuite contre le mari, et que d'autre part, ces dettes devront être supportées définitivement par la femme.

Mais que décide le Code à l'égard des créanciers, qui pendant la durée de la communauté, avaient le droit de poursuivre les biens communs ?

Une distinction s'impose entre les créanciers du mari et ceux de la femme. Les créanciers du mari ne peuvent poursuivre que le mari, ils ne sauraient émettre la prétention de poursuivre la femme qui, par sa renonciation, est devenue étrangère à la communauté.

Quant aux créanciers de la femme, ils continuent à pouvoir poursuivre pour le tout leur débitrice, mais ils peuvent également poursuivre pour le

tout le mari. Ayant maintenant par l'effet de la renonciation de la femme la propriété exclusive de tout l'actif commun, il est naturel qu'il puisse être poursuivi pour tout le passif, qui était, même provisoirement, à la charge de la communauté.

Au point de vue de la contribution, rappelons que tout le passif commun reste à la charge du mari. Nous entendons parler uniquement du passif véritable de la communauté, du passif qui y est tombé définitivement et sans que le paiement par elle effectué lui donne droit à récompense.

Les dettes de la femme qui ne sont tombées en communauté que provisoirement et à charge de récompense doivent être supportées par la femme, malgré sa renonciation. Le mari, qui les auraient acquittées, a donc un recours contre elle.

Demandons-nous dans quelle mesure ces règles seront modifiées, lorsque nous nous trouverons en présence d'une femme renonçante soumise au régime de la loi de 1907.

En ce qui concerne les créanciers personnels du mari, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas traité avec lui pour les besoins du ménage et qui par suite n'avaient, pendant la durée de la communauté, aucun droit de poursuite sur les biens réservés, rien n'est changé aux règles du Code civil. Ces créanciers ne pourront évidemment poursuivre que le mari.

Mais, en ce qui concerne ceux des créanciers du mari qui ont traité avec lui pour les besoins du ménage, et qui, aux termes de l'article 3 § 2, avaient, pendant la durée de la communauté droit de poursuite sur les biens réservés, ils pourront, après la dissolution

et malgré la renonciation de la femme, poursuivre non seulement le mari, mais aussi la femme. En effet, l'article 5 § 3 est formel ; il dit que la femme reprend son pécule franc et quitté « de toutes dettes autres que celles dont il était antérieurement le gage ». La femme pourra, en cas de renonciation, être poursuivie par ces créanciers du ménage pour la totalité de la dette, et non pas seulement pour moitié, comme cela doit avoir lieu en cas d'acceptation.

Selon nous, il faut admettre également que la femme sera tenue de ces dettes, non pas seulement sur les biens réservés, mais sur tous ses biens. C'est en effet un principe dans notre droit que celui qui reprend une masse de biens est personnellement et sur tous ses biens tenu de payer les charges qui la grèvent.

La question se posera aussi de savoir si la femme qui a acquitté ces dettes de ménage, sera obligée de les supporter définitivement ou au contraire si elle aura un recours contre son mari pour les lui faire supporter en tout ou en partie. Si le principe du recours est admis, dans quelle mesure lui sera-t-il ouvert ? Il paraît certain que la femme devra supporter au moins une partie de ces dettes, car les biens réservés restent grevés d'affectation au ménage, au même titre que les autres biens communs. M. Morin (1) admet même que la femme qui a dû payer une dette contractée par son mari dans l'intérêt du ménage, n'a droit à aucune récompense. Son mari, dit-il, en s'obligeant, la représentait en quelque sorte.

Que déciderons-nous pour les créanciers de la femme ?

(1) MORIN. Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail, p. 317.

Il y a d'abord toute la catégorie de créanciers, qui, pendant la durée de la communauté, n'avaient droit de poursuite que sur les biens réservés, et quelquefois aussi sur les propres de la femme. Pour ces créanciers-là, il n'y a pas de difficulté. La femme reprenant en cas de renonciation ses biens réservés, ils ne subissent aucune diminution dans leurs droits de poursuite. Les créanciers qui ont traité avec la femme sans autorisation, continueront à ne pouvoir poursuivre la femme que sur ses biens réservés, mais non sur le reste de son patrimoine, car l'obligation de la femme n'est valable qu'à l'égard des biens réservés ; à l'égard des autres biens, le droit commun des nullités reprend son empire.

Restent les créanciers de la femme, qui, pendant la durée de la communauté, avaient le droit de poursuivre, outre les propres de la femme et les biens réservés, les biens de communauté : par exemple ceux qui ont traité avec la femme autorisée de son mari, les créanciers de la femme antérieurs au mariage et ceux qui ont contracté avec une femme commerçante pour les besoins de son négoce.

Nous croyons qu'au point de vue du droit de poursuite, rien n'est changé aux règles du Code civil. Ces créanciers pourront donc poursuivre le mari pour le tout et la femme également pour le tout.

Mais que décider au point de vue de la contribution ? Sous l'empire du Code, en principe, et à moins qu'il s'agisse de dettes relatives à des propres ou aux apports repris par la femme (1), ces dettes étant tombées dans le passif définitif de la communauté, devaient être

(1) PLANIOL, III, n° 1392.

supportées par le mari seul au cas de renonciation de la femme.

Il en sera de même depuis la loi de 1907. Seulement, s'il s'agit d'une dette relative à un bien réservé, contractée par hasard avec l'autorisation du mari, nous déciderons, par analogie avec ce qui est admis en cas de reprise par la femme de ses apports, que cette dette devra être assimilée aux dettes relatives aux propres et supportée définitivement par l'épouse. Le mari qui l'a acquittée aurait donc un recours contre celle-ci.

L'application des principes produit une conséquence assez curieuse, en ce qui concerne les dettes contractées par une femme commerçante pour les besoins de son commerce.

D'une part, en vertu de l'article 5 § 2, la femme, par le fait de sa renonciation, reprend tous les bénéfices commerciaux réalisés par elle. D'un autre côté, rien ne prouve que la loi de 1907 ait entendu déroger aux règles du Code civil, en ce qui concerne les dettes de la femme commerçante. Nous sommes donc obligés d'admettre que, comme par le passé, les créanciers de cette catégorie ont droit de poursuivre non seulement la femme, leur débitrice, mais encore le mari. Cette solution s'impose, si l'on admet, contrairement à l'opinion de M. Valéry (1), que pendant la durée de la communauté, ces créanciers ont le droit de poursuivre les biens ordinaires de communauté. Il ne faut pas que la renonciation de la femme vienne diminuer leur gage.

Faut-il aller plus loin et dire que, même au point de vue de la contribution, rien ne sera changé non plus

(1) VALÉRY. *Annales de droit commercial*, 1907, p. 397.

aux règles du Code, et que par suite ces dettes devront être supportées définitivement par le mari ?

Peut-être sera-t-on choqué d'un tel système, qui aurait pour effet de laisser les dettes commerciales de la femme à la charge du mari, alors que les bénéfices commerciaux profitent exclusivement à l'épouse.

Le seul moyen d'échapper à cette bizarrerie sera, semble-t-il, de décider que ces dettes de la femme doivent être considérées comme étant relatives à des biens réservés, ayant pour cause l'acquisition de biens réservés ; dès lors qu'elles doivent être supportées définitivement par la femme. Le mari qui aurait été contraint de les acquitter aurait ainsi un recours intégral en restitution contre sa femme.

* * *

Nous avons toujours envisagé jusqu'à présent l'hypothèse où le droit d'option s'ouvrait en la personne même de la femme, où par conséquent celle-ci survivait à la dissolution de la communauté. Dans cette hypothèse, la femme retire ses biens réservés malgré sa renonciation. Il va sans dire qu'une fois ouvert en la personne de la femme, le droit d'effectuer la reprise se transmet comme tout autre droit, alors même que la femme n'aurait pas eu le temps d'exercer son droit d'option. Son droit passe à ses héritiers ou successeurs, même aux collatéraux, même aux simples légataires, quels qu'ils soient ; ceux-ci le possèdent alors par transmission.

Si la femme est représentée par plusieurs héritiers ou légataires, aux termes de l'article 1475,

qui pose le principe de la divisibilité du droit d'option, ceux-ci ne sont nullement obligés de s'entendre pour prendre un parti unique (1). Ils peuvent prendre des partis individuels : l'un peut accepter, les autres peuvent préférer renoncer.

Ceux qui renoncent seuls pourront exercer les droits que l'article 5 § 2 octroie à la femme renonçante, c'est-à-dire qu'ils auront le droit de reprendre les biens réservés, mais seulement dans la proportion où ils sont héritiers de la femme. En d'autres termes, ils reprendront une part de cette masse de biens proportionnelle à leur part héréditaire dans la succession de la femme.

Le reste des biens réservés se partagera entre le mari d'une part, et les héritiers de la femme qui acceptent d'autre part.

Conformément aux règles habituelles en la matière, les biens ordinaires de communauté seront répartis entre le mari et les héritiers de la femme acceptants non pas par moitié, mais de telle sorte que la part qui aurait dû revenir aux renonçants vienne accroître celle du mari. C'est un grand principe en matière de communauté, que c'est uniquement le mari et non pas les représentants de la femme qui acceptent, qui doit profiter de la renonciation de ceux qui n'acceptent pas.

(1) La majorité des auteurs et la jurisprudence décident que l'article 1475 doit recevoir son application, non seulement lorsque le droit d'option s'ouvre directement au profit des héritiers de la femme, mais aussi au cas où le droit d'option s'est ouvert en la personne de l'épouse et a été transmis par elle à ses héritiers. C'est là une différence remarquable avec la règle qui est posée par les articles 781 et 782 pour le cas d'une succession ; quand le successeur appelé à la recueillir meurt, avant d'avoir pris parti, tous ceux qui lui succèdent, sont obligés de prendre une seule et même décision.

Les parts de ceux qui renoncent vont au mari. Il n'y a pas d'accroissement au profit des cohéritiers acceptants.

Eclairons par un exemple les principes qui précèdent : Supposons que la communauté dissoute par la mort du mari se compose d'un actif net de 1.400 francs, dont 400 francs de biens provenant des produits du travail personnel de la femme. Pour simplifier, il n'y a ni reprises, ni récompenses.

La femme meurt, avant d'avoir exercé son droit d'option ; elle le transmet donc à ses héritiers.

Supposons dans l'espèce qu'elle laisse pour uniques successeurs quatre frères germains ou quatre enfants d'un précédent mariage P. S. T. Q. *Primus* et *Secundus* renoncent à la communauté. *Tertius* et *Quartus* acceptent.

Demandons-nous quels vont être les droits de chacun d'eux, ainsi que ceux des représentants du mari. Comme nous l'avons dit, les successeurs de la femme renonçants ont le droit d'exercer la reprise d'une partie des biens réservés proportionnelle à leur part héréditaire. Comme ils sont héritiers de la femme pour un quart, ils prendront chacun un quart des biens réservés, soit chacun $\frac{400}{4} = 100$ fr. Le reste des biens réservés soit 200 francs revient : 1^o pour moitié aux héritiers de la femme acceptants, soit 100 francs, chacun 50 francs ; 2^o pour moitié à la succession du mari, 100 francs.

Restent les biens ordinaires de communauté, évalués à 1.000 francs. Si tous les héritiers de la femme avaient accepté la communauté, ils auraient eu droit tous ensemble à 500 francs, soit chacun 125 francs, et la succession du mari aurait eu 500 francs.

Etant donné que deux héritiers de la femme *Primus* et *Secundus* ont renoncé, leurs deux parts $125 + 125 = 250$ francs viennent accroître celle du mari, qui a droit non plus à 500 francs, mais à $500 + 250 = 750$ francs.

En résumé donc, dans la liquidation, voici quels seront les droits de chacun. :

La succession du mari a droit à	$100 + 750 =$	850 fr.
<i>Primus</i> (renonçant) a droit à	100 fr.....	100 fr.
<i>Secundus</i> (renonçant)	100 fr.....	100 fr.
<i>Tertius</i> (acceptant)	$50 + 125 =$	175 fr.
<i>Quartus</i> (acceptant)	$50 + 125 =$	175 fr.

Total égal à l'actif net de communauté.. 1.400 fr.

Envisageons maintenant l'hypothèse où la communauté s'étant dissoute par la mort de la femme, le droit d'option s'ouvre directement au profit des héritiers. Selon nous, c'est uniquement cette hypothèse que prévoit l'article 5 § 3, qui décide que la faculté de reprendre le pécule en cas de renonciation, n'appartient qu'aux héritiers en ligne directe de la femme. Ce paragraphe nous semble absolument étranger à l'hypothèse que nous venons d'examiner, où la communauté, s'étant dissoute de toute autre manière, la femme transmet son droit d'option à ses héritiers.

Il y a en faveur de cette interprétation un argument d'analogie à tirer de ce qui est généralement admis en matière de reprise d'apport franc et quitte. Du moment que le droit s'est ouvert en la personne de la femme, elle le transmet à ses héritiers ou successeurs, quels qu'ils soient, alors même qu'elle ne l'aurait stipulé qu'uniquement en sa faveur ou de quelques héritiers limitativement déterminés.

Mais si la communauté s'est dissoute par la mort de la femme, le droit de reprise du pécule n'appartient pas à tous les héritiers de la femme indistinctement. A tort ou à raison, cette faculté a paru au législateur un peu exorbitante du droit commun posé par l'article 1492. 1^o ; aussi a-t-il voulu réserver cet avantage aux seuls héritiers en ligne directe.

L'extension aux enfants et aux descendants de la femme du bénéfice de l'article 5 § 2 se comprend aisément. Comme le faisait remarquer M. Guillier dans son rapport (1). « N'est-ce pas en effet dans l'intérêt de ses enfants qu'elle (la femme) s'est imposée des sacrifices ? Serait-ce équitable que ses économies péniblement amassées soient enlevées à ses enfants par des créanciers personnels du mari, qui en faisant crédit à celui-ci, ont encouragé ses goûts de dépense ? »

Le droit que confère l'article 5 appartiendra donc d'abord aux enfants de la femme, ou plutôt à tous ses descendants. Il n'y aura pas à distinguer si ce sont des enfants nés du mariage ou d'un premier lit. La généralité des termes de la loi nous oblige à admettre que ce droit n'est pas réservé aux seuls enfants légitimes ou légitimés, mais qu'il appartient aussi aux enfants naturels ou adoptifs de la femme.

D'autre part, bien qu'il résulte des travaux préparatoires que le législateur, en étendant le droit de reprise aux héritiers en ligne directe, ait surtout envisagé l'intérêt des enfants, nous sommes obligés d'admettre en présence des termes généraux dont s'est servi

(1) GUILLIER. Rapport au Sénat. *Journ. off.*, 1907. Doc. Parlem., Sénat, n^o 77, p. 54.

l'article 5, que tous les héritiers en ligne directe doivent profiter de cet avantage, même les héritiers en ligne directe ascendante. Ici encore il faut décider que les père et mère naturels auront les mêmes droits que les parents légitimes.

Les héritiers en ligne directe ascendante ou descendante sont les seuls qui aient la faculté d'exercer la reprise du pécule de la femme. A l'égard de tous autres héritiers (collatéraux même privilégiés, frères et sœurs de la femme) et des simples légataires universels ou à titre universel, qui ne sont pas en même temps des héritiers en ligne directe, c'est le droit commun qui reprend son empire : les biens réservés sont, en cas de renonciation, considérés comme biens dépendant de la communauté. Au même titre que les autres biens communs, ils appartiennent au mari, et s'il y a lieu, viennent grossir le gage de ses créanciers (1).

De ce que la loi n'a pas octroyé à tous les successeurs de la femme indistinctement, mais seulement à certains d'entre eux, le droit de reprise du pécule en cas de renonciation, il nous est permis de prévoir le problème suivant, qui peut se poser également en matière de reprise d'apport franc et quitte (art. 1514).

Il sera possible, en effet, de voir concourir à la succession de la femme, à la fois des successeurs ayant droit à la reprise du pécule en cas de renonciation et d'autres qui ne bénéficient pas du même avantage. Supposons que la femme, ayant des enfants ou autres

(1) Pour le cas où, parmi les héritiers en ligne directe, les uns accepteraient, les autres répudieraient la communauté, il y a lieu de transporter ici toutes les explications que nous avons données, en envisageant l'hypothèse où le droit d'option, s'étant ouvert au profit de la femme, aurait été transmis par elle à ses successeurs.

héritiers à réserve, ait institué un ou plusieurs légataires universels ou à titre universel. Les enfants viendront en concours avec les légataires. — Ou encore (hypothèse encore plus pratique) la femme, morte sans postérité, laisse pour héritiers à la fois des ascendants et des collatéraux, par exemple un ascendant dans la ligne paternelle et des cousins dans la ligne maternelle — ou encore elle laisse des frères et sœurs qui, en leur qualité de collatéraux privilégiés, viennent en concours avec ses père et mère.

Dans tous ces cas, faut-il dire que seuls les héritiers en ligne directe pourront exercer et profiter de la reprise du pécule, ou qu'à cause de la présence de ceux qui peuvent l'exercer, les autres successibles (même collatéraux, même légataires) en profiteront ?

Il semble rationnel d'appliquer à cette hypothèse la solution donnée au cas où la femme ayant stipulé la reprise de ses apports pour certains de ses héritiers, laisse à la fois quelques-uns des héritiers, pour lesquels elle avait stipulé la reprise d'apport, et d'autres, pour qui elle ne l'avait pas stipulée. Or, que décide-t-on dans ce cas ? Certains auteurs (1) admettent qu'alors la présence de ceux qui peuvent exercer la reprise d'apport bénéficie aux autres. Mais une autre opinion, proposée par M. Colmet de Santerre, nous semble préférable. Ce jurisconsulte applique ici par analogie l'article 1475, qui dit qu'en cas de mort de la femme, ses héritiers peuvent prendre chacun un parti différent : accepter ou renoncer. Il décide que seuls les héritiers, pour qui la femme avait stipulé la reprise d'apport,

(1) En ce sens : AUBRY et RAU, § 528, 4^e édition, tome V ; — POTHIER, n^o 387 ; — DURANTON, XV, 149 et 165 ; — ODIER, II, 852 et 853 ; — RODIÈRE et PONT, IV, 1504.

l'exerceront, mais seulement dans la mesure où ils représentent le *de cuius*, les autres ne l'exerceront pas du tout.

C'est la même solution qu'il conviendra de donner, lorsqu'une femme mariée, soumise au régime de la loi de 1907, viendra à mourir, laissant à la fois des héritiers en ligne directe et des successibles n'ayant pas droit à la reprise du pécule.

Les héritiers en ligne directe exerceront cette reprise, non pas pour le tout, mais seulement dans la mesure où ils représentent le *de cuius, pro parte hæreditaria*.

Prenons un exemple :

Une femme mariée sous le régime de communauté meurt, laissant pour héritier son père, sa mère et un frère. Nous savons que dans cette hypothèse le père prend un quart de la succession, la mère un quart, le frère la moitié. La valeur du pécule réservé est de 400 francs. Tous les héritiers renoncent. Le frère n'a aucun droit, d'après notre opinion, à la reprise du pécule. Seuls les ascendants bénéficient de cet avantage, et ils l'exerceront dans la mesure où ils représentent le *de cuius*. Les père et mère prendront donc chacun un quart du pécule, soit $\frac{400}{4} = 100$ francs. Le reste, soit 200 francs, reviendra au mari avec les autres biens de communauté.

Les quelques exemples que nous avons cités, nous donnent une idée des complications que la loi de 1907 sera susceptible de faire naître dans les opérations de liquidation de communauté, surtout lorsque les successibles de la femme ne seront pas d'accord pour prendre un parti unique relativement à la communauté.

CHAPITRE VI

QUESTIONS DE PREUVE QUE FAIT NAÎTRE LA LOI DE 1907

SECTION I

**Justifications à fournir par la femme aux tiers avec
qui elle veut contracter relativement à ses biens
réservés.**

Nous savons que la femme mariée en général, mais plus particulièrement la femme commune, ne peut en principe, seule et sans autorisation, faire valablement aucun acte juridique. C'est l'effet de son incapacité, mais surtout des droits de jouissance et d'administration appartenant au mari, au profit duquel elle s'est irrévocablement dessaisie. Pour passer un acte juridique, elle doit donc se munir d'une autorisation du mari ou se présenter comme son mandataire. Sans doute, en pratique, on voit journellement des femmes communes disposer de sommes plus ou moins importantes, dépendant de la communauté. Le plus souvent, c'est la conséquence de la théorie du mandat tacite, très largement admise par la jurisprudence, mais qui en définitive se restreint aux besoins du ménage. Pour la femme commerçante, c'est la consé-

quence de l'autorisation générale donnée une fois pour toutes par le mari et tacitement renouvelée à chaque acte.

Mais ce ne sont là que des exceptions, qui ne détruisent en rien le grand principe que nous posons, à savoir que la femme commune ne peut faire seule valablement aucun acte.

La loi de 1907 n'a pas changé le principe, qui reste vrai pour les femmes mariées laborieuses, comme pour les autres. Elle est venue seulement, en ce qui les concerne, apporter à la règle une exception de plus, très large dans sa portée. Relativement à une certaine masse de leurs biens (gains personnels et économies en provenant), la loi de 1907 est venue les investir d'une capacité presque complète. « La femme laborieuse pourra donc avoir en mains des biens dont elle peut librement disposer et des biens sur lesquels elle n'a aucun droit ou qu'un droit restreint » (1).

Ceci posé, plaçons-nous dans l'hypothèse où une femme mariée laborieuse voudra exercer en fait les droits que lui a conférés la loi de 1907. C'est ce qui arrivera par exemple lorsqu'elle voudra retirer sans autorisation des deniers provenant de son travail qu'elle a déposés, lorsqu'elle remettra à un agent de change ou à un notaire une somme d'argent pour acheter des valeurs mobilières ou immobilières, et surtout lorsqu'elle voudra aliéner à titre onéreux, sans autorisation maritale, des biens qu'elle prétend réservés, c'est-à-dire soumis au régime de la loi de 1907.

Il est facile de concevoir que les tiers, avant de contracter, seront assez prudents pour exiger d'elle

(1) BÉRARD. *Bull. S. Et. légist.*, 1901, 1902, p. 455.

une justification leur permettant de constater que la femme se trouve dans les conditions requises pour passer valablement l'acte sans autorisation. Autrement, ils pourraient être exposés à toute sorte de désagréments, soit à être obligés de payer la somme une seconde fois entre les mains du mari, soit à voir annuler l'acte passé irrégulièrement par la femme.

Supposons que la loi ne se soit pas prononcée relativement aux preuves que ces tiers étaient en droit de demander à la femme, pour mettre leur responsabilité à couvert : il est certain que, pour avoir toute sécurité et se préserver contre toute surprise ultérieure, ils se seraient montrés très rigoureux, et devant l'insuffisance des justifications fournies, auraient souvent refusé de contracter avec les femmes mariées, qui se seraient présentées à eux sous le couvert de la loi de 1907, ou du moins auraient exigé l'autorisation du mari. Or, c'est à cette autorisation qu'on voulait précisément les soustraire. Le législateur a compris que, s'il n'intervenait pas pour rassurer les tiers, le bénéfice de la loi serait en grande partie illusoire pour l'épouse. Il se serait trouvé avoir investi la femme d'une capacité, que bien souvent en pratique, elle n'aurait guère pu exercer.

Rationnellement, le tiers qui se dispose à traiter avec une femme mariée non autorisée, mais invoquant le bénéfice de la loi de 1907, est en droit d'exiger de la femme la justification que toutes les conditions requises pour l'application de cette loi sont remplies. Par conséquent, la femme devrait lui démontrer deux choses : 1^o non seulement qu'elle exerce un travail ou une profession distincte du travail ou de la pro-

fession exercée par son mari ; 2^o mais encore l'origine des sommes, valeurs ou biens dont elle dispose, en d'autres termes que ces valeurs proviennent en fin de compte de son travail personnel.

La loi, sous peine de rendre ses dispositions inefficaces, pouvait difficilement exiger que la femme fournît cette seconde justification. En effet, une preuve légalement complète de l'origine des deniers qui ont servi à l'acquisition, eût été presque toujours impossible. C'est ce que fait excellemment ressortir M. Bérard (1) : « Supposons la femme tenue de justifier » vis-à-vis des tiers de la provenance des sommes ou » valeurs dont elle veut disposer. On sait l'extrême » circonspection des compagnies, des banquiers et des » agents de change, dès qu'ils traitent avec une femme » mariée. Leur formalisme minutieux et exigeant ne » connaît point de bornes. Ils ne se contenteront » jamais des justifications d'origine produites par la » femme ; jamais ils ne se croiront à l'abri des responsabilités. Pratiquement, après comme avant la loi » nouvelle et malgré le droit de disposition expressément accordé à la femme, les tiers exigeront, pour » contracter avec elle, l'intervention et le concours » du mari. La femme ne disposera point du tout en » fait des biens produits par son travail, et la réforme » restera inefficace. On a voulu permettre à la femme » d'agir sans le concours de son mari pour tout ce qui » concerne son pécule : le but de la loi sera manqué. »

Aussi, s'inspirant de ces considérations très justes,

(1) BÉRARD. Rapport sur les travaux de la commission chargée d'élaborer le projet de loi sur les gains et salaires de la femme mariée. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1901-1902, p. 456.

la loi de 1907 (art. 1 § 4) est-elle venue dispenser la femme de la seconde justification, celle de l'origine des deniers, qu'elle a jugée trop délicate à fournir. Il suffira donc que la femme justifie de l'exercice d'un travail ou d'une profession indépendante.

Cette preuve une fois faite, la loi a institué en sa faveur et en faveur des tiers, une présomption légale, d'après laquelle les biens compris dans l'opération sont issus de produits de son travail et constituent des biens réservés. Les tiers, avec lesquels la femme a traité en leur fournissant cette justification, sont à l'abri de toute responsabilité. Ils n'auront donc aucune crainte à avoir sur la validité de l'acte qu'ils ont passé avec la femme non autorisée. Cet acte ne saurait être annulé, alors même que le mari ou ses créanciers arriveraient par la suite à prouver que les valeurs dont la femme a disposé, étaient en réalité des valeurs dépendant de la masse ordinaire de communauté, et que d'ailleurs la femme a agi en dehors des limites du mandat tacite. Toutefois, il faut interpréter sagement cette disposition légale et dire que les tiers sont à l'abri de toute responsabilité, à moins toutefois qu'ils ne soient convaincus de complicité ou de mauvaise foi, suivant l'adage bien connu : *Fraus omnia corrumpit*.

En résumé la loi de 1907 a édicté une présomption absolue, d'après laquelle la femme qui a fait la justification de l'exercice d'un travail séparé, agit toujours dans ses rapports avec les tiers dans la limite des pouvoirs nouveaux qui lui sont conférés.

On a fait une objection au système de la loi : c'est qu'à la faveur de cette présomption, la femme pourra valablement aliéner des biens sur lesquels elle n'a

aucun droit. C'est même la crainte d'un tel résultat qui a fait reculer la Société d'Etudes législatives devant l'admission de la présomption légale, dont nous venons de parler. En effet, le projet élaboré par cette société (1) met la femme, qui se prévaut de sa capacité nouvelle, dans l'obligation de prouver aux tiers la provenance des biens dont elle veut disposer.

L'article 4 du projet était ainsi conçu : « La preuve de la provenance des biens dont la femme déclarera vouloir disposer pourra être faite par tous les moyens de droit, sauf par commune renommée. » Cet article ne faisait aucune distinction : il exigeait de la femme la preuve de la provenance des biens, tant à l'encontre du mari, de ses héritiers ou de ses créanciers, qu'à l'encontre des tiers, avec qui la femme désirerait contracter.

Ainsi que cela résulte de l'exposé des motifs de M. Boistel, ce n'est pas sans de nombreuses hésitations, que la commission chargée d'élaborer le projet, a écarté le système de la présomption légale, qu'avait proposé M. Saleilles (2). L'article 3 de ce projet était ainsi conçu : « La femme pour faire emploi ou pour disposer de ses biens réservés, n'a aucune justification d'origine à fournir vis-à-vis des tiers. »

M. Boistel (3), dans son exposé des motifs, nous indique clairement les raisons qui, en définitive, ont fait rejeter par la commission le système de M. Saleilles. « Elle (la présomption) a paru à la majorité trop hardie et même trop en opposition avec l'expérience

(1) *Bull. Soc. ét. lég.*, 1901-1902, p. 464.

(2) Voir projet de M. Saleilles. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1901-1902, p. 205 et 206.

(3) BOISTEL. Exposé des motifs, *cod. lib.*, 1901-1902, p. 462-463.

» la plus facile à constater. Bien souvent, dans les
» ménages pauvres aussi bien que dans les ménages
» modestes, le mari remet à la femme tout ou partie
» de ses propres gains pour entretenir le ménage ; les
» témoignages relatifs à des centres ouvriers impor-
» tants sont aussi formels que possible à cet égard.
» Il eût été vraiment trop exorbitant d'autoriser la
» femme à faire ce qu'elle voudrait de tout cet argent,
» à disposer seule de ses économies, dans lesquelles
» elle n'aura pas toujours eu même la plus grande
» part. Le seul procédé, qui a paru équitable et pratique
» a été de l'autoriser à prouver par tous les moyens,
» c'est-à-dire même par témoins au-dessus de 150
» francs, même par les seules présomptions du juge,
» qui appuyées par les circonstances seront sa prin-
» cipale ressource. »

Ces raisons rallièrent la majorité de la Société, qui rejeta à cet égard le projet de M. Saleilles, organisant une présomption légale (1).

Il faut reconnaître que la règle de l'art. 1^{er} § 4 a des inconvénients ; comme toutes les présomptions légales, elle consacrera parfois des résultats injustes et donnera lieu à des actes frauduleux au préjudice du mari. Il faut cependant approuver la loi d'avoir posé cette règle ; sans elle, en effet, la réforme aurait été frappée d'une inefficacité absolue : les tiers auraient continué, pour avoir toute sécurité, à exiger le concours du mari. Personne ne conteste l'utilité de la présomption légale posée par l'article 2279, qui dispense les

(1) Le système proposé par M. Gourju au Sénat (art. 6) est conçu dans le même sens. Au contraire, la proposition déposée à la Chambre par M. Grosjean (art. 4) était favorable à la présomption de M. Saleilles.

propriétaires de meubles corporels d'apporter la preuve de leur propriété ; et cependant cet article peut avoir l'inconvénient de dépouiller un légitime propriétaire de sa chose. Aucune règle n'est donc parfaite en matière de présomptions légales ; le législateur ne peut qu'adopter la moins défectueuse (1).

* * *

Preuve par la femme de l'exercice d'une profession séparée.

Pour bénéficier de la présomption légale que nous venons d'indiquer et qui la dispense d'apporter la preuve de la provenance des sommes et valeurs réservées dont elle dispose, il suffit que la femme justifie aux tiers, avec lesquels elle traite, qu'elle exerce un travail ou une profession distincte de la profession exercée par son mari.

Du texte définitif voté par le Parlement, nous pouvons rapprocher le texte du projet présenté par M. Saleilles à la Société d'Études Législatives (2). Il emploie (art. 3) une formule différente et exige de la femme la preuve qu'elle exerce une profession lucrative.

D'après l'article 1^{er} § 4 de la loi de 1907, grâce à

(1) Bien entendu, la femme n'est déchargée de la preuve de l'origine des biens réservés, qu'uniquement dans ses rapports avec les tiers avec qui elle veut contracter. Mais à tous autres égards, lorsqu'elle voudra invoquer la loi de 1907, soit à l'encontre de son mari ou de ses héritiers, soit à l'égard des créanciers du mari ou de la communauté, la présomption n'aurait plus sa raison d'être, serait injuste. Ce sera à la femme à faire contre eux la preuve, conformément aux dispositions de l'article 4, de la provenance de son pécule (v. *infra*, section II de ce chapitre).

(2) *Bull. Soc. Et. lég.*, 1901-1902, p. 205 et 206.

l'amendement de M. Legrand, il suffit que la femme justifie qu'elle exerce une profession distincte, mais elle n'a pas à justifier en outre que cette profession est lucrative, c'est-à-dire susceptible de lui procurer des gains et des économies rendant vraisemblables ses allégations. Par exemple, si une femme ayant une profession distincte fait l'acquisition d'un immeuble, elle n'aura pas à prouver et le tiers n'aura pas à rechercher, si les gains que lui procure son métier sont en rapport avec l'importance de l'achat.

Ici encore la loi a évité de nombreuses difficultés. Pour connaître l'importance des gains, certaines personnes auraient exigé des chiffres précis. Or, les femmes commerçantes en particulier ne se seraient guère souciées d'avoir à fournir de tels renseignements, qui auraient pu porter atteinte à leur crédit.

Comment la femme justifiera-t-elle aux tiers qu'elle exerce un travail ou une profession distincte ? Aux termes de l'art. 1^{er} § 4, cette preuve peut se faire par un acte de notoriété ou par tout autre moyen mentionné dans la convention.

I. *Acte de notoriété.* — L'acte de notoriété est un acte reçu par un notaire ou un juge de paix, par lequel des témoins viennent attester l'exactitude d'un fait (décès d'une personne, erreur de nom, de prénom, par exemple), ou tout au moins viennent certifier qu'il est de notoriété publique que tel fait s'est passé, que telle chose est exacte.

La loi n'a posé nulle part les règles des actes de notoriété, elle n'en a indiqué ni la nature, ni la forme, c'est la pratique seule qui en a dégagé les règles et les formules. L'acte de notoriété se borne à la simple

déclaration d'un fait connu de tous ; les témoins n'y tirent aucune conclusion.

L'acte dressé en vertu de la loi de 1907 devra naturellement être établi en la forme ordinaire des actes de notoriété ; il contiendra l'attestation par les témoins, que la femme exerce une profession, que cette profession lui est particulière et qu'elle est indépendante de celle exercée par le mari, puisque telle est la condition essentielle posée par la loi pour l'application des pouvoirs qu'elle accorde à la femme. Comme le fait remarquer M. Franck Deyzac (1), il sera utile de préciser dans l'acte la profession de chacun des époux et d'indiquer depuis quelle époque la femme exerce une profession séparée. Leur attestation aura d'autant plus de force probante qu'ils feront connaître ces différents points et qu'ils pourront représenter ou faire représenter au notaire des pièces (patente, baux... etc.), de nature à appuyer leurs déclarations.

Est-il besoin d'ajouter que les déclarants devront connaître à la fois le mari et la femme, puisqu'il s'agit de constater une dualité de profession.

Conséquences de la production de l'acte de notoriété.

Lorsque la femme pourra ainsi présenter aux tiers avec lesquels elle désire traiter, un acte de notoriété rédigé dans les formes habituelles de ces sortes d'actes et contenant les énonciations sus-énoncées, les tiers pourront avoir toute sécurité. La loi, en effet, énumère à part, d'une façon tout à fait explicite, l'acte de notoriété, comme mettant toujours leur responsabilité à couvert. Ils pourront, devant les réclamations ultérieures du mari ou de la femme, se retrancher

(1) *Journal du Notariat*, 1908, p. 145.

derrière la disposition formelle de l'article 1^{er}, qui se déclare satisfaite d'un tel acte pour la validité des opérations passées par l'épouse.

Aussi, en pratique, les tiers prudents et surtout les banques ou autres établissements de crédit, qui consentiront à contracter avec une femme mariée non autorisée de son mari, exigeront toujours un acte de notoriété régulièrement rédigé, à cause de la sécurité complète qu'il leur procure.

II. *Autre mode de preuve.* — La loi ajoute que la justification peut encore être faite par tout autre moyen mentionné dans la convention (art. 1 § 4).

Le législateur a sans doute pensé qu'il pouvait être onéreux pour la femme d'avoir recours à un acte notarié. Pour les femmes ouvrières, qui ne gagnent qu'un très petit salaire, l'acquisition peut être de très minime importance ; aussi la loi a-t-elle voulu faciliter autant que possible la preuve de l'existence d'une profession séparée. Sa seule exigence est que le moyen qui lui sert de preuve soit mentionné dans la convention.

En dehors de l'acte de notoriété, la femme peut donc établir d'une façon quelconque qu'elle exerce une profession distincte. Ainsi, étant donnée la généralité des termes de la loi, il semble qu'il faut décider qu'elle aura fait une justification suffisante, en produisant une attestation du patron qui loue ses services, ou encore par la présentation de sa feuille de patente ou du bail, si elle est commerçante, ou encore d'une reconnaissance émanant du mari.

Mais, bien entendu, il ne faudrait pas se contenter de la simple déclaration de la femme, qui ne serait pas corroborée par une pièce quelconque.

Il faut reconnaître que la formule de la loi aurait gagnée à être un peu plus explicite, moins vague et moins indécise. Il faudra un certain temps pour que la jurisprudence vienne établir les modes de preuve qu'elle considérera comme suffisants. Tant que les tribunaux ne se seront pas prononcés, les personnes prudentes, à défaut d'acte de notoriété, exigeront encore vraisemblablement la participation du mari aux actes de la femme.

Il nous faut rapprocher de la formule consacrée par la loi de 1907 celle employée par M. Saleilles, dans le projet présenté par lui à la Société d'Etudes législatives (1). Aux termes de l'article 3 de ce projet, la preuve que la femme exerce une profession lucrative peut être faite par un simple titre de reconnaissance émanant du mari.

L'article ne prévoyant aucun autre mode de justification, il est évident qu'en fait les tiers, pour dégager leur responsabilité, auraient toujours exigé que la femme leur produisît cette reconnaissance du mari. Or, la femme n'aurait guère eu le moyen de contraindre ce dernier à lui fournir cette reconnaissance. Elle se serait donc trouvée, comme par le passé, subordonnée au consentement de son mari, pour exercer des pouvoirs sur ses biens réservés.

* * *

Comme nous venons de le voir, l'intention de la loi était que la femme mariée pût très facilement disposer

(1) *Bull. Soc. Et. lég.*, 1901-1902, p. 205-206,

et faire emploi sans autorisation des économies provenant de son travail : les tiers ne pouvant exiger d'elle que la justification qu'elle exerce personnellement une profession distincte de celle de son mari.

Il ressort d'une enquête poursuivie par M. Léon Adam (1), dans les établissements de crédit de Paris, chez un agent de change et au bureau des transferts du ministère des finances, que la loi de 1907, malgré son caractère d'ordre public, ne reçoit pas pratiquement son exécution.

Résumons rapidement les résultats de cette enquête :

1^o *Etablissements de crédit* (Crédit lyonnais, Comptoir d'Escompte, Société Générale). — Les règlements particuliers de ces établissements refusent, à toute femme mariée, même soumise au régime de la loi de 1907, le droit de faire sans autorisation maritale, aucune opération : ouverture de compte, achat ou vente de valeurs.

Ils n'exigent cependant pas toujours que l'intervention du mari se manifeste à chacune d'elles, l'autorisation initiale ratifiant d'avance les actes de la femme (2).

(1) *Bull. Soc. législ. comparée*, 1908-1909, p. 280 : note de M. Léon Adam, avocat à la Cour d'Appel de Paris, sur l'application de la loi du 13 juillet 1907.

(2) Par exemple, « un compte-courant peut être ouvert au nom du mari, pour lequel compte celui-ci donnera à sa femme un pouvoir général de gérer et administrer : la femme déposera et retirera les fonds, achètera ou vendra des valeurs en toute liberté et sans contrôle, jusqu'à ce que le mari retire sa procuration ». Si le compte-courant est ouvert au nom de la femme, avec autorisation maritale, celle-ci peut librement déposer, retirer des fonds et acheter des valeurs, mais elle ne peut les vendre sans autorisation.

2^o *Agents de change.* — Pour les achats ou ventes de valeurs cotées à la Bourse, les agents de change considèrent toujours l'incapacité de la femme mariée comme absolue, et « s'ils se préoccupent de la loi de 1907, c'est pour exiger, non seulement les justifications de l'article 1^{er}, mais l'acceptation par le mari de ces justifications elles-mêmes et son consentement à l'opération sollicitée par son épouse ».

3^o *Trésor. Rente française.* — La femme mariée peut acheter de la Rente française, sans qu'on lui demande aucune justification au sujet de l'origine des deniers et de sa capacité personnelle. Mais pour la vente du titre de rente, le bureau des transferts exige l'autorisation du mari.

Il résulte donc de l'enquête de M. Léon Adam que la femme laborieuse, qui veut économiser sur les produits de son travail, se heurte pratiquement à des obstacles insurmontables. Comme il le fait remarquer, nous aboutissons à cette conséquence qu'en fait, depuis 1907, la femme est capable et libre de dépenser tout d'un coup son salaire, « pour un costume ou un bijou », mais demeure incapable « pour acheter une obligation de chemin de fer ou un simple quart d'obligation de la Ville de Paris ».

Il n'y a qu'un seul remède susceptible de vaincre la résistance des administrations : c'est le procès. La femme les sommerait d'avoir à accepter la seule justification prescrite par l'article 1^{er} de la loi, et, en cas de refus, obtiendrait contre elles condamnation sous contrainte. Assurément ce moyen coûteux et toujours aléatoire d'une action en justice peut être difficilement conseillé aux femmes visées par la loi de 1907, dont

les ressources sont généralement assez modestes. Si elles sont syndiquées, le remède devient d'une réalisation plus facile : elles pourront, pour faire valoir leurs droits, se ménager le concours moral et pécuniaire du syndicat féminin dont elles font partie.

SECTION II

Preuve de la provenance et de la consistance des biens réservés.

Lorsqu'on étudie les règles de l'article 4 mises à la disposition de la femme pour prouver la provenance et la consistance de ses biens réservés, on pense de suite à les comparer aux règles du Code civil sur la preuve par l'épouse de la provenance et de la consistance de ses biens propres. C'est qu'en effet, malgré la différence profonde qui les sépare, les biens réservés présentent ce trait commun avec les biens propres de la femme de ne pas se confondre avec les biens communs ordinaires, et d'être soumis à des règles toutes différentes de celles qui régissent ces derniers. Les règles régissant les biens propres (parfaits) de la femme diffèrent des règles régissant les biens communs aux trois points de vue principaux suivants : 1^o Le mari n'a aucun pouvoir de disposition sur ces biens. L'intervention de la femme est toujours nécessaire pour que le mari puisse en disposer en pleine propriété ; 2^o A la dissolution de la communauté, ces biens échappent à tout partage et sont repris par la femme, soit en nature, soit en équivalent ; 3^o Les créanciers du mari ne peuvent les saisir : ils sont en dehors de leur gage. On conçoit aisé-

ment, dès lors, tout l'intérêt que présente pour la femme, lorsque la question est contestée, à ce qu'il soit nettement établi que tel bien existant au logis est catalogué parmi ses biens propres et non parmi les biens communs. La question de preuve présente pour elle une importance capitale, lorsqu'elle se trouvera en présence soit de son mari ou de ses héritiers, soit de ses créanciers, qui contesteront à un de ses biens le caractère de propre.

Comment le Code civil résolvait-il cette grave question ? En matière de preuve, il y a toujours deux choses à distinguer : 1^o A qui incombe le fardeau de la preuve ; 2^o Quels sont les modes de preuve admis par la loi, et dont le juge pourra seulement tenir compte.

1^o *Charge de la preuve.* — Aux termes de l'article 1402 C. C., sous tous les régimes de communauté, tout bien existant au logis conjugal est, sauf preuve contraire, réputé acquêt, c'est-à-dire présumé commun (1). Par suite, lorsque l'un des époux, (la femme dans l'hypothèse), prétend que tel bien lui appartient en propre, ce sera à cet époux à en apporter la preuve. Sinon ce bien n'échappera pas aux règles de la communauté.

2^o Voyons maintenant les *seuls modes de preuve* admis par la loi, en dehors desquels le bien de la femme sera impitoyablement soumis au régime des biens communs. A cet égard le législateur n'a pas cru devoir s'occuper de la preuve des immeubles propres ; elle est en effet généralement facile : les titres établissant

(1) Sans doute, cette présomption légale en faveur de la communauté n'est posée expressément par l'article 1402 que pour les immeubles, mais il résulte implicitement des articles 1498 et 1499 qu'elle s'applique également aux meubles.

presque toujours l'origine de propriété. Au contraire, pour les meubles, le législateur a établi certains modes de preuve. Les deux textes qui visent ce point (art. 1499 et 1504) ne sont pas d'accord et ont donné lieu à beaucoup de controverses. Contentons-nous de rappeler le système auquel s'est ralliée la jurisprudence.

Elle distingue suivant que la personne contre laquelle la femme demande à faire la preuve est le mari ou ses héritiers, d'une part, ses créanciers d'autre part. S'agit-il pour la femme de faire la preuve de son mobilier propre à l'encontre des créanciers ? Il est entendu que, dans ce cas, on appliquera l'article 1499, le plus rigoureux : la femme, pour triompher dans sa prétention, devra présenter un inventaire ou état en bonne forme. (Arg. art. 560 C. Co. et 1510 C. C. al. 2 et 3.) S'agit-il pour la femme de faire la preuve de la provenance de son mobilier, à l'encontre du mari ou de ses héritiers ? Il est entendu qu'on appliquera l'article 1504, plus bienveillant. Or cet article fait une distinction bien connue : a) La femme veut-elle justifier de la provenance du mobilier présent. La loi admet que la preuve peut résulter de tout titre propre à justifier de sa consistance et valeur, ce qui revient à exiger seulement une preuve écrite, en laissant aux juges le soin d'apprécier le mérite de celle qui sera fournie. Ici la présentation d'un inventaire ou état authentique n'est pas requise. b) Veut-elle justifier de la provenance du mobilier à elle échu pendant le mariage ? la preuve pourra en être faite par tous les moyens possibles et même par commune renommée. (1).

(1) Cette disposition est fort équitable, car en ne faisant point dresser un inventaire des biens échus à sa femme, le mari a commis

Depuis que la loi de 1907 est venue soumettre à un régime spécial les gains de la femme mariée et les biens les représentant, en les soustrayant dans une très large mesure à l'application des règles ordinaires de la communauté, on conçoit que la femme aura assez souvent à établir la provenance et la consistance de cette masse de biens. Les règles régissant les biens réservés diffèrent de celles régissant les biens communs ordinaires aux trois points de vue suivants :

1^o Les pouvoirs d'administration et de disposition sur les biens réservés sont confiés à la femme, et non au mari (article 1) ;

2^o La femme, en renonçant à la communauté, a le droit d'en exercer la reprise (article 5 § 2) ;

3^o Les biens réservés ne peuvent être saisis par les créanciers du mari, autres que ceux qui ont traité avec lui pour les besoins du ménage (article 3 § 2).

Nous en arrivons à dire que la question de preuve de l'origine des biens réservés pourra, comme celle des propres, se poser : a) tantôt entre époux, lorsque par exemple la femme voudra s'opposer à ce que son mari revendique l'administration d'un de ces biens, comme s'il s'agissait d'un acquêt ordinaire de communauté ou d'un propre ; ou encore lorsqu'elle voudra accomplir sur un bien réservé un acte que son mari

une négligence, dont la femme, placée sous sa dépendance, ne doit pas supporter les conséquences. C'est pour cette raison d'ailleurs que cette faveur n'est accordée qu'à la femme, pas au mari, qui doit nécessairement rapporter une preuve écrite. Dans les autres hypothèses, on comprend assez bien pourquoi la loi se montre assez rigoureuse dans les modes de preuve qu'elle admet. A l'égard des créanciers, elle veut éviter les fraudes, et dans les rapports entre époux, elle a voulu couper court aux difficultés et « aux liquidations inextricables ».

l'empêche d'accomplir ; ou encore lorsqu'à la dissolution de la communauté, l'épouse ou ses héritiers en ligne directe, renonçants, voudront retirer les biens réservés. La question de preuve se posera également à l'encontre des tiers, créanciers du mari, qui voudront les faire comprendre dans leurs poursuites sur les biens communs.

Charge de la preuve. — Dans toutes les hypothèses précédentes, l'article 4 de la loi de 1907, ne faisant en cela que se conformer au droit commun de l'article 1402, qui établit une présomption en faveur de la communauté, décide que le fardeau de la preuve incombera à la femme. Ceci est d'ailleurs en harmonie avec les principes généraux : c'est la femme qui demande à exercer un droit, c'est à elle qu'il appartient d'en apporter la justification.

Mais vient la question *des modes de preuve*, dont la femme sera autorisée à se servir.

A cet égard, la loi de 1907 est venue déroger au droit commun des art. 1499 et 1504, puisqu'elle décide (art. 4) : « En cas de contestation, la femme pourra, » tant vis-à-vis de son mari que vis-à-vis des tiers, » établir, par toutes preuves de droit, même par » témoins, mais non par la commune renommée, la » consistance et la provenance des biens réservés. »

Les dérogations aux règles de droit commun contenues dans cet article s'expliquent parfaitement.

D'abord il est permis de penser que la loi nouvelle a saisi l'occasion d'apporter quelque simplification aux complications des règles des articles 1499 et 1504.

D'autre part, il est certain, que, du moment que le législateur voulait faire une réforme sérieusement

profitable pour la femme et ne pas détruire toute la protection qu'il entendait accorder aux produits de son travail, il devait se garder d'exiger d'elle des preuves trop rigoureuses.

Mais surtout il aurait été impossible, au point de vue de la preuve, de mettre sur le même pied les biens réservés et les biens propres de la femme. *a)* A l'égard des créanciers du mari, nous avons vu que la femme ne peut faire la preuve de son mobilier propre que par un inventaire ou état en bonne forme. D'autre part, à l'égard du mari, la femme doit se ménager une preuve écrite, pour faire la preuve de son mobilier présent. On comprend assez bien une disposition aussi rigoureuse, parce qu'il s'agit toujours de prouver la consistance ou la valeur de biens appartenant à la femme au moment de son mariage, ou qui lui sont advenus pendant le mariage à titre gratuit. Pour de telles masses de biens, l'exigence d'un état ou inventaire ne présente pas d'objection sérieuse et n'entraîne pas de difficulté pratique. Il s'agit de toute une masse de biens patrimoniale, possédée ou recueillie par la femme. Les biens propres sous le régime de communauté ne peuvent jamais se composer de biens acquis à un autre titre pendant le mariage. S'il pouvait en être ainsi, pour ces biens-là, le système de la loi serait vraiment impraticable. Conçoit-on que, chaque fois que la femme fait une acquisition de meubles, si insignifiante qu'elle soit, elle se trouve obligée de requérir l'intervention d'un officier ministériel, ou seulement de se ménager une preuve écrite ? Cela est si vrai que, sous le régime de séparation de biens, où tous les biens, même ceux acquis

par la femme pendant le mariage à titre onéreux, lui restent propres, tous les moyens de preuve sont permis à la femme (1).

Or, les biens réservés prévus par la loi de 1907 se composent précisément de biens de ce genre. Ce sont en somme des valeurs mobilières, des meubles, dont la femme aura plus ou moins lentement réalisé l'acquisition au cours du mariage avec les économies provenant de ses gains. Ces acquisitions, prises chacune isolément, ne pourront être, pour la majorité des femmes laborieuses, qu'assez minimes. Forcer la femme à rédiger nécessairement un acte écrit, sous peine d'être pratiquement en définitive privée du bénéfice de la loi de 1907 eût été rendre impossible le fonctionnement du régime nouveau.

b) Entre époux, avons-nous vu (art. 1504), la femme est quelquefois admise à faire par commune renommée la preuve de son mobilier propre (2). Au contraire, l'article 4 de la loi de 1907 lui interdit d'utiliser la commune renommée, comme preuve de ses biens réservés. « La loi, dit M. Viollette (3), a considéré cette preuve comme dangereuse et trop incertaine ». Cette interdiction de la commune renommée est facile à expliquer. D'une façon générale, on peut dire qu'une telle preuve n'est admise dans notre droit (4) que pour prouver la consistance d'un patrimoine à l'encontre d'une personne (5), qui, obligée par la loi de dresser

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. *Contrat de mariage*, II, n° 1540.

(2) Lorsqu'il s'agit du mobilier à elle échu pendant le mariage.

(3) VIOLLETTE. *Rapport*, p. 10.

(4) LECOURTOIS et SURVILLE. *La loi du 13 juillet 1907*, p. 35.

(5) Usufruitier, tuteur, mari, etc.

inventaire, a négligé de s'y conformer. Telle n'est pas ici l'hypothèse. Remarquons d'ailleurs que cette restriction n'a peut-être pas toute l'importance qu'elle paraît avoir à première vue : les éléments qui constituent la commune renommée, pourront être retenus par le tribunal à titre de présomptions.

En résumé, nous pouvons dire que la preuve de la consistance et de la provenance des biens réservés, sera tantôt beaucoup plus facile que celle qui serait nécessaire pour la reprise des propres (puisque la preuve par témoins et par présomptions est toujours admise), tantôt un peu plus difficile, étant donnée l'exclusion de la preuve par commune renommée.

Des règles de preuve posées par la loi de 1907, il est intéressant aussi de rapprocher celles que la jurisprudence exige de la femme séparée de biens, lorsqu'elle veut prouver la provenance et la consistance de ses biens séparés, soit à l'encontre de son mari, soit à l'encontre des créanciers de ce dernier. Sur ces questions de preuve, il n'existait pas dans le Code civil de disposition analogue à celle des articles 1499 et 1504, relatifs aux régimes de communauté et sans communauté. La jurisprudence a dû dégager des principes généraux les règles régissant la matière (1).

a) Entre les époux, la jurisprudence admet que chacun d'eux pourra prouver par tous moyens, même par témoins, mais non par commune renommée, que tel ou tel meuble lui appartient en propre. Comme il n'y a pas de contrat de transmission de ces meubles

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. Contrat de mariage, III, p. 132. — AUBRY et RAU. Droit civil, V, § 532 et note 9. — Nîmes, 20 janvier 1859. S. 59.2.75.

en dépôt ou en jouissance, la jurisprudence en a conclu qu'on ne saurait exiger d'eux une preuve écrite pour prouver leur propriété.

b) Même à l'égard des tiers (des créanciers du mari), bien que la question soit plus délicate, on tend à permettre également à la femme tous les moyens de preuve (1). On n'applique pas à cette hypothèse l'art. 1510 du Code civil, qui, en cas de stipulation de séparation de dettes, ne rend la clause opposable aux créanciers que si un inventaire a été dressé.

Ces principes rappelés, on se rend immédiatement compte que la loi de 1907 n'a fait dans son article 4 qu'étendre aux biens réservés les règles de preuve que la jurisprudence, dans le silence des textes, appliquait aux biens séparés (2).

* * *

Interprétation de l'article 4 et difficulté qu'il fait naître.

La femme est donc admise à faire la preuve de l'origine des biens composant son pécule par tous les moyens de preuve. Evidemment elle agira sagement en faisant consigner dans ses acquisitions importantes

(1) BAUDRY-LACANTINERIE. *Op. cit.*, II, n° 1540.

(2) En cas de faillite du mari, la femme pourra-t-elle revendiquer ses biens réservés à l'encontre de la masse ? Assurément ; sans doute, l'article 559 C. Co., rétablissant en matière commerciale l'ancienne présomption mucienne, présume que les biens meubles ou immeubles acquis à titre onéreux par la femme séparée au cours du mariage, ont été payés des deniers du mari et appartiennent à celui-ci. Mais l'article permet à la femme de fournir la preuve de l'origine des deniers qui ont servi à l'acquisition, et il est admis que toutes les preuves de droit commun sont recevables. (THALLER. *Tr. élém. de dr. comm.*, n° 1967.)

l'origine de ses deniers, mais cela n'a rien d'obligatoire. *A fortiori*, il ne saurait être question d'appliquer au cas d'emploi ou de remploi de valeurs réservées les dispositions des articles 1434 et 1435.

La femme pourra tout d'abord en faire la preuve par écrit, en produisant l'acte d'acquisition lui-même ou un bordereau d'agent de change, si le bien réservé est une valeur de Bourse.

Il va de soi, bien que la loi ne le dise pas, que la femme étant autorisée à fournir la preuve par témoins, sera également recevable à se servir de la preuve par présomptions. C'est l'application du droit commun (art. 1353 C. C.).

Une controverse s'élève à propos de ces preuves testimoniales et par présomptions. Aux termes de l'article 1341 C. C., pour toutes choses excédant la valeur de 150 francs, un écrit est exigé ; dans ce cas la preuve testimoniale seule n'est donc pas admise, à moins qu'il n'existe un commencement de preuve par écrit. On peut se demander si l'article a entendu appliquer ce droit commun et exiger aussi le commencement de preuve par écrit, pour que la preuve testimoniale soit recevable, dès que les biens réservés, dont la femme veut prouver la consistance ont une valeur supérieure à 150 francs ; ou bien au contraire s'il a entendu y déroger et rendre recevable la preuve testimoniale, indépendamment de tout commencement de preuve par écrit, quel que soit le montant de la somme en litige.

L'intention de la loi d'avoir voulu en cette matière déroger au droit commun de l'article 1341 nous paraît évidente.

M. Crevoisier (1) indique nettement les motifs qui militent en faveur de cette opinion. Remarquons d'abord que l'exigence d'un commencement de preuve par écrit eût rendu, dans bien des cas, trop difficile la justification à fournir par la femme, et par suite aurait détruit une partie de la protection qu'on voulait lui accorder.

En consultant les travaux préparatoires, il est facile de se convaincre de la dérogation à l'article 1341 et que la preuve par témoins est possible, quelle que soit la somme en question. Le rapporteur de la loi au Sénat, M. Guillier (2), dit en effet : « Elle fera cette preuve par tous les moyens de droit commun, même par témoins », et comme le fait remarquer M. Crevoisier, « le rapport écrit ces mots en lettres italiques pour montrer qu'il veut aller jusque-là, mais c'est la dernière limite, car il rejette le procédé trop incertain et trop dangereux de la commune renommée ». M. Guillier n'aurait certainement pas pris la peine d'exclure la preuve par commune renommée, s'il n'entendait admettre la preuve par témoins qu'avec un commencement de preuve par écrit.

Comme le dit également M. Guillier, le législateur n'a voulu faire aucune distinction entre la femme ouvrière et la femme commerçante. Or, en matière commerciale, la preuve par témoins est toujours admissible sans condition pour n'importe quelle somme. (art. 109 C. Co.). Si la difficulté de l'origine des deniers s'élevait au sujet d'une commerçante, il y aurait

(1) CREVOISIER. Commentaire de la loi du 13 juillet 1907, p. 46.

(2) GUILLIER. Rapport au Sénat, p. 15 (*J. off.*, 1907, Sénat, annexe 77).

contradiction entre l'article 4 de notre loi et l'article 109 du Code de Commerce.

Enfin, le rapport de M. Viollette à la Chambre (1) est plus explicite encore. Voici ses propres termes :
« Elle (la femme) pourra aussi faire entendre des
» témoins, même si la somme dépasse 150 francs. En
» un mot, elle sera admise à prouver la consistance et
» la provenance des biens réservés par tous les modes
» de preuve imaginables. »

Tous ces arguments sont plus que suffisants pour établir la brèche apportée par la loi de 1907 aux principes de l'article 1341. La femme qui veut faire par témoins la preuve de la provenance de ses biens réservés, n'est pas obligée de rapporter un commencement de preuve par écrit. Enfin, comme nous l'avons vu, c'est la solution admise par la jurisprudence pour la preuve des biens séparés.

* * *

Preuve de l'origine des biens réservés à l'égard des créanciers de la femme

Nous avons toujours présenté la preuve de l'origine des biens réservés, comme émanant de la femme ; il existe cependant une hypothèse particulière où exceptionnellement, et par dérogation à l'article 4, il faut décider que cette preuve devra être fournie, non par la femme, mais par un tiers. L'article 4, se conformant à la règle des articles 1402 et 1499, pose une présomption légale de propriété en faveur de la communauté,

(1) VIOLETTE. Rapport, p. 10 (*Journ. off.*, 1907, Chambre, annexe n° 1128).

et par suite met à la charge de la femme la preuve de la provenance de la masse de biens composant son pécule. Il en sera ainsi dans la grande majorité des cas ; il existe cependant une éventualité que la loi semble n'avoir pas envisagée. En effet, ce ne sera pas seulement dans les rapports de la femme avec les créanciers de son mari, que la question de preuve des biens réservés se posera. Elle pourra également être agitée dans les rapports du mari avec les créanciers de la femme eux-mêmes. En effet, aux termes de l'article 3, les créanciers de celle-ci peuvent toujours saisir les biens réservés (art. 3 § 1), tandis qu'ils ne peuvent saisir les biens de la communauté et ceux du mari que s'ils ont contracté avec l'épouse dans l'intérêt du ménage (art. 3 § 4).

Lorsque les créanciers de la femme autres que les créanciers du ménage se présenteront pour saisir un bien qu'ils prétendent être un bien réservé, le mari pourra s'opposer à cette saisie, en alléguant que le bien auquel ils attribuent ce caractère est en réalité un bien ordinaire de communauté ou un de ses propres.

Que faudra-t-il décider alors au point de vue du fardeau de la preuve ? sera-ce aux créanciers à prouver que le bien saisi fait partie de la masse réservée, est compris par conséquent dans leur gage, ou au contraire sera-ce au mari opposant à prouver que le bien saisi est un bien commun, devant par suite échapper à toute poursuite de leur part ?

Il ne faut pas hésiter, du moins sous le régime de communauté, à appliquer franchement à cette hypothèse les principes généraux et le droit commun de l'article 1402, et à retenir ici encore la présomption, en

vertu de laquelle tous les biens existant au logis doivent être présumés *erga omnes* biens de communauté. Ce sera toujours à ceux qui prétendent faire tomber cette présomption à apporter la preuve contraire. Aussi concluons-nous que la charge de la preuve de l'origine du bien que l'on veut faire échapper au sort des biens communs incombera au créancier saisissant.

Qu'on n'aille pas nous objecter la généralité de l'article 4 et nous dire que la loi nouvelle n'a entendu dans aucun cas mettre la preuve de l'origine des biens réservés à la charge des tiers. Nous répondrions que la loi, dans son article 4, a entendu purement et simplement faire application aux biens réservés du droit commun de l'article 1402. Ce serait donc méconnaître absolument son esprit que de venir dans un cas particulier, contrairement à ce droit commun, poser une présomption qui ne soit pas en faveur de la communauté. D'ailleurs, en nul endroit des travaux préparatoires, il n'y a trace que le législateur ait attiré son attention sur cette hypothèse. Ce sont donc, à défaut de texte, les principes généraux qui doivent inspirer la solution à donner à ce problème.

Donnerions-nous la même solution, en ce qui concerne la charge de la preuve, lorsque les créanciers dont nous parlons (créanciers de la femme) se trouveront en présence d'époux mariés sous le régime de séparation de biens (1), et voudront poursuivre les biens réservés. Si le mari prétend que le bien, que ces créan-

(1) Puisque nous n'envisageons dans notre travail que l'hypothèse d'époux mariés sous le régime de communauté, il semblerait rationnel de laisser de côté la séparation de biens. Pourtant, pour faire mieux comprendre les motifs qui ont inspiré le système que nous avons adopté, il nous sera permis exceptionnellement d'en parler ici.

ciers entendent saisir, est un de ses biens personnels, sera-ce encore aux créanciers saisissants qu'il appartiendra de prouver que le bien est un bien de la femme et un bien réservé ? Ou bien au contraire, cette fois, sera-ce au mari à faire la preuve de sa propriété ?

C'est ce second système que nous adoptons. La présomption, sous le régime de séparation de biens, sera donc inverse de celle que nous avons cru devoir poser à propos du régime de communauté.

Pourquoi cette différence ? Remarquons tout d'abord que le motif décisif, tiré de la présomption de l'article 1402, qui a guidé notre solution en faveur de la communauté et du mari, ne saurait s'appliquer ici. Nous sommes en effet sous le régime séparatiste, où il n'existe pas de masse commune.

Mais surtout ici encore notre système ne fait qu'appliquer le droit commun, ou plutôt la solution admise par la jurisprudence en matière de séparation de biens, que nous devons sommairement rappeler (1).

En matière de séparation de biens, le principe théorique est que les dettes des deux époux doivent être supportées et payées exclusivement par le débiteur, donc que les créanciers de l'un et de l'autre n'ont pour gage que la masse de biens appartenant à ce débiteur. Mais, en fait, il est évident que, malgré la séparation de biens, il se produit fatalement une confusion entre les mobiliers des deux époux. Ils habitent ensemble ; ils ont pu mettre leurs valeurs dans le même coffre-fort ; c'est la conséquence forcée

(1) Voir BAUDRY-LACANTINERIE, LECOURTOIS et SURVILLE. Contrat de mariage, III, n° 1540, et les auteurs et arrêts que ces jurisconsultes citent.

de la cohabitation. S'ils n'ont pas rédigé avec soin des inventaires, soit au moment du mariage, soit au moment des acquisitions, il devient très difficile, surtout pour les tiers, de reconnaître et de prouver d'une façon précise ce qui appartient à chacun. C'est pour cette raison, bien que la loi soit muette sur ce point (1), que la majorité des auteurs et la jurisprudence autorisent les créanciers de l'un quelconque des époux à poursuivre tout le mobilier qu'ils trouvent au domicile conjugal, sauf à l'époux non débiteur à faire la preuve du caractère personnel de tel ou tel bien.

En matière de séparation de biens, la preuve que le bien saisi par eux est la propriété de leur débiteur n'incombe donc pas aux créanciers. On pouvait d'autant moins songer à exiger d'eux cette preuve, que tous les documents (titres, inventaires, actes de toute nature) permettant d'établir à qui appartient le bien saisi, sont aux mains des époux, qui se garderont de les représenter. Les créanciers ont donc, sous la séparation de biens, besoin d'une protection toute particulière ; autrement ils seraient victimes de la part des époux d'une fraude qui consisterait à grossir artificiellement le patrimoine propre du conjoint non débiteur.

Bien entendu, et parce qu'il y a identité de motifs, il ne faut faire aucune distinction entre les créanciers de la femme et ceux du mari. Jamais la preuve de l'origine des biens qu'ils saisissent ne sera à leur charge.

Ceci étant rappelé, il ne serait guère aisé d'expliquer

(1) La question a donné lieu à d'assez sérieuses incertitudes.

pourquoi cette solution admise pour les biens personnels ordinaires de la femme séparée serait écartée pour ses biens réservés.

Nous avons donc raison de dire que si les époux sont mariés sous le régime de séparation de biens, la présomption sera inverse de celle que nous avons adoptée à propos du régime de communauté. Si les créanciers saisissent un bien qu'ils prétendent être un bien réservé, ce sera au mari, comme s'il s'agissait d'un bien séparé ordinaire, à apporter la preuve que le bien saisi lui est propre.

Pour être complet, il reste à nous demander plus spécialement pour le cas que nous envisageons, c'est-à-dire pour le cas où la contestation sur l'origine des biens réservés se pose dans les rapports du mari et des créanciers de la femme, si tous les modes de preuve prévus par l'article 4 seront recevables.

a) En matière de régime de communauté, les créanciers de la femme pourront-ils « établir par toutes preuves de droit, même par témoins, mais non par la commune renommée, la consistance et la provenance des biens réservés. » Il faut répondre affirmativement. En effet, de droit commun (art. 1348 C. C.), une preuve littérale n'est jamais exigée d'un créancier, lorsqu'il s'est trouvé dans l'impossibilité de se procurer un écrit. Ici il ne dépend pas du créancier de se constituer cette preuve. Il serait ridicule d'exiger de lui une preuve écrite quelconque, *a fortiori* authentique. Les créanciers pourront donc établir la nature des biens par témoins et présomptions.

b) En cas d'époux mariés sous le régime de séparation de biens, la solution s'impose davantage encore.

Il est en effet admis depuis longtemps en jurisprudence que le mari non débiteur poursuivi sur ses biens personnels par les créanciers de la femme peut, pour échapper à la saisie, faire la preuve de sa propriété par tous moyens (1). Cette règle doit recevoir également son application pour les biens réservés.

* * *

Signalons d'autres hypothèses dans lesquelles un conflit pourra s'élever entre la femme et un tiers au sujet de l'origine d'un bien. Aux termes de l'article 3 § 2, les créanciers qui ont traité avec le mari pour les besoins du ménage peuvent poursuivre les biens réservés de la femme ; au contraire, en vertu des principes du Code civil, ils ne peuvent toucher aux biens propres de celle-ci.

Si un conflit s'élevait entre la femme et le créancier sur le point de savoir si le bien saisi est réservé ou propre, il faut sans hésitation décider que ce sera à la femme qu'il appartiendra de prouver le caractère propre du bien. C'est la solution qu'il convient de donner, lorsque le conflit entre la femme et le créancier du mari s'élève sur la question de savoir si un bien est propre ou commun. Cette solution est dictée par l'art. 1402 et la présomption de propriété qu'il pose en faveur de la communauté.

Il faudra adopter la même solution dans l'hypothèse qui nous occupe ; d'ailleurs, d'après l'opinion la plus généralement admise, bien que réservés à l'admi-

(1) L'exigence d'un inventaire (art. 1510) doit être restreinte au régime de communauté.

nistration de la femme, les produits de son travail n'en continuent pas moins à faire partie de la communauté (1). Ils bénéficient donc eux aussi de la présomption posée par l'art. 1402.

Arrivons à une hypothèse plus délicate, qui peut se présenter sous le régime de communauté (surtout conventionnelle), mais qui se présentera en fait principalement sous le régime de séparation de biens. L'article 3 § 2, tel que nous l'avons interprété, permet aux créanciers qui ont traité avec une femme mariée non autorisée, de poursuivre les biens réservés. Au contraire ils ne sauraient poursuivre la femme sur ses propres ordinaires, car elle pourrait alors invoquer les règles du Code civil (art. 1125) et se prévaloir de la nullité de son obligation. Dans ce cas, si les créanciers ont saisi un bien qu'ils prétendent être un bien réservé, et si la femme lui conteste ce caractère en le déclarant propre, à qui incombera le fardeau de la preuve ? Sera-ce au créancier à prouver que le bien saisi est réservé ou à la femme à prouver qu'il est propre ?

Nous admettons que la question puisse être discutée, mais encore une fois étant admis que les biens réservés à l'administration de la femme continuent, quant à la propriété, à faire partie de la communauté, il faut décider que la présomption de l'article 1402 s'appliquera à eux comme par le passé. Dès lors, dans notre hypothèse, ce sera à la femme qui prétend

(1) Voilà un cas où il peut y avoir un intérêt pratique à prendre parti sur la question de savoir si les biens réservés continuent à faire partie de la communauté pendant le mariage, ou au contraire s'ils doivent être regardés comme en ayant été exclus, même au point de vue de la propriété (voir chapitre II, section 2^{me}).

faire échapper son bien propre à la saisie, à prouver l'origine de ce bien. Mais nous convenons que, s'il n'existait pas de communauté entre époux, et si par exemple la femme était mariée sous le régime de séparation de biens ou sans communauté, la solution serait plus difficile. Une question préalable demanderait à être résolue : les biens d'une femme laborieuse, dans le doute, doivent-ils être présumés provenir de son travail, ou au contraire avoir une autre cause d'acquisition ?

La justification de la provenance et de la consistance des biens réservés n'est pas la seule question de preuve que fait naître la loi de 1907. Il en est une autre, non moins importante, résultant des dispositions de l'article 3 § 2 de cette loi, et à l'étude de laquelle nous arrivons.

SECTION III

Preuve de la nature des dettes contractées par les époux.

La loi n'ayant répondu qu'incomplètement à la question et seulement pour les dettes du mari, nous diviserons cette section en deux paragraphes et nous verrons successivement : 1^o la preuve de la nature des dettes contractées par le mari ; 2^o la preuve de la nature des dettes contractées par la femme.

§ 1. Preuve de la nature des dettes contractées par le mari (art. 3 § 3).

[Aux termes de l'article 3 § 2, la loi fait une distinction assez sage théoriquement, mais délicate pratiquement,

entre deux catégories de créanciers du mari : ceux qui ont traité avec lui dans l'intérêt du ménage, et ceux envers lesquels il s'est obligé dans son propre intérêt. Les biens réservés de la femme sont compris dans le gage des premiers, au contraire ils sont exclus du gage des seconds.

Il est aisé de se rendre compte de l'intérêt que présente pour ces créanciers la nature de la dette contractée par le mari, puisque l'étendue de leur gage varie, suivant que la dette de ce dernier présente ce caractère d'être une dette de ménage ou une dette personnelle.

Lorsque la nature de la dette du mari sera contestée devant les tribunaux, la première question qui se posera sera celle de savoir à qui incombe le fardeau de la preuve. Sera-ce au créancier du mari, qui prétend saisir un bien réservé de la femme, à prouver que la dette du mari est une dette de ménage, ou au contraire sera-ce à la femme, qui s'oppose à la saisie, à faire la preuve du caractère personnel de la dette du mari ? En d'autres termes, existe-t-il une présomption, en vertu de laquelle toutes les dettes contractées par le mari pendant le mariage l'ont été pour les besoins du ménage ?

Si la loi avait omis de statuer sur le point qui nous occupe, cette seconde opinion n'aurait certainement pas manqué d'être soutenue.

En effet, aurait-on pu dire, puisque la loi a, dans le ménage, investi principalement le mari du soin de subvenir aux charges domestiques, il est assez naturel de présumer que ce dernier, dans les divers actes qu'il fait, a agi dans le sens des intérêts qui lui sont confiés. C'est encore, grâce à Dieu, ce qui arrive le plus fréquemment. Or, conformément aux principes généraux

de notre droit, c'est à celui qui allègue quelque chose de contraire à l'état normal et habituel des choses à le prouver (art. 1315 C. C.). Il semble à première vue assez hardi que, dans le doute, on vienne décider et présumer que le mari fait servir à son intérêt personnel et exclusif les ressources qui lui sont confiées, et qu'il néglige les besoins du ménage.

A ce premier argument, ceux au moins qui sont partisans de la théorie en vertu de laquelle les biens réservés continuent, quant à la propriété, à faire partie de la communauté, auraient ajouté le suivant : sous l'empire du Code civil, tous les créanciers du mari, sans exception, avaient le droit de saisir pendant le mariage tous les biens communs, y compris les gains et salaires de la femme. Faute d'un texte bien explicite, venant mettre une preuve à leur charge, le principe reste ce qu'il était antérieurement. Ils doivent continuer à avoir le même droit que par le passé, et si la femme prétend invoquer contre eux la loi d'exception qu'est la loi de 1907, pour soustraire ses biens réservés à leurs poursuites, ce sera à elle de prouver que les conditions exigées pour l'application de cette loi sont remplies.

Mais ce système, concevable en législation, n'a pas été admis par la loi de 1907. En cela, nous ne pouvons que l'approuver. Le système qui aurait consisté à mettre la preuve à la charge de la femme aurait diminué la protection qu'elle entendait accorder aux biens réservés, car la preuve de la nature de la dette sera quelquefois délicate à fournir.

Il est évident que la législateur s'est inspiré dans la loi de considérations beaucoup plus pratiques que juridiques. Son but n'était-il pas précisément de

mettre obstacle aux dilapidations commises par le mari sur les gains de la femme, en les faisant servir à ses dépenses et à ses plaisirs personnels ?

Mais les principes juridiques eux-mêmes militent en faveur de la solution de la loi. Les créanciers sont demandeurs en paiement, il est juste qu'ils prouvent qu'ils sont dans les conditions voulues pour poursuivre la femme sur son pécule. Enfin il était préférable d'imposer aux créanciers une preuve positive plus facile que la preuve négative, qu'aurait été obligée de produire la femme.

Pour toutes ces raisons, la loi n'a pas mis à la charge de cette dernière la preuve de la nature des dettes du mari. Toutes les fois qu'un créancier du mari voudra poursuivre un bien réservé de la femme, il devra, en cas de contestation, faire la preuve que la dette du mari est une dette de ménage.

L'article 3 § 3 est formel sur ce point : « La preuve que la dette a été contractée par le mari dans l'intérêt du ménage, incombe au créancier. » La preuve pourra en être faite par tous moyens.

§ 2. Preuve de la nature des dettes contractées par la femme.

Il résulte de l'art. 3 § 4, que, parmi les créanciers qui ont contracté avec la femme sans autorisation du mari, il est également intéressant de distinguer les créanciers ordinaires de la femme et ceux avec lesquels elle a traité dans l'intérêt du ménage.

Ces deux groupes de créanciers sont toujours admis à poursuivre les biens réservés (art. 3 § 1), mais la différence vient de ce que les créanciers de ménage

peuvent poursuivre en outre la communauté et le mari, tandis que les autres créanciers en sont exclus.

La question de preuve de la nature personnelle ou de ménage des dettes contractées par la femme est donc aussi intéressante que celle de la nature des dettes contractées par le mari.

Chose curieuse, la loi, qui a donné une solution relativement au fardeau de la preuve, en ce qui concerne les créanciers du mari, a négligé de le faire pour les créanciers de la femme. Il semble même que le législateur n'ait pas entrevu la question, car les travaux préparatoires sont muets à ce sujet.

Que décider en présence de ce silence de la loi ?

A qui incombera le fardeau de la preuve ? Aux créanciers ou au mari.

Deux opinions sont soutenues : l'une par MM. Lecourtois et Surville (1), l'autre par M. Pichon (2). Le premier système met le fardeau de la preuve à la charge des créanciers de la femme : ils veulent saisir les biens communs ordinaires ou les biens propres du mari ; ils devront prouver que la femme a traité avec eux pour les besoins du ménage.

Ce système étend donc par analogie aux créanciers de la femme la disposition écrite dans l'art. 3 § 3, à propos des seuls créanciers du mari.

Remarquons d'abord que les motifs de décider sont les mêmes. La loi a mis la preuve à la charge des créanciers du mari, parce qu'elle a considéré que la justification de la nature de la dette pouvait être plus facilement fournie par eux que par la femme.

(1) LECOURTOIS et SURVILLE. La loi de 1907, p. 35.

(2) PICHON. *Revue critique*, 1908, p. 223.

Or, la preuve sera aussi facile à faire, que la dette ait été contractée par la femme ou par le mari.

D'autre part, avant la loi de 1907, lorsqu'un créancier avait traité avec une femme mariée pour les besoins du ménage, il fallait décider qu'en cas de contestation sur la nature de la dette, il appartenait au créancier de prouver que la dette avait trait au ménage.

La femme, en effet, n'agit qu'à titre de mandataire tacite du mari, et, d'après les principes généraux, c'est au tiers qui veut poursuivre le mandant à justifier, en cas de contestation, que le mandataire a agi dans les limites du mandat qui lui a été conféré. Or, nous avons démontré plus haut que la loi de 1907 n'avait fait, sur cette question du mandat tacite, que confirmer le droit antérieur, et n'avait pas eu l'intention d'octroyer à l'épouse un droit nouveau (1). Voilà même la véritable raison, pour laquelle la loi n'a pas cru nécessaire de parler de la preuve de la nature des dettes contractées par la femme, le droit antérieur restant en vigueur.

Un second système est cependant soutenu, qui met le mari dans la nécessité d'établir, pour échapper sur les biens communs aux poursuites des créanciers de la femme, que la dette a été contractée autrement que pour les besoins du ménage.

Cette opinion tire d'abord un argument *a contrario* assez faible du silence de la loi. Si, dit-on, la loi avait voulu imposer la charge de la preuve aux créanciers de la femme, il lui aurait été facile d'ajouter quatre mots à l'article 3 § 3. M. Pichon invoque également la

(1) Voir chapitre II, section VI *in fine*.

contexture du texte de l'art. 3 § 4 : « Le mari n'est responsable, ni sur les biens ordinaires de communauté... des dettes... contractées autrement que dans l'intérêt du ménage. » Ce texte, dit-il, paraît bien supposer que la preuve à fournir sera que la dette de la femme a été contractée autrement que dans l'intérêt du ménage.

Enfin, il ajoute qu'il est tout naturel de présumer que toute dette contractée par la femme l'a été pour le ménage, puisque celle-ci, par l'effet de la loi nouvelle, a l'administration d'une petite caisse affectée aux dépenses domestiques. Mais cet argument peut être réfuté par un autre, tiré de ce que, ainsi que nous l'avons montré, la loi ne considère pas le mari, chef de l'association conjugale, comme étant présumé agir dans l'intérêt du ménage. On ne voit pas bien, à cet égard, la raison pour laquelle le mari et la femme ne seraient pas mis dans une situation identique.

Nous penchons donc plutôt vers l'opinion, qui consiste à mettre la preuve de la nature de la dette contractée par la femme, à la charge des créanciers, s'ils désirent saisir les biens communs ordinaires ou ceux du mari.

CHAPITRE VII

MOYENS DONNÉS AU MARI CONTRE LES ABUS DE POUVOIR DE LA FEMME ET SON DÉFAUT DE CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MÉNAGE

A la différence de beaucoup de législations étrangères, la loi de 1907 ne s'est heureusement pas contentée de soustraire aux pouvoirs du mari les produits du travail personnel de l'épouse et d'en donner la libre disposition à celle-ci. Elle a tenu en même temps à assurer sa contribution aux charges du ménage, (art. 7 et suiv.) et à empêcher qu'elle ne se rendît coupable sur ses gains des mêmes abus, dont la constatation chez les maris avait fait introduire dans notre droit l'innovation que nous venons d'étudier.

Les droits du mari peuvent se ramener à trois :

1^o Droit de faire prononcer par le Tribunal civil de son domicile le retrait total ou partiel des pouvoirs conférés à la femme, dans le cas d'abus, notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion (art. 2 § 1).

2^o Droit, avec l'autorisation du président du même Tribunal civil, de faire opposition aux actes que la femme se propose de passer avec les tiers (art. 2 § 2).

3^o Droit de saisir-arrêter, avec l'autorisation du

juge de paix de son domicile, et de toucher les gains de la femme, au cas où celle-ci néglige de subvenir spontanément, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage (art. 7).

C'est qu'en effet un danger que pouvait redouter le législateur, en accordant de plein droit à l'épouse des pouvoirs sur ses gains, consistait en ce qu'il était possible que la femme les gaspillât, les dilapidât en dépenses frivoles, inutiles ou funestes, ou encore les administrât mal. Pour parer à ce premier danger, la loi a mis entre les mains du mari une arme très efficace : la possibilité de faire prononcer le retrait de ces pouvoirs.

Mais un autre danger opposé était à craindre, quoique dans une mesure infiniment moindre, c'est que la femme ne poussât jusqu'à l'avarice son esprit d'économie, au point de faire supporter par le mari seul tout le poids du ménage, sans y contribuer elle-même. Dans ce cas, l'article 2 serait inapplicable ; il n'y a rien à critiquer dans l'administration de l'épouse, le mari aura alors seulement le droit de se prévaloir de l'article 7 et de son droit de saisie-arrêt.

Mais, même dans la première hypothèse que nous avons envisagée, et qui est non seulement la plus fréquente, mais la seule pratique, le mari pourra ne pas user de son droit de retrait et préférer agir par la voie de la saisie-arrêt, qui, se déroulant devant le juge de paix, a une procédure plus simple, plus rapide et moins coûteuse que l'action nécessitant l'intervention du Tribunal civil.

Enfin, la saisie-arrêt constitue une mesure moins rigoureuse qu'un retrait même partiel. Aussi il pourra

se rencontrer des hypothèses, dans lesquelles le Tribunal ne considérera pas les abus commis par la femme comme suffisants pour lui permettre de prononcer le retrait, et où cependant la saisie-arrêt aurait pu être admise.

De tout cela, il résulte que le droit de saisie-arrêt organisé par l'article 7 pourra être très avantageux pour le mari, bien qu'il soit investi par l'article 2 d'un droit infiniment plus énergique.

Par contre, l'exercice du droit de saisie-arrêt organisé au profit du mari par l'article 7 n'est admis par la loi que dans le cas où la femme ne subvient pas, avec ses gains, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage. Si elle fournit cette part contributoire, le mari ne pourra invoquer le droit de l'article 7, quand bien même l'épouse dilapiderait le surplus de ses gains, au lieu de les économiser, mais il pourra user du droit de retrait.

En résumé, il est évident que, d'habitude, le mari aura le choix d'agir par voie de saisie-arrêt devant le juge de paix, ou par voie d'action en révocation devant le Tribunal civil. Mais souvent il préférera recourir à la saisie-arrêt, dont les formalités sont plus simples.

Il pourra cependant se présenter des cas dans lesquels la saisie-arrêt seule sera possible : c'est lorsque, sans qu'il n'y ait rien à critiquer à sa gestion, la femme néglige de contribuer aux charges du ménage, dans la mesure de ses facultés.

Inversement, il est possible que l'action en retrait soit seule recevable : notamment au cas où la femme, tout en contribuant aux charges du ménage selon ses ressources, gaspille et administre mal le surplus.

Ces quelques considérations montrent bien que les deux droits distincts conférés au mari par les articles 2 et 7 ne font pas double emploi. La femme peut ne pas commettre d'abus dans son administration, et négliger de contribuer aux charges du ménage, mais aussi elle peut commettre des abus, tout en contribuant à ces dépenses.

SECTION I^{re}

Droit du mari de faire prononcer le retrait total ou partiel des pouvoirs de la femme.

Ce droit résulte de l'article 2 § 1 de notre loi, ainsi conçu :

« En cas d'abus par la femme des pouvoirs qui lui » sont conférés dans l'intérêt du ménage, par l'article » précédent, notamment en cas de dissipation, d'im- » prudence ou de mauvaise gestion, le mari pourra en » faire prononcer le retrait, soit en tout, soit en partie, » par le Tribunal civil du domicile des époux, statuant » en chambre du conseil, en présence de la femme, ou » elle dûment appelée, le ministère public entendu ».

Dans les ménages ouvriers, c'est souvent le mari qui est dissipateur et débauché ; ce serait cependant une erreur de considérer la femme comme étant toujours « l'ange de vertu » dont parlent certains féministes à outrance, contre les prodigalités de laquelle il n'y aurait pas de précautions à prendre. L'alcoolisme, l'ivrognerie et les excès font également des ravages parmi les femmes, sans parler d'autres inclinations fâcheuses, telles que le « déplorable instinct de coquet-

terie et l'amour désordonné du luxe » (1). Il faut aussi noter leur ignorance en matière de gestion financière et leur crédulité à l'égard des mauvais conseils.

Aussi la loi de 1907 a-t-elle organisé au profit du mari, pour le cas où la femme abuserait des pouvoirs nouveaux à elle conférés sur ses gains, une procédure qui présente quelque analogie avec la séparation de biens (2). On peut dire que, de même qu'avant la loi de 1907, la séparation de biens opérait le retrait des pouvoirs du mari sur les gains de la femme, de même la procédure de l'article 2 opérera désormais au profit du mari le retrait des pouvoirs de la femme sur ses propres gains.

Le droit de contrôle et de révocation octroyé au mari par l'article 2 est la plus importante conséquence de l'idée, d'après laquelle ce n'est pas dans son intérêt personnel que la loi a donné à la femme la libre disposition des produits de son travail, mais uniquement, comme l'article le fait remarquer, « dans l'intérêt du ménage ».

§ 1. *Dans quels cas le mari est-il admis à se prévaloir de l'article 2 ?*

Un premier point certain, c'est que le mari seul peut intenter l'action en retrait. Ses créanciers personnels ne pourraient pas, invoquant l'article 1166, émettre cette prétention. Le seul intérêt, qu'ils auraient à agir, consisterait à pouvoir saisir les produits du travail de la femme, en les faisant retomber dans la masse

(1) Jules SIMON. L'ouvrière, p. 150. — TURGEON. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1902, p. 74. — DE LA GRASSERIE. *Lois nouvelles*, 1907, p. 475.

(2) Voir *supra*, section IV du chapitre II.

ordinaire de communauté. Or, la loi a précisément entendu soustraire ces gains aux créanciers du mari, pour leur permettre de mieux remplir leur destination, qui est de subvenir aux besoins du ménage.

Quant aux créanciers du mari pour les besoins du ménage, qui veulent saisir les biens réservés de la femme, ils n'ont que faire de l'article 2. L'article 3 § 2 fait en effet rentrer cette masse de biens dans leur gage, toutes les fois que, d'après le régime adopté, ils auraient dû antérieurement à la présente loi se trouver entre les mains du mari. Le droit de retrait doit donc être catalogué au nombre de ces droits exclusivement attachés à la personne, dont parle l'article 1166.

La question intéressante serait celle de savoir dans quel cas il y a abus, partant possibilité pour le mari de faire valoir son droit ?

Un point très important que la loi a pris la peine de préciser, sur la demande de M. Bérenger (1), c'est qu'il sera possible au mari de faire prononcer le retrait des pouvoirs de la femme, non seulement au cas où elle gaspille et dilapide ses gains en folles et inutiles dépenses, mais encore au cas où elle n'a pas l'expérience et les capacités voulues pour gérer son pécule.

En dehors de là, l'imprécision des termes de la loi

(1) En effet, le texte présenté au Sénat ne contenait pas le membre de phrase : « notamment en cas de dissipation, d'imprudence ou de mauvaise gestion ». Ce furent MM. de Lamarzelle et Bérenger qui intervinrent pour demander qu'on précisât ce mot. Sans cela, firent-ils remarquer, les tribunaux auraient pu être tentés de ne prononcer le retrait qu'au cas de dépenses excessives de la femme, alors qu'il existe d'autres abus : « il peut y avoir imprudence, inexpérience de la femme, qui la conduiront à très mal administrer le petit avoir qu'elle a pu acquérir ». (*Journ. officiel*, Sénat, séance du 14 mai 1907, p. 626.)

et le caractère purement énonciatif de l'énumération donnée par elle, laisse un pouvoir discrétionnaire aux tribunaux, comme en matière de séparation de biens. Ce sera aux tribunaux qu'il appartiendra de préciser les cas d'imprudence ou de mauvaise gestion. La question se posera certainement de savoir si un mari peut faire prononcer le retrait des pouvoirs de la femme, dans le cas où cette dernière a joué à la Bourse avec ses gains et subi une perte par suite de l'abaissement des cours. Les juges apprécieront également si telle dépense de la femme doit être considérée ou non comme un acte de dissipation ; ils devront alors tenir compte du train de vie habituel et de la condition sociale des époux.

Certains auteurs regrettent que la loi n'ait pas pris soin de préciser encore davantage le mot abus. Suivant l'interprétation plus ou moins large qui lui sera donnée par la jurisprudence, la femme aura en fait ou n'aura qu'en apparence la disposition de ses gains personnels. Ils craignent notamment que le mari, dans un esprit de lucre et de chicane, n'exerce vis-à-vis de sa femme un chantage rémunérateur, en la menaçant de faire prononcer le retrait de sa capacité, si elle ne consent pas à lui remettre une somme plus ou moins importante. En un mot, tout en proclamant la nécessité de cet article, ils redoutent qu'il ne devienne dans la suite une cause incessante de procès et de troubles au foyer conjugal.

Lorsque le mari intentera l'action en retrait dans les cas que nous venons d'indiquer, la femme pourra-t-elle y opposer comme fin de non-recevoir que le mari est lui-même mauvais administrateur ?

Il est difficile de considérer la femme recevable dans cette prétention, étant donné le silence de la loi. Elle ne met en effet pour l'exercice du droit de retrait aucune condition particulière du côté du mari. Elle n'exige pas qu'il gère lui-même son patrimoine en bon père de famille.

Nous pouvons constater toutefois que, par une voie détournée, les règles du Code civil fournissent à la femme une protection : elle pourra empêcher son mari de dépenser follement les produits de son travail. En effet, le péril de ses gains est pour elle un motif de former contre son mari une demande en séparation de biens, ce qui entraînera la dissolution de la communauté. Dès lors, nonobstant la décision du tribunal ayant prononcé le retrait, le mari perdra tout pouvoir sur les gains de la femme, et celle-ci en recouvrera désormais l'administration, comme de ses autres biens. Elle ne les gérera désormais qu'avec la capacité restreinte de la femme séparée de biens, mais non avec celle plus étendue que lui confère la loi de 1907.

De plus, en principe, le jugement de retrait rendu conformément à l'article 2 la mettra dans l'obligation résultant de l'art. 1448 C. C., de verser entre les mains du mari une portion de ses revenus et gains, représentation de sa part dans les dépenses communes. Mais une décision spéciale du tribunal pourrait l'autoriser à payer elle-même les fournisseurs, s'il était à craindre que ces sommes ne fussent dilapidées par le mari.

§ 2. *Procédure de l'action en retrait.*

La loi a mis à la disposition du mari pour faire valoir son droit de retrait une procédure assez simple.

Le tribunal compétent pour connaître de la demande est le tribunal civil du domicile des époux, c'est-à-dire du mari (art. 108 C. C.). Pour éviter toute publicité, qui pourrait porter atteinte à la considération de la femme, le tribunal ne statuera pas en séance publique, mais en chambre du conseil. Cette disposition, qui exclut les débats publics, se justifie par cette considération très raisonnable, que les tiers n'ont pas besoin d'être au courant des différends conjugaux, qui jettent toujours quelque discrédit sur la famille. La femme a le droit de présenter elle-même sa défense et de se passer de l'intermédiaire d'un avoué. Le Tribunal statuera en présence de la femme, ou elle dûment appelée à comparaître.

Les débats sont donc contradictoires, mais bien entendu si la femme, dûment appelée, fait défaut, l'action du mari ne sera pas paralysée et le Tribunal pourra rendre un jugement par défaut.

Le texte qui oblige le mari à appeler la femme devant le Tribunal est dû à un amendement de M. Legrand. Au contraire, les textes antérieurs, et en particulier celui de la Société d'Études législatives, dérogeant à l'une des règles les plus fondamentales de la procédure, permettaient au mari de faire prononcer le retrait des pouvoirs de la femme sans l'en informer (1).

Enfin, le ministère public devra être entendu dans ses conclusions. C'est un cas à ajouter aux sept causes énumérées dans l'article 83 du Code de procédure, qui en ordonne la communication au ministère public. Il n'y a d'ailleurs ici que l'application du droit commun. L'article 83-6° exige en principe la communication

(1) *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 461.

au ministère public des causes intéressant les femmes mariées.

Le jugement rendu est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

§ 3. *Conséquences du jugement prononçant le retrait.*

Le tribunal peut tenir compte de l'importance et de la gravité des abus commis par la femme. Il lui est loisible, suivant les circonstances, de prononcer le retrait total des pouvoirs que lui confère la loi, ou le retrait partiel.

I. *Retrait partiel* (1). — Le Tribunal, tout en laissant la femme bénéficier en principe des avantages de la loi de 1907, peut lui interdire certains actes, par exemple lui enlever le droit de faire seule sur ses biens réservés des actes de disposition, en lui conservant celui de toucher ses gains et de les administrer.

Dans cette hypothèse, pour faire valablement les actes qui lui sont interdits, la femme devra se munir de l'autorisation de son mari, comme pour les actes à titre gratuit.

Puisque le Tribunal peut prononcer le retrait total, rien ne s'opposerait à ce qu'il réduisît la capacité de la femme sur ses biens réservés à celle de la femme séparée de biens.

La décision du Tribunal, en cas de retrait partiel, doit toujours être restrictivement interprétée et limitée aux actes que le jugement lui interdit, ou au moins à des actes présentant le même caractère de gravité. Ainsi par exemple l'interdiction de faire des actes

(1) En matière de séparation de biens, le retrait des pouvoirs du mari ne peut jamais être partiel; il est nécessairement total.

d'aliénation à titre onéreux n'entraînerait pas celle de faire les actes de libre administration, mais aurait pour conséquence la prohibition de faire des constitutions de gage ou d'hypothèque, et aussi celle d'engager le pécule, autrement que pour les besoins de l'administration.

II. *Conséquences du retrait total.* — Le retrait total, prononcé par jugement, a pour effet de replacer la femme dans la même situation, que si la loi de 1907 n'était pas intervenue. Les règles du Code civil reprendront leur empire et régiront, comme par le passé, les produits du travail de la femme.

A) *Effet sur la période postérieure au jugement.* — A dater du jugement, les biens réservés cessent de former une masse distincte et séparée. Ils redeviennent comme par le passé partie intégrante de la communauté et sont soumis à toutes les règles qui régissent les biens communs. La femme redevient une incapable : il ne lui est plus possible d'invoquer sur ses gains que les pouvoirs très limités qui lui sont octroyés par le Code civil (théorie du mandat tacite), ainsi que ceux résultant des lois sur les caisses d'épargne (1), sur la Caisse nationale des retraites (2) et sur les Sociétés de secours mutuels (3).

Puisque le retrait de l'article 2 ne vise que les droits octroyés à la femme par la loi nouvelle, il va de soi que, si elle est commerçante et que le mari fait prononcer contre elle le retrait total, ce retrait n'équivaut nullement à la suppression de l'autorisation de

(1) Lois du 9 avril 1881 (art. 6), 20 juillet 1895 (art. 16).

(2) Loi du 20 juillet 1886 (art. 13).

(3) Loi du 1^{er} avril 1898 (art. 3 § 2).

faire le commerce. La femme continuera à pouvoir se prévaloir des droits que le Code de Commerce (art. 5) lui octroie pour les besoins de son négoce, mais l'exercice du retrait aura simplement pour effet de lui faire perdre le pouvoir de disposer de ses bénéfices commerciaux, si elle ne les affecte pas aux besoins de son commerce.

La place occupée par l'article 2 pourrait nous faire commettre quelque erreur. On serait tenté de croire que l'action du mari aura seulement pour effet d'entraîner le retrait des pouvoirs appartenant à la femme, en vertu de l'article précédent ; mais qu'il serait sans influence sur les règles des articles 3 et 5, qui continueraient, comme par le passé, à régir les biens réservés.

Il serait ridicule de tirer de la place occupée par l'article 2 un argument de ce genre. Il est évident que les règles posées par l'article 3 sur le droit des créanciers, l'article 6 sur le droit d'ester en justice et par l'article 5 sur le droit qu'a la femme de reprendre son pécule, en renonçant à la communauté, ne sont que des corollaires, des conséquences de l'article 1^{er}, indispensables pour assurer l'efficacité de la réforme et pour soustraire les biens réservés aux pouvoirs du mari et à ses créanciers. Ces pouvoirs du mari reparaissant dans toute leur plénitude par suite de la décision du Tribunal, les trois articles, que nous venons de signaler, n'ont plus de raison de s'appliquer.

En effet, si en vertu de l'article 3 § 1, la femme peut obliger seule et sans autorisation les biens réservés, c'est parce que l'article 1^{er} lui confère le pouvoir d'en disposer. De même si, en vertu de l'art. 3 § 2, le mari, en s'engageant dans un intérêt autre que celui du

ménage, n'affecte plus les biens réservés de la femme à la garantie de ses dettes, c'est pour la raison qu'il a perdu le pouvoir d'en disposer. Ce pouvoir réapparaissant, le droit de poursuite des créanciers doit de nouveau s'étendre à ces biens.

Il en est de même de l'article 5 § 2, en vertu duquel la femme renonçante reprend ses biens réservés. « Cette règle, dans l'esprit de la loi, a un lien très étroit avec les caractères communs et essentiels des biens réservés (1). » Elle a pour but d'en garantir le maintien au profit de la femme après le mariage et de les soustraire aux créanciers du mari.

De tout cela, nous concluons que le retrait total, prononcé par la justice, privera la femme, non seulement du bénéfice des dispositions de l'article 1^{er}, mais aussi de celles des articles 3, 5, 6.

B) *Effet du retrait sur la période antérieure au jugement.*

Les actes d'administration ou de disposition accomplis par la femme sur ses biens réservés, avant la décision du Tribunal, conservent leur validité. A la différence de ce qui se passe en matière de séparation de biens, le jugement ne rétroagit pas au jour de la demande. Il ne produit d'effet que du jour où il a été prononcé (sauf le droit que le mari tient de l'article 2 § 2) (2). Autrement il n'y aurait plus de sécurité pour les tiers.

D'ailleurs, en matière de séparation de biens, la rétroactivité du jugement ne s'explique que parce que la demande est rendue publique (art. 1445 C. C.).

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1907, p. 587.

(2) *Vide infra*, p. 295.

Ici aucune publicité, ni de la demande, ni même du jugement, n'est organisée.

Les créanciers, avec lesquels la femme aurait traité seule antérieurement au jugement, continueront à pouvoir saisir les produits du travail personnel de celle-ci. Le retrait ne saurait restreindre leur gage.

Quant aux créanciers qui ont traité avec le mari dans un intérêt autre que celui du ménage, et qui, par suite, sont, en vertu de l'art. 3 § 2, privés du droit de saisir les biens réservés, il semble qu'il faut leur reconnaître, une fois le retrait prononcé, le droit de saisir les biens autrefois réservés. C'est la conséquence de la réapparition des pouvoirs de disposition du mari sur ces biens. Le mari recouvrant sur eux des pouvoirs très étendus qui lui permettent de les affecter à la garantie de ses dettes futures, il semble naturel de considérer le pécule comme venant grossir le gage de ses créanciers antérieurs, au même titre que toutes les acquisitions réalisées par la communauté.

Toutefois il faut, s'inspirant de l'esprit de la loi, tempérer cette solution par des considérations d'équité.

En effet, s'il existe des créanciers de la femme antérieurs au retrait, qui ont action sur le pécule, on peut soutenir que les créanciers du mari, dont nous venons de parler, ne pourront se payer sur les biens autrefois réservés, qu'autant que les créanciers de la femme (au moins ceux dont le gage se restreint aux biens réservés) auront été complètement désintéressés. Les créanciers de la femme pourront, semble-t-il, venir invoquer sur les biens réservés une sorte de séparation des patrimoines. Ils auront le droit d'exiger que les valeurs composant le pécule de l'épouse soient encore

considérées à leur égard comme constituant une masse distincte des autres biens communs, et ainsi ils pourront, si ce système est admis par la jurisprudence, se faire payer sur le pécule, par préférence aux autres créanciers de la communauté et du mari. Nous irons plus loin, et nous dirons que les créanciers de la femme, qui ont valablement traité avec elle ayant le retrait, pourront se prévaloir de ce droit de préférence, non seulement à l'encontre des créanciers du mari antérieurs au retrait, mais encore à l'encontre de ceux avec lesquels le mari aurait traité postérieurement.

La séparation des patrimoines, admise en vertu des articles 878 et suivants, au profit des créanciers d'une succession à l'encontre des créanciers personnels des héritiers, nous semble être un argument d'analogie suffisant en faveur de notre thèse. Le mari acquiert par suite du retrait le droit de disposer, à titre de quasi-propriétaire, d'une masse de biens, qui lui arrive grevée d'un certain passif. C'est la même situation qui se produit en cas de succession.

De même que la loi, en instituant la séparation des patrimoines, a entendu mettre les créanciers de la succession à l'abri de l'insolvabilité de l'héritier, de même, conformément à l'esprit de la loi, il est naturel de mettre les créanciers du pécule à l'abri de l'insolvabilité du mari. La restitution au chef de ménage de l'administration des biens réservés peut être considérée comme une sorte de succession, d'acquisition nouvelle à titre universel réalisée par lui.

On peut même ici, en faveur des créanciers du pécule, tirer un argument, non seulement *a pari*, mais même *a fortiori*, de ce qui se passe en matière de succession.

Car les créanciers d'une succession acceptée purement et simplement par les héritiers, ont, en plus du droit de poursuivre les biens de la succession, le droit de poursuivre les patrimoines personnels des héritiers. Dans notre hypothèse, au contraire, les créanciers du pécule ont leur gage limité exclusivement au pécule, et ne sauraient invoquer le retrait pour saisir les biens communs et ceux du mari. Il est d'autant plus nécessaire, par conséquent, de chercher un moyen de leur conserver leurs droits de poursuite sur les biens réservés, et de leur permettre d'exclure le concours des créanciers du mari.

Une solution contraire à celle que nous venons d'indiquer, si elle était admise par la jurisprudence, diminuerait le crédit de la femme et détournerait probablement certains tiers de traiter avec elle. Or, la loi a pris toutes les précautions nécessaires (1) pour assurer l'efficacité de la réforme en faveur de la femme et pour tranquilliser les tiers. Il n'y a dès lors rien d'exorbitant à prétendre attribuer au législateur, malgré son silence, l'intention d'avoir voulu accorder aux tiers ce surcroît de protection et de garantie (2).

Les actes passés par la femme mariée antérieurement au retrait et les dettes contractées par elle sans autorisation avant cette époque sont valables, tandis que

(1) Voir notamment l'article 1 § 4, qui pose une présomption très rassurante pour les tiers (v. *supra*, chapitre VI, section I).

(2) Naturellement, si les créanciers avec lesquels le mari a contracté sont des créanciers pour les besoins du ménage, ils viendront en concours avec les créanciers de la femme sur les biens autrefois réservés. Mais il est inutile de prévoir cette hypothèse, puisqu'en vertu de l'article 3 § 2, il en est toujours ainsi, même en l'absence de retrait.

ceux qui lui sont postérieurs sont nuls. On aperçoit immédiatement l'intérêt considérable qu'ont les tiers traitant avec une femme soumise au régime de la loi de 1907, de donner à leur acte date certaine dans le plus bref délai possible (art. 1328).

Par analogie de ce qui se passe dans l'espèce prévue par l'article 1410 C. C., il faut décider qu'en principe les actes juridiques passés par la femme antérieurement à la décision du tribunal ne seront opposables au mari (tiers aux termes de l'article 1328), qu'autant qu'ils auront acquis date certaine avant cette époque par l'un des trois procédés prévus par l'article 1328.

La date certaine doit être exigée ; sans cela, il pourrait arriver que postérieurement au jugement, la femme contracte des obligations ou passe des actes juridiques ; et afin de les faire échapper à la nullité et les rendre opposables au mari, antedate son acte pour faire croire qu'ils sont antérieurs au retrait.

Conformément au Droit commun, si l'intérêt en jeu dans l'acte ne dépasse pas 150 francs, ou bien si le tiers n'a pas pu dresser de preuve écrite (dettes nées de délits, quasi-délits, etc.), ou encore si l'acte a été passé par une femme commerçante, la preuve de l'antériorité de la date pourra se faire par tous moyens (1).

§ 4. *Absence de publicité du jugement.*

Le jugement prononçant le retrait des pouvoirs de la femme a pour résultat de modifier gravement sa capacité. Aussi aurait-il été désirable que la loi, dans l'intérêt des tiers, organisât une mesure de publicité

(1) PLANIOL, III, nos 1079, 1080, 1081.

destinée à les prévenir du changement survenu. Il en est ainsi pour les jugements de séparation de biens, d'interdiction ou de demi-interdiction. Il y a une lacune dans la loi de 1907, et il est même à craindre que les tiers prudents hésitent à contracter, avec une femme mariée soumise à la loi nouvelle, redoutant la révocation prévue par l'article 2. En effet, le jugement de retrait prononcé, les actes passés par la femme seront nuls, malgré l'ignorance où se seraient trouvés les tiers, et même nonobstant les déclarations de capacité faites par la femme. On peut à cet égard tirer un argument d'analogie de l'article 1307 C. C.

Les jugements qui entraînent une déchéance ne sont généralement pas définitifs dans notre droit. C'est ainsi que les jugements d'interdiction peuvent être suivis d'un jugement de main-levée, le jugement de séparation de biens peut être suivi d'une convention entre époux rétablissant la communauté.

De même le jugement rendu en conformité de l'article 2 pourra être suivi d'une nouvelle décision judiciaire rétablissant la capacité de la femme. Mais, à la différence de ce qui se passe après la séparation de biens, un simple accord de volonté des époux ne suffirait pas ; il faut une intervention du Tribunal pour anéantir le jugement primitif.

Dans ce cas, le Tribunal pourra, s'il le juge opportun, ne restaurer que partiellement les pouvoirs de la femme. Cette modification, semble-t-il, pourra être demandée tant par la femme que par le mari. L'article 10 ne distingue pas.

SECTION II

Droit d'opposition du mari.

Nous venons de voir qu'aux termes de l'article 2 § 1, en cas d'abus, le mari est investi du droit de faire prononcer par le Tribunal civil le retrait des pouvoirs de la femme sur ses biens réservés. Nous avons constaté qu'à la différence du jugement de séparation de biens, la décision judiciaire remplaçant la femme sous le régime du Code civil, en particulier sous l'empire de son ancienne incapacité, n'a aucune rétroactivité : notamment les actes accomplis par elle sur ses biens réservés avant la date du jugement, et même postérieurement à la demande formée par le mari, restent valables.

On pouvait cependant craindre qu'un certain acte, que la femme se proposait de passer avec un tiers, ne compromît gravement ses intérêts et ceux du ménage : les formalités de l'action en retrait auraient été trop longues, et le mari, en usant de ce moyen, serait souvent arrivé trop tard, pour empêcher l'accomplissement de l'opération et sa validité. Aussi l'article 2 § 2, prévoyant ce cas d'urgence, met-il à la disposition du mari un procédé produisant des effets très rapides, et lui permettant de « s'opposer aux actes que la femme se propose de passer avec les tiers relativement à son pécule ».

Le président du Tribunal peut en effet, par ordonnance de référé, lui donner l'autorisation de former cette opposition. Et conformément à l'article 10, cette ordonnance est exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. Les conséquences

de cette ordonnance de référé ne sont pas indiquées par la loi ; mais elles résultent des principes généraux. Son effet sera de replacer la femme, relativement à l'acte qu'elle désirait accomplir, dans la situation antérieure à la loi : cet acte sera donc annulable, si la femme le passe, nonobstant la défense du mari.

SECTION III.

Droit du mari de saisir-arrêter les gains de sa femme.

La loi de 1907 ne confère pas seulement au mari le droit de faire prononcer le retrait des pouvoirs de sa femme sur ses gains au cas d'abus ; elle lui donne également un droit de saisie-arrêt, dans l'hypothèse où elle négligerait de les employer, dans la mesure de ses facultés, aux charges du ménage (art. 7 et suiv.).

§ 1. Formalités de cette saisie-arrêt.

Avant la loi de 1907, bien que, dans la rigueur du droit, les principes du régime de communauté ne permettaient pas à une femme mariée de toucher ses salaires, en fait, presque toujours, le paiement n'en était pas moins effectué entre ses mains, mais elle était alors considérée comme n'agissant qu'en vertu d'un mandat tacite de son mari. Conséquemment, si par hasard la femme négligeait d'employer au ménage les gains ainsi touchés par elle, le mari avait à sa disposition un moyen très commode, pour empêcher que le paiement fût effectué entre ses mains : il lui suffisait de révoquer le mandat tacite, qu'il était présumé lui avoir donné et d'avertir par un moyen

quelconque le patron de la femme de cette révocation. Cela fait, l'épouse n'avait plus aucune qualité pour recevoir ses gains, et le patron, qui, au mépris de cette révocation, aurait payé la femme, n'aurait pas été libéré et aurait pu être contraint de payer une seconde fois au mari.

Depuis la loi de 1907, les choses ne seront plus tout à fait aussi simples pour le mari. Cette loi est en effet venue investir la femme du pouvoir de toucher ses salaires ; il n'y aura rien de changé en pratique, mais en droit, une grande innovation s'est produite : la femme a désormais qualité, pour en recevoir le paiement, non plus comme jadis à titre de simple mandataire tacite de son mari, mais en vertu d'un pouvoir propre qu'elle tient directement de la loi. Il en résulte cette conséquence très importante, que, pour empêcher les salaires de l'épouse d'être détournés par elle de leur destination, les maris ne pourront plus user du procédé dont nous parlions plus haut. Un simple avertissement du patron ne suffira plus, pour empêcher le versement à la femme.

Mais la loi, prévoyant cette éventualité de dilapidations et de détournements, a cependant mis à la disposition du mari un moyen, dont elle s'est efforcée de restreindre les formalités et les frais, pour se faire payer à lui-même les salaires de la femme et éviter, que, versés entre les mains de cette dernière, ils ne reçoivent pas leur destination normale : l'entretien de la famille.

« Faute (par la femme), dit en substance l'article 7, de subvenir spontanément dans la mesure de ses facultés aux charges du ménage, (le mari) pourra

obtenir du juge de paix de son domicile l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher des salaires ou du produit du travail (de la femme) une part en proportion de ses besoins. »

Ce texte nous permet de faire immédiatement deux remarques. Tout d'abord, si la femme subvient aux charges du ménage dans la mesure de ses facultés, le juge de paix ne pourra pas autoriser la saisie-arrêt, quand bien même l'épouse n'y ferait pas servir le surplus : d'autre part, le juge de paix, au cas où il constate le défaut de contribution de la femme, ne peut pas autoriser en principe le mari à saisir-arrêter la totalité des salaires de celle-ci, mais seulement une part en proportion de ses besoins. Il ne faut pas que, par une saisie trop étendue, les salaires de la femme soient immobilisés au-delà des besoins de la famille.

Pour obtenir l'autorisation de saisir-arrêter et de toucher les salaires de la femme, le mari devra donc s'adresser au juge de paix, qui jouit d'un pouvoir discrétionnaire pour apprécier le défaut de contribution de la femme, et la mesure dans laquelle il doit permettre au mari de toucher les gains de celle-ci.

On comprend que la loi ait donné dans l'espèce compétence au juge de paix. Non seulement sa juridiction est à la portée de tous, mais sa justice plus paternelle est toute désignée en matière de conflits de famille : l'intervention du Tribunal de première instance aurait souvent engendré des mécontentements et des froissements entre époux, et nui à la bonne harmonie du ménage.

La compétence appartient au juge de paix du

domicile du mari. Durant le mariage, la femme n'a pas d'autre domicile que celui de son époux. (Art. 108 C. Civ.).

Le juge de paix est-il compétent, quelles que soient l'importance des gains de la femme et la portion que le mari veut saisir ?

Un jugement du Tribunal civil de Châlons-sur-Marne (1) a déclaré le juge de paix incompétent pour connaître d'une demande en validité de saisie-arrêt sur les salaires d'un époux contre son conjoint, lorsque cette demande dépasse la compétence ordinaire des juges de paix fixée par la loi du 12 juillet 1905. Il invoque comme argument que rien, dans le texte de la loi de 1907, n'indique que le législateur ait entendu déroger aux règles générales sur la compétence.

Ce jugement s'écarte manifestement de l'intention évidente du législateur, qui a été de simplifier la procédure et de mettre à la disposition du mari une justice facile à saisir. Or, cette simplification de procédure n'existera pas, lorsque le Tribunal civil sera compétent.

L'article 8 indique la procédure à suivre. Le mari n'aura qu'à s'adresser au greffier de la justice de paix : celui-ci convoquera les époux au moyen d'un avertissement sous forme de lettre recommandée. Cet avertissement peu coûteux fait penser à celui qui a lieu pour le cas de tentative de conciliation devant le juge de paix, en vertu de la loi du 25 mai 1838 (modifié par celle du 2 mai 1855).

L'avertissement doit indiquer la nature de la demande. Le texte de la commission n'avait pas cette

(1) Tribunal de Châlons-sur-Marne. Audience du 19 mars 1909. — *Gazette des Tribunaux* du 4 juin 1909.

exigence ; la prescription a été ajoutée sur un amendement de M. Louis Legrand. M. Guillier considérait comme inutile de la mentionner dans la loi, puisque la loi de 1838 obligeait déjà le greffier à indiquer dans l'avertissement l'objet de la demande. Mais M. Louis Legrand fit remarquer qu'il ne s'agissait dans la loi de 1838 que d'avertissements de conciliation, qu'au contraire le juge de paix étant appelé par la nouvelle loi à rendre un véritable jugement, il était utile d'obliger l'époux demandeur à spécifier l'objet de son action.

Les époux doivent comparaître en personne, sauf le cas d'empêchement absolu, et conformément à l'amendement de M. Legrand, la loi exige que cet empêchement soit dûment justifié. L'intervention de gens d'affaires aurait été coûteuse et aurait souvent avivé le désaccord entre le mari et la femme.

Une fois le jugement d'autorisation rendu, la saisie-arrêt résulte de la signification du jugement à la femme et au tiers débiteur à la requête du mari ; cette double signification vaut attribution au mari des sommes, dont la saisie a été autorisée sans autre procédure. Non seulement le tiers débiteur ne peut plus se libérer entre les mains de la femme, mais le mari est immédiatement investi du droit de toucher les valeurs pour lesquelles la saisie a été autorisée.

Vu l'urgence de la demande, l'article 10 déclare le jugement exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel et sans caution. La loi n'indique pas dans quels délais et dans quelles formes la femme pourra faire opposition ou interjeter appel. Nous devons donc nous référer au droit commun. L'article 20

du Code de procédure accorde à la partie condamnée par défaut trois jours à partir de la signification du jugement pour faire opposition, et l'article 14 de la loi du 25 mai 1838 lui permet d'interjeter appel à dater du quatrième jour de la prononciation du jugement jusqu'au trentième jour de la signification.

A l'instar de ce qui a lieu pour les jugements rendus en matière de pensions alimentaires (art. 209 C. C.), la sentence du juge de paix n'est pas définitive. La loi (art. 10) a prévu le cas où la situation des époux viendrait à se modifier.

En effet, les besoins du ménage peuvent devenir plus considérables ou se réduire, le chiffre des gains et salaires de la femme peuvent également subir des variations. De même il peut se faire que la femme ait l'intention de revenir à des sentiments meilleurs et de contribuer désormais spontanément aux charges du ménage. Bien entendu, le tiers saisi qui prétendrait n'être pas débiteur pourra faire modifier le jugement rendu à son égard ; le droit de faire modifier la décision appartient aussi bien au mari (saisissant) qu'à la femme (conjoint saisi).

Dans tous ces cas, le juge de paix est libre d'apporter au jugement primitif les modifications qu'il estimera nécessaires suivant les circonstances. Devant le silence de la loi, il faut décider que le juge de paix compétent ne sera pas nécessairement celui qui a prononcé le jugement primitif. Ce sera le juge de paix du domicile actuel du mari (art. 108 C. C.). Rien dans les travaux préparatoires ne paraît motiver une exception aux règles du Code de procédure civile.

Nous avons pu constater combien la procédure

organisée par les articles 7 et suivants a une simplicité et une rapidité plus grandes que la procédure ordinaire, même devant le juge de paix. La loi a voulu faciliter pratiquement au mari l'exercice de son droit ; de pareilles causes ont besoin d'une prompte solution. En fait, ce sera surtout au cas de désespoir de cause et sous l'empire de la misère que le conjoint actionnera en saisie-arrêt. Il fallait empêcher le mari d'être exposé aux lenteurs d'une longue procédure.

Aussi la loi n'exige-t-elle pas de citation par ministère d'huissier. Non seulement la procédure ordinaire de la saisie-arrêt a été écartée, mais même la procédure plus simple organisée par la loi du 13 janvier 1895, pour la saisie des salaires et petits traitements (1), a semblé encore trop compliquée pour s'adapter à l'hypothèse que nous étudions.

Cette procédure n'est cependant pas gratuite ; elle n'est pas dispensée des droits de greffe, de timbre et d'enregistrement ; le mari aura donc quelques frais à payer, sauf à se les faire restituer par son épouse. S'il est indigent, dépourvu de moyens suffisants, il pourra ici comme ailleurs obtenir le bénéfice de l'assistance judiciaire dans les conditions ordinaires (loi de 1850), et en utilisant les prescriptions très simples

(1) La procédure de saisie arrêt se compose généralement de nombreuses formalités : 1^o Exploit d'huissier faisant défense au tiers saisi de payer le saisi ; 2^o Dans la huitaine de cette défense, dénonciation de la saisie-arrêt au débiteur saisi et assignation en validité ; 3^o Dans la huitaine suivante, le saisissant fait au tiers saisi une contre-dénonciation et assigne ce dernier en déclaration affirmative. Les règles de la loi du 13 janvier 1895 sont plus simples surtout en ce que la compétence appartient au juge de paix ; cette loi supprime purement et simplement la dénonciation au saisi et la contre-dénonciation au tiers saisi ; elle remplace les citations par des convocations par lettres recommandées.

de la loi du 10 juillet 1901. Ainsi que le fait remarquer M. Guillier dans son rapport (1), d'après les projets primitifs (2), tous les actes de procédure, jugements et significations nécessaires pour l'exécution de la loi devaient être dispensés de tous droits (3).

Mais le ministre des finances intervint, faisant remarquer que la loi n'était pas seulement faite pour les ouvriers et ménages peu aisés, mais qu'elle s'étendait à toutes les femmes laborieuses et à tous les produits du travail. Il n'y avait dès lors aucune raison pour faire supporter par le Trésor public des frais que les intéressés sont parfaitement en état de solder.

§ 2. *Nature particulière de la saisie-arrêt de l'article 7.*

La saisie-arrêt de l'article 7 diffère des saisies-arrêts ordinaires, non seulement par sa procédure, soustraite à toutes les exigences du droit commun, mais encore par une nature intrinsèque toute particulière, que nous voudrions préciser.

D'habitude, la saisie-arrêt est la sanction d'un droit de créance. Elle constitue, comme les autres saisies prévues par le Code de procédure civile, l'un des moyens mis à la disposition des créanciers pour obtenir de leurs débiteurs l'exécution forcée de leurs obligations. Prenons, avant la loi de 1907, l'exemple d'une femme mariée sous le régime de séparation de biens ; le

(1) GUILLIER, Rapport, p. 16 et 17. Doc. parl. Sénat, 1907, annexe 77, p. 56.

(2) Celui adopté par la Chambre en 1896. Proposition de M. Gourju.

(3) En vertu de la loi du 9 avril 1898 (art. 22), il en est ainsi pour les ouvriers victimes d'accidents du travail, auxquels est accordé de plein droit, sur le visa du procureur de la République, le bénéfice de l'assistance judiciaire. La situation aurait été analogue, si les projets primitifs avaient abouti.

mari avait le droit en principe (1) d'exiger que sa femme lui remît la part de ses gains représentant sa portion contributive dans les dépenses communes. Si l'épouse s'y refusait, le mari pouvait alors former une saisie-arrêt sur les salaires, saisie-arrêt qui pouvait être considérée comme la sanction, la mise en œuvre d'un droit de créance.

Depuis la loi de 1907, il en est autrement. La femme a non seulement un droit propre pour toucher ses salaires, mais elle a encore, à la différence de la femme séparée de biens, le droit de les employer directement et sans l'intermédiaire du mari pour subvenir aux charges du ménage ; le mari ne peut normalement exiger de son épouse la remise d'une part quelconque de ses gains, qui constituent une sorte de petite caisse domestique dont la femme a la disposition.

Dès lors, le droit de saisie-arrêt prévu par l'article 7 ne saurait être regardé comme constituant la sanction d'un véritable droit de créance du mari contre son épouse. En réalité, il constitue simplement la sanction d'une espèce de droit de contrôle, que la loi donne au mari pour veiller à ce que les gains de la femme ne soient pas détournés par elle du but même pour lequel la libre disposition lui en a été attribuée : l'entretien de la famille et les besoins du ménage (art. 2).

On pourrait être assez facilement porté à considérer le mari exerçant la saisie-arrêt de l'article 7 comme un créancier d'aliments : la saisie ne serait alors que la sanction de l'obligation de secours existant entre

(1) A moins qu'une décision judiciaire n'ait autorisé la femme à payer elle-même directement les fournisseurs du ménage. PLANIOL, III, n° 1436-1437,

époux et posée par l'article 242. Mais une telle manière d'envisager la question ne nous permettrait pas de comprendre pourquoi ce droit de saisie-arrêt n'existe pas, quand les salaires de la femme sont appliqués régulièrement aux charges du ménage ; il semble que, dans un cas comme dans l'autre, le mari ait toujours droit à des aliments.

Nous verrons bientôt (1) que le même article 7, en même temps qu'il organise au profit du mari sur les salaires de sa femme la saisie-arrêt dont nous parlons, organise également une saisie-arrêt analogue au profit de celle-ci sur les gains du mari. Les formalités et les règles de cette saisie-arrêt sont identiques, et forcément nous devons reconnaître à la saisie-arrêt de la femme la même nature que nous venons de reconnaître à celle du mari : elle est aussi la sanction d'un droit de contrôle qu'a la femme de veiller à ce que les gains du mari ne soient pas, au moins pour le tout, détournés du ménage.

Nous sommes ainsi amenés à tirer de nos explications précédentes une conséquence que nous croyons conforme à l'esprit de la loi. C'est que la loi de 1907 considère les salaires des époux comme constituant tout particulièrement un patrimoine d'affectation ; et chaque époux a reçu de la loi la mission de veiller à ce que le conjoint, de qui ils proviennent, ne les dissipe pas, mais les emploie aux soins du ménage. Si cette destination ne leur est pas donnée, il peut demander au juge de paix que ces salaires lui soient attribués à lui-même pour les affecter aux charges matrimoniales.

(1) Appendice de ce chapitre, p. 314.

Ainsi la loi de 1907 contient un principe nouveau et très intéressant : les salaires sont désormais regardés comme une masse de biens grevée d'une affectation déterminée, à laquelle on ne peut totalement les soustraire. Les deux époux ont le droit d'exiger que cette affectation leur soit effectivement donnée, et la femme voit désormais, sur ce point, ses droits égaux à ceux du mari.

§ 3. *Règles régissant cette saisie-arrêt de l'article 7.*

1^o *Des cas dans lesquels le juge de paix peut donner son autorisation.* — Il importe de remarquer que le mari pourra se faire autoriser à saisir-arrêter les produits du travail de sa femme, sans qu'il y ait à rechercher, s'il existe ou non des enfants nés du mariage. Ce point mérite d'être signalé, parce que le projet voté par la Chambre en 1896 limitait le droit de saisie du mari au seul cas où il aurait des enfants ; M. Goirand, dans son rapport, en donnait pour raison qu'en dehors de ce cas, il avait semblé contraire à la dignité de l'homme de pouvoir réclamer à son profit exclusif une part quelconque des bénéfices que la femme a gagnés par son travail.

La loi de 1907, s'inspirant d'ailleurs de la proposition Gourju, ne fait plus aucune distinction à cet égard, et nous ne pouvons que l'approuver : « Il y a, dit M. Pichon (1), dans les allégations de M. Goirand, un ordre de considérations et de délicatesses, qui doivent échapper à l'appréciation de la loi ». Au surplus, il se peut que le mari soit malade, infirme, ou âgé, alors que la femme est jeune et active.

(1) PICHON. *Revue critique*, p. 102.

Le juge de paix pourra-t-il autoriser le mari à saisir-arrêter les gains de sa femme, au cas où il a une résidence distincte de cette dernière ?

Il peut se faire en effet que les époux, sans demander le divorce ou la séparation de corps, se soient séparés à l'amiable et d'un commun accord, et qu'ils mènent une existence séparée de fait. Ou bien, il peut arriver qu'il y ait abandon par l'un d'eux du foyer conjugal. Il faut admettre que, si c'est le mari qui a abandonné sa femme, ou encore si c'est par sa faute ou sa volonté que la séparation s'est produite, il ne peut rien réclamer à son épouse. Sous l'empire du Code, l'opinion générale était que, dans ce cas, il ne pouvait réclamer de pension alimentaire à sa femme ; cette dernière était fondée à lui opposer l'inexécution de sa part du devoir de cohabitation, inexécution qui la libérait par le fait de l'obligation alimentaire (Arg. d'analogie tiré de l'art. 1184 C. C.). Il faut décider de même que le mari ne pourra pas non plus, dans le cas où les torts sont de son côté, se prévaloir du droit de saisie-arrêt que lui donne l'article 7.

Par contre, si la séparation provenait du fait de la femme (abandon, faute ou volonté de celle-ci), le mari était, d'après la jurisprudence, recevable à exiger d'elle une pension alimentaire, en prouvant la faute de la femme. Deux arrêts de la Cour de cassation ont statué en ce sens (1).

Depuis la loi de 1907, il est certain que, dans ce dernier cas, le mari pourra réclamer comme jadis une pension alimentaire à sa femme, en fondant son action

(1) Cass., 12 janvier 1874. D. 74.1.153. S. 74.1.305. — Cass., 2 janvier 1877. D. 77.1.162.

sur les articles 212 et 213 C. C. (1). Mais la question intéressante est de savoir, s'il pourra aussi se prévaloir du droit de saisie-arrêt prévu par l'article 7, malgré la séparation de fait, ou au contraire, si cette séparation met obstacle à l'application de cet article. La jurisprudence a une tendance à reconnaître même dans ce cas, au mari, le droit de saisie-arrêt. On peut invoquer en faveur de ce système le rapport de M. Guillier, qui, commentant l'article 7, le déclare applicable « au cas le plus fréquent d'abandon par l'un des conjoints du domicile conjugal ». D'ailleurs, si l'on se reporte à la genèse de cet article 7, on constate que dans les projets primitifs, la faculté de saisie-arrêt, qui n'existait qu'au profit de la femme contre le mari, était limitée au seul cas d'abandon. Il en était ainsi dans la proposition de MM. Jourdan, Dupuy-Dutemps et Montant (2).

Nous pouvons citer un certain nombre de décisions judiciaires qui ont proclamé que l'article 7 de la loi pouvait s'appliquer à des époux ayant cessé de vivre en commun. Ces jugements, sans doute, n'ont, pour la plupart, trait qu'à la saisie-arrêt exercée par la femme sur les salaires de son mari ; mais la même solution aurait évidemment été donnée pour la saisie-arrêt du mari. C'est en ce sens que se sont prononcés un arrêt de la Cour de Toulouse du 29 mars 1908 (3), des jugements des Tribunaux de paix de Paris (18^{me}

(1) Ce sera là un procédé plus long et plus coûteux que la saisie-arrêt de l'article 7.

(2) *Journ. off.*, 1890. Chambre, annexe n° 862.

(3) *Gazette du Palais*, 14 mai 1908. Cet arrêt déclare « que la séparation de fait existant entre les époux par la volonté persistante de l'un d'eux, ne saurait faire cesser l'obligation que la loi et le contrat de mariage mettent à la charge de celui-ci ».

arrondissement) du 4 octobre 1907 (1), — de Montredon (Tarn), du 4 novembre 1907 (2), — de Calais, du 8 janvier 1908 (3), — de Saint-Gilles, du 15 mai 1908 (4).

Seul un jugement du Tribunal de Boulogne-sur-Mer (5), qui est venu mettre à néant le jugement du Tribunal de paix de Calais, du 8 janvier 1908, s'est prononcé en sens contraire, et décide que la loi du 13 juillet 1907 n'a pas été édictée en vue de la situation d'époux qui ont cessé de vivre en commun, qu'en ce cas, celui des époux qui prétend avoir droit à une pension alimentaire ne peut fonder son action que sur les dispositions des articles 212 et 213 C. C. Ce jugement admet que, puisqu'il y a séparation, il n'y a plus en réalité de ménage, partant plus de contribution possible aux charges communes. A l'appui de son système, le Tribunal tire un argument de texte des mots « charges du ménage » contenu dans l'article 7. « L'article 7, dit-il, en imposant à chacun des époux » de contribuer aux charges du ménage, a donné à » l'expression ménage, le sens usuel que lui donne » d'ailleurs l'article 1537 du Code civil, d'une famille » groupée sous le même toit, dont chacun des membres

(1) Trib. Paix Paris, 18^e arrond. DALLOZ, 1908.5.19. D'après ce jugement, la séparation de fait « ne peut paralyser l'action née pour la femme de l'article 7 de la loi nouvelle ».

(2) Trib. Paix Montredon. DALLOZ, 1908.5.25.

(3) Trib. Paix Calais. *Journal des Huissiers*, 1908, p. 163.

(4) Trib. Paix Saint-Gilles. *Moniteur des juges de paix*, 1908, p. 401. *Gazette du Palais* du 27 mai 1908, n° 148 : « Si le mari a abandonné le domicile conjugal, la femme, qui aura le plus souvent la charge des enfants, doit avoir plus que jamais le droit de saisir-arrêter les salaires de son mari, conformément à l'article 7 précité de la loi, si elle sait où il travaille ».

(5) Trib. civil Boulogne. D. 1908.5.25. *Gazette des Tribunaux*, 12 mars 1908.

» est l'occasion de dépenses qui sont à prélever sur
» un fonds commun et constituent les charges qui le
» grèvent. »

Les partisans de cette opinion invoquent encore à l'appui de leur thèse, que les auteurs de la loi, en permettant à un conjoint de toucher une quote-part des salaires de l'autre, n'ont pas pu entendre lui fournir la possibilité de désertier le domicile conjugal pour vivre séparé.

Mais, dans une autre espèce, la question a été tranchée en sens contraire par un arrêt de la Cour de cassation du 1^{er} février 1909 (1). Cet arrêt autorise le juge de paix à permettre à l'un quelconque des époux de saisir-arrêter les salaires de l'autre, lorsque celui-ci ne contribue pas spontanément dans la mesure de ses ressources à l'entretien du ménage, sans qu'il y ait lieu de distinguer si les époux vivent ensemble ou sont séparés.

Si la Cour suprême maintient cette jurisprudence, le juge de paix ne pourra pas exclure un mari du bénéfice de la saisie-arrêt de l'article 7, par cela seul qu'il serait séparé de fait d'avec sa femme, ou que celle-ci l'aurait abandonné.

2^o *Ressources dont le juge de paix peut autoriser la saisie-arrêt.* — L'article 7 ne parle que des salaires et produits du travail de la femme ; mais de même que, lorsqu'il s'est agi de fixer la composition des biens réservés, nous devons interpréter aussi largement que possible l'expression : produits du travail. Toutes les créances comprises à un titre quelconque dans les

(1) *Gazette des Tribunaux*, 10 février 1909.

biens réservés pourront être saisies-arrêtées par le mari. C'est en ce sens que s'est prononcé le tribunal de paix de Montredon (Tarn), qui, par un jugement du 4 novembre 1907, a permis de saisir-arrêter les revenus de biens acquis par la femme avec ses économies (1). Il en serait de même des indemnités pour accidents de travail, des arrérages de rentes ou pensions de retraite.

Sans doute, ces deux dernières catégories de créances sont en principe insaisissables par les créanciers ; mais comme cette insaisissabilité a été édictée précisément en vue d'assurer la subsistance de la famille, et que d'autre part la saisie-arrêt de l'article 7 a une nature toute particulière (2), il n'y a pas de raison d'en faire application ici.

Le droit du mari s'étend sur les gains de toute espèce de la femme. Par exemple il faut l'autoriser à saisir, aussi bien que les salaires, le montant de parts d'intérêt, les bénéfices de la femme commerçante ou associée dans une entreprise, même le prix de vente d'une marchandise.

S'il s'agit de salaires ou traitements de la femme, le juge de paix n'a pas à faire application de la règle posée par l'article 1^{er} de la loi du 12 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des petits salaires. Cette loi, pour des raisons d'humanité, déclare saisissables seulement pour un dixième les salaires des ouvriers et gens de service, ainsi que les appointements et traitements ne dépassant pas 2.000 francs par an. Le mari ne sera pas arrêté

(1) DALLOZ, 1908.5.25.

(2) Comme nous l'avons montré, son but est d'empêcher les sommes d'être détournées du ménage (voir *supra*, p. 304).

par cette limite du dixième, seule saisissable selon le droit commun. Décider le contraire serait méconnaître le but de cette loi de 1895, qui restreint le droit de saisie-arrêt dans l'intérêt du ménage ; or, lorsque le mari exerce le droit que lui confère l'article 7, c'est dans l'intérêt du ménage qu'il agit (1). D'ailleurs, on peut considérer ces sommes comme ayant un caractère alimentaire, et nous savons que l'article 3 de la même loi de 1895 déclare l'article 1^{er} inapplicable aux saisies pratiquées pour l'exécution des dettes alimentaires.

Inversement, il est permis de se demander si le juge de paix pourra autoriser le mari à saisir plus des neuf dixièmes du salaire de la femme. S'il existe des créanciers de celle-ci, il semble que le dixième saisissable doit leur être attribué. Autrement ce serait ruiner les créanciers et enlever tout crédit à la femme.

Nous venons de voir qu'il existe certains créanciers (créanciers pour cause d'aliments) (2), qui jouissent de la faveur de pouvoir saisir les salaires de leur débiteur au-delà du dixième et sans restriction (art. 3 de la loi du 12 janvier 1895). Qu'arrivera-t-il si les salaires de la femme sont déjà l'objet d'une saisie-arrêt de la part de ces créanciers, lorsque le mari pratique la sienne ? En d'autres termes, si la saisie-arrêt du mari vient en concours avec d'autres saisies-arrêts ?

Dans ce cas, la saisie-arrêt exercée par le mari devra, par rapport aux dettes en question, être considérée

(1) Pour la même raison, il n'y aura pas lieu de faire application de la loi du 17 juillet 1907, qui permet de limiter les effets d'une saisie-arrêt par une ordonnance de référé.

(2) Créanciers d'aliments en vertu des articles 203, 205, 206, 207, 214 et 249 du Code civil.

comme privilégiée. C'est ce qui résulte du rapport de M. Viollette à la Chambre des députés (1).

« Nul doute, dit-il, que la saisie pratiquée en vertu
» de l'article 7 devra être satisfaite par préférence à
» toute autre. Le texte de l'article indique en effet
» nettement que les sommes qu'il s'agit ainsi de saisir-
» arrêter ont un caractère alimentaire ; ainsi, aucune
» autre procédure ne peut les distraire de leur desti-
» nation naturelle. »

C'est d'ailleurs conforme à l'esprit de la loi de 1907 et à la nature particulière que nous avons reconnue à la saisie-arrêt de l'article 7. A cet égard, remarquons qu'il est possible d'expliquer le droit qu'a le mari de se faire remettre les salaires de la femme par préférence à toute autre personne, sans invoquer l'idée d'aliments ; il suffit de se rendre compte que les salaires sont considérés par la loi de 1907 comme un patrimoine d'affectation, dont l'un quelconque des époux peut se faire attribuer la gestion, lorsque l'autre ne les affecte pas lui-même aux charges matrimoniales.

Enfin, nous savons que la loi de 1895, après avoir déclaré les salaires saisissables jusqu'à concurrence du dixième, n'en permet la cession que pour un autre dixième. Il pourra donc arriver que, lorsque le mari demandera à saisir-arrêter les salaires de la femme, la cession aura eu lieu et sera devenue définitive par la signification au débiteur cédé (art. 1690C. C.).

Dans ce cas, le juge de paix ne pourrait pas autoriser la cession au-delà des huit dixièmes, il devra respecter la cession. En effet, pour qu'il puisse être question de

(1) VIOLLETTE. Rapport, p. 12. *Journ. off.*, Doc. parl. Chambre, annexe n° 1128.

saisie-arrêt, il faut que la femme soit créancière, et elle ne l'est plus dès que la cession a été signifiée.

APPENDICE

Sanction de l'obligation du mari de contribuer aux charges du ménage.

Notre travail sur la loi de 1907 ne serait pas complet, si, après avoir étudié les moyens donnés au mari pour remédier aux abus de pouvoir de la femme sur ses gains, nous ne disions pas quelques mots de la disposition de cette loi, qui tend à assurer au profit de la femme la contribution du mari aux charges du ménage.

Pour protéger sa dot et les revenus de sa dot (1) contre les abus de pouvoir du chef de ménage au cas où ce dernier la met en péril, le Code civil (art. 1443 et suiv.) confère à la femme le droit de demander la séparation de biens. La décision judiciaire qui la prononce a pour effet d'entraîner la dissolution du régime primitivement adopté et de replacer la femme à la tête de ses biens. Nous avons constaté qu'avant l'innovation de 1907, la jurisprudence a toujours permis aux femmes mariées de recourir à cette procédure, au cas où leurs maris gaspillaient, détournaient de leur destination les profits, salaires et autres produits de leur travail (2).

Mais si le mari ne contribuait pas avec ses revenus personnels aux charges du ménage, par exemple s'il

(1) Toulouse, 10 mai 1884. D. Suppl., t. IV, p. 109, note 2. S. 84.2.184.
— Cass., 7 février 1894. D. 94.1.164. S. 94.1.269.

(2) Paris, 2 juillet 1878. D. 79.2.107. S. 78.2.199.

dilapidait ses propres gains, au lieu de les faire servir à l'entretien de la famille, la femme mariée avait-elle quelque moyen légal de l'y contraindre ?

Il va sans dire que la réponse à cette question n'intéresse pas seulement les femmes exerçant personnellement un métier ou une profession, mais toutes les femmes mariées en général, et même, si l'on peut dire, plus particulièrement celles dont l'activité se restreint exclusivement aux travaux domestiques et qui ne peuvent se procurer par leur labeur extérieur les ressources destinées à alimenter le ménage.

Remarquons tout d'abord que le mari, en sa qualité de père, est civilement tenu de l'obligation de nourrir, entretenir et élever ses enfants, aux termes de l'article 203 C. C. Il semble donc qu'il puisse être poursuivi en justice, faute de l'exécuter volontairement. Il n'en est rien cependant, du moins du vivant des époux. En effet, malgré la place occupée et les termes employés par l'article 203 : « Les époux contractent ensemble », il est admis qu'il n'est pas question dans cet article d'une obligation mutuelle des époux l'un envers l'autre, mais d'une obligation commune, mise à leur charge envers leurs enfants. Le véritable créancier, dans notre hypothèse, n'est donc pas la mère, mais les enfants. Or, la mère ne peut agir au nom de son enfant, car ce n'est pas elle, qui pendant le mariage, est son représentant légal. Quant à l'enfant lui-même, étant mineur, il n'a pas l'exercice des actions qui lui appartiennent, et d'ailleurs son jeune âge le mettrait le plus souvent dans l'impossibilité d'agir.

Ce n'est donc pas sur l'article 203, que la femme pouvait se baser pour agir contre son mari. Mais il est

un autre article, l'article 212, qui parle du devoir de secours, et par là même pose le principe de l'obligation alimentaire entre époux. De plus, l'article 214 plus explicite oblige le mari à « fournir à sa femme tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état. »

La femme pouvait donc intenter contre son mari une action à titre de créancière d'aliments dans les conditions du droit commun. En particulier, elle pouvait recourir à la loi du 12 janvier 1895, pour saisir-arrêter entre les mains du patron les salaires de son époux. Mais la procédure organisée par cette loi de 1895, quoiqu'étant une simplification de celle de droit commun (art. 558 du Code de procédure), était encore longue, coûteuse et peu accessible aux époux peu aisés. Nous avons vu que la loi de 1907 simplifie beaucoup la procédure de saisie-arrêt.

Ce droit de la femme de réclamer une pension alimentaire n'était contesté par personne, au cas où le mari avait abandonné le domicile conjugal. Mais il peut arriver que le mari, tout en continuant à cohabiter avec sa femme et à mener une vie commune, ne prenne aucun soin de rapporter à son épouse l'argent nécessaire pour assurer sa subsistance et celle des enfants.

Dans ce cas, bien que la jurisprudence contienne certaines divergences, un certain nombre de tribunaux ont déclaré la femme non recevable à intenter une action en pension alimentaire contre son mari (1).

La principale raison invoquée à l'appui de ce système était qu'une action de ce genre serait contraire au

(1) Voir sur ce point BAUDRY-LACANTINIERE et HOUQUES-FOURCADE. Des personnes, II, n° 2126 et suiv.

principe de l'autorité maritale, qui défend à la femme de demander au chef de ménage aucun compte de son administration. Or, dit-on, la possibilité qui serait reconnue à la femme de faire reconnaître en justice l'insuffisance de la contribution du mari aux charges du ménage, serait pour elle un moyen indirect d'obliger ce dernier à lui rendre des comptes.

On faisait valoir comme second argument qu'il y a une véritable impossibilité de fait d'exiger le service d'une pension alimentaire entre conjoints, qui continuent à vivre en commun. Or, par l'effet du mariage, les revenus du créancier et du débiteur ne forment plus qu'une seule masse (1) au domicile conjugal.

Au moyen de l'argumentation que nous venons de reproduire, les partisans de ce système arrivaient en fait, sauf pour le cas d'abandon, à supprimer une obligation alimentaire formellement établie par le Code (art. 214). L'obligation de secours inscrite dans la loi ne rendait pas la femme créancière, ni le mari débiteur. C'était évidemment aller trop loin et permettre l'abus de la puissance maritale sans contrôle et sans recours. Or, dans notre droit, la puissance du mari, pas plus que celle du père, ne sont absolues. Le droit cesse où l'abus commence. Ce n'aurait pas été porter atteinte à l'autorité maritale que d'en limiter les abus, et s'il y a un abus caractérisé, c'est assurément, de la part du mari, de refuser à sa femme les ressources indispensables à la vie du ménage. La jurisprudence se reconnaît le droit de contrôler la puissance paternelle ; on ne voit pas bien la raison qui pourrait l'empêcher d'exercer un droit de surveillance sur la puissance maritale.

(1) BAUDRY-LACANTINIERE. *Eod. lib.*, n° 2128.

Pour les partisans du système que nous venons de réfuter, la femme non abandonnée de son mari, mais victime des dilapidations et dissipations de ce dernier, n'avait pour sortir de sa malheureuse situation, que la ressource extrême, coûteuse et compliquée de demander la séparation de corps ou le divorce. Le mari, en refusant d'entretenir sa femme, commet une faute conjugale, un manquement grave à l'un de ses devoirs les plus sacrés, ce qui permet aux juges de prononcer le divorce ou la séparation (1).

La séparation de corps une fois prononcée, étant donné qu'elle laisse subsister entre les époux le devoir de secours, rien ne mettait plus obstacle, à ce que la femme, dans le besoin, réclame une pension alimentaire à son mari.

De même au cas de divorce. Malgré la dissolution du mariage, aux termes des articles 301 et 1382 C. C., le tribunal (2) peut condamner l'époux coupable (dans l'espèce le mari), à titre d'indemnité et en réparation du préjudice causé, à servir des aliments à l'époux innocent.

Mais si la femme ne voulait pas recourir à ces moyens extrêmes, elle était absolument désarmée.

L'épouse, dont le mari consacre ses salaires personnels à des intérêts étrangers au ménage, n'avait pas à sa disposition un moyen facile pour saisir-arrêter les gains ou émoluments de son conjoint. La loi du 13 juillet 1907 a donc réalisé dans notre droit une innovation fort utile en rendant le droit de saisie-arrêt de l'art. 7 réciproque : ce droit appartient non seulement au mari, mais à la femme.

(1) PLANIOL, n° 520 et suiv.

(2) PLANIOL, n° 642-643.

Ce droit de saisie-arrêt organisé au profit de la femme sur les gains du mari n'est pas limité au seul cas d'abandon ; il peut être exercé, par cela seul que le mari ne rapporte pas au domicile conjugal l'argent nécessaire au ménage

Il n'en était pas ainsi dans les projets primitifs (1). Ceux-ci, dans la crainte sans doute, comme l'insinue le rapport de M. Goirand, « de porter atteinte à la puissance maritale et de permettre à la femme de se substituer au mari dans l'administration de la communauté », avaient cru bon de limiter pour la femme la faculté de saisie-arrêt au cas d'abandon.

Il y avait là une lacune certaine, que la proposition de M. Gourju est heureusement venue combler, en permettant à la femme d'user contre son mari du droit de saisie-arrêt, non seulement en cas d'abandon, mais aussi, dès que le mari met, par sa négligence ou son inconduite, les intérêts du ménage en péril.

Le projet de la commission sénatoriale et le texte définitif de la loi ont certainement entendu reproduire l'extension donnée à la réforme par la proposition Gourju et autoriser la femme à recourir au droit que lui confère l'article 7, même en dehors du cas d'abandon (2).

(1) Limitaient le droit de saisie-arrêt de la femme au seul cas d'abandon par le mari : les projets de MM. JOURDAN, DUPUY-DUTEMPS et MONTANT (*Journ. off.*, 1894, Chambre, annexe n° 803), celui de M. GOIRAND (*Journ. off.*, 1894, Chambre, annexe n° 801) et aussi le texte voté par la Chambre, le 27 février 1896.

(2) Toutes les explications que, pour la facilité de notre exposition, nous avons posées plus haut, en envisageant le droit de saisie-arrêt entre les mains du mari, s'appliqueront *mutatis mutandis* au droit de saisie-arrêt de la femme (règles qui la régissent, procédure, nature particulière du droit).

Il est bien certain qu'en fait, ce sera dans le cas d'abandon que la loi jouera le plus fréquemment. A ce point de vue, on peut dire que l'article 7 est venu réaliser une réforme très utile pour la femme mariée. Elle aura dorénavant le moyen de saisir-arrêter par une procédure rapide le salaire du mari et évitera les lenteurs de la séparation et du divorce.

CHAPITRE VIII

CARACTÈRES DES DISPOSITIONS DE LA LOI NOUVELLE

Dans le but principal d'assurer plus efficacement la protection des femmes laborieuses, la loi de 1907 (art. 1) déclare nulle toute clause du contrat de mariage, par laquelle la femme renoncerait aux droits nouveaux qui lui sont octroyés sur les produits de son travail : ses dispositions ne sont donc nullement interprétatives de la volonté des époux, elles ont un caractère impératif ou d'ordre public. La loi nouvelle ajoute ainsi une exception de plus au principe de l'article 1387, d'après lequel les époux jouissent de la plus entière liberté pour fixer à leur gré les règles régissant leur association pécuniaire.

D'autre part, les règles édictées par la loi de 1907 n'ont été posées que pour améliorer la situation des femmes mariées dans certaines hypothèses, qu'elle a envisagées comme particulièrement dignes d'intérêt et pour lesquelles le Code civil n'avait organisé qu'une protection insuffisante. Elles ont dès lors un caractère tout à fait exceptionnel, et ne sauraient, comme la plupart des dispositions du titre du contrat de mariage,

faire l'objet d'une clause conventionnelle les étendant à une catégorie quelconque de biens de la femme.

Enfin, désireuse de remédier à certaines situations malheureuses, qui avaient d'après elle trop duré, la loi a imprimé à son innovation un certain caractère rétroactif, en la déclarant applicable, même aux femmes mariées antérieurement à sa promulgation (art. 11).

Tels sont les trois traits caractéristiques de la loi de 1907, dont il nous reste maintenant à aborder l'étude.

SECTION 1^{re}

Caractère impératif ou d'ordre public de la loi de 1907.

§ 1. Observations préliminaires sur ce caractère d'ordre public.

C'est un principe bien connu de notre législation matrimoniale (art. 1387), que « la loi ne régit l'association conjugale quant aux biens qu'à défaut de conventions spéciales, que les époux peuvent faire comme ils le jugent à propos. »

Ce qui revient à dire qu'en règle générale, les différentes dispositions légales qui concernent les biens des époux n'ont qu'un caractère purement interprétatif et supplétif de la volonté de ceux-ci, et qu'il leur est loisible d'y apporter toutes les modifications qu'ils jugent désirables, à la seule condition de rédiger, antérieurement à leur mariage (art. 1395 C. C.), un contrat de mariage, et de le faire dans les formes et sous les conditions prescrites par la loi (art. 1394 et suiv.).

Il pouvait paraître assez naturel à première vue que le législateur de 1907, légiférant en une matière relative aux biens des époux, restât fidèle au principe de la liberté des conventions matrimoniales, et qu'il laissât les conjoints libres, sinon d'apporter à la nouvelle réglementation des gains de la femme toutes les modifications conventionnelles, qui leur paraîtraient opportunes, du moins qu'il leur permît d'insérer dans leur contrat de mariage une clause, en vertu de laquelle les produits du travail de l'épouse demeureraient soumis à la législation du Code civil.

C'est en ce sens que furent conçues toutes les propositions de lois d'initiative doctrinale ou parlementaire qui tendaient à protéger les produits du travail de la femme. Toutes, sans exception, consacraient, au moins implicitement, la validité des clauses dérogatoires aux dispositions nouvelles.

Le projet élaboré par la Société d'Études législatives laissait expressement cette faculté aux époux. Le commencement de l'article 1^{er} était rédigé en ces termes : « Sous tous les régimes, et sauf clause contraire portée au contrat de mariage (1) ». « Les parties, disait M. Boistel dans l'exposé des motifs, ont toute latitude pour modifier (la loi) par les clauses de leur contrat de mariage, soit pour diminuer les pouvoirs attribués à la femme, soit pour les augmenter, en se rapprochant par exemple de la séparation de biens totale ou partielle » (2). La Société considérait qu'il était contradictoire d'introduire des restrictions à la liberté des conventions matrimoniales dans une réforme qui devait être une mesure d'affranchissement.

(1) *Bull. Soc. Ét. lég.*, 1902, p. 464.

(2) *Eod. lib.*, p. 461.

Cette question du caractère interprétatif ou impératif qu'il convenait de donner à la réforme n'a guère fait l'objet d'une discussion à la Société d'Études législatives. La Société ne faisait qu'être suivre l'exemple des nombreuses lois étrangères (1), qui nous avaient devancés dans la protection des femmes laborieuses. Aucune, si ce n'est peut-être, suivant certains interprètes, la loi genevoise du 7 novembre 1894, ne faisait de la disposition qui réserve à la femme la libre administration de ses gains un principe d'ordre public, auquel les époux ne pussent déroger.

Il en fut de même en France de la proposition Goirand et du projet voté par la Chambre le 27 février 1896. Sans doute, ce projet ne prévoyait pas l'admissibilité des clauses contraires ; mais aucun doute ne pouvait s'élever à cet égard : ainsi que le fait remarquer M. Saleilles (2), « il est entendu qu'en matière de clauses matrimoniales, elles ne sont établies qu'à titre d'interprétation légale dispositive, et sauf stipulation contraire insérée au contrat de mariage. Pour qu'elles aient un caractère impératif, il faut que la loi s'en exprime expressément. Il ne suffit pas du silence des textes pour les ériger en règles d'ordre public ».

Enfin, dans la proposition élaborée par la Commission du Sénat, on avait pris soin, pour éviter toute difficulté, de permettre d'une façon expresse, dans l'article 1^{er}, de déroger à la loi nouvelle par une clause du contrat de mariage. M. Guillier (3) s'exprimait d'ailleurs ainsi dans son exposé des motifs : « Cette

(1) *Eod. lib.*, 1902, p. 94 et suiv.

(2) *Eod. lib.*, 1907, p. 575.

(3) GUILLIER. Rapport, *J. off.*, 1907, Sénat, annexe 77.

disposition n'est pas d'ordre public. Les époux peuvent y déroger par leur contrat de mariage. Le principe supérieur de la liberté des conventions est respecté. Si, en effet, il faut donner à la femme une protection légale contre son ignorance, son indifférence et ses imprudences, en même temps que contre la dissipation ou la mauvaise gestion de son mari, il serait excessif de paralyser sa liberté, et de la défendre malgré elle contre la stipulation formelle d'un contrat qu'elle a conclu en parfaite connaissance de cause ». (1).

Ce fut seulement au cours de la discussion au Sénat, et en deuxième délibération, que M. Maurice Faure (2) et M. Poulle déposèrent un amendement tendant à imprimer à la loi nouvelle un caractère d'ordre public, et par là même à interdire à la femme de renoncer par contrat de mariage aux droits qui lui étaient conférés.

Cet amendement, fortement appuyé par M. de Lamarzelle, fut adopté par le Sénat, malgré les protestations de la Commission et de son rapporteur, M. Guillier. Le texte primitif de la Commission : « et sauf clause contraire portée au contrat de mariage », fut remplacé par ces mots : « et à peine de nullité de toute clause contraire portée au contrat de mariage ».

Si nous envisageons le point de vue pratique, nous ne pouvons qu'approuver le législateur d'avoir déclaré d'ordre public la réforme qui nous occupe. Nous

(1) Voir également les explications données par M. Guillier dans la séance du Sénat du 14 mai 1907, lors de la discussion en première délibération.

(2) M. Maurice Faure, dans son discours au Sénat (séance du 24 mai 1907, *Officiel*, Sénat, Déb. parlem., p. 661-662), en défendant son amendement, déclare se faire l'interprète des revendications de M^{me} Pégard, l'une des représentantes du mouvement féministe.

n'avons en effet qu'à reprendre les raisons données au Sénat par MM. Maurice Faure et de Lamarzelle. On ne peut nier qu'il n'y ait une grande part de vérité dans leurs arguments : la réserve de la possibilité des clauses contraires aurait risqué de rendre l'œuvre législative « sinon complètement stérile, tout au moins illusoire et inefficace » en un certain nombre de cas.

La loi est dirigée contre les mauvais maris, sans loyauté et sans droiture. Donner à la femme la possibilité de renoncer irrévocablement au bénéfice de la réforme, aurait été permettre à ces maris de profiter de l'ignorance ou de l'imprévoyance de leur fiancée, pour leur faire accepter une clause dont elle n'aurait pas aperçu les conséquences. Pour libérer définitivement la femme de la mainmise d'un mari dilapidateur sur les produits de son travail, il fallait donc la protéger malgré elle au moment du mariage.

M. Maurice Faure exprima même la crainte que l'habitude ne s'introduisît parmi les ouvriers de faire un contrat uniquement pour obtenir la renonciation de la femme aux dispositions de la loi nouvelle. M. de Lamarzelle prétendit que la loi, allant à l'encontre du principe de l'autorité maritale, aurait contre elle tous les notaires et tous les praticiens, et qu'ainsi cette clause de renonciation, toujours insérée dans les contrats de mariage, deviendrait de style.

C'était montrer, nous semble-t-il, un peu trop de défiance à l'égard de la plupart des notaires. On ne voit pas bien l'intérêt qu'ils auraient à insérer telle clause plutôt que telle autre dans les contrats qu'ils sont chargés de rédiger.

Une raison plus convaincante, qu'on peut invoquer

en faveur du caractère d'ordre public, est qu'il serait très dangereux pour l'épouse de renoncer définitivement à la protection légale, à une époque où elle n'envisage pas d'éventualités malheureuses. D'une part, au moment du mariage, la femme peut être sans profession et n'être obligée de travailler que par la suite ; d'autre part, le mari le plus consciencieux peut devenir dissipateur. Dans tous ces cas, on doit reconnaître qu'au moment du mariage, la femme n'a aucun des éléments nécessaires pour se décider en connaissance de cause.

Enfin, le principal argument qu'on puisse faire valoir pour justifier la loi, est que la liberté, en notre matière, tout en pouvant nuire beaucoup, n'aurait présenté aucun avantage bien appréciable. En effet, la femme ne peut se dépouiller irrévocablement par contrat de mariage du droit d'administrer ses gains ; mais elle a toujours la possibilité de remettre au mari, pendant le mariage, un mandat l'autorisant à toucher, à administrer et à disposer des produits de son travail (1).

Ce mandat est sans doute révocable ; en cela il a l'avantage de ne point lier la femme, « au point de compromettre la sécurité et l'avenir pécuniaire du ménage ».

Par contre, « à quelles fins honnêtes prévoit-on qu'un (désaisissement irrévocable) puisse servir ? On n'en saurait trouver aucune. Mais, en revanche, on voit fort bien toutes celles malhonnêtes ou dangereuses qu'il pourrait favoriser : maris avides de dépenses somptueuses ou funestes, qui voudront avoir une caisse supplémentaire où puiser librement, com-

(1) Voir *supra*, chapitre II, section V.

merçants en quête de crédit, qui chercheraient à utiliser celui de leur femme, si cette dernière, en tant qu'elle exerce une profession libérale, est à même de lui procurer d'importantes ressources » (1).

§ 2. *Appréciation au point de vue juridique du caractère d'ordre public.*

La considération principale, qui avait détourné les promoteurs de la réforme à donner à la loi nouvelle un caractère d'ordre public, fut la crainte de porter atteinte à cet espèce de dogme, formulé par l'article 1387 C. C. : la liberté des conventions matrimoniales.

Cependant, s'il est un contrat où la liberté des parties soit restreinte, c'est assurément le contrat de mariage. Les articles 1388 et 1389 contiennent en effet une longue liste de clauses prohibées. Il est même possible de démontrer juridiquement que la disposition, qui empêche la femme de renoncer valablement au bénéfice de la loi nouvelle, ne viole pas le principe de l'article 1387.

Lorsque le Code civil parle de liberté en matière de conventions matrimoniales, il est certain qu'il n'entend pas par là réserver aux époux la faculté de modifier conventionnellement les effets qu'il fait produire au mariage, à proprement parler, c'est-à-dire à l'union des personnes.

Le mariage, en effet, malgré son caractère contractuel, ne saurait être assimilé aux autres contrats, qui peuvent en principe contenir toutes les stipulations que les parties jugent à propos d'y insérer (art. 1134).

Les idées, qui sont à la base de la conception que les législateurs croient bon de se faire de l'union entre

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1907, p. 583.

époux, ont, au point de vue social, une importance trop grande, l'Etat est intéressé à un trop haut point à la constitution intérieure des familles, pour qu'il puisse être permis aux époux de modifier les effets du mariage : ils ne peuvent se faire du mariage « une conception, qui juridiquement, soit la contradiction de celle que s'en est faite la loi » (1).

C'est seulement en matière pécuniaire, lorsqu'il s'agit de déterminer quelles conséquences produira le mariage, en ce qui concerne les biens des époux, qu'une très grande latitude est laissée par la loi à ces derniers. C'est l'objet des régimes matrimoniaux, de régir toutes les questions intéressant les biens des époux, en particulier de déterminer de quelle manière et dans quelle mesure chacun d'eux se propose de subvenir aux charges communes. Y aura-t-il ou non à cet effet une masse commune, une société entre époux, et dans ce cas, quelle en sera la composition active et passive, le mode de liquidation et de partage à la dissolution ? Si les époux excluent la communauté, la femme conservera-t-elle l'administration et la jouissance de tout ou partie de sa fortune, ou au contraire remettra-t-elle certains biens en dot à son mari, et quelle sera la consistance de cette dot ? Cette dot sera-t-elle ou non frappée d'indisponibilité, d'inaliénabilité pendant le mariage ? Comment s'en fera la restitution ?

Voilà tous points et bien d'autres encore, sur lesquels la liberté des époux peut se donner carrière. Telle est, dans ses grandes lignes, la véritable portée du principe de la liberté des conventions matrimoniales.

Mais c'est la loi seule, qui détermine d'autorité les

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1907, p. 579.

effets du mariage au point de vue de l'union des personnes, d'après la conception particulière qu'elle s'en est faite.

Ceci posé, il est certain qu'il faut ranger comme étant un effet du mariage lui-même, parmi les dispositions légales impératives, celles qui placent la femme dans un certain état de subordination vis-à-vis de son mari, et qui investissent ce dernier d'une certaine autorité, en faisant de lui le chef de l'association conjugale. C'est l'article 1388 qui défend de déroger aux pouvoirs du mari comme chef. « Or, dit M. Saleilles (1), il n'est jamais venu à l'idée de personne d'accuser le Code civil, d'avoir fait brèche à la liberté des contrats, bien que l'article 1388 fasse de l'incapacité de la femme et des droits du mari comme chef, une règle impérative et d'ordre public. C'est que la liberté contractuelle n'est plus en jeu, dès qu'il s'agit d'organiser non plus le régime des biens, mais les rapports personnels des époux, d'après le rôle respectif qui dérive pour chacun d'eux de la conception du mariage. C'est la conception du mariage, qui est en cause et non le principe de libre disposition des biens. »

La loi de 1907, devant les bouleversements sociaux qui se sont produits et les excès de pouvoirs de certains maris, a jugé opportun de donner à la femme un rôle plus important dans le ménage, lorsqu'elle exerce une profession indépendante de celle de son mari. Dans cette hypothèse de travail séparé, la loi organise « une répartition des rôles, une division du travail » entre les époux, jusqu'à présent inconnue. Dans la conception traditionnelle du mariage, les pouvoirs

(1) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1907, p. 576.

étaient en principe concentrés aux mains du seul mari ; désormais la femme se trouve investie du droit d'administrer une partie du fonds matrimonial et de la communauté. Evidemment, les dispositions nouvelles ne concernent pas seulement les personnes, mais aussi les biens ; mais il n'en est pas moins vrai que ce qui est en jeu au premier chef, est une question de personnes, une détermination légale nouvelle des situations respectives dans lesquelles sont placés les époux par le mariage. La loi de 1907 touche ainsi, peut-on dire, à la conception que le Code de 1804 se faisait du mariage lui-même, et il est logique que ses dispositions aient un caractère impératif.

M. de Lamarzelle a cherché à justifier juridiquement devant le Sénat ce caractère d'ordre public, et à montrer que le principe de la liberté des conventions matrimoniales n'était pas en cause.

Le but de la loi, a-t-il dit en substance, (1) est de conférer à la femme une capacité plus étendue relativement à certains biens ; or, d'après les principes généraux de notre droit, les dispositions concernant la capacité d'une personne sont au-dessus des conventions privées. Il est donc naturel de prononcer à l'avance la nullité de toute clause qui tendrait à éluder l'application des principes nouveaux.

Cette argumentation ne nous semble pas tout à fait convaincante. Assurément, les règles sur l'incapacité de la femme mariée sont d'ordre public, en ce sens qu'il n'est pas possible à cette dernière, de modifier la capacité dont elle jouit pour administrer les biens soumis à sa gestion, mais elles ne s'opposent nullement

(1) *Journ. off.*, Sénat, séance du 24 mai 1907, p. 662.

à ce que l'épouse se dessaisisse irrévocablement par contrat de mariage du droit d'administrer et de jouir de tout ou partie de son patrimoine, comme cela a lieu, lorsqu'elle se marie sous le régime de communauté et en général sous tout régime, où il existe une constitution de dot.

§ 3. *Etendue et limites du caractère d'ordre public.*

Nous venons de voir que le caractère impératif imprimé à la loi nouvelle peut parfaitement se concilier avec les principes juridiques.

Comme conséquence de ce caractère d'ordre public, nous décidons que serait nulle toute clause du contrat de mariage, d'après laquelle la femme n'aurait pas la libre disposition des produits de son travail ou des économies en provenant, mais resterait soumise à cet égard, comme par le passé, à l'omnipotence du mari.

Serait nulle aussi toute clause qui tendrait à limiter, en quoi que ce soit, les pouvoirs et la capacité qui lui sont conférés sur ses biens réservés : la clause qui déciderait par exemple que la femme n'aurait pour l'administration de cette masse que la capacité de la femme séparée de biens. C'est à raison du caractère d'ordre public de la loi, que la femme ne peut pas, même en adoptant le régime dotal et en constituant en dot tous ses biens à venir, frapper d'inaliénabilité ses biens réservés : il ne lui est pas permis en effet de renoncer à la capacité de les aliéner et de les engager, que lui octroie la loi nouvelle.

A fortiori serait nulle, et cela plus encore par application des principes généraux du droit civil sur l'incapacité de la femme mariée (art. 1388 C. C.), qu'en vertu

de l'article 1^{er} de la loi de 1907, toute clause qui viserait à augmenter cette capacité sur les biens réservés, qui conférerait par exemple à la femme le droit de faire sur son pécule des actes à titre gratuit. La loi de 1907 ne l'a pas en effet, comme nous l'avons vu, relevée de son inaptitude à disposer de cette manière ; elle n'a pas dérogé à l'article 905 C. C.

Mais la disposition qui imprime à la loi de 1907 un caractère d'ordre public n'est posée qu'à propos de l'article 1^{er}. Faut-il également déclarer d'ordre public les dispositions insérées dans les autres articles de la loi ?

Il n'est guère douteux que telle a bien été la pensée du législateur ; mais il nous est possible de démontrer ce point par certains arguments.

En effet, il y a certaines dispositions, qui sont certainement d'ordre public. Ce sont tout d'abord celles qui tirent les conséquences des principes posés dans l'article 1^{er}. Par exemple la femme ne pourrait renoncer à la capacité, que lui confère l'article 3 § 1, d'engager ses biens réservés par les obligations qu'elle contracte. C'est là en effet un corollaire de l'article 1^{er}, qui lui donne la capacité de les aliéner à titre onéreux. Il en est de même pour le droit d'ester en justice, qui est reconnu à la femme par l'article 6. De même, il ne pourrait être convenu que le mari pourra grever le pécule de sa femme au profit de ses créanciers personnels. Il y a, dans la disposition de l'article 3 § 2, une conséquence de l'article 1^{er}, qui soustrait les gains de la femme aux pouvoirs d'administration et de disposition du mari.

Quant à la disposition du même article, d'après

laquelle le mari, en contractant dans l'intérêt du ménage, donne aux créanciers droit de poursuite sur les biens réservés, on ne peut avoir non plus aucune hésitation sur son caractère d'ordre public. En effet, nous avons déjà eu l'occasion de faire remarquer plus haut (1), que ce pouvoir du mari d'obliger ainsi le pécule était un reste du pouvoir que lui confère l'article 1421 de grever par ses dettes la totalité de la communauté. Or, aux termes de l'article 1388 C. C., est nulle toute clause dérogeant aux droits du mari comme chef, c'est-à-dire à ses pouvoirs sur les biens communs.

Quant au droit de révocation des pouvoirs de la femme, que confère au mari l'article 2, il est naturel que ce dernier ne puisse pas plus y renoncer, que la femme ne peut renoncer au droit de demander la séparation de biens. *A fortiori* en est-il de même du droit de saisie-arrêt organisé au profit de chaque époux par l'article 7. Ce droit est considéré comme la sanction d'une obligation résultant du mariage lui-même : celle de contribuer aux charges du ménage, et du devoir alimentaire entre époux.

* * *

En fin de compte, la seule question que nous ayons à examiner est celle de savoir si les dispositions de l'article 5, qui règlent le sort des biens réservés lors de la dissolution de la communauté, peuvent faire l'objet d'une clause dérogatoire du contrat de mariage, ou au contraire si elles sont d'ordre public.

(1) *Vide supra*, chapitre II, section VI.

I. Un premier point qui ne saurait être sérieusement contesté, c'est que la femme ne pourrait pas, par contrat de mariage, consentir à une diminution des droits qui lui sont octroyés par la loi nouvelle, c'est-à-dire pratiquement renoncer au droit de reprendre son pécule franc et quitte au cas de renonciation.

Nous avons vu, en effet, que cette faculté de reprise doit être considérée comme le complément indispensable des droits nouveaux conférés à la femme, sans lequel toute la protection de la loi aurait été en grande partie illusoire, puisque, par ses dettes, le mari aurait pu indirectement mettre la femme dans la nécessité de renoncer à la communauté, ce qui lui aurait fait perdre son pécule. « La faculté de reprise, au cas de renonciation, dit M. Pichon (1), tient trop intimement... au fond de la réforme, l'efficacité de celle-ci en dépend trop nécessairement, pour qu'il soit concevable et admissible qu'une stipulation d'un contrat de mariage puisse mettre en échec la loi tout entière. » Il serait d'ailleurs à craindre qu'une telle disposition devînt de style dans les contrats de mariage.

II. Mais l'extension des droits de la femme devrait-elle être considérée comme valable ?

1^o Tout d'abord la femme pourrait-elle stipuler que le droit de reprise, en cas de renonciation, appartiendra à d'autres héritiers qu'à ses héritiers en ligne directe, c'est-à-dire à ses collatéraux ou à ses légataires ?

Pour résoudre cette question, il faut se rappeler que la loi de 1907 est une loi exceptionnelle, de faveur, qui n'est venue déroger aux règles du Code civil que sur certains points : elle ne doit pas être étendue au-delà

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, p. 23.

des limites fixées par le législateur. En dehors donc des modifications qu'elle apporte à l'économie de nos régimes matrimoniaux, il convient de se référer aux dispositions du Code. Si la loi de 1907 est venue apporter une dérogation au grand principe de l'article 1492, d'après lequel la femme renonçante perd tout droit dans l'actif de la communauté, « c'est seulement, en faveur de la femme et de ceux à qui elle a dû songer en faisant des économies, de ceux au profit desquels le pécule est établi. Pour ses autres successeurs, la situation n'est pas la même, et ils ne méritent pas le même intérêt (1) ».

Sans doute, par une mention expresse, la clause de reprise d'apport de l'article 1514 peut profiter aussi aux collatéraux ou aux légataires de la femme. Mais il ne faut pas oublier que le Code civil n'a entendu permettre à la femme de stipuler la reprise que de ses apports à proprement parler, c'est-à-dire des biens qu'elle a apportés en mariage ou de ceux qui lui sont advenus par succession, donation, ou legs ; au contraire les gains de la femme, biens acquis à titre onéreux, n'auraient pu faire l'objet d'une telle clause.

2^o Pour la même raison, nous décidons que la femme ne pourrait pas stipuler qu'elle reprendra son pécule réservé franc et quitte, même des dettes de ménage tombées en communauté, bien que, dans le cas prévu par le Code de stipulation de reprise d'apport, les biens repris par la femme ne soient grevés d'aucune des dettes de la communauté. D'ailleurs, « la loi, dit M. Pichon (2), a entendu constituer un patrimoine qui

(1) MORIN, p. 316.

(2) PICHON, p. 24.

soit affecté à la vie du ménage. La volonté qui le ferait échapper aux charges qui en résultent, fausserait le système entier de la loi ».

3^o Plus délicate est la question de savoir, si les époux ne pourraient pas élargir le droit de la femme, au cas d'acceptation, et convenir que, même dans cette hypothèse, la femme reprendra tout son pécule, au lieu de la moitié seulement.

On pourrait être tenté de proclamer la légitimité d'une pareille clause : la clause de préciput est en effet déclarée valable par le Code civil (art. 1515).

Cette argumentation n'est peut-être pas tout à fait satisfaisante. Le Code civil autorise assurément les époux à convenir que l'un d'entre eux aura le droit de prélever avant tout partage une somme déterminée ou certains objets de communauté (bijoux, effets personnels, mobilier, argenterie, linge, etc.), mais l'article 1515 va-t-il jusqu'à permettre à l'un des époux de se réserver le droit de retirer de la communauté, tout ou partie des biens acquis par lui pendant le mariage à titre onéreux ? Cela nous semble tout au moins douteux.

On invoquera peut-être un autre argument. Puisque l'adoption d'un régime matrimonial, autre que le régime de communauté, a pour effet de donner aux biens réservés le caractère de biens propres de la femme (art. 5 § 4) et de les faire échapper à tout partage à la dissolution du régime, il semble que la disposition de l'article 5 § 1 ne saurait être considérée comme impérative, et que, dès lors, même sous le régime de communauté, les biens réservés pourraient être exclus de la communauté ; par ce détour, la femme aurait la possibilité de les reprendre, même en cas d'acceptation.

Il nous semble pourtant préférable, plus conforme à l'intention du législateur, de prohiber toute clause même avantageuse à la femme, qui serait contraire aux dispositions de la loi de 1907. Du moment qu'il existe un fonds commun, la femme acceptante doit être nécessairement soumise à la règle du partage pour ses gains à elle, puisqu'elle va prendre part à ceux du mari.

Concluons donc que la loi de 1907 forme un tout indivisible et qu'aucune des dispositions nouvelles qu'elle édicte n'est susceptible de modifications conventionnelles.

M. Saleilles (1) ajoute avec raison que « cette solution ne dépend nullement du principe d'obligation ou d'ordre public inséré dans l'article 1^{er}, et que même si l'on eût permis la possibilité de clauses contraires, celles-ci n'auraient jamais pu viser que l'alternative pure et simple entre le maintien intégral de l'état de droit antérieur, ou l'admission intégrale de celui créé par la loi nouvelle au choix des époux, sans qu'il leur fût permis, en se prononçant pour le principe des biens réservés, d'en modifier à leur gré la réglementation légale ».

* * *

Limites du caractère d'ordre public.

M. Viollette, dans son rapport à la Chambre des députés (2), a prétendu tirer une singulière conséquence de l'interdiction posée par l'article 1^{er} de déroger aux prescriptions de la loi de 1907.

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1907, p. 587.

(2) VIOLETTE. Rapport, p. 7 (*J. offic.*, 1907, Chambre, annexe n° 1128).

Il arrive souvent que la femme se porte caution de son mari, s'oblige conjointement ou solidairement envers les créanciers de ce dernier. Pour M. Viollette, un tel engagement est valable (1) ; mais s'il est intervenu, non dans l'intérêt du ménage, mais dans l'intérêt du mari ou de la communauté, l'exécution ne pourra en être poursuivie sur le pécule de la femme. Malgré le silence de la loi sur ce point très important, M. Viollette n'hésite pas à proclamer qu'à l'égard des biens réservés, l'obligation de l'épouse doit être considérée comme nulle, d'une nullité d'ordre public. Il y a là une véritable résurrection partielle du sénatus-consulte Velléien.

La principale considération, sur laquelle s'appuie M. Viollette pour justifier sa solution, est le caractère impératif donné à l'innovation. « En effet, dit-il, il ne servirait à rien de dire dans l'article 1^{er} que la femme ne peut pas renoncer au bénéfice de la loi, si, dans chaque cas particulier, elle avait la possibilité de consentir à la violation de la loi. Il serait d'ailleurs plus dangereux de permettre la dérogation par convention particulière que la dérogation par convention générale, c'est-à-dire par contrat de mariage. Les contrats de mariage sont très rares, et il n'y aurait ainsi que bien peu de circonstances où une dérogation serait possible, et puis la femme, au moment du contrat, est entourée d'avis et de protection. Au cours du mariage, au contraire, le mari arrive facilement à la dominer au point d'obtenir tout de sa volonté sans cesse sollicitée. »

(1) La femme peut être poursuivie sur ses biens propres pour la totalité de la dette, si elle s'est obligée solidairement ; pour moitié, si elle s'est obligée conjointement. PLANIOL, III, nos 1094 et 1097.

M. Viollette ajoute qu'au point de vue pratique, ce serait réduire à néant la réforme que d'autoriser la femme à donner valablement sa signature à un créancier personnel du mari, à un cabarétier, par exemple. « Le but de la loi est la protection de la femme ; il s'agit de la mettre, même malgré elle, en dehors des entreprises de son mari. . . . Le mari se ferait signer toute une série de procurations en blanc, et on sait quels genres d'arguments décisifs un mari ivrogne peut employer pour obtenir des signatures de ce genre ».

Les raisons données par M. Viollette ne nous semblent pas convaincantes ; non seulement son affirmation ne trouve aucun appui dans les textes de la loi, mais elle est contredite dans le rapport de M. Guillier au Sénat (1) : « Elle (la majoration du pécule), dit-il, constituerait au détriment des seuls créanciers personnels du mari une fraude qu'il leur sera facile de déjouer. Si la cause de l'engagement de celui-ci est légitime et avouable, ils prendront la précaution d'exiger le concours de l'épouse. »

Il ressort nettement des lignes précédentes que M. Guillier admettait le droit de poursuite des créanciers sur le pécule dans le cas qui nous occupe.

M. Crevoisier dit dans son commentaire de la loi : « M. Guillier, rapporteur au Sénat, consulté par nous à ce sujet, nous écrit qu'il n'aurait pas hésité à soutenir à la tribune du Sénat la validité d'un engagement contracté librement par la femme en faveur de son mari. »

D'ailleurs l'article 1^{er}, à lui seul, est suffisamment formel pour dicter notre solution : il n'entend interdire

(1) GUILLIER. Rapport, p. 15 (*J. off.*, 1907, Sénat, annexe 77).

que les dérogations aux dispositions de la loi nouvelle portées au contrat de mariage : le but du législateur a été exclusivement d'empêcher la femme d'abdiquer d'une façon perpétuelle et irrévocable ses droits nouveaux. Nous avons déjà eu l'occasion de dire qu'il résulte clairement des travaux préparatoires (1), que le caractère impératif de la loi ne s'oppose nullement, à ce que la femme donne mandat révocable à son mari pour administrer ses biens réservés ; on ne saurait dès lors tirer argument de l'article 1^{er}, pour frapper de nullité les engagements souscrits par la femme vis-à-vis des créanciers de son mari.

La théorie de M. Viollette a pour résultat de frapper dans une certaine mesure d'indisponibilité les biens réservés ; or, une indisponibilité ne pourrait résulter que d'un texte sinon formel, du moins bien explicite.

D'autre part, M. Viollette dit « qu'il ne faut pas permettre à la femme de se dépouiller de ce patrimoine que le législateur veut constituer comme la suprême ressource de la famille dans les jours de détresse », mais il reconnaît lui-même que si la femme ne peut s'engager, elle pourra toujours aliéner. Dès lors la protection que M. Viollette veut lui accorder disparaît ; le mari pourra la contraindre à vendre et à payer ses dettes avec le prix du bien vendu : « l'incapacité introduite dans son intérêt n'aura d'autre résultat que de la pousser à une aliénation hâtive. »

Sans doute, on peut prévoir des cas où le mari usera de son pouvoir d'intimidation ou de la force du poing pour extorquer la signature de la femme ; mais dans ce cas de violence, la femme pourra se prévaloir du

(1) M. Maurice FAURE. Séance du 24 mai 1907.

droit commun et de la théorie ordinaire des nullités pour faire rescinder son engagement.

Enfin interdire à la femme d'affecter ses biens réservés à la garantie des dettes du mari, aurait été dans certains cas contraire aux intérêts de la femme et du ménage. Les tiers, qui traitent avec le mari, peuvent en effet chercher à augmenter leurs garanties, et exiger la signature de la femme comme condition du crédit sollicité par le chef de ménage.

* * *

Avant d'en finir avec l'examen du caractère impératif donné aux dispositions de la loi, il est un dernier point à faire ressortir. Il existe en effet, en France, comme dans toute législation, deux catégories de règles d'ordre public. Il en est qui touchent simplement à l'ordre public interne, auxquelles il n'est pas permis aux Français de contrevenir par leurs conventions particulières, mais qui ne mettent en rien obstacle à l'application en France de lois étrangères, qui ne seraient pas aussi rigoureuses. Il est d'autres dispositions impératives, au contraire, qui sont non seulement d'ordre public interne, mais encore d'ordre public international, et qui, par suite, ne tolèrent pas en France l'application des lois étrangères contraires (1).

A ce point de vue, aucune difficulté ne peut s'élever ; la loi de 1907 ne sera certainement pas considérée par les tribunaux comme une loi d'ordre public international.

(1) WEISS. *Manuel de droit international privé*, 2^e édition, 1899, p. 351 et suiv.

Ceci posé, nous en concluons que les femmes mariées étrangères, même aux yeux de la loi française, seront, en ce qui concerne les produits de leur travail, soumises à la législation du pays, qui régit leur association pécuniaire. Ce sera, suivant le système (1) que l'on adopte en la matière, ou bien la loi du pays, auquel le mari appartient par sa nationalité, ou bien (d'après l'opinion généralement admise), la loi à laquelle les époux sont présumés avoir entendu se soumettre. Ce sera souvent la *lex loci contractus*, la loi du pays où le contrat de mariage (à défaut le mariage) a été passé, ou encore celle du domicile matrimonial. Ainsi par exemple les produits du travail des femmes soumises au point de vue matrimonial aux législations hollandaise, espagnole ou portugaise, continueront à demeurer soumises aux pouvoirs du mari, comme les autres biens communs (2).

Les femmes étrangères (3), au contraire, soumises à la législation d'un pays où leurs gains sont protégés, pourront se prévaloir de cette loi devant les tribunaux français. Il en aurait été ainsi d'ailleurs, même avant la loi de 1907.

(1) WEISS, p. 469.

(2) En effet la Hollande, l'Espagne et le Portugal n'ont pas de lois donnant à la femme mariée la libre disposition de son salaire.

(3) Il ne sera évidemment pas question dans l'espèce de rechercher si ces femmes jouissent ou non en France des droits civils, conformément à l'article 13 : la loi qui donne à la femme la disposition de ses gains, ne lui confère pas la jouissance d'un droit, mais a trait seulement à son exercice.

SECTION II^me

Caractère exceptionnel de la loi de 1907.

La loi de 1907 n'a pas seulement un caractère impératif ou d'ordre public, qui empêche les époux d'y déroger ou d'en restreindre conventionnellement la portée ; elle est également une loi d'exception.

Ce second caractère ne résulte pas, il est vrai, d'un texte formel, comme le précédent, mais il ressort avec évidence de l'esprit qui a inspiré le législateur.

Le caractère exceptionnel de la loi ne doit pas être confondu avec son caractère impératif ; cela est si vrai qu'en supposant que le législateur eût donné à son innovation un caractère purement interprétatif et eût admis la possibilité des clauses contraires, il n'aurait pas fallu hésiter à reconnaître à la loi un tel caractère exceptionnel.

Par cette expression : exceptionnel, nous entendons tout simplement dire que les dispositions de la loi ne peuvent pas être étendues à d'autres hypothèses que celles pour lesquelles elles ont été élaborées.

En d'autres termes, les règles qui régissent les biens réservés, et que nous avons étudiées en détail, en les combinant avec celles du régime de communauté, ne sauraient être considérées comme pouvant s'appliquer à des biens quelconques, qu'il plairait à une femme mariée de soumettre à ce régime.

En posant les principes nouveaux que nous avons vus, le législateur n'a eu, en effet, d'autre objectif que de remédier à la situation de certaines catégories de

femmes mariées (celles exerçant une profession séparée, qui, à ses yeux, ne trouvaient pas dans les dispositions du Code civil une protection suffisante contre les abus de pouvoir de leurs maris. Loin de lui la pensée de venir organiser dans nos régimes matrimoniaux un patrimoine nouveau et encore inconnu, qui, normalement et sous le régime légal, aurait compris les produits du travail personnel de la femme et les économies en provenant, mais dont les époux auraient pu conventionnellement et à leur guise étendre la composition à des biens quelconques.

Aussi concluons-nous tout d'abord de ce caractère exceptionnel de la loi, que seules les femmes mariées visées par elle, c'est-à-dire celles qui exercent un travail ou une profession distincte, pourront avoir des biens réservés ; quant aux femmes travaillant en collaboration avec leurs maris, elles ne pourraient pas, par une stipulation de leur contrat de mariage, se ménager le bénéfice de dispositions qui n'ont pas été élaborées pour elles. Elles resteront nécessairement soumises à la législation du Code civil, qui fait tomber en communauté leur part dans les bénéfices et gains provenant de l'industrie commune.

De même les femmes exerçant un travail séparé ne pourraient pas conventionnellement faire rentrer dans leur pécule réservé d'autres biens que ceux prévus par la loi, c'est-à-dire les produits de leur travail personnel et les économies en provenant. *A fortiori* les femmes mariées, ne se livrant à aucune profession, ne sauraient-elles émettre la prétention de soumettre au régime des biens réservés leurs apports ou les biens quelconques qu'elles acquerraient à titre gratuit ou onéreux pendant le mariage.

Seules les clauses autorisées par le Code civil pourront s'appliquer à de telles femmes et à de tels biens. Assurément, en vertu du principe de la liberté des conventions matrimoniales (art. 1387 C. C.) et de la possibilité qui en résulte de mélanger les règles des divers régimes matrimoniaux prévus par le Code, une femme mariée sous le régime de la communauté pourra, non seulement se réserver la propriété, mais encore l'administration et la jouissance de biens, qui, sous le régime légal, seraient tombés en communauté ou dont la gestion aurait appartenu au mari à titre de propres.

Mais, dans ce cas, nous nous trouverons en présence de biens séparés, c'est-à-dire de biens qui auront le même caractère et la même nature juridique que le patrimoine tout entier d'une femme soumise au régime de séparation de biens. Or, nous avons essayé de montrer dans nos explications précédentes toutes les différences qui séparent les biens séparés et les biens réservés au point de vue des règles qui les régissent.

Les principes du Code civil ne permettent pas à la femme de se réserver l'administration et la jouissance de biens, auxquels elle entendrait laisser le caractère de biens communs, et qui seraient destinés à se partager entre elle et son mari à la dissolution. Aux termes de l'article 1388, une telle clause dérogeant aux pouvoirs du mari sur les biens communs (art. 1421) serait nulle, comme contraire à ses droits de chef de ménage.

D'autre part, les règles du Code civil sur l'incapacité de la femme mariée sont d'ordre public, et il ne serait pas possible à une femme de se ménager pour l'administration de ses biens séparés une capacité plus

grande que celle que lui octroient les articles 1449 C. C., 215 et suiv. C. C.

Enfin, si l'article 1514 permet à la femme de se réserver conventionnellement pour elle ou pour tous ou quelques-uns de ses représentants la faculté d'exercer la reprise de ses apports présents ou futurs tombés en communauté, il est universellement admis qu'une telle clause ne pourrait produire aucun effet en ce qui concerne les biens communs acquis par elle à titre onéreux, qui reviennent obligatoirement au mari et à ses créanciers, en cas de renonciation.

Nous avons aussi insisté plus haut (1) sur le trait caractéristique des biens réservés, qui les différencie nettement des biens séparés au point de vue de leur nature juridique. Les biens séparés sont entre les mains de la femme des biens libres, nullement grevés d'affectation matrimoniale, à peu près comme si leur propriétaire n'était pas une femme mariée ; la femme étant seulement tenue, et encore sauf convention contraire, et s'il n'y a pas eu constitution de dot, de l'obligation de remettre au mari sa part contributive dans les dépenses communes (art. 1575, 1537 C. C.).

Les biens réservés n'ont pas ce caractère ; ce sont des biens qui font partie, à l'instar des biens dotaux en général, et des biens communs en particulier, du fonds matrimonial d'affectation, mais dont exceptionnellement l'administration a été confiée à la femme, alors que des biens de ce genre sont, en vertu des règles traditionnelles de notre droit, gérés par le mari (2). Or,

(1) Voir chapitre II, section I.

(2) C'est même la raison pour laquelle le législateur, en octroyant à la femme des pouvoirs sur cette catégorie de biens, ne lui a permis d'en user que sous le contrôle de la justice et du chef de ménage (art. 2).

nous rangeant à l'opinion de M. Saleilles (1), nous considérons comme étant d'ordre public en vertu de l'article 1388, non seulement les pouvoirs du mari sur les biens communs (au sujet desquels tout le monde est d'accord), mais aussi les pouvoirs qu'il possède sur tous les biens de la femme, même exclus de la communauté, et cependant grevés d'affectation aux charges familiales.

On conçoit dès lors facilement qu'une femme mariée qui se réserverait l'administration et la jouissance de tout ou partie de ses capitaux, ne pourrait pas en faire des biens réservés, puisque le trait caractéristique de ces biens est précisément l'affectation matrimoniale. Il ne lui est pas permis de soustraire au mari la gestion de biens de ce genre, si l'on s'inspire de l'esprit du Code civil, qui fait du mari le seul chef du ménage.

Mais si la femme ne peut pas soumettre ses capitaux au régime des biens réservés, ne lui sera-t-il pas possible du moins de soumettre à ce régime une partie des revenus de ses biens dotaux ?

Ce qui fait la difficulté, c'est que notre Code civil contient deux articles (art. 1534, 1549) (2), qui, par une faveur tout exceptionnelle, permettent d'insérer au contrat de mariage une clause, en vertu de laquelle il est convenu que la femme touchera annuellement, sur ses seules quittances, une certaine portion des

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1907, p. 592.

(2) L'article 1534 permet une telle convention, à propos du régime sans communauté. L'article 1549 la permet à propos du régime dotal. Mais il est probable qu'une telle convention serait également reconnue valable (art. 1387), alors même que le régime adopté serait le régime de communauté, mais seulement bien entendu en ce qui concerne une portion des revenus des biens propres de la femme.

revenus des biens qu'elle a constitués en dot, pour son entretien et ses besoins personnels.

Voilà un cas exceptionnel où, sous l'empire du Code civil, la femme, par suite de la convention insérée au contrat de mariage, est investie du pouvoir d'administrer une partie des biens matrimoniaux en vue de la dépense domestique. Sans doute, elle n'a aucun droit sur le capital lui-même, mais elle peut toucher, employer, aliéner les revenus.

Dans ce cas, dit M. Saleilles (1), on ne se heurte plus aux objections tirées du principe impératif de l'article 1388 ; la loi ne considère plus comme une atteinte à l'article 1388 « la convention par laquelle les époux laissent à la femme le droit de toucher elle-même, et elle seule, les revenus de ses propres, même si l'on considère que la jouissance de ces derniers, sans tomber à proprement parler dans la communauté, doit tout au moins être affectée à l'entretien du ménage, comme le sont les revenus dotaux sous le régime dotal et sous le régime exclusif de communauté. »

La loi de 1907, en même temps qu'elle donnait à la femme de plein droit l'administration de ses revenus industriels, a eu soin de réglementer, d'organiser, de préciser les règles auxquelles serait soumise cette part de biens matrimoniaux confiée à la femme. M. Saleilles (2) en conclut que « cette réglementation, puisqu'elle est légale, les époux peuvent l'emprunter pour l'appliquer à des biens que le Code civil leur permettait déjà de réserver à la femme au point de vue de

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. législ.*, 1907, p. 593 et 594.

(2) SALEILLES. *Eod. lib.*, p. 594.

» la jouissance, mais sans avoir établi à ce sujet un
» régime véritablement organique. Ce régime existe
» aujourd'hui. On a le droit de l'emprunter pour en
» étendre l'application par voie de stipulation du
» contrat de mariage. »

SECTION III^e

Application de la loi de 1907 aux femmes mariées antérieurement à sa promulgation.

Aux termes de l'article 11 : « Les dispositions de la présente loi pourront être invoquées, même par les femmes mariées avant sa promulgation ». Ainsi, il résulte de ce texte que la loi de 1907 s'applique, non seulement à toutes les femmes qui ont contracté mariage depuis l'époque de sa promulgation, mais encore à celles qui étaient mariées antérieurement.

On dit généralement que cet article 11 est une atteinte au principe de la non-rétroactivité des lois, « car le mari se voit enlever des droits qu'il tenait de ses conventions matrimoniales » (1). Cette dérogation était, ajoute-t-on, nécessaire ; autrement, pendant un certain temps, les abus auxquels on voulait remédier se seraient perpétués ; les maris dissipateurs auraient continué à enlever à leurs femmes le produit de leur travail.

Il ne nous semble pas cependant que l'article 11 viole le principe de la non-rétroactivité des lois, et nous

(1) BAUDRY-LACANTINERIE. Précis de Droit civil, tome III, édition de 1910, n° 250^{XIX}, p. 187. — MORIN. Les droits de la femme mariée sur les produits de son travail, p. 145.

croyons même que, si le législateur ne s'était pas prononcé sur cette question des femmes mariées antérieurement à la promulgation, il n'aurait pas fallu hésiter à soutenir que la loi nouvelle leur eût été néanmoins applicable (1).

Il suffit en effet, pour se convaincre de cette allégation, de se reporter à la théorie de la rétroactivité, telle qu'elle est présentée par M. de Vareilles-Sommières (2).

Sans doute, la loi nouvelle, en soustrayant pour l'avenir les produits du travail de la femme aux pouvoirs du mari, modifie les effets des contrats de mariage passés antérieurement à la loi ; en d'autres termes, elle supprime *in futurum* un droit actuel du mari, droit qu'il tient d'un acte accompli avant la loi.

Mais, dit M. de Vareilles, c'est une erreur « de considérer toujours comme rétroactives les lois qui modifient ou suppriment les effets à produire, les effets futurs des faits ou actes antérieurs ». Une loi, qui modifie ou supprime pour l'avenir un de nos droits actuels, n'est pas nécessairement une loi rétroactive.

Assurément « si la loi nouvelle supprime ou modifie pour l'avenir un de nos droits à raison d'un fait passé, elle est rétroactive ». Ainsi la loi, qui serait venue enlever aux maris le droit de disposer du produit du travail de leur femme, au cas où ils se seraient rendus

(1) La disposition de l'article 11 ne figurait pas dans le projet de la Commission. C'est seulement à la demande de M. Louis Legrand qu'elle fut introduite dans le texte entre les deux délibérations devant le Sénat. (*J. off.*, 1907, Doc. parl., Sénat, p. 664, col. 3.)

(2) DE VAREILLES-SOMMIÈRES. Une théorie nouvelle sur la rétroactivité des lois. Critique de la distinction universellement admise entre les droits acquis et les simples expectatives (extrait de la *Revue critique de législation et de jurisprudence*). Paris, PICHON, 1893.

coupables de quelque faute conjugale (par exemple au cas où ils auraient abandonné leur épouse), aurait été rétroactive, si elle avait été déclarée applicable mêmes aux actes d'abandon commis antérieurement à la loi. « Elle est rétroactive, car elle pénètre dans le passé pour y chercher une de nos actions, pour trouver en elle des torts que la loi contemporaine n'y voyait point, pour y attacher une conséquence qu'elle n'avait point produite » (1).

Tout autre est la loi de 1907. Cette loi supprime d'une manière absolue, c'est-à-dire aux mains de tous les maris, le droit de disposer des gains de l'épouse. Elle leur ravit pour l'avenir un droit ; seulement elle ne le fait pas à raison d'un fait passé, « mais à raison de ce droit pris en soi, des inconvénients qu'il offrirait dorénavant. » Or, de telles lois ne sont pas rétroactives (2).

« Du moment que (le législateur) ne supprime (les » effets d'un droit) que pour l'avenir et que pour des » raisons d'avenir, il ne fait pas une loi rétroactive ; » l'avenir est le domaine des lois nouvelles ; toutes les » conséquences des faits passés qui y pénètrent, tombent naturellement sous leur empire. La loi qui les » retranche à cause d'elles-mêmes et non point à cause » de tels ou tels faits passés, n'est pas plus rétroactive » que l'événement de force majeure, qui détruit notre » bien ou libère notre débiteur.

» Sans doute encore, la loi qui transforme ou restreint, ou augmente, ou détruit un droit peut causer » aux sujets des mécomptes et tromper leur attente.

(1) *Lib. cit.*, p. 7, § 5.

(2) *Lib. cit.*, p. 8, § 8.

» Mais leur déception vient de ce que l'avenir a été
» envahi par leurs prévisions, et non le passé par la loi
» nouvelle. Ils devaient savoir que le législateur est
» toujours maître de l'avenir, et que l'intérêt général
» peut, à chaque instant, lui faire un devoir de modifier
» *in futurum* nos droits actuels. » (1)

* * *

La théorie de M. de Vareilles sur la rétroactivité étant brièvement rappelée, il va nous être facile de prendre parti dans la délicate question de savoir si la loi nouvelle régira, non seulement les gains de la femme réalisés par elle postérieurement à la loi, mais encore les produits de son travail antérieurs. D'après cette doctrine, il ne faut pas hésiter à donner à la réforme une telle extension. En appliquant la nouvelle législation aux gains et aux économies antérieurs, le juge et l'interprète ne violent en aucune façon l'article 2 C. civ., qui leur défend d'attribuer aux lois, dans le doute, un effet rétroactif. Bien qu'en vertu du Code civil, ces gains soient tombés originairement en communauté et soumis aux pouvoirs du mari, nous déciderons que la femme pourra les revendiquer entre les mains de ce dernier, pour les faire comprendre au nombre des valeurs de son pécule et les administrer. Conséquemment devraient être déclarés nuls tous les actes juridiques, que, depuis la loi nouvelle, le mari essaierait de faire sur les biens provenant d'économies réalisées sur les gains de la femme antérieurs à la loi ; la femme pourrait s'opposer à ce que ces biens soient

(1) *Lib. cit.*, p. 9, § 10, *in fine* et 11.

saisis par les créanciers du mari, autres que ceux du ménage (art. 3 § 2) ; enfin à la dissolution, en cas de renonciation, ces valeurs pourront être reprises par la femme ou ses héritiers en ligne directe (art. 5 § 2).

En privant le mari pour l'avenir seulement des droits et pouvoirs qui lui appartenaient antérieurement, nous ne donnons pas à la loi nouvelle d'effet rétroactif, car nous ne supprimons pas un droit actuel du mari à raison d'un fait passé, mais simplement à raison des inconvénients que ce droit pourrait offrir dorénavant. (1)

Par contre, ce serait méconnaître le principe de la non-rétroactivité des lois, que d'effacer dans le passé « les effets déjà produits » d'actes passés antérieurement à la loi. C'est seulement pour l'avenir que le mari est déchu, sur les gains antérieurs de la femme, des pouvoirs qu'il tenait du Code civil : les actes d'administration et de disposition qu'il a passés relativement à ces biens restent valables. Par une juste réciprocité, c'est seulement pour l'avenir que la femme est relevée de son incapacité ; les actes par elle faits, avant la promulgation de la loi, sans l'autorisation maritale, demeurent annulables et même, ne pourront produire leurs effets sur les biens que la femme a acquis par son travail personnel depuis la mise en vigueur de la loi.

Pour la même raison, les femmes, dont le mariage a été dissous avant le 13 juillet 1907, ne pourraient pas invoquer le bénéfice de la loi nouvelle ; notamment si elles ont renoncé à la communauté, elles ne pourraient émettre la prétention de reprendre entre les mains du mari leurs valeurs ayant une origine laborieuse.

(1) *Lib. cit.*, § 7, *in fine* et 8 *initio*.

Décider le contraire, ce serait donner à la loi un effet rétroactif ; ce serait modifier les effets déjà produits d'une dissolution ou d'une renonciation antérieure à la loi. Or, dans le silence du législateur, il ne nous est pas possible de faire régir par une loi nouvelle un fait passé.

C'est en ce sens que s'est prononcée la quatrième chambre du Tribunal civil de la Seine (1). Elle a décidé qu'un livret de caisse d'épargne provenant des économies d'une femme laborieuse, dont le divorce avait été prononcé en janvier 1907, ne pouvait lui être restitué (2).

* * *

La théorie de M. de Vareilles sur la rétroactivité n'est pas celle qui est généralement admise. La doctrine classique, celle qui s'est pour ainsi dire incorporée au Code, se sert, pour définir la rétroactivité, d'une distinction entre les droits acquis et les simples expectatives (3). Même pour les partisans de ce sys-

(1) Chronique des Tribunaux du *Journal*, numéro du 10 mars 1908.

(2) Voici les considérants de ce jugement (ils diffèrent des motifs que nous avons donnés pour justifier notre solution et s'inspirent de l'opinion généralement admise en matière de rétroactivité) : « Attendu qu'une loi ne saurait, sans une disposition bien nette, porter atteinte aux droits acquis, et que si l'article 11 de la loi du 13 juillet 1907 édicte une certaine rétroactivité, en déclarant la loi applicable aux femmes mariées avant sa promulgation, on ne saurait, en l'absence de tout argument dans les travaux préparatoires, étendre cette disposition aux femmes dont le mariage était dissous lors de la promulgation de ladite loi ».

(3) PLANIOL, tome I, n° 241 et suiv. — DE VAREILLES, *op. cit.*, p. 12 et suiv. « On définit généralement en France le droit acquis : » l'avantage que nous possédons déjà et qui ne peut nous être ravi, » ni par le fait de la personne, de qui nous le tenons, ni par le fait » d'un tiers ; et la simple expectative : l'avantage que nous ne possédons pas encore et que la volonté d'un tiers peut faire évanouir ».

tème, il ne semble pas que la loi de 1907 puisse être considérée comme une loi rétroactive, en tant du moins que l'article 11 n'a entendu comprendre dans le pécule réservé des femmes mariées antérieurement à la promulgation, que leurs gains et économies postérieurs à la loi. Le mari ne saurait être considéré comme ayant un droit acquis sur ces valeurs, il n'avait sur elles qu'une simple expectative, un droit non encore né, « une espérance pouvant s'évanouir ».

Au contraire, sur les produits du travail de la femme antérieurs à la promulgation, le mari avait un véritable droit acquis. Par suite, dans le silence de la loi, le juge et l'interprète auraient dû se garder de soumettre cette masse de biens au régime nouveau ; il y eut eu véritablement atteinte à des droits acquis, et les maris eussent pu se plaindre à bon droit.

Mais le principe de non-rétroactivité n'est pas un principe d'ordre constitutionnel, liant le législateur lui-même. C'est une règle d'interprétation des lois, un commandement qui s'adresse aux juges. Toutes les fois qu'il n'est pas certain que la loi veut être rétroactive, on doit se garder de la rendre telle ; mais le législateur reste libre de donner, quand il lui plaît, la rétroactivité aux dispositions qu'il édicte.

Toute la question revient donc à se demander si, en élaborant l'article 11, la loi a eu l'intention de soumettre pour l'avenir au régime nouveau tous les gains de la femme, peu importe l'époque où ils ont été acquis et économisés. On peut critiquer la loi de ne pas avoir précisé nettement ce point ; certaines difficultés transitoires auraient été évitées.

Certains auteurs (1) admettent que le législateur n'a

(1) PICHON. *Revue critique*, 1908. Brochure séparée, p. 98.

entendu comprendre dans le pécule réservé que les seuls gains réalisés depuis la promulgation. Mais il semble préférable de se rallier à une opinion plus favorable à la femme mariée et de donner plus d'extension aux biens réservés (1) ; sauf bien entendu à respecter les droits acquis aux tiers acquéreurs ou créanciers. La loi a vraisemblablement entendu permettre aux femmes mariées de réclamer pour elles ce qu'elles ont pu gagner antérieurement à la promulgation.

« Le principe de l'unité de régime, disent MM. Lecourtois et Surville, n'est-il pas plus simple et plus logique ? Qu'importe l'époque à laquelle les gains ont été acquis et économisés ! S'il est prouvé que telle ou telle valeur, ou même tel enrichissement avait été acquis à l'aide des gains de la femme avant la nouvelle loi, de quel droit en refuser à celle-ci la reprise au cas de renonciation à la communauté, et par suite l'administration concurremment avec celle des gains plus récents ? La rétroactivité de la loi n'a-t-elle pas été édictée par le législateur avec cette étendue, comme la réparation d'une iniquité qui a trop duré, sauf à respecter les droits acquis aux tiers, acquéreurs ou créanciers. »

Si on analyse les considérants d'un jugement rendu par le tribunal civil de la Seine, à l'audience du 20 décembre 1909 (2), il paraît bien en ressortir que ce tribunal aurait une tendance à soumettre au régime de la loi de 1907, même les biens acquis avec les produits du travail de la femme, antérieurement à la promulgation.

(1) En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE, *op. cit.*, n° 250, XIX. — LECOURTOIS et SURVILLE. La loi du 13 juillet 1907, p. 38.

(2) *Gazette des Tribunaux*, dimanche 27 février 1910.

La contestation portait sur le point de savoir, si l'aliénation postérieure à la loi de 1907 d'un immeuble acquis et payé antérieurement à la promulgation de la loi pouvait être critiquée par la femme, lorsque cette vente a été consentie par le mari seul. Pour faire reconnaître au susdit immeuble le caractère de bien réservé, la femme « établissait par un livret de caisse d'épargne lui appartenant qu'elle avait opéré des retraits à des époques correspondant à celles du paiement des diverses fractions du prix de l'immeuble ».

Au lieu de rejeter immédiatement la prétention de la femme, pour la raison qu'il s'agissait dans l'espèce d'un bien acquis avant la loi de 1907, le tribunal de la Seine a admis que la femme pourrait, le cas échéant, faire valoir ses droits à la dissolution de la communauté. Sans doute, il la déboutait de sa demande (la preuve de la provenance et de la consistance des deniers qu'elle prétendait avoir une origine laborieuse, lui ayant paru insuffisante pour produire effet à l'égard du tiers acquéreur), mais « tout en réservant les droits qu'elle pourrait faire valoir lors de la dissolution de la communauté » contre le mari ou ses représentants.

Le fait que l'acquisition de l'immeuble a été réalisée avant la promulgation n'est donc pas, d'après ce jugement, un obstacle à l'application de la loi de 1907.

CONCLUSION

APPRÉCIATION D'ENSEMBLE

Au terme de notre étude juridique de la loi de 1907, il convient de nous demander ce qu'il faut penser d'une réforme, qui apporte en droit une révolution aussi profonde dans les principes traditionnels de notre régime de communauté.

L'innovation, consistant à donner à toute femme mariée la libre disposition des produits de son labeur, a été accueillie avec enthousiasme par certains féministes. On a présenté la loi, comme venant consacrer dans notre législation un principe éminemment juste et équitable : « Il est conforme, disait M. Tissier, au principe supérieur de notre droit, qui est le respect de la dignité et de l'indépendance de la personne humaine, de donner à toute femme mariée qui travaille, le droit propre de recevoir son salaire et d'en disposer » (1).

M^{me} Schmahl disait de même en 1902 à la Société d'Etudes législatives (2) : « C'est en vertu d'un sentiment supérieur à la pitié que nous devons demander

(1) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1902, p. 35.

(2) *Eod. lib.*, p. 108.

l'atténuation de la puissance maritale. C'est au nom du respect de la dignité et de l'indépendance humaines, qu'il faut réclamer l'allègement de la subordination de la femme. »

Cet enthousiasme nous paraît un peu exagéré. La question délicate est précisément de savoir si dans le mariage, il ne convient pas d'unir dans une large mesure les intérêts des deux époux, ce qui doit fatalement faire subir aux droits individuels de la femme certaines restrictions.

On a appelé le mariage, une communion d'amour et de foi, une union des intelligences et des cœurs.

« L'homme et la femme, écrit Mourlon (1), s'épousent sous la promesse d'un dévouement réciproque et absolu ; l'épouse doit se donner tout entière à son époux. Dans le mariage, tout ce qui se ramène à l'unité est bon et divin. Tout ce qui s'en éloigne est mauvais et impie. »

D'ailleurs, il est difficile de se rendre compte du motif pour lequel, lorsque les époux ont adopté pour base de leur union pécuniaire le régime de communauté, les revenus des biens de la femme, de ses apports sont à la discrétion absolue du mari, tandis que ses gains, qui économiquement sont des revenus *sui generis*, revenus du travail, au lieu d'être des revenus du capital, sont soustraits aux pouvoirs du chef de ménage et gérés exclusivement par l'épouse.

Certains auteurs (2) considèrent que la loi de 1907 vient inaugurer une tendance fâcheuse dans notre

(1) MOURLON. Traité de la transcription, t. II, p. 502.

(2) DE LA GRASSERIE. *Lois Nouvelles*, 1907, p. 486. — DEPINAY. *Revue du Notariat et de l'Enregistrement*, p. 207.

droit : elle est pour eux un acheminement vers la suppression du régime de communauté comme régime légal et une étape vers le régime de séparation.

« La loi du 13 juillet 1907, dit M. Depinay, ouvre une large brèche dans le droit matrimonial institué par le Code civil, et elle ébranle fortement les bases du régime de communauté légale. Ils ont beau s'en défendre, les auteurs de la loi ont créé pour la femme, qui aurait une profession distincte de celle de son mari, un nouveau régime matrimonial de droit commun, dont les règles sont empruntées en partie à la communauté, et en partie à celles de la séparation de biens. »

Il est à craindre, dit-on encore, que nous ne soyons insensiblement conduits par une pente irrésistible à la séparation de biens. « Après avoir réservé à la femme la libre disposition de ses gains, on voudra lui reconnaître celle des meubles, qu'elle avait au moment de la célébration du mariage et qui sont tombés de son chef en communauté. On invoquera pour cela les mêmes considérations ; on dira qu'il est déplorable de voir le mari, pouvant ruiner son épouse, en employant à de folles dépenses la petite fortune mobilière qu'elle lui a apportée lors de son mariage. On trouvera ensuite beaucoup plus simple de déclarer chaque époux propriétaire de ses biens et la communauté sera supprimée » (1).

Il semble un peu prématuré et hasardeux de soutenir que la réforme de 1907 doive fatalement amener un tel résultat.

(1) DELACHENAL. Des pouvoirs de la femme sur les biens communs pendant la durée de la communauté légale. Thèse 1901 (conclusion).

D'ailleurs, le législateur est resté fidèle au régime de communauté (1) ; il n'a pas eu l'intention de démolir, ni même d'ébranler notre régime légal. Il s'est contenté d'attribuer à la femme un pouvoir d'administration et de disposition sur les produits de son labeur, mais il n'a rien voulu changer au point de vue de la propriété : ces gains continuent à tomber dans la communauté et à se partager entre les époux à la dissolution. La loi s'est heureusement gardée de greffer sur le régime de droit commun une séparation de biens partielle, en réservant à l'épouse la propriété de ses gains personnels.

Le régime de communauté, tel qu'il est organisé par le Code civil, n'est pas à l'abri de toute critique (2). Les pouvoirs du mari, en particulier, sont excessifs ; notre Code imprégné des idées romaines, a livré la communauté tout entière à la discrétion du mari ; les droits d'associée de la femme sont trop méconnus pendant le mariage. Il conviendrait, semble-t-il, de se rapprocher de la manière dont était régie l'association conjugale au moyen âge (XIII^e siècle). Or, ce ne serait pas ruiner le mariage et la communauté que de permettre à la femme de collaborer à la gestion pour les actes graves et de répartir équitablement entre les deux conjoints les pouvoirs détenus jusqu'ici par le mari seul. Ce n'est pas non plus ruiner la communauté

(1) Sur les avantages de la communauté. Voir LAURENT, Avant-projet de révision du Code civil, V, p. 169. — TURGEON. Le féminisme français et communications de ce dernier. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 71. — CAUWES. *Eod. lib.*, p. 125. — BUFNOIR. Communication faite à la Société de Législation comparée, 1895 et 1896.

(2) Sur les réformes à apporter aux droits de la femme mariée, quant à ses intérêts pécuniaires en général. Voir rapport de M. Tisier, I. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 28.

que d'octroyer à la femme l'administration d'une partie du fonds commun (1).

La loi de 1907 n'a pas apporté de trop graves atteintes à l'autorité maritale. D'une part, l'article 2 réserve au mari un droit de contrôle sur l'administration de la femme ; d'autre part, cette loi s'est gardée de supprimer la nécessité pour la femme de se munir de l'autorisation expresse ou tacite de son mari, pour embrasser une profession.

Malheureusement il est à craindre que le législateur ne soit amené à inscrire une telle innovation dans nos lois. Que deviendra alors la subordination où doit se trouver la femme vis-à-vis de son mari, si elle a le libre choix de sa carrière ; le chef de ménage peut avoir de bonnes raisons pour s'opposer à ce que son épouse quitte les travaux domestiques ; ne faut-il pas qu'il ait le moyen d'empêcher cette dernière d'embrasser une profession qui puisse compromettre l'honneur et la dignité de la famille.

Sans doute, il est probable qu'en donnant à la femme le libre choix de sa carrière, le législateur concédera au mari le droit d'y mettre obstacle, en s'adressant aux tribunaux, qui trancheront alors souverainement le litige.

Cette intervention d'un tiers, et particulièrement des tribunaux, dans les discussions domestiques nous paraît peu souhaitable : elle blessera presque toujours les deux époux, et le conjoint qui aura succombé demandera souvent la rupture de son union ; il aura vite trouvé un motif capable d'en justifier la demande.

(1) SALEILLES. *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 131.

Si nous nous plaçons en présence des faits et des nécessités pratiques, nous devons approuver le législateur d'avoir organisé la protection des gains de la femme. Les maris, surtout dans la classe ouvrière, ne se montrent pas toujours dignes de leur rôle de chef de ménage. Il y a des maris ivrognes, joueurs, débauchés, violents, dissipateurs ou qui désertent le foyer conjugal. Dès lors, on conçoit qu'à une époque où « les liens du mariage se dissolvent, où la religion ne cimente plus l'union domestique, où l'abandon du foyer par le mari entre dans les mœurs ouvrières », le législateur ait cru bon d'organiser un nouveau contrepoids à leurs pouvoirs. C'est ce qu'a fait la loi de 1907, en donnant à la femme le droit d'avoir « sa caisse à elle, sa caisse séparée », où elle seule a le droit de puiser et qui constitue une réserve pour le ménage. Sans doute, on ne saurait admettre que cette caisse domestique pût être alimentée par les gains du mari ; mais lorsque la femme, poussée par la nécessité, est obligée de sortir de son rôle naturel de ménagère et de contribuer par son travail à augmenter les ressources familiales, les gains qu'elle réalise ainsi sont tout désignés pour faire partie de ce petit pécule.

Par là même, la loi organise la protection des produits du travail de l'épouse contre les dissipations du mari.

Ainsi que nous l'avons insinué dans notre introduction, c'est bien là le but principal pour lequel la loi de 1907 a été élaborée ; elle a voulu remédier à certains abus d'autorité constatés en fait. Comme l'a dit M. Viollette (1) à la Chambre : « la loi a voulu mettre

(1) VIOLETTE. *Journ. off.*, 1907. Doc. Parlem., annexe n° 1128, p. 960.

un terme à des situations trop navrantes que la rigueur d'un droit, qui n'est plus adéquat aux conditions de la vie moderne, rendait véritablement scandaleuses ».

* * *

Pour donner quelque efficacité à sa réforme, le législateur devait nécessairement lui imprimer la portée très étendue qui la caractérise. Il est assez facile de se convaincre que si la loi s'était contentée, comme le proposait M. Glasson, d'organiser pour les femmes ouvrières le moyen d'obtenir, par une procédure simplifiée, au cas de dilapidation du mari, une séparation partielle, relativement aux produits de leur travail, il n'aurait, dans la grande majorité des cas, remédié au mal signalé que dans une mesure manifestement insuffisante. La femme n'aurait eu la disposition des produits de son travail que pour l'avenir. La garantie aurait été trop tardive, n'aurait pas prévenu le mal ; elle ne serait arrivée que lorsqu'il aurait été en partie consommé.

Mais surtout un tel système aurait présenté les plus graves inconvénients pour la bonne harmonie du ménage. C'est un remède judiciaire. Or, l'immixtion de la justice dans les affaires conjugales achève souvent de rompre la bonne entente entre les époux. Enfin, la femme aurait le plus souvent hésité à recourir au moyen mis à sa disposition pour empêcher les dissipations du mari.

On nous objectera peut-être que la justice intervient journellement pour prononcer la séparation de biens entre époux, sans que cependant la paix du ménage

soit troublée. Nous répondrons que la séparation de biens est demandée la plupart du temps moins contre le mari, que pour mettre les revenus et la fortune de l'épouse à l'abri des créanciers de ce dernier. Ici l'action est bel et bien dirigée contre le mari lui-même : elle est une marque de défiance très prononcée contre son administration.

Une simplification de la procédure de séparation de biens n'aurait donc apporté à la situation des femmes victimes d'abus de pouvoir de leurs maris qu'un semblant de remède.

Mais n'aurait-il pas été suffisant, ainsi que le proposait M. Cauwès, de permettre à la femme de se réserver le droit de disposer des produits de son travail au début du mariage par une manifestation de volonté, en l'absence de laquelle les règles du Code civil seraient demeurées en vigueur dans toute leur intégrité ? Cette déclaration, pour être accessible à tous, n'aurait pas d'ailleurs dû nécessairement être exprimée dans une clause d'un contrat de mariage, mais aurait pu être faite devant l'officier de l'état civil au moment de la célébration du mariage et insérée dans l'acte de mariage lui-même

Un tel système, préférable sans doute à celui de M. Glasson, puisqu'il organise un remède préventif, aurait été peu pratique et ne se serait vraisemblablement appliqué que dans des cas très restreints. La déclaration, qu'aurait faite la femme pour se réserver la disposition de ses gains, aurait été souvent considérée comme un acte de méfiance, et la susceptibilité froissée du mari eût pu être la source de mésintelligences

postérieures. Conséquemment il aurait été à redouter que la femme, par délicatesse, ou dans la crainte d'une rupture de l'union projetée, préférât renoncer à la protection offerte et rester soumise au régime du Code civil.

Ajoutons qu'au moment du mariage, les jeunes époux ont souvent la plus entière confiance l'un dans l'autre, et la fiancée n'envisage pas l'éventualité d'excès de pouvoir de son futur mari.

Enfin, même en supposant que la femme fasse une réponse négative, en pleine connaissance de cause, et après avoir apprécié les qualités de son conjoint, elle n'est jamais assurée que ce dernier ne se livrera pas plus tard à la débauche ou à l'ivrognerie : le mari le plus consciencieux peut devenir dissipateur.

Pour toutes ces raisons, nous ne pouvons qu'approuver la loi d'avoir donné à la femme de plein droit la disposition de ses gains, indépendamment de toute décision judiciaire et de toute manifestation de volonté de sa part.

La loi de 1907 ne s'est pas contentée, comme certaines législations étrangères (1), de permettre à la femme de toucher ses salaires et de les placer, tout en laissant les biens ainsi économisés régis par le droit antérieur. C'est en ce sens qu'était conçu le projet voté par la Chambre en 1896.

Les conséquences d'un tel système auraient été néfastes pour la famille. L'épouse aurait été poussée à dépenser immédiatement la totalité de ses gains, au lieu de les économiser et de constituer une petite

(1) Lois belge, suédoise, neuchâteloise.

réserve pour l'avenir et pour le temps où elle ne pourra plus travailler.

De plus, l'innovation n'aurait présenté qu'une bien faible utilité, si le droit de la femme n'avait pas été étendu aux économies. En fait, il est rare que le mari s'empare de la partie des gains de la femme destinée à faire face aux besoins journaliers du ménage. Ce dont il désire s'emparer, c'est précisément du surplus, de ce qui n'est pas absolument indispensable. En n'étendant pas la réforme aux économies, on aurait protégé des biens qui pratiquement sont le moins atteints par les pouvoirs du mari.

* * *

Même avec la portée très étendue que le législateur lui a donnée, nous ne croyons pas beaucoup à l'efficacité de l'innovation de 1907 pour assurer la protection des salaires de la femme contre les dilapidations du mari. Il n'est guère probable que la loi apportera un changement appréciable à la situation des femmes mariées dans la classe ouvrière :

« Il sera difficile, dit M. Thaller (1), de se soustraire
» à un dilemme. Ou bien nous aurons à faire à un mari
» brutal, ou bien ce sera un mari débonnaire. S'il est
» brutal, le dernier mot lui restera, en dépit de toute
» loi, cherchant à refouler les abus ;... il arrachera le
» salaire des mains de sa femme, en usant d'intimida-
» tion pour se le faire céder. S'il est débonnaire, il
» comprendra de lui-même que la femme doit être
» associée à l'emploi de son gain et qu'il est juste

(1) *Bull. Soc. Et. législ.*, 1902, p. 120.

» qu'elle en règle la distribution. La loi est faite pour
» contenir le premier de ces deux hommes, non le
» second. Eh bien, le brutal trouvera toujours le
» moyen d'en paralyser l'action. »

Dans les mauvais ménages, par conséquent, il est probable que la plupart du temps, les gains de la femme et les économies réalisées par elle, ne seront guère plus protégés que par le passé. Une loi est impuissante à faire sentir son influence à l'intérieur du logis. Comment pourrait-elle empêcher un mari d'arracher à sa femme les produits de son travail ?

Comme le dit M. Planiol (1), « la mainmise du mari
» sur les gains de la femme pour les dissiper est plutôt
» une question de mœurs qu'une question de droit,
» et le danger se reproduira toujours, quel que soit
» l'état de la législation ; on pourra seulement l'atté-
» nuer. »

Dans cet ordre d'idées, M. Saleilles (2) fait connaître l'opinion de M. Martin, professeur de droit à Genève, ville qui possède depuis 1894 une législation du salaire de la femme mariée :

« Tout d'abord, je m'étais adressé à M. Martin...
» afin d'avoir par lui quelques indications sur les
» résultats de fait de la loi genevoise de 1894. M. Mar-
» tin, en me répondant, déclare que la loi de 1894
» n'a pas eu de résultats pratiques très appréciables ;
» elle a sans doute une grande valeur théorique, parce
» qu'elle affirme un principe éminemment juste. Mais
» pratiquement, elle n'a pas changé grand'chose à ce
» qui se passait antérieurement, faute de sanction

(1) PLANIOL, III, n° 911.

(2) *Bull. Soc. Et. lég.*, 1902, p. 105-106.

» suffisante. Pour ce qui est des bons ménages, elle ne
» modifie pas l'état de choses existant, et pour ce qui
» est des mauvais, elle n'a pu empêcher que les maris
» débauchés et violents, qui veulent s'emparer des
» biens de leurs femmes, puissent, après comme avant,
» jouer de la force du poing. »

Il est probable qu'il en sera de même en France et que la femme ouvrière ne jouira que dans une mesure assez restreinte des effets de la nouvelle législation.

La loi pourra cependant être utile dans certaines circonstances, notamment pour protéger les gains de la femme contre les créanciers du mari. Enfin, comme on l'a fait remarquer, la loi est souvent « un agent de moralisation », et elle doit être la conscience de ceux qui n'en ont pas.

« Les décisions de la loi, dit M. Dubreuil (1), et l'idée du droit ont souvent sur les masses une influence dont elles ne se rendent pas compte, mais qui est incontestable. Enfin tous les maris dépensiers ne sont pas brutaux, et plus d'un hésitera à s'emparer par la force de salaires ou d'émoluments qui ne lui appartiennent plus. »

(1) DUBREUIL. Protection des gains de la femme mariée. Thèse 1902.

VU :

Le Président de la Thèse,
E. THALLER.

VU :

Le Doyen,
P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
Bibliographie.....	5
Introduction : Origines de la loi de 1907.....	9
CHAPITRE I. — SPHÈRE D'APPLICATION DE LA LOI DE 1907	
QUANT AUX PERSONNES ET QUANT AUX BIENS.....	29
SECTION 1 ^{re} . — <i>Femmes mariées soumises au régime nouveau</i>	29
§ 1. Des femmes pouvant invoquer le bénéfice de la loi nouvelle.....	29
§ 2. Des femmes mariées restant en dehors des prévisions de la loi de 1907.....	35
SECTION 2 ^e . — <i>Composition de la masse des biens réservés</i>	46
§ 1. Masse de biens soumise aux règles de la loi de 1907.....	47
§ 2. Masse de biens restant en dehors du pécule.....	65
CHAPITRE II. — IDÉE GÉNÉRALE SUR LES RÈGLES RÉGIS- SANT LES BIENS RÉSERVÉS.....	
SECTION 1 ^{re} . — <i>Différence intrinsèque entre les biens séparés et les biens réservés au point de vue de leur affectation...</i>	78
SECTION 2 ^e . — <i>Les biens réservés continuent théorique- ment à faire partie du patrimoine de communauté</i>	85

SECTION 3 ^e . — Répartition de l'administration de la communauté entre le mari et la femme.....	89
SECTION 4 ^e . — Identité de caractères entre les pouvoirs du mari sur la communauté et ceux de la femme sur les biens réservés.....	95
SECTION 5 ^e . — Du mandat donné par la femme au mari pour l'administration de ses biens réservés.....	98
SECTION 6 ^e . — Pouvoir propre du mari sur les biens réservés pour les besoins du ménage.....	104
SECTION 7 ^e . — Quelle capacité la femme mariée aura-t-elle pour exercer ses pouvoirs nouveaux ?.....	116
CHAPITRE III. — DES MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DE 1907 A LA CAPACITÉ DE LA FEMME.....	
SECTION 1 ^{re} . — Observations préliminaires.....	123
SECTION 2 ^e . — Etendue de la capacité de la femme sur ses biens réservés.....	130
I. Actes d'administration proprement dits et placements.....	131
II. Actes de disposition à titre onéreux.....	135
III. Obligations.....	136
IV. Actions en justice.....	137
V. Comparaison entre la capacité de la femme séparée de biens et celle de la femme de la loi de 1907.....	142
VI. Difficulté particulière au contrat de société.....	151
SECTION 3 ^e . — Limite de la capacité de la femme sur ses biens réservés.....	155
I. Portée de cette restriction.....	157

II. Habilitation de la femme pour faire un acte à titre gratuit sur ses biens réservés.....	162
III. Sanction des règles sur l'habilita- tion exigée pour certains actes. — Effets du défaut d'autorisation.	165

CHAPITRE IV. — MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI DE 1907 A LA THÉORIE DU DROIT DE POURSUITE DES CRÉANCIERS SOUS LE RÉGIME DE COMMUNAUTÉ.....	169
--	-----

SECTION 1 ^{re} . — <i>Droits de poursuite pour dettes nées du chef des époux pendant la durée de la communauté.....</i>	170
§ 1. Dettes du mari.....	170
§ 2. Dettes de la femme.....	178

SECTION 2 ^e . — <i>Droits de poursuite des créanciers des époux pour dettes nées de leur chef antérieurement au mariage.....</i>	189
---	-----

SECTION 3 ^e . — <i>Droits de poursuite des créanciers à raison des dettes grevant les succes- sions, donations ou legs échus aux époux pendant le mariage.....</i>	193
---	-----

CHAPITRE V. — RÈGLES RÉGISSANT LES BIENS RÉSERVÉS A LA DISSOLUTION DE LA COMMUNAUTÉ.	196
---	-----

SECTION I. — <i>Sort des biens réservés en cas d'accepta- tion par la femme de la commu- nauté.....</i>	196
— Partage de l'actif commun.....	200
— Indication de quelques difficultés relatives au passif.....	206
— De l'hypothèque légale de la femme sur les immeubles réservés en cas d'acceptation.....	213

SECTION II. — <i>Sort des biens réservés en cas de renon-</i>	
---	--

<i>ciation par la femme à la commu-</i> <i>nauté.....</i>	216
--	-----

CHAPITRE VI. — QUESTIONS DE PREUVÉ QUE FAIT NAÎTRE LA LOI DE 1907.....	237
---	-----

SECTION I. — <i>Justifications à fournir par la femme aux</i> <i>tiers avec qui elle veut contracter</i> <i>relativement à ses biens réservés.</i>	237
--	-----

SECTION II. — <i>Preuve de la provenance et de la consis-</i> <i>tance des biens réservés.....</i>	251
---	-----

SECTION III. — <i>Preuve de la nature des dettes contrac-</i> <i>tées par les époux.....</i>	270
---	-----

CHAPITRE VII. — MOYENS DONNÉS AU MARI CONTRE LES ABUS DE POUVOIR DE LA FEMME ET SON DÉFAUT DE CONTRIBUTION AUX CHARGES DU MÉNAGE.....	277
--	-----

SECTION I. — <i>Droit du mari de faire prononcer le retrait</i> <i>total ou partiel des pouvoirs de la</i> <i>femme</i>	280
---	-----

§ 1. Dans quel cas le mari est-il admis à se prévaloir de l'article 2?....	281
---	-----

§ 2. Procédure de l'action en retrait...	284
--	-----

§ 3. Conséquences du jugement pro- nonçant le retrait.....	286
---	-----

§ 4. Absence de publicité du jugement	293
---------------------------------------	-----

SECTION II. — <i>Droit d'opposition du mari.....</i>	295
--	-----

SECTION III. — <i>Droit du mari de saisir-arrêter les</i> <i>gains de sa femme.....</i>	296
--	-----

§ 1. Formalités de cette saisie-arrêt...	296
--	-----

§ 2. Nature particulière de la saisie- arrêt.....	303
--	-----

§ 3. Règles régissant cette saisie-arrêt.	306
---	-----

APPENDICE. — <i>Sanction de l'obligation du mari de</i> <i>contribuer aux charges du ménage.</i>	314
---	-----

CHAPITRE VIII. — CARACTÈRES DES DISPOSITIONS DE LA LOI NOUVELLE.....	321
SECTION 1 ^{re} . — <i>Son caractère impératif ou d'ordre public.....</i>	322
§ 1. Observations préliminaires.....	322
§ 2. Appréciation au point de vue juri- dique du caractère d'ordre public.	328
§ 3. Etendue et limites du caractère d'ordre public.....	332
SECTION 2 ^e . — <i>Son caractère exceptionnel.....</i>	344
SECTION 3 ^e . — <i>Application de la loi de 1907 aux femmes mariées antérieurement à sa pro- mulgation.....</i>	350
CONCLUSION. — APPRÉCIATION D'ENSEMBLE.....	359

